ALPHONSE KARR

A
L'ENCRE VERTE

PARIS
CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, 3

Rev. J. Sablé
French

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE

STAFF LIST 1984-85

ŒUVRES COMPLÈTES

D'ALPHONSE KARR

A L'ENCRE VERTE

213-215 origines [illegible]
d'A. Karr

+ [illegible]
(+ Hugo 328)

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ŒUVRES COMPLÈTES

D'ALPHONSE KARR

Format grand in-18.

AGATHE ET CÉCILE	1 vol.
L'ART D'ÊTRE MALHEUREUX	1 —
BOURDONNEMENTS	1 —
LE CHEMIN LE PLUS COURT	1 —
CLOTILDE	1 —
CLOVIS GOSSELIN	1 —
LE CREDO DU JARDINIER	1 —
LES DENTS DU DRAGON	1 —
DE LOIN ET DE PRÈS	1 —
DIEU ET DIABLE	1 —
ENCORE LES FEMMES	1 —
EN FUMANT	1 —
L'ESPRIT D'ALPHONSE KARR	1 —
FA DIÈZE	1 —
LA FAMILLE ALAIN	1 —
LES FEMMES	1 —
FEU BRESSIER	1 —
LES FLEURS	1 —
LES GAITÉS ROMAINES	1 —
GENEVIÈVE	1 —
GRAINS DE BON SENS	1 —
LES GUÊPES	6 —
UNE HEURE TROP TARD	1 —
HISTOIRE DE ROSE ET DE JEAN DUCHEMIN	1 —
HORTENSE	1 —
LETTRES ÉCRITES DE MON JARDIN	1 —
LE LIVRE DE BORD	4 vol.
LA MAISON CLOSE	1 —
MENUS PROPOS	1 —
MIDI A QUATORZE HEURES	1 —
NOTES DE VOYAGE D'UN CASANIER	1 —
LA PÊCHE EN EAU DOUCE ET EN EAU SALÉE	1 —
PENDANT LA PLUIE	1 —
LA PÉNÉLOPE NORMANDE	1 —
PLUS ÇA CHANGE	1 —
... PLUS C'EST LA MÊME CHOSE	1 —
UNE POIGNÉE DE VÉRITÉS	1 —
POUR NE PAS ÊTRE TREIZE	1 —
LA PROMENADE DES ANGLAIS	1 —
PROMENADES AU BORD DE LA MER	1 —
PROMENADES HORS DE MON JARDIN	1 —
ON DEMANDE UN TYRAN	1 —
LA QUEUE D'OR	1 —
RAOUL	1 —
ROSES NOIRES ET ROSES BLEUES	1 —
LES SOIRÉES DE SAINTE-ADRESSE	1 —
SOUS LES ORANGERS	1 —
SOUS LES TILLEULS	1 —
SUR LA PLAGE	1 —
TROIS CENTS PAGES	1 —
VOYAGE AUTOUR DE MON JARDIN	1 —

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE, JEANNE ROBERT.

A

L'ENCRE VERTE

MIETTES
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PAR

ALPHONSE KARR



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1881

A

JEANNE BOUYER

A

L'ENCRE VERTE

A TRAVERS CHAMPS

A M. ***

Nous sommes dans une de ces époques troublées, sombres, sinistres, où, comme le disait Cicéron d'une époque semblable, où il vivait et où il devait mourir, « où on ne voit que trop avec qui on ne veut pas marcher, et on ne voit pas qui l'on veut suivre ».

Pour mon compte, l'outrecuidance des uns et la lâcheté des autres ; la crédulité, l'aveuglement du plus grand nombre; le triomphe de l'absurde, du mensonge, du crime; le sentiment de mon isolement et de mon impuissance m'inspiraient un tel découragement, disons le vrai mot, un tel dégoût, que je méditais de me retirer tout à fait de la politique. D'autre part, quitter le champ de bataille pendant le combat, quand les clairons sonnent, *relictâ non bene parmulâ*, — c'est un procédé qui répugne à mon tempérament.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est : 1° faire céder, au moins pour un temps, nos idées, nos opinions, nos sympathies, à la paix, à la prospérité, à la dignité, au

salut de la France; 2° demander cette paix, cette prospérité, cette dignité, ce salut, soit à une royauté constitutionnelle, représentative, franchement libérale, une sorte de présidence héréditaire, se tenant résolument au milieu, peut-être un peu à gauche; soit à une république nettoyée, expurgée des soi-disant républicains que nous savons, se tenant aussi résolument au milieu, peut-être un peu à droite.

Car, dans un pays où la forme de gouvernement actuelle a été décidée à la majorité d'une voix, la monarchie absolue ou la république absolue serait également une tyrannie: la moitié moins un de la nation ne se résignerait à obéir à la moitié plus un, que jusqu'au moment plus que probable où le *un* se détacherait.

Il n'y a donc de possible, de sensé, de légitime qu'une forme de gouvernement où chacun, sacrifiant une portion de ses idées et de ses espérances, peut être assuré du reste de ses idées et de ses espérances.

Je combats sans titre, sans grade, en volontaire, comme j'ai toujours combattu; je prends la permission de me présenter moi-même à ceux de mes lecteurs qui ne me connaissent pas, et de leur parler un peu de moi. Si je prends ce soin, c'est qu'il s'agit de dire de moi un peu de bien, et que j'ai remarqué que les autres ne s'en acquittent jamais si bien à notre gré que nous-mêmes, et oublient toujours quelque chose.

Je commence.

Depuis une quarantaine d'années que, bien malgré moi, j'ai abandonné les vers pour la prose, la rêverie et l'ombre de mes tilleuls pour le combat et la poussière des champs de bataille, j'ai écrit un bien grand nombre de lignes; je n'en ai pas écrit une seule sans la signer; j'en ai toujours assumé, comme j'en assume encore, l'entière responsabilité.

Spectateur désintéressé et de sang-froid, ne jouant pas, ne pariant pas, n'ayant rien à gagner ni à perdre au triomphe ou à la défaite de tel ou tel parti ; spectateur assez bien assis, parce que je me trouve suffisamment bien assis sur un banc de bois ou sur un tertre de gazon, j'ai pu, sans grande peine, comme sans grand mérite, conserver ce que la Providence, la nature et mon tempérament m'avaient donné de clairvoyance et de bon sens. Je n'ai jamais permis ni aux hommes ni aux événements, ni à la mode ou à la folie et à la maladie régnante de m'imposer des lunettes colorées ou même simplement teintées, et j'ai pu toujours voir, je crois voir encore les hommes et les choses avec leurs formes, leurs couleurs naturelles et véritables, et je n'ai pas à craindre que mes écrits, tous signés, je le répète, présentent une seule contradiction de principe.

Je ne suis pas plus clairvoyant, pas plus habile que beaucoup d'autres ; la modestie que l'on est convenu de faire semblant d'avoir m'oblige même à dire que je ne possède ces dons qu'à un moindre degré que celui-ci ou celui-là. L'avantage, le seul avantage que j'aie eu, que j'aie encore, est tout simplement celui d'un homme qui, regardant jouer aux échecs deux joueurs souvent beaucoup plus forts que lui, voit cependant et signale les fautes que commettent les deux combattants, étourdis, aveuglés par le souci de leur enjeu et de leur commune renommée.

Cet avantage ne m'a personnellement pas servi à grand' chose; si j'ai, dans ma vie, fait entendre un assez grand nombre de vérités, et cinq ou six fois influé sur certaines questions, sur certaines résolutions, je n'ai jamais constitué à mon bénéfice une sérieuse et habituelle influence.

Que d'autres cherchent ou trouvent les causes de cette impuissance dans une insuffisance de talent,

j'aime mieux les chercher ailleurs, et cette préférence n'étonnera personne.

Voici celles que j'ai adoptées :

Aux époques ardentes que nous avons traversées depuis quarante ans, la justice, le bon sens, la vérité, ne peuvent satisfaire, dans aucun parti, des gens décidés à ne pas se contenter de leur part légitime, je n'aurais pu être n'importe quoi qu'à la minorité des voix, le candidat nommé étant celui qui aurait eu le moins de voix, — ce qui ne serait peut-être pas le plus mauvais ! — et je me suis trouvé réduit à marcher seul, et le plus souvent à l'encontre de la foule.

En effet, prenez un magistrat, un simple maire de village ; placez-le dans une commune divisée en deux camps, — ce qui ne serait guère aujourd'hui.

Supposez que le maire, peu soucieux de la justice et de la vérité, se livre à un des deux partis qui divisent la commune, il sera, il est vrai, haï et vilipendé par l'autre parti, mais soutenu et prôné par celui qu'il protège.

Supposez, au contraire, ce maire résolument, inexorablement juste et impartial ; dans un temps donné, il aura dû donner tort à celui auquel il avait donné raison hier, et réciproquement, et, comme naturellement on écrit le bien qu'on reçoit sur le sable et le mal sur le bronze, je ne lui donne pas plus d'un an pour être complètement dépopularisé et honni par tout le monde.

On a rarement dit de moi : « Comme il a raison aujourd'hui ! » mais on a dit souvent : « Comme il avait raison il y a dix ans, il y a six mois ! comme il avait raison hier ! »

Entre les causes, que j'aime à croire les seules, — j'ai dit pourquoi, — de la position effacée que j'occupe, que j'occuperai toujours, j'en dirai encore deux.

Je n'ai désiré, je n'ai demandé, je n'ai accepté aucune « élévation » officielle, lorsque j'ai eu des amis au pouvoir ; je n'aime pas plus à commander qu'à obéir ; je hais à peu près également les deux bouts de la chaîne et de la laisse, parce que la liberté n'est ni à l'un ni à l'autre. Or, la foule confond volontiers les grands et les *juchés*. Il n'est personne qui, conservant les pieds sur le sol commun, ne paraisse petit, ou mieux ne disparaisse au milieu des *juchés*. Je ne me suis jamais livré ni à un parti ni à une coterie. Voilà une des deux causes, voici l'autre.

N'espérant pas m'intimider, ni faire de moi leur dupe ou leur complice, les habiles, parmi ceux dont j'ai dû attaquer assez vigoureusement les théories et les actes, ont organisé contre moi, ce que, en style de journaux, on appelle la « conspiration du silence », même quand je défends énergiquement des principes qu'ils font semblant de professer. Seuls quelques petits carrés de papier rouge, naïfs et béjaunes, croyant gagner leurs éperons, m'adressent des injures plus ou moins grossières et bêtes ; ce n'est que très rarement que je daigne les fustiger. Mais les habiles, les malins, les blâment, les rappellent à la consigne et leur imposent silence.

Mais, même entre les habiles de ceux qui me rendent la justice et me font l'honneur de me haïr, il y en a de plus futés, de plus madrés, de plus roués encore que les autres ; ceux-là ont imaginé ingénieusement de me dénoncer à la vindicte publique comme ayant de l'esprit, c'est-à-dire un « propre à rien » de sérieux, et de m'infliger le sobriquet de « spirituel auteur des *Guêpes* », ce qui m'a perdu dans l'opinion du plus grand nombre.

En effet, dans ce pays où tout le monde dit aimer l'esprit, où tout le monde a de l'esprit, veut en avoir ou en montrer, croit en avoir ou veut faire croire qu'il en a, où

il y a tant de variétés et de contrefaçons de l'esprit, l'esprit n'obtient ni une estime ni une considération qui sont, de droit, accaparées exclusivement par les gens lourds et empêtrés, qui, d'un air triomphant, accusent de légèreté tout ce qui s'élève quelque peu au-dessus d'eux.

En vain, je me suis défendu contre cette capitale et perfide inculpation, en vain j'ai crié : « Je ne suis pas, il s'en faut, et c'est facile à voir, spirituel comme MM. tel et tel, comme mes ennemis l'insinuent et m'en accusent ; — ce que, dans leur fourberie et leur méchanceté, ils appellent mon « esprit », ce n'est qu'un bien simple et très modeste bon sens, un 'sens commun, à l'occasion peut-être un peu « orné et armé ; » — c'est en vain, le coup était porté, je ne m'en suis pas relevé, je ne m'en relèverai pas.

Je ne viens donc pas ici combattre à la tête d'une armée ni d'une troupe ; je ne suis pas un chef, ni un général, ni un officier ; je suis un simple soldat, un volontaire — rien de plus, — mais un soldat assez vigoureux et très résolu.

La présentation est faite. De retour, après un assez long voyage, à mon humble et paisible maison de Saint-Raphaël, je commence à revenir également au titre que j'ai écrit en tête de mon papier blanc : *A travers champs*.

... Emporté par la vapeur, je regardais passer et fuir les prés verts égayés par les fleurs du sainfoin rose, des marguerites blanches, des mélilots jaunes, des sauges bleues et violettes, et couverts de grands et heureux troupeaux.

Je regardais les arbres chargés de fruits, les uns mûrs et rouges, les autres encore verts et en train de mûrir ; je regardais la terre « en amour », comme disent les paysans, et hommes, femmes et enfants, courageusement et gaiement, fauchant et mettant en gerbes le seigle déjà jaune, rechaussant à la houe les

pommes de terre et le maïs, binant la vigne, etc., et j'admirais ces cultures vigoureuses, prospères, arrosées de leur sueur, et promettant pour récompense de riches récoltes.

Et je me disais : « Oui, la Providence avait voulu faire heureuse cette belle contrée si favorablement située, si richement douée. — La fécondité de la terre, le caractère et l'esprit autrefois libre, sagace et gai de ses habitants, — tout devait contribuer à sa félicité. »

Et je me disais aussi : « Quel malheur qu'elle n'y consente pas! quel malheur qu'elle se laisse troubler, mener, asservir, ruiner, aigrir, attrister, désespérer par une horde, par un tas de fainéants, de bavards, d'incapables plus avides qu'ambitieux, qui, pendant qu'elle travaille au soleil pour les nourrir, vident à l'ombre des chopes et des petits verres, qu'ils lui font payer dans les cabarets, les brasseries et les cafés! Comment la France ne voit-elle pas que leur paresse, leur égoïsme, leur incapacité bavarde, leur appétits et leurs soifs, leur vanité, leurs inepties et leurs crimes, prélèvent impudemment sur son travail et sa fortune une dîme bien supérieure à la dîme tant et justement reprochée autrefois à la noblesse et au clergé? Voyez, en effet, tous ces mauvais avocats, tous ces orateurs de taverne, tous ces fruits secs de toutes les professions, le rebut et la lèpre de la société, s'associant aux souteneurs de filles, aux voleurs, aux incendiaires, aux assassins, ne comptant d'honnêtes parmi eux que quelques fous et quelques fanatiques, ayant la République non pour but, mais pour échelle, se ruant à l'assaut des places et de l'argent, ayant ramassé, reficelé et recollé à leur usage et bénéfice tous les abus renversés et brisés par nos pères. »

Et je pensais : « Il serait vraiment grand dommage que cette grande, puissante et heureuse nation fît honteusement une rechute en sauvagerie. »

De retour en France depuis deux jours, je n'entends encore que des bruits confus et des voix fausses et discordantes s'essayant à un concert, et n'arrivant qu'à un charivari.

Le petit fausset aigre de M. Thiers qui a fait fusiller tant de républicains à diverses époques, et la voix enrouée de Me Gambetta, le « fou furieux », qui a tant contribué à faire assassiner les otages, piller et incendier Paris, démolir la maison de M. Thiers, et mettre à prix la tête du « sinistre vieillard ».

La voix profonde et solennelle de Victor Hugo, tour à tour légitimiste, orléaniste, antirépublicain, bonapartiste, et aujourd'hui radical.

La pratique de polichinelle de M. Naquet, l'intransigeant.

La voix grêle et sèche de M. de Girardin, successivement orléaniste, antirépublicain, bonapartiste, instigateur fanatique de la guerre de Prusse, aujourd'hui socialiste. — On est louvetier pour tuer les loups, socialiste pour détruire les sociétés.

La grosse voix d'Emmanuel Arago, dont le père était le collègue de Cavaignac lors de la rude répression en 1848 des amis d'aujourd'hui d'Emmanuel.

Et la voix flûtée de Garnier-Pagès, etc., toutes ces voix et bien d'autres, les unes rauques, les autres éraillées, fêlées, avinées, s'efforcent d'entonner ensemble le *Çaira*, — en y mêlant malgré eux quelques notes de chants précédemment beuglés, hurlés, miaulés et glapis.

Ce n'est certainement pas pour fonder ni une république ni quoi que ce soit au monde, que complote un pareil ramassis de gens qui, en temps honnête, ne se salueraient pas dans la rue ; ça ne peut avoir pour but que de renverser et de détruire.

Les maçons de Babel, malgré la confusion des langues, auraient pu démolir.

Ce que je distingue encore dans le tumulte, c'est un concert de plaintes sur les abus de pouvoir et les illégalités.

Peut-être un de ces jours examinerons-nous ensemble comment ces gaillards-là usent du pouvoir et traitent les lois quand ils sont les maîtres.

Aujourd'hui, ils me rappellent au tragique les Gracchus, auxquels le poète ne permettait pas de blâmer la sédition :

Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?

au comique, Robert-Macaire, qui, arrêté par les gendarmes, crie à tue-tête : « A la garde! ».

Pour finir aujourd'hui, voici ce que je rapporte de mes voyages.

Un petit journal allemand illustré résume ainsi les nouvelles de la guerre d'Orient en deux dessins :

1° *Nouvelles de Saint-Pétersbourg :*

Une troupe de cosaques à cheval enfilent de leurs longues lances des brochettes de Turcs tous en fuite.

2° *Nouvelles de Constantinople :*

L'armée russe poursuivie par les Turcs s'enfuit en désordre ; les jambes courent, mais toutes les têtes enlevées par les yatagans turcs restent en l'air en arrière.

DERRIÈRE LA TOILE

A UN BOURGEOIS DE MON VILLAGE

Hier, monsieur, assis et invisible à l'ombre d'une des tonnelles de tamarix et d'halimus que j'ai plantées devant chez moi au bord de la mer, j'ai eu la fortune de vous entendre développer vos idées politiques, — du moment; — je n'avais pas à vous répondre, ce n'était pas à moi que vous parliez, et, d'ailleurs, comme je sais très bien que vous n'êtes pas le seul qui pensiez ou du moins qui parliez ainsi, comme vous n'êtes pas tant un individu qu'un type, je me suis réservé de répondre ce matin par écrit à la fois à vous et à tous ceux qui se préparent en ce moment à faire la même sottise.

Un philosophe grec disait, en parlant des Athéniens si fins et si spirituels, et des Thébains, célèbres par leur pesanteur : « Les Athéniens ne peuvent jamais attraper les Thébains, ils tendent leurs filets trop haut. »

C'est que c'est un grand point! et, quand je faisais, il y a longtemps, la pêche des harengs avec mes bons amis d'Étretat, c'était celui de nos patrons, les Valin,

les Coquain, les Glam, les Gaillard, les Duchemin, etc., qui avait le mieux apprécié à quelle hauteur il fallait précisément tenir nos filets, qui faisait la meilleure pêche, et dont les matelots, frottant leur bonnet de laine rouge sur les écailles d'argent des harengs, faisaient dire de loin aux femmes qui, à notre retour, au soleil levant, nous attendaient aux cabestans et les voyaient étinceler :

— Bonne pêche ! les bonnets sont couverts de pièces de dix sous.

Un des avantages incontestables des charlatans de toute espèce, dentistes et hommes politiques, c'est qu'ils connaissent pour en avoir ou en avoir eu leur part, la hauteur, la profondeur et l'épaisseur de la bêtise humaine ; c'est qu'ils ne tendent pas leurs filets trop haut, — c'est qu'ils n'ont pas cette fausse et trompeuse délicatesse qui empêche les autres d'*appâter*, de *haquer*, d'*aboiter* leurs lignes avec des vers de terre, des colimaçons, des sauterelles, des asticots, et des mouches vraies ou artificielles, en se disant : « Pouah ! le poisson ne voudra pas manger de telles ordures qui me répugnent à toucher, — et, en tout cas, il n'est pas assez bête pour prendre ces plumes pour une vraie mouche et ne pas voir l'hameçon que ces amorces recouvrent.

Erreur ! Ce n'est pas avec des raisonnements corrects ou avec des pralines à la vanille que vous prendrez le poisson et le vulgaire des hommes, — c'est avec les billevesées, les hyperboles, les mensonges les plus effrontés, c'est avec les lombrics, les limaçons, les asticots et les mouches artificielles.

Voyez en ce moment où va se faire une grande pêche aux élections — vous, bourgeois, à qui je m'adresse, — vous, l'homme qui parliez hier, vous qui, avec une condescendance affectée et une sympathie hypocrite, dites « le peuple » en parlant des ouvriers

et des paysans dont l'ignorance naturelle vaut dix fois mieux que la collection d'idées fausses et de sottises greffées sur la vôtre.

Quand on vous montre où nous conduisait M. Jules Simon, qui, marchant sur la corde roide — se faisait mettre sous le pied droit de la craie blanche par Pierrot conservateur, et sous le pied gauche de l'ocre rouge par Arlequin radical — quand on vous fait voir l'alliance des soi-disant républicains avec les voleurs, les assassins de la Commune, vous croyez qu'on vous trompe, et, avec un sourire de supériorité, vous dites: « Allons donc! »

Mais, quand on vous dit que la Prusse et l'Italie nous feront la guerre, si vous ne votez pas pour les citoyens Mie, Ordinaire, Bonnet-Duverdier, Cotte, Barodet et Tartempion;

Quand on vous dit que les conservateurs n'ont pour but que de ramener le temps de la dîme ecclésiastique, des billets de confession, de l'inquisition et des auto-da-fé;

Quand on prononce le mot *clérical*, oh! alors vous vous précipitez, vous vous coudoyez pour happer l'amorce que vous tendent les radicaux en s'efforçant de tenir leur sérieux.

Vous rappellerai-je, monsieur, que vous-même vous avez, en 1848, voté pour « le prince Louis », parce qu'on vous disait hardiment qu'il payerait tous les impôts de la France « sur sa fortune personnelle », alors qu'il lui eût fallu deux millions qu'il devait pour pouvoir être dit justement un homme sans le sou? Vous avez alors gobé l'appât bonapartiste — c'était séduisant; c'était bête, mais c'était gros, on en avait plein la bouche, — je n'indiquerai qu'en passant ce qu'il entre de sotte vanité et de désir d'avoir l'air d'un homme fort, — ce qu'il entre de couardise des excès populaires dont vous feignez d'être les complices par crainte d'en

être les victimes, dans la sottise à fleurs doubles que vous vous préparez à faire épanouir sur le rosier que vous êtes.

Je vais aujourd'hui, sans grande chance, sans grand espoir de vous éclairer, vous introduire dans les coulisses du théâtre, et vous faire voir de près les machines et les *trucs* de la pièce qu'on répète et que l'on va jouer, — en vous avertissant que si les premiers actes sont de la comédie, du vaudeville, de l'opérette, le cinquième acte pourrait bien être une tragédie avec feux de Bengale et de pétrole, et l'incendie du théâtre. — Je vais vous faire assister à une « répétition générale, avec décors et costumes ».

*
* *

Le théâtre représente une sorte de kermesse ; des cafés, des cabarets, des brasseries, des tavernes, — des bancs, des tables couvertes de bouteilles et de verres. — Un grand peuple se prépare, par le tabac, le vin, la bière et l'absinthe, à exercer majestueusement son droit le plus précieux et le plus terrible, à décider de ses destinées par son vote.

On remarque l'absence de beaucoup d'entre les paysans et les vrais ouvriers. Quelques bourgeois déguisés en « travailleurs », affectant de l'assurance, offrent des petits verres qu'on « ingurgite » sans les remercier. — M. Cotte, ancien préfet et député du Var, déjà condamné par l'Assemblée nationale comme prestidigitateur en élections, prépare dans sa manche une *portée* de faux bulletins à glisser dans l'urne.

Au fond, une urne immense où la France est invitée à déposer son vote.

L'orchestre fait entendre un joli morceau cacophonique. Les violons jouent *la Parisienne*, — les cors anglais, *la Marseillaise*, — les trombones, le *Ça ira !* —

les clarinettes, *Vive Henri IV!* — les flûtes, *Partant pour la Syrie.*

Un personnage, un candidat, paraît sur une estrade. C'est un petit homme en redingote œil de corbeau, des cheveux gris aplatis sur les faces, à la mode de 1820, un nez en bec d'oiseau de proie, un menton proéminent, — des lunettes. — Quelques-uns disent : « C'est Henry Monnier; » mais la majorité a reconnu M. Thiers.

Il prend la parole.

— Eh ! là-bas, dit-il, bourgeois, mes amis, qui semblez avoir peur, ôtez vos faux nez de démocrates, et venez un peu ici que je jase avec vous.

Nommez-moi président de la République, et tout ira bien. La meilleure des Républiques, c'est celle dont je serai le président. Approchez-vous un peu, — pour que ces ivrognes ne nous entendent pas, — ce sera la meilleure des Républiques, parce que ce ne sera pas une République. — Rappelez vos souvenirs ; je ne suis pas plus républicain que vous, je le suis même beaucoup moins. — Qui est-ce qui a dit que la république « tombait toujours dans le ridicule ou dans le sang »? Combien ai-je fusillé de républicains quand j'étais ministre du roi Louis-Philippe? combien en ai-je fusillé comme président de la République? — Ils ont démoli ma maison, mais vous, bourgeois, vous l'avez rebâtie, et j'ai fait de jolis bénéfices sur l'opération.

» Quelques-uns de vous s'inquiètent de mon alliance avec Gambetta, que j'ai appelé « fou furieux », et auquel, j'en ai donné la preuve, « nous devons la moitié de nos pertes en hommes, en argent et en territoire ». C'était vrai ; mais j'ai entrepris son éducation, et il s'est fort amendé. Au fond, c'est un bon diable, un peu vulgaire, un peu bohème, mais pas plus républicain que moi. Vous avez vu avec quel empressement il a jeté aux orties tous les principes de la

république, — il a mutilé le suffrage universel en excluant des catégories d'éligibles, il a voté contre l'impôt sur le revenu, et pour l'impôt sur les matières premières, etc.

» Lors de la Commune, voyez comme il a lâché ses amis sitôt que le combat s'est engagé. C'est en vain que son vieux « copain Cavalier dit Pipe-en-Bois » l'a prié de prendre sa défense devant le conseil de guerre. Il avait prudemment filé à Saint-Sébastien. Ce n'est pas un fanatique comme Flourens, qui s'est fait tuer. Croyez-vous qu'il mange le brouet noir des Spartiates?

» Pendant le gouvernement provisoire, il a résolument empoché les gros traitements si reprochés aux ministres de l'Empire; il mange et boit bien et sec; il a sa voiture et loge dans un quartier d'aristocrates; c'est un bon gros garçon qui est devenu conservateur depuis que, n'ayant pas eu de comptes à rendre, il a quelque chose à conserver. Ses anciens amis, qui vont le « lâcher », comme il les a « lâchés », ne tarderont pas à le dégoûter même du nom de la République. — Quand vous le connaîtrez comme moi, vous l'aimerez comme je l'aime. Que dis-je! vous l'aimez déjà; n'est-ce pas, bourgeois, que vous aimez mon Gambetta?

Un bourgeois, parlant. — Si vous dites que vous en répondez!

M. Thiers. — J'en réponds comme de moi-même.

Le bourgeois, parlant. — Alors, nous l'acceptons.

*
* *

Changement à vue. — L'acteur ôte son masque, décroche son nez et ses lunettes, — sa redingote disparaît par une trappe et est remplacée par un veston, — il se

redresse, ébouriffe et secoue ses cheveux qu'il avait blanchis par la farine, et dit :

— Je suis Gambetta !... Comme vous le disait tout à l'heure ce petit coquin de Thiers sur moi, un bon garçon, un bon drille, un bon zig. — Nous allons fonder décidément la République, et nous aurons du plaisir. Comme j'ai bien fait la charge de Thiers ! — Un petit vieux, usé, — un retors, du reste, auquel il ne faut pas se fier. — Son roi, Louis-Philippe, ne disait-il pas de lui, et il était payé pour le savoir : « Il sera prudent de ne pas compter sur une promesse ou sur une assertion de M. Thiers; le pays fera bien de se défier de lui ».[1] ? — Il est vieux, très vieux, du reste, et n'aurait pas le temps de rien fonder, — il faut vous appuyer sur des jeunes, — j'ai trente-neuf ans, — et Naquet... pourquoi cette grimace, ô bourgeois ! vous faites de Naquet un croquemitaine. Naquet est un autre bon zig qui ne ferait pas de mal à une mouche : tenez, un jour, rencontrant à la gare de Cannes un homme qui n'est pas de nos amis, — un certain Alphonse Karr qui avait soif et demandait des poires à l'Arlésienne du buffet, — Naquet, qui venait de toutes les acheter, l'obligea d'en accepter deux. — Naquet est un savant comme Raspail, qui fait de la politique pour se distraire ; — on nous croit brouillés, c'est une frime ; — il joue aujourd'hui le rôle de l'héritier présomptif, du dauphin dans les monarchies, il fait semblant de faire de l'opposition contre moi, — ceux qui m'aiment doivent aimer Naquet. — Voyons, bourgeois, vous aimez Naquet, n'est-ce pas?

Bourgeois, parlant. — Nous ne haïssons pas Naquet.

1. *La Royauté de Juillet et la Révolution*, pages 538 et 583. — De cet ouvrage, publié par l'avocat Alphonse Pepin, les notes venaient des Tuileries, et les *épreuves* passaient sous les yeux du roi.

*
* *

Changement à vue. — Le veston et tout le déguisement de l'acteur disparaissent. — L'acteur a perdu de sa taille, du moins verticalement, il semble parler avec une pratique :

— Sangodemi! je suis Naquet. — Merci, chers bourgeois, de votre honorable sympathie. — Ah! vous ne m'avez pas reconnu avec le masque de Gambetta! Entre nous, le pauvre garçon est bien décati, — le voilà bientôt aussi gros en ses commencements que Ledru-Rollin à sa fin. Il n'a pas de monde, il n'est pas fichu pour recevoir un ambassadeur, il ne sait pas parler aux femmes, — et puis, vous savez, il manque d'imprudence devant le danger, et il ne sait ni A ni B.

Ici, M. Prud'homme prend la parole :

— Ni A, ni B. Cela me suggère une idée. Je n'attache pas, croyez-le bien, un prix excessif aux avantages extérieurs que la nature — je dis nature et non Providence, parce que je suis libre penseur — que la nature m'a accordés. Nous ne pouvons pas être tous des Apollon de Milo, et des Vénus du Belvédère. — Socrate était laid. — Mais la « sagesse des nations, » les proverbes conseillent de se défier des gens marqués au B. — M. Gambetta est borgne — M. Naquet... pardon, citoyen Naquet, avouez-vous?

— J'avoue.

— Eh bien, le citoyen Naquet... comme Ésope... enfin je m'entends. Or... M. Littré est de vos amis?

— Oui.

— Il n'est pas des miens pour avoir dit que nos aïeux étaient des singes.

— Il ne l'a pas dit!

— On dit qu'il l'a dit, c'est la même chose, ou du moins ça me suffit. Eh bien M. Littré, votre ami, et

pas le mien, a écrit dans son dictionnaire que le B est une lettre, un son *péjoratif*, une particule qui exprime la dépréciation, la mauvaise qualité, la mauvaise façon.

— Mais le dictionnaire de l'Académie dit que les gens marqués au B ont généralement de l'esprit.

— Vous en êtes, citoyen, la preuve et le plus parfait modèle. Mais enfin, la France est ma patrie. Permettez-moi de risquer une apostrophe, une prosopopée : O ma patrie, ne t'indignes-tu pas de te voir ainsi marquée au B!

— Vous n'avez pas le choix : si Gambetta et moi nous sommes, comme vous dites, marqués au B, et les bonapartistes donc! et les Bourbons!

— C'est, ma foi, vrai!

— Donc, monsieur Prud'homme, vos scrupules honorables sont levés.

— Ils sont levés, mais je maintiens et vous confesse qu'ils étaient honorables.

— Alors vous voulez être mes amis, mes bons amis?

— Ça pourrait bien arriver, car vous n'êtes pas si noir qu'on nous l'avait dit, et vous avez le mot pour rire.

— Acceptez-moi donc, sangodemi! et vous verrez, nous ferons une drôle de république, une république extrêmement farce, un changement de gouvernement deux fois par jour, une fois le matin et une fois le soir. Nous rirons comme des...

Prud'homme. — Comme des bossus! — il a réellement beaucoup d'esprit. Vive Naquet!

Les autres bourgeois. — Vive Naquet!

M. Naquet. — Brrrr!

*
* *

Changement à vue. — La musique, tous les instruments étant d'accord cette fois, joue l'air du *Ça ira!*

— Le théâtre est éclairé par des flammes du Bengale. Il s'exhale une odeur de pétrole.

La bosse de M. Naquet s'ouvre comme une boîte, on en voit sortir pêle-mêle et sauter à terre :

Pyat, Régère, Cluseret, Jourde, Vermesch, Vallès, Gaillard, Eudes, Ranvier, Billioray, Razoua, Grousset, ce dernier encore habillé en femme comme au jour de sa fuite, etc., etc.

Tous se prennent par la main et dansent en rond en chantant, en criant, en hurlant, en rugissant, en miaulant, en glapissant.

Ah! ça ira, ça ira, ça ira,
Les bons petits bourgeois à la lanterne!
Ah! ça ira, ça ira, ça ira,
Les bons petits bêtas, on les pendra.

Le feu est au théâtre! sauve qui peut!

*
* *

— Voilà, monsieur, la comédie qui se répète en ce moment, et qui va se jouer si vous et vos pareils continuez non seulement à prendre et à payer des billets pour la représentation, mais à y accepter des rôles de claqueurs au parterre, des rôles de figurants et de comparses sur le théâtre.

Voilà ce que j'avais à dire à vous et à eux; M. Thiers est le faux nez de M. Gambetta; M. Gambetta le faux nez de M. Naquet, et M. Naquet le faux nez de la Commune.

Quelques mots maintenant à M. Thiers :

Vous êtes vieux, monsieur, vous n'avez plus à dépenser que des jours de sursis, — ne vous arrive-t-il pas, avant de vous endormir après dîner dans votre fauteuil, comme vous avez accoutumé, de repasser votre longue vie et de faire un examen de conscience,

— de penser que l'histoire vous traitera bien sévèrement?

Vous avez miné le trône de votre vieux maître qui vous a, en mourant, accusé de la révolution de février. — Ce jour-là, en effet, jusqu'au dernier moment, votre vanité a été funeste à la France. — Dernier ministre, ministre *in extremis* de Louis-Philippe, vous avez retiré le commandement des forces militaires à ce brave Bugeaud, qui pouvait tout arrêter.

La révolution accomplie, vous avez fait une guerre sourde et acharnée à cet honnête Cavaignac, — un vrai républicain, celui-là. — Certes, si nous devons vivre en république, il y avait tout à gagner alors à commencer avec lui. — Nous aurions évité bien des tristesses et des désastres. — Vous avez contribué, par vos intrigues, à la nomination du prince Louis, et, à ce sujet, je vais tout à l'heure vous rappeler une anecdote qui vous fera faire la grimace. — Je la garde pour la fin, parce que c'est plus gai que le reste.

Dans votre examen de conscience, ne pensez-vous pas qu'on dira de vous : « Ce petit homme a poussé la vanité et l'ambition jusqu'à la plus odieuse férocité; combien a-t-il fait fusiller, dans les rues de Paris, de républicains vrais ou faux sous la monarchie de Juillet? Combien en a-t-il fait fusiller à Paris et à Versailles, comme président de la République !

Tous ces cadavres, tout ce sang, ne vous apparaissent-ils pas en songe? — Pouvez-vous vous excuser à vos propres yeux par l'amour de la patrie, par la haine de l'anarchie, par de tristes nécessités? Avez-vous pleuré, comme fit Cavaignac après les journées de Juin?

Non, vous ne haïssiez, vous ne haïssez ni les républicains, ni leurs doctrines, ni leurs théories, ni leurs excès, ni l'anarchie. Ça vous était, ça vous est bien égal. Car aujourd'hui vous êtes l'associé, l'ami, le complice

de soi-disant républicains qui sont loin de valoir ceux que vous avez tués.

C'est que ceux que vous avez tués sans conviction, sans haine, comme sans pitié, vous les avez tués uniquement parce qu'ils gênaient ou inquiétaient votre ambition et votre vanité.

En effet, aujourd'hui qu'ils vous font croire qu'ils veulent servir l'une et l'autre vous, mettez votre main rouge du sang de leurs amis dans leur main rouge du sang des vôtres.

Et vous les aidez dans leur tentative de renouveler la Terreur de 1793 et la Commune de 1871.

Mais vous allez, même s'ils triomphent, — *Dî omen avertant*, — vous allez être sévèrement et justement puni.

Vous, l'historien, rappelez-vous le sort de Tarpéia, lorsqu'elle eut livré aux Gaulois l'entrée du Capitole.

Rappelez-vous le rôle politique que vous avez joué en 1852, — et que je vais raconter ici, — je sais que vous avez plus tard nié l'anecdote ; mais elle avait été racontée par votre familier et courtisan Louis Véron, et en réponse à votre dénégation, elle fut confirmée de tout point par Morny.

Quelques mois avant le coup d'État, il y eut chez M. Thiers une conférence entre lui, M. de Morny et le général Changarnier.

Le comte de Morny, le véritable auteur du futur coup d'État, passait avec raison pour posséder la confiance entière du « prince président » ; le général Changarnier représentait la garde nationale et l'armée ; M. Thiers se donnait comme le représentant du parti constitutionnel et modéré. — On s'occupa des moyens d'exécution d'un coup d'État ; on discuta d'abord les noms des personnages politiques dont il faudrait se débarrasser en les mettant en prison. — Le nom de Charras fut inscrit à l'unanimité. — M. Thiers hésitait

pour Cavaignac, mais Changarnier insista ; Cavaignac « l'ennuyait ». M. Thiers céda, mais demanda l'arrestation de Lamoricière. — On se sépara. — Puis il ne fut plus question de coup d'État jusqu'au 2 décembre. — Mais, ce jour-là, Morny fit arrêter non seulement Cavaignac, Charras et Lamoricière, mais aussi Changarnier et M. Thiers.

C'est ce qui pourrait bien lui arriver encore une fois. Ça serait un joli et mérité couronnement de sa vie.

*
* *

Finissons par un apologue qui s'adresse à... plusieurs :

Il y avait une fois un vaisseau qui était en mer, — le capitaine fumait paisible sur le gaillard d'arrière, — le temps paraissait beau, le point était fait un peu négligemment peut-être, mais la terre était en vue.

Un vieux matelot, exécutant le salut réglementaire, demanda à parler au capitaine, et lui dit : « Capitaine, le navire est en danger, il fait eau sur plusieurs points. » —Le capitaine haussa les épaules, mais le vieux marin se retira, redescendit dans la cale et remonta. — « Capitaine, dit-il, non seulement le navire fait eau, mais je viens de voir que l'eau gagne assez rapidement. — Bah! dit le capitaine, nous arriverons bien jusqu'au port. — J'en doute, reprit le vieux marin. — Le capitaine, un peu ébranlé, descendit dans la cale avec le matelot et avec un naturaliste qui se trouvait à bord. »

En effet, l'eau montait — et le naturaliste dit : « Ce sont les *tarets* qui ont percé et percent encore la coque du navire, — nous avons plusieurs sortes de ces mollusques : Blainville en compte huit espèces — et en soupçonne seize ou dix-sept. Nous avons, selon les systèmes divers, le *teredo bipalmata* de la Méditerranée, le *teredo arenaria*, le *teredo navalis*, le *teredo gregata* sans

compter les *philodes*, les *gastrochènes*, les *modioles*, etc.. » Mais le capitaine, un vieux brave qui a fait largement ses preuves, fut cependant ému en voyant avec quelle rapidité l'eau montait dans la cale. Il se repentit de n'avoir pas écouté les premiers avis du vieux matelot. — Il laissa le naturaliste à sa nomenclature, remonta sur le pont, et du pont sur son banc; puis, prenant son porte-voix, il commanda :

— Tout le monde aux pompes!

Que croyez-vous que font l'équipage et les passagers?

Quelques-uns se mettent, en effet, aux pompes, ceux-ci avec vigueur, ceux-là mollement. — D'autres, pour encombrer, coudoyer et gêner ceux qui veulent travailler.

L'eau gagne toujours et monte!

Pendant ce temps, un certain nombre de gens grimpent et se battent, sur les huniers, pour hisser de petits chiffons de toile, les uns rouges, les autres roses, verts, bleus, lilas, blancs, caca-dauphin, etc., etc.

L'eau gagne toujours et monte!

Aussitôt que je saurai ce qui arrivera du navire, c'est-à-dire s'il sombrera sous pavillon rouge, vert bleu, lilas, blanc ou caca-dauphin, je ne manquerai pas de vous le dire.

ΑΤΕΧΝΩΣ ΥΠΕΡΒΑΛΛΟΥΣΙΝ [1]

... ειναι την Διος τυραννιδα
Και τους κεραυνους τριωβολου [2].
(ARISTOPHANE, *Plutus.*)

Qu'est-ce que veut M. de Girardin?
(Le *Moniteur universel.*)

Le temps présent ne peut être admis au nombre des « temps héroïques ; » en ces « temps héroïques », presque fabuleux, le pouvoir appartenait aux héros, aux grands guerriers — et les héros et les grands guerriers se battaient, se battaient de près. — (Comines.)

Bouclier contre bouclier, casque contre casque, homme contre homme. — (Homère) [3].

Les casques sont si proches, que les haleines se confondent. — (Valérius Flaccus) [4].

1. Ils se sont emballés tout à fait. (ARISTOPHANE, *Plutus.*)
2. Pensez-vous que le pouvoir et ses armes vaillent trois oboles? (ARISTOPHANE, *Plutus.*)
3. Ασπις επ' ασπιδ' ερειδει, κορυς κορυν, ανδρα ο ανηρ (HOMÈRE).
4. .... Virque virum galeis afflavit adactis.

Pour devenir maître, roi, chef, etc., il fallait être non seulement très brave, mais très adroit et très fort.

Turnus s'arme d'une pierre, borne entre deux champs, que douze hommes des plus forts, de ceux qu'enfante la terre aujourd'hui, pourraient à peine porter [1].

Ainsi les héros, les guerriers grecs ne négligeaient rien pour se donner l'air terrible et triomphant — en même temps que leur parure de guerre les désignait bravement et à leurs soldats et à leurs ennemis.

Virgile dit d'Énée :

Son casque brillant et l'aigrette rouge qui le surmonte, semblent lancer des flammes [2].

Homère avait dit avant lui, en parlant de Diomède :

Son casque et son bouclier lançaient des flammes [3].

Plus près de nous et chez nous, François Ier et Henri IV :

« Le premier, dit Brantôme, combattoit couvert d'une cotte d'armes de toile d'argent fort remarquable et aisée à cognoistre, et luy aussi aisé à estre veu et très bien recogneu — par une haulte taille et ses grands panaches panchans sur sa sallade et fort bas sur ses espaules. — Ainsin parut nostre grand et beau Roy Henry Quatriesme, son petit nepveu, avecque de grandes et longues plumes bien pendantes, le jour de la bataille de Coutras, disant à ses gens : Ostez vous de devant moy, car je veux paroistre. »

1. ...... saxum circumspicit ingens,
Saxum antiquum ingens, campo quod forte jacebat.
Limes agro positum, litem ut discerneret arvis
Vix illud lecti bis sex cervice subirent
Qualia nunc hominum producit corpora tellus.
Ille manu ruptum... torquebat in hostem.

2. Ardet apex capiti cristaque ac vertice flamma.

3. Διδαις οἱ εκ χορυθος τε χαι αχοματον πυρ.

Cet amour du « paroistre » s'est manifesté, il est vrai, en 1871, pendant la Commune ; on a vu nos maîtres d'alors et peut-être de demain, s'affubler de plumets, d'écharpes de soie, d'étoiles d'or et d'argent, de grandes bottes de maroquin vertes ou rouges — mais non pas pour aller aux Prussiens — mais pour s'étaler avec leurs « amantes » et après boire, dans les avant-scènes des petits théâtres.

Pour en revenir aux soldats, c'est surtout contre le tempérament, la fougue, la *furia* des Français qu'ont été inventées les armes à longue portée, — qui font qu'on ne combat plus et qu'on est tué par un homme qu'on ne voit pas et qui ne vous voit pas. — Nos soldats ont dû faire et ont fait rapidement l'apprentissage d'un nouveau courage, — dans lequel le fatalisme doit tenir une large place.

Mais un apprentissage plus dur, — c'est celui que fait aujourd'hui d'un troisième courage un vieux soldat qui s'est illustré sur les champs de bataille, en montrant avec éclat les deux premiers :

C'est l'apprentissage du courage civil, — du courage de dévouement, d'abnégation, de sacrifice de ce qu'il y a de plus cher, du courage de céder, du courage de s'humilier — devant des avocats intrigants, devant les plus infimes « pékins, » — ιεροσυλοι ρητορες, des « bavards sacrilèges », comme dit encore Aristophane, qui les connaissait bien, — tout cela par suite d'une mauvaise et fausse interprétation d'un adage latin :

Cedant arma togæ,

Que les armes cèdent à la toge.

Pour les Romains, cela ne voulait pas dire que les soldats doivent obéir aux « pékins » à robes noires. — Chez les Romains, c'étaient les mêmes hommes qui portaient tour à tour et la toge et les armes, — et cet adage voulait dire que le salut de l'État et les lois ci-

viles, le « bon gouvernement », devaient passer avant les entraînements de la guerre. — Aujourd'hui, il faudrait traduire le *cedant arma togæ* par : « Les armes doivent s'incliner devant la toque », et c'est un grand malheur — en voyant quelles toques et quelles têtes de *toqués* dessous.

Pour plusieurs raisons, je n'exprimerai ici aucune appréciation de l'attitude — est-ce une attitude ? — du maréchal de Mac-Mahon :

Je ne veux pas cependant être le seul Français qui ne lui donne pas son petit conseil; voici le mien :

Le maréchal, lorsqu'il a accepté la présidence de la République, entre autres engagements qu'il a pris, a formulé celui de faire respecter la justice.

Peut-il y avoir dans un pays civilisé, dans un pays qui ne serait pas encore retombé en sauvagerie, peut-il y avoir un citoyen qui se mette et qu'on laisse se mettre au-dessus des lois? — Me Gambetta a été par la justice condamné à cinq mois de prison.

A moins que la France n'accepte l'anarchie la plus complète, le gâchis le plus honteux, il faut que M. Gambetta aille en prison...

Ou que M. le Président de la République lui fasse grâce.

J'accepterais ce dernier terme, je n'accepte pas que M. Gambetta n'aille pas en prison, parce qu'il ne lui plaît pas d'y aller, parce qu'il ne plaît pas à ses complices qu'il y aille.

Je sais bien qu'on dira que c'est ressembler à un cavalier emporté par son cheval — qui, ne pouvant le maîtriser, dit : Aussi bien, j'aime autant aller par là.

Mais ça rappellera plus gaiement un passage du *Lutrin* de Boileau :

Le prélat, rappelant son antique prouesse,
Tire de son manteau sa dextre vengeresse.

. . . .
Partout le doigt vainqueur le suit et le rattrape,
. . . . et d'un bras fortuné,
Bénit subitement le guerrier consterné.
Qui. . . . .
Se dresse et lève en vain une tête rebelle..
. . . . puni,
Rentre à sa brasserie éperdu et béni.

Il faut absolument que Me Gambetta aille en prison, ou que le maréchal lui en fasse grâce, en même temps qu'à tous les autres condamnés pour la même cause ; — seulement alors il reste leur supérieur.

Dans les histoires, on voyait autrefois le pouvoir souverain appartenir aux prêtres de génie, parfois un peu fourbes, aux grands guerriers, aux savants législateurs, et de temps en temps à quelque scélérat déterminé.

Ce n'était pas à la portée de tout le monde, nous avons changé tout cela. — Aujourd'hui, pour être député, ministre, pour rêver la présidence de la République, il suffit d'être un des 363, de flatter dans certains journaux et dans certaines tavernes les mauvais instincts d'une partie du peuple — de réunir en une armée tous les déclassés, tous les décavés, tous les fainéants, tous les affamés, tous les altérés — auxquels se joignent d'eux-mêmes tous les chenapans, tous les « fripouilles », tous les coquins, tous les brigands, et d'envahir ou de menacer le pays de cette armée de Huns et de Vandales, de lever un étendard rouge — couleur du feu, du vin et du sang — et de prendre pour cri de guerre : le pouvoir et la bourse ou la vie.

Cela promet un affreux présent et un horrible avenir. — Comme ce sera toujours un très petit nombre qui peut avoir les places et l'argent, — le plus grand nombre, auquel est dévolue la puissance souveraine,

les renverra toujours pour prendre la place, — les renversés iront se remettre à la queue des assaillants pour attaquer et renverser ceux qui leur auront succédé, — et toujours comme cela, — jusqu'à la fin de la malheureuse France.

Sans discuter ici l'opportunité du ministère d'affaires pris hors des Assemblées, — et qui n'avait peut-être d'autre tort que de venir trop tard, — tout homme de bon sens comprendra que cet accident — devrait être la règle, et la règle absolue.

Les rares Français qui se rappellent quelque chose après six mois, n'ont pas oublié tout à fait que c'est la rivalité de Guizot et de Thiers, partageant la Chambre en deux armées, qui a renversé le gouvernement de 1830, auquel la France a dû l'époque la plus heureuse, la plus riche, la plus pacifique, la plus brillante par les lettres, par les arts, les sciences et l'industrie, qui puisse se trouver dans toute son histoire.

Si l'on ne prenait — JAMAIS de ministre dans les Assemblées — vous verriez beaucoup moins d'empressement chez les ambitieux de haut et de bas étage à en faire partie, à reconnaître des chefs et à s'organiser — les chefs ne pouvant ni arriver eux-mêmes au pouvoir, ni distribuer des préfectures, sous-préfectures, etc., et places de tout genre.

Les députés ne pourraient plus que remplir leur mandat — représenter les intérêts réels de leurs électeurs ; la députation cesserait d'être un moyen, pour rester ce qu'elle doit être, un but et un devoir.

La règle du gouvernement représentatif exige qu'on gouverne avec les majorités, — mais rien ne dit que cette majorité doit être représentée par des sénateurs et des députés. — Il ne manque pas, hors des Assemblées, de gens de valeur, de talent, d'expérience, auxquels le chef de l'État peut confier le pouvoir, et si à ces conditions vous ajoutez celles d'études spé-

ciales, de modération, c'est surtout hors des Assemblées qu'il faut chercher les ministres ; — si l'on veut avoir aux finances un financier, à la marine un marin, aux affaires étrangères un homme versé dans la politique internationale, etc., — et non pas tantôt des rouges, tantôt des blancs, qui, ayant usé leur vie dans les intrigues, — plus ou moins démolisseurs, mais ni architectes ni maçons, — arrivent aux affaires, incapables, ignorants, — et essoufflés tant par faiblesse que pour avoir monté trop vite, — et n'y arrivent vainqueurs que pour être assaillis, assiégés et renversés par leurs associés et complices qu'ils ont leurrés de promesses impossibles à tenir, et qui vont se joindre à l'armée des vaincus.

Si jamais le peuple français arrive à un intervalle lucide, il comprendra que là est la seule chance de paix et de calme, et de cessation de cette épuisante guerre civile qui sévit depuis bientôt un siècle, — il le comprendra en voyant la colère et la haine que cette réforme et ce retour au bon sens et au vrai inspirent aux ennemis éternels de la paix, de la tranquillité du pays.

En attendant la réforme de la réforme électorale, — et la répression de certains abus qui, sous le nom de liberté, exercent le plus odieux despotisme, — regardons un moment quels sont les principaux chefs de l'armée des soi-disant républicains.

Thiers est mort leur idole, après avoir élevé une montagne de cadavres des vrais et des faux républicains dans ses diverses stations au pouvoir.

Mes Gambetta et Jules Favre s'apprêtaient à se disputer les faveurs de Napoléon III, lorsqu'il se décida à appuyer à gauche.

V. Hugo, en 1849, était bonapartiste ardent.

MM. Vacquerie et Meurice étaient bonapartistes avec lui.

M. About faisait de petits et très jolis vers à l'impératrice.

M. de Montalivet avait l'amitié, la confiance de Louis-Philippe et les a méritées jusqu'à sa dernière maladie, sa chute en pseudo-république.

M. de Girardin...

Ah! parlons un peu de M. de Girardin.

Le *Moniteur universel* demandait l'autre jour : *Ce que veut M. de Girardin;* — je suis réellement content d'avoir l'air de prendre au sérieux ce personnage; mais le vulgaire, qui confond si facilement les « juchés » avec les grands, lui accorde une certaine importance.

Au commencement de sa carrière, M. de Girardin était assez intéressant; il avait à conquérir un état civil, un nom, une fortune. — Il a conquis, avec beaucoup d'intelligence et quelquefois d'audace, un état civil et un nom, qu'il n'a peut-être pas agrandi. Quant à la fortune, elle est, dit-on, très grande; — l'ambition politique lui est venue plus tard, comme vient l'ambition de la gloire aux vieilles femmes qui autrefois entraient « en religion » et aujourd'hui « entrent en feuilleton ».

Nous voyons tout cela dans nos ports de mer, des marins ayant été un peu corsaires, — ne donnons pas à ce mot un sens fâcheux qu'il n'a pas pour les marins, — ayant fait « la course », un peu « la traite », rentrer dans leurs foyers avec un pécule et ambitionner de devenir marguilliers de la paroisse et adjoints au maire.

Lorsque M. de Girardin créa la *Presse*, ce n'était pas une affaire politique, c'était une spéculation hardie et intelligente, la *Presse* à 40 fr. au lieu de 72 fr. — Il avait pour associé Dutacq, un autre « faiseur d'affaires », comme était alors simplement M. de Girardin. Au dernier moment, peu de jours avant l'apparition

du nouveau journal, ils se brouillèrent et firent chacun un journal : Dutacq fit le *Siècle*, M. de Girardin la *Presse*. Le *Siècle* se mit dans l'opposition, la *Presse* fut ministérielle. Si la *Presse* eût été dans l'opposition, ç'aurait été le *Siècle* qui aurait été ministériel, et *vice versa*, une seule et même couleur politique ne pouvant, surtout alors, fournir à deux journaux le grand nombre d'abonnés nécessaire à un journal à 40 francs. M. de Girardin avait créé dans les commencements, — avant le *Voleur*, qui commença sa fortune, la *Mode*, qui était, je crois, légitimiste. Il n'y avait là aucune intention politique.

M. de Girardin trouva sur son passage une foule d'ennemis acharnés — ennemis se disant politiques, mais en réalité des ennemis industriels, — devenus conservateurs d'intérêts qu'ils voyaient menacés par la révolution dans le prix des carrés de papier noirci.

Député à plusieurs reprises, son éloquence ne s'est manifestée que par quelques rares interruptions; rarement il est monté à la tribune; ses opinions, son attitude ont sans cesse varié; — son journal, dirigé avec intelligence, avec une certaine adresse, une certaine audace, lui permettait quelques relations, mais un peu clandestines, avec les hommes au pouvoir, qui, plus d'une fois, lui devaient une petite ou grande partie de leur succès; — mais toujours il a ressemblé à ces femmes qui inspirent vite des caprices, mais ne réussissent pas à se faire épouser.

Le souvenir rappelé, rafraîchi sans cesse — par la presse et la caricature, — par le *Charivari*, le *Corsaire*, l'ancien *Figaro*, — par Philippon et par Daumier, — ne lui a pendant longtemps pas permis d'acquérir, — ce qu'il paraît avoir atteint aujourd'hui, — l'oubli ou du moins la prescription pour « quelques jeunesses » comme dit Brantôme, qui avaient jeté un certain éclat dans ses commencements. — Les chefs

assaillants l'acceptaient pour allié, — mais, une fois vainqueurs, ils n'osaient plus, à cause de sa bruyante notoriété, tenir leur promesse.

Or, M. de Girardin, qu'on a accusé, peut-être avec quelque exagération, de charlatanisme, d'abus de certains « trucs », n'a jamais autant attrapé les autres qu'il s'est attrapé, qu'il s'attrape lui-même.

Sans cesse repoussé par les hommes arrivant au pouvoir, souvent au mépris de services qu'il leur avait rendus et des promesses qu'il en avait reçues, — il s'est sans cesse retourné vers les nouveaux assaillants, qui lui faisaient les mêmes promesses, ne les tenaient pas, et, en réalité, ne pouvaient pas les tenir davantage, — et il ressemble en cela aux Danaïdes versant sans cesse de l'eau dans un tonneau sans fond.

Il n'est donc pas étonnant de le voir adopter les partis les plus aventureux et les plus accentués, parce que ce sont ceux qui font le plus facilement et le plus libéralement des promesses auxquelles il croit toujours, malgré une triste expérience.

Si jamais la République a eu des chances de s'installer en France, c'est en 1848. — L'honnête, brave et loyal Cavaignac étant chef du pouvoir exécutif, — il avait donné de terribles gages à l'ordre et au respect des lois; — il était républicain de naissance, de conviction, de religion.

Il avait avec lui de véritables républicains, — ils sont tous morts, et morts pauvres, à l'exception de Vaulabelle qui vit retiré et, je crois, dégoûté, et du vieux, bon et honnête Sénard qui a assez mal tourné depuis.

La République avait alors des chances réelles. — L'Assemblée, du moins la grande majorité, était décidée à voter la prolongation des pouvoirs de Cavaignac.

Mais — les républicains d'alors — les vrais, ne fai-

saient pas semblant d'oublier, comme font les pseudo-républicains d'aujourd'hui, les « petites jeunesses » de M. de Girardin; — il n'avait aucun espoir d'être accepté par eux — ce n'était pas pour lui le moment d'ouvrir les yeux aux splendeurs et aux prospérités que peut donner la république à la France. — Il se jeta résolument dans le parti de Napoléon Bonaparte et attaqua Cavaignac par les plus odieuses calomnies.

Aujourd'hui, il donne des fêtes à M. Grant, l'ex-président des États-Unis, — « parce que, dit-il, M. Grant est descendu noblement du pouvoir ». — M. Grant en est descendu comme un fruit mûr « descend » de l'arbre. — Le temps de sa magistrature était fini. Il n'avait pas le choix. Tandis que Cavaignac s'était refusé — par respect pour la République et pour les lois — à la continuation de son pouvoir; en quoi, pour ma part, je crus qu'il se trompait, et je m'en retournai à mes rosiers et à mon canot de Sainte-Adresse, attristé, mais l'estimant et l'aimant plus qu'auparavant.

C'était là une jolie occasion pour M. de Girardin d'honorer « une noble descente du pouvoir », — il l'a réservée pour le président qui a envoyé des compliments et des félicitations au roi de Prusse à propos de nos désastres et de nos misères.

A M. PÉRICLÈS BONIVARD

COMMIS VOYAGEUR

Cette ridicule et criminelle éducation qui jette un pays tout entier dans les voies encombrées des professions dites libérales, la moitié médecins, la moitié avocats, nous a, mon cher Périclès, comptés parmi ses victimes; au sortir du collège Bourbon, nous n'étions ni l'un ni l'autre bons à rien; un hasard et une certaine vocation m'ont jeté dans la littérature; un hasard sans vocation vous a fait commis voyageur; un troisième hasard nous a fait nous rencontrer, nous reconnaître — et nous donner la main avec plaisir.

Vous m'écrivez aujourd'hui pour protester contre la lettre de certains de vos confrères, qui manifestent l'intention d'ajouter « l'article » politique à ceux qu'ils sont chargés de prôner et de « placer ».

Vos scrupules m'étonnent.

Il n'y a dans cette prétention rien de particulièrement scandaleux; c'est même tout à fait simple et naturel, et, pour ainsi dire, nécessaire et fatal.

Cette lettre, publiée par plusieurs journaux, dit : «Nous sommes quatre-vingt mille. C'est une armée, c'est une puissance; nous parcourons la France en tous sens pour « placer » des vins, des étoffes, de la quincaillerie, des dragées pectorales, la *douce Révalescière*, etc., etc. Rien ne nous empêche, entre deux, « d'*instruire* et de moraliser le peuple ». Donc, instruisons et moralisons. »

Vos objections sont celles-ci :

Nous sommes quatre-vingt mille, c'est vrai; mais la plupart sont d'honnêtes gens qui s'occupent, les uns sérieusement, les autres gaiement, de leur profession; qui, sans être plus ignorants que d'autres, n'ont pas grande prétention à l'instruction, se contentent d'une morale suffisante et ne proposent pas des « articles » qu'ils ne possèdent pas; en outre, ils savent qu'ils doivent leur temps, leur intelligence et leur éloquence aux patrons qui les emploient; ils ne s'avisent pas d'afficher des principes ou des idées politiques, surtout des principes et des idées qui, choquant particulièrement des gens qui achètent et qui payent, pourraient faire partager leur discrédit aux marchandises et denrées qu'ils sont chargés de placer, et faire mettre à la porte et leur personne et leurs échantillons, au grand détriment des maisons qu'ils représentent, lesquelles maisons ne tarderaient pas à se priver de leurs services. — Les signataires de cette fameuse lettre ont donc commis un abus en parlant au nom des quatre-vingt mille commis voyageurs et « jeunes gens du commerce », etc.

Voilà vos objections, mon cher Périclès; permettez-moi d'y répondre.

Lorsqu'une cinquantaine d'étudiants, n'ayant pas d'argent pour faire une partie de campagne, et cependant décidés à perdre une journée et à s'amuser, ju-

gent gai et opportun de donner à leur tour une leçon à quelqu'un de leurs professeurs, la chose faite, ils vont sur le coin d'une table de marbre de « leur café », en prenant « leur absinthe », rédiger le récit de l'avanie qu'ils viennent d'exécuter ; — ce récit commence toujours par ces mots : « Les étudiants... » et les journaux qui accueillent l'épître disent en parlant d'eux : « Les étudiants... »

Tartempion dit dans son journal : « La France veut que je sois sous-préfet à ***. »

Tandis que, selon Grimochard, c'est Grimochard que la France veut voir sous-préfet au même ***.

Ceux de vos collègues qui ont écrit la lettre en question, n'ont donc rien fait d'insolite en disant : « Nous, les quatre-vingt mille commis voyageurs, nous allons instruire et moraliser le peuple. »

Le peuple... qu'est-ce que le peuple ? — Il paraît que les commis voyageurs n'en sont pas. — Cela me rappelle un dessin de Gavarni, une conversation entre deux portiers ; l'un dit à l'autre : « Vous et moi, nous ne croyons pas à tout cela, mais il faut une religion pour le peuple. »

Instruire et moraliser le peuple, ça paraît en effet un peu ambitieux, mais remarquez combien vos collègues ont simplifié la question ; ça consiste pour eux à propager les papiers rouges, à donner au peuple le journal qu'ils ont acheté et lu le matin. — Le peuple, en lisant ces bons petits carrés de papier, en saura naturellement autant que vos collègues : c'est l'affaire d'un petit quart d'heure, mettons vingt-quatre minutes, pour ceux qui n'ont qu'imparfaitement « le bienfait de la lecture ».

Pourquoi les commis voyageurs ne joueraient-ils pas à leur tour le rôle que jouent depuis longtemps déjà les avocats?

Ils peuvent se faire un raisonnement simple et clair.

Il est des avocats instruits, laborieux, considérés ; ce ne sont pas, à peu d'exceptions près, ceux-là qui se pressent au scrutin, qui « sollicitent les suffrages » d'électeurs choisis par eux le plus loin possible de la ville où ils sont nés, où ils sont connus ; ces maîtres du barreau travaillent, étudient, plaident, etc.

Ces candidats sont presque tous de pauvres diables sans études, sans talent, sans notoriété, hôtes accoutumés des cafés et des brasseries qui, faute de pouvoir vivre de leur métier d'avocat, sont bien obligés de se rabattre sur la présidence de la République, ou tout au moins sur le traitement des députés.

Ce n'est donc pas par la science qu'ils instruisent et moralisent (lisez : abrutissent et rendent bêtes) leurs auditeurs de café et de taverne. C'est par la récitation de grosses phrases creuses et ineptes. C'est par le « bagout » par « la blague ».

Cela n'a rien de décourageant pour vos collègues.

Il y a bien longtemps, j'habitais Sainte-Adresse ; un jour de régates, en qualité de commissaire de la fête, j'avais, pour la police de la rade, le commandement d'un petit bateau à vapeur, ayant heureusement « sous mes ordres » des gens plus habiles que moi.

M. Thiers, alors au Havre, me fit demander de le prendre à bord. Le lendemain, il crut devoir venir me remercier à Sainte-Adresse. Il survint un orage qui me procura la bonne fortune de le garder plusieurs heures chez moi, et de jouir de son merveilleux esprit. L'orage passé, nous sortîmes ensemble. A la porte du Havre, vers Ingouville, nous vîmes une foule nombreuse entourer un orateur monté sur un cabriolet ; nous nous arrêtâmes et nous fûmes saisis d'admiration des ressources, de l'imprévu, du succès de cet orateur ; en moins d'une demi-heure, il eut placé toute sa marchandise.

— Étrange destinée ! dis-je à M. Thiers ; quel succès cet homme aurait à la Chambre des députés !

Il ne me répondit que par un malin sourire. Huit jours après, à l'Assemblée, je reconnus dans un discours de M. Thiers, un des « effets » de l'orateur en plein vent.

Je suis convaincu qu'il y a parmi les commis voyageurs et « jeunes gens du commerce » un grand nombre de gens plus forts que le plus grand nombre de nos orateurs de club et de balcon.

Je ne suis pas fâché d'ailleurs de voir les avocats vaincus à leur tour, et le « rayon » triomphant de « la barre » ; de même que je ne serais pas désolé de voir, un peu plus tard, les dentistes et les vendeurs d'orviétan prendre le pas sur les commis voyageurs, comme ceux-ci le vont prendre sur les avocats, le cabriolet succédant au balcon. Mais, dès aujourd'hui, pourquoi ne colporteraient-ils pas dans les départements un *stock* d'idées radicales — un *solde* d'opinions un peu défraîchies et démodées, mais encore présentables, une *affaire exceptionnelle* de principes démocratiques *extra*, une *occasion sans précédent* d'injures contre le ministère, quelques attaques *grand teint* au maréchal, un *assortiment avantageux* de phrases ronflantes — *tout fil, et marquées en chiffres connus*.

Du reste la pratique a précédé la théorie ; il n'est pas sans exemple, depuis quelques années, de voir des voyageurs gascons et languedociens parcourir les départements méridionaux pour acheter les gros vins du pays destinés à devenir, par de savants mélanges et « coupages », les « grands crus » à étiquettes dorées, qui font l'ornement des tables d'hôtes.

Chez le bourgeois, ils s'abstiennent de politique, et se contentent de faire l'éloge de leurs vins ; mais, dans

leurs relations avec les paysans, ils ne dédaignent pas « d'instruire et de moraliser le peuple ».

— Eh ben, père, *sifa ben* (ça va bien)?

Le bonhomme qui travaille sa vigne lève la tête.

— Ah! c'est vous, monsieur Gaudissart.

— Et ce vin, en avez-vous beaucoup?

— Ça dépend du prix.

— Oh! *aquest'an va pas ben*, la guerre, le phylloxera; le vin n'est guère bon, cependant, comme c'est vous, je vous en donnerai huit francs « la coupe ».

— *Va dias en talounan* (c'est pour rire) un si bon vin!

— C'est votre faute, si le vin n'a pas de prix.

— *Qu'es aco*?

— Vous votez mal, vous ne votez pas pour la République.

— *Mai li sion*(nous y sommes) en République.

— Ça, la République? allons donc! je parle de la vraie République, *la santa* (la sainte). Tant que *la sainte* ne s'établira pas, le vin n'aura pas de prix; quand elle sera établie, ça n'est pas huit francs, c'est vingt-cinq, trente, cinquante francs la coupe que je vous offrirai.

Voyez les « travailleurs » des grandes villes; plus éclairés que vous, ils marchent au scrutin comme un seul homme et votent pour le retour de la Commune, — c'est-à-dire pour la liberté et la prospérité et la cherté du vin.

— Vouï, vouï, vous m'avez « embalé » (mis dedans) l'autre fois; si je votais pour M. Gambetta, je devais vendre mon huile ce que je voudrais; j'ai voté pour M. Gambetta. et... *toti eri et toti sion* (bête j'étais, bête je suis).

— Oui, certainement... Gambetta; mais ça n'est plus notre homme. Voyons, votez bien... je vous donnerai un bulletin. Et ce vin? Allons, j'irai jusqu'à huit francs cinq sous.

Un de mes voisins habite une maison de campagne au milieu d'un petit « domaine », qu'il fait valoir. L'autre jour, comme il se reposait sous les vieux marronniers de sa terrasse, il entend un bruit de grelots et de ferraille ; ce bruit annonçait l'arrivée d'un cabriolet peint en jaune ; du cabriolet, saute lestement un « monsieur » frisé, pommadé, le col très ouvert, le chapeau très incliné sur l'oreille : il n'a pas voulu venir dans le pays sans faire une visite à un agriculteur aussi distingué.

— Vous êtes connu aux alentours pour un homme de progrès ; c'est aux hommes de progrès que je m'adresse de préférence. Je représente la maison Stercoradin et fils, de Bondy, près Paris, qui certainement ne vous est pas inconnue.

— Non, je ne la connais pas.

— Étonnant ! Mais cette province est reculée, arriérée, elle n'entend que l'écho affaibli du progrès. Sachez donc que la maison, la célèbre maison Stercoradin et fils, que je représente, s'est donné la mission — j'oserai dire patriotique — de vulgariser l'emploi merveilleux des engrais phosphatés si éminemment fécondants ; ils contiennent deux pour cent d'azote, cinq pour cent de sulfure de potassium, un demi pour cent de chlorure de sodium et une foule d'autres sels et éléments fertilisants au plus haut degré. Mes patrons, apportant les arcanes de la chimie au service de la terre par de savantes manipulations, mettent l'acide carbonique en présence de l'acide sulfurique, et produisent ainsi le carbonate de potasse, ce sel si miraculeusement favorable à la végétation.

Ici, mon ami, qui sait un peu de chimie, partit d'un violent éclat de rire.

Le voyageur, un moment étonné, reprit bien vite son aplomb, et d'un ton très naturel :

— Est-ce que j'ai dit une bêtise ?

— Une bêtise si vous voulez, mais vos savants chimistes, Stercoradin père et fils font ce qu'on n'a jamais fait — produire un *sel* par la combinaison de deux *acides*.

Ici le voyageur quitte tout à fait le ton doctoral dans lequel il avait récité son « boniment ».

— Écoutez, vous m'avez l'air d'un « bon zigue » et... je vas vous dire : jusqu'ici j'avais toujours voyagé pour les rubans de soie; mais les rubans, ça ne va pas trop en ce moment, je n'y gagnais plus de quoi payer mon absinthe, j'ai quitté et je suis entré dans la maison Stercoradin et fils ; mais il n'y a qu'un mois que je voyage pour eux... et je ne suis pas encore très ferré sur l'article. Quant à vous, n'en parlons plus, pardonnez-moi de vous avoir dérangé... et donnez-moi quelques adresses où je puisse me présenter.

Eh bien, si ce voyageur est découragé par son insuccès, qui l'empêche de laisser les engrais comme il a laissé les rubans et de voyager pour la politique?

— Il ne tombera pas toujours sur des chimistes, et les chimistes en politique sont rares.

Il pourra dire autant de « bêtises » qu'il voudra, il « combinera » la suppression des impôts avec les députés, les conseillers municipaux et même les électeurs payés, pour produire l'amélioration des finances, toutes les libertés, toutes les places, toutes les écharpes, tous les plumets accaparés par un parti, d'où sortiront l'égalité, la prospérité universelle.

L'anarchie et le despotisme — la liberté — pour résultat,

Le vol, l'incendie, l'assassinat pour engendrer la fraternité obligatoire, et je suis certain qu'il se tirera merveilleusement d'affaire et pourra prétendre à tout : la politique est le sujet sur lequel on peut dire impunément,

et même avec succès, le plus de sottises et d'inepties.

Ne vous gênez donc point, mon cher Périclès Bonivard, si le cœur vous en dit.

Pour le moment, parlons d'autre chose :

Il est de peuple à peuple comme d'individus à individus des sympathies et des antipathies singulières.

La guerre de Crimée, qui a laissé des levains de haine contre les Anglais dans le cœur des Russes, ne les a même pas brouillés avec les Français.

Pendant la guerre même — si un poste russe et un poste français se trouvaient rapprochés — dans les moments où on ne se battait pas, ils échangeaient des civilités, des plaisanteries, et de petits services. Un Russe m'a raconté que deux petits détachements des deux nations se trouvant sur les deux rives d'un ruisseau, les uns et les autres eurent soif et se mirent à boire ; les Français possédaient un gobelet, les Russes n'en avaient pas et ne pouvaient prendre que quelques gouttes d'eau dans le creux de la main. Quand les Français eurent bu, celui entre les mains duquel le gobelet était resté, le jeta aux Russes, ceux-ci s'en servirent en faisant signe qu'ils buvaient à la santé de « leurs ennemis » et leur renvoyèrent le gobelet, après quoi ils échangèrent un salut en attendant le signal d'échanger des balles.

Eh bien, malgré l'alliance qui existe entre les gouvernements de Russie et d'Allemagne, les deux peuples ne s'aiment pas. Peut-être trouverait-on une des causes de cette antipathie de la part des Russes dans cette circonstance que les impératrices russes, presque toujours sorties de maisons allemandes, amènent ou attirent en Russie des Allemands dont la faveur irrite les nationaux.

Dernièrement un journal allemand de Berlin le *Kladderadatsh*

publiait une petite pièce de vers dont voici la traduction littérale :

QUAND VIENT LE RUSSE

Quand le Russe vient en ennemi,
Il est naturellement méchant :
Quand le Russe s'approche en ami,
Ça n'est pas beaucoup mieux pour un État;
Quant le Russe vient en neutre,
Il est fatal pour tous.
Le mieux est que le Russe ne vienne pas du tout.

Certes, les Turcs ne diraient pas pire.

Savez-vous encore le latin, ô Périclès Bonivard? *Vale et me ama.*

P.-S. — Il me vient un souvenir à propos de la France, les étudiants, les commis voyageurs et autres termes un peu ambitieux et inexacts.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette façon de parler existe.

Lors d'émeutes qui eurent lieu à Toulouse, sous le règne de Louis-Philippe, un journal dirigé par M. Chambolle, et qui avait pour « couleur » de se montrer favorable au désordre, imprima les lignes que je vais citer textuellement :

« La petite ville de Sévignac (Haute-Garonne), a donné hier soir, dimanche, des preuves de *sympathie* à la population toulousaine. Grand nombre d'*hommes mariés* et une *bonne partie* de la jeunesse, à *la tête desquels* se trouvaient les *citoyens les plus honorables*, munis de cornes et *autres instruments*, ont entonné la *Marseillaise* devant la Halle, en face du lieu où étaient placardées les proclamations du préfet.

» Ils ont parcouru la ville, alternant les couplets de l'hymne révolutionnaire avec les *éclats* d'une musique *peu sonore;* — les cris à bas Mahul étaient proférés

avec force et souvent répétés. Ils (les citoyens les plus honorables) sont revenus plusieurs fois à l'endroit d'où ils étaient partis, devant les proclamations *couvertes d'ordures* — la soirée a été clôturée par l'incendie des proclamations aux acclamations de *la foule.* »

Eh bien, ça se raconterait aujourd'hui absolument de la même manière.

Et je le prouve.

C'était vers 1845.

On fit une coupe de bois dans une forêt appartenant au duc d'Aumale.

Un journal annonça que « le bois s'était mal vendu, les chênes étant rabougris et presque tous creux », sans aucun doute, dans cette forêt les rossignols chantaient faux, et les violettes étaient sans parfum.

Eh bien, cette « charge » s'est renouvelée il y a quelques jours.

Un journal cite un pays où on voit :

« Les femmes hâves ont de maigres enfants au bras, les enfants sont déguenillés, les vieillards souffreteux et affamés. Mais ça n'est pas étonnant, ces femmes hâves, ces enfants maigres, ces vieillards affamés vivent sur des terres appartenant à la famille d'Orléans. »

Ce sont les mêmes terres sur lesquelles les chênes étaient creux, les rossignols chantaient faux et les violettes sentaient mauvais en 1845.

Ah! mon pauvre Saint-Raphaël, heureusement qu'ils ne te connaissent pas.

Amitiés à Lear.

UNE QUESTION DE MORALITÉ PUBLIQUE

S'il n'était pas absolument refusé au peuple français de se rappeler quelque chose après six mois, il reconnaîtrait aujourd'hui ce qu'il a vu se renouveler trop souvent.

Une Révolution fait l'office d'un gendarme qui, devant un théâtre, au moment où la foule, faisant queue, se pousse vers les portes d'entrée, lève son bras qui barre le passage et laisse passer dix assiégeants, puis, étendant de nouveau le bras, arrête ceux qui suivent et se mettent à pousser avec plus d'ardeur.

Le coup fait, on se partage les places et l'argent — ceux qui arrivent trop tard disent qu'il y a « mal donne » et redemandent des cartes pour recommencer la partie.

Ainsi quand on a fait une Révolution, la grande difficulté est de n'en faire qu'une.

Voici Me Gambetta à peu près arrivé à son but, avec un certain nombre de ses complices.

Le moment est donc venu pour M. Gambetta de couper la fameuse queue.

Mais le moment est venu aussi pour ceux qui ne font pas partie des élus — de réunir les vertèbres éparses de cette queue, et de recommencer le siège de la porte fermée sur leur nez par le groupe opportuniste,

Par l'amnistie,

Par l'abolition de la peine de mort en faveur des assassins, incendiaires,

Par la suppression de la police des mœurs.

La prostitution, ça n'est pas précisément joli — mais comme il en est fort question en ce moment, — je demande la permission d'en dire quelques mots.

Il est une morale plus pédantesque et gourmée qu'austère et même sérieuse, que j'appelle la morale de papier.

Cette morale va sans cesse prêchant la fermeture des égouts.

C'est en effet une laide chose que les égouts, mais avant de les fermer, il faudrait dessécher les ruisseaux et supprimer les immondices, autrement vous ne produiriez qu'un déluge de boue infecte.

Je ne connais rien de hideux et en même temps de triste autant que la prostitution — et il m'est impossible, quand j'y songe, de séparer la compassion du dégoût.

On a essayé en vain de la détruire.

Je ne parlerai pas des lois de Constantin, de Théodose et de Valentinien prohibant la prostitution sous peine du fouet et du bannissement.

Charlemagne, en 800, bannit les « femmes de mauvaise vie » et défend de leur donner asile « sous peine de porter celle qu'on aura reçue chez soi sur son dos jusqu'à la place du marché public ».

Saint Louis, avec sa dureté ordinaire, les chasse des villes et villages — « défend de leur donner asile sous peine de confiscation des maisons ».

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir de l'inutilité de ces ordonnances.

En effet — les prostituées se cachaient, se déguisaient, on ne les distinguait plus — volontairement ou non — des femmes honnêtes qui se trouvaient exposées à des insultes.

Alors — le roi fut obligé de désigner des rues que les « meretrices » pouvaient habiter, les vêtements qu'elles pouvaient porter, les heures où elles pouvaient se montrer. — Ainsi firent ses successeurs.

L'ordonnance du prévôt de Paris (1360) — portant défense à toutes « femmes folles de leur corps et en faisant péché, d'avoir la hardiesse de porter sur leurs robes et chaperons aucunes broderies, boutonnières d'argent, ni perles, ni manteaux fourrés de gris sous peine de confiscation, — permet à tous sergents de les amener au Châtelet pour, en ce lieu, leur être ces habits et ornements arrachés, etc. ».

Ordonnance de 1367. « Enjoint à toutes filles dissolues de demeurer uniquement en la rue du Froidmantel, près le clos Bruneau en la cour Robert, etc. »

Rien n'était si juste que de réserver aux femmes honnêtes les atours que, par leur instinct, caractère et volonté de la providence les femmes regardent comme le signe d'un rang dans la cité, de la considération, de l'estime et de l'amour de leurs époux.

Rien n'était si raisonnable, que de ne pas laisser aux filles et femmes pauvres l'espérance de trouver les parures, les belles robes, les bijoux dans la prostitution.

Mais la morale de papier est intervenue : elle a

obligé les prostituées à se vêtir comme les honnêtes femmes, elle a fermé les « asyles », les « clapiers », où on les tenait confinées et où il fallait aller les chercher.

De là l'habitude prise par les hommes de les saluer, de les aborder en public — d'avoir avec elles non plus des « rencontres » mais des « liaisons » — de là une foule de relations affichées entre certaines prostituées et certains jeunes gens de bonne famille — de là un assaut de luxe entre les « filles », luxe auquel un seul amant ne peut suffire, et qui a amené le sordide et répugnant usage de les entretenir en pique-nique ; ils ont au mois, à la semaine, à l'heure ou... à la course, une « amante » qui dépense pour sa toilette, son logement et ses voitures, etc., deux ou trois cent mille francs — et ils ne payent que le mois, la semaine, l'heure ou... la course — et ils s'en font honneur.

Autrefois, les honnêtes femmes et les femmes du monde se piquaient de ne se montrer dans la rue qu'en costume simple, sombre, n'attirant pas les regards, de se montrer enveloppées de modestie et presque de mystère.

Les prodigalités bêtes et ruineuses des hommes pour les courtisanes ne les irritaient pas, elles n'avaient aucune émotion de les rencontrer ni de les voir ; — ce n'était que de loin en loin qu'une prostituée, protégée par un grand seigneur ou un gros financier, donnait le scandale de son apparition à Longchamp ou dans un théâtre. Le ministre de la police la faisait avertir qu'elle prît garde de faire un tour à l'hôpital.

Mais quand les « femmes honnêtes » ont vu « les filles » occuper les meilleures loges aux théâtres, les places les plus chères aux concerts, se promener au bois dans les plus belles voitures en étalant les plus riches

parures ; — quand elles ont vu les hommes de leur société et de leur connaissance les saluer dans la rue, entrer dans leur loge au théâtre, quelquefois dans leur voiture à la promenade ;

Quand elles ont vu les hommes de « leur monde » payer de leur fortune et parfois de leur honneur une part ignoble des honteuses faveurs de ces drôlesses — puis, ruinés d'argent et de santé, apporter les restes de ces donzelles à des jeunes filles honnêtes, innocentes, pures, bien élevées et de bonne famille, et exiger pour les épouser qu'on paye leur alliance avec de riches dots ;

Quand elles ont vu des écrivains, des auteurs dramatiques s'efforcer d'exciter la sympathie, l'attendrissement du public pour ces coquines ;

Les « femmes honnêtes » se sont senties humiliées et vaincues ; elles se sont révoltées et ont voulu lutter contre ces ennemies triomphantes ; — mais ne les rencontrant pas dans leurs salons déserts — elles sont descendues, armées de toutes pièces, dans la rue et dans les endroits de plaisir public.

Mais, là encore, elles ont été battues ; — en vain, elles ont forcé leurs amis bien élevés — ou ont permis à leurs amis mal élevés de « leur savoir » les adresses des marchandes de mode, des couturières, ou des tailleurs de ces personnes, en vain elles ont copié leurs toilettes, prenant, sans s'en apercevoir, avec ces « toilettes tapageuses » un peu des allures de leurs modèles.

Elles n'ont gagné que de se faire insulter parfois dans la rue, et — quelques exemples en font foi, — de jeter les hommes de la police dans de fâcheux quiproquos.

Car, j'ouvre ici une parenthèse.

Il n'est pas rare de voir une femme d'une beauté

assez ordinaire, raconter volontiers avec un apparent dépit, qui dissimule très mal une vive satisfaction, qu'elle ne peut sortir sans être « suivie » que « les hommes sont bien ennuyeux ».

En même temps, on voit des femmes d'une splendide et incontestable beauté, n'être jamais « suivies » par personne, ni jamais savoir l'opinion des passants sur leur compte, et traverser sans périls les parages les plus fertiles pour les autres en aventures et en dangers. — Eh bien ! voici la vérité à ce sujet :

Une femme trop suivie ou trop complimentée dans la rue, doit en être humiliée et affligée, puis exercer sur sa toilette, sur sa démarche, sur sa tournure, sur ses airs de tête, une sévère attention. Il y a quelque part un point à corriger ; — un point qui dit au loup qu'il peut accoster le petit chaperon rouge, et aller l'attendre dans le lit de sa « mère grand ».

Les « femmes honnêtes » sont donc battues dans leur campagne dans la rue et dans les lieux publics.

Une « femme honnête » ne peut ruiner que son mari ; — à l'extrême rigueur, si elle est poussée au désespoir, à la ruine du mari, elle peut ajouter la ruine d'un amant — mais ces demoiselles en ruinent dix, vingt, cent successivement et à la fois ; — elles ruinent le public.

Et, de là... mais je suis heureusement si loin de tout que je puis refuser d'ajouter foi au moins à la moitié de ce qu'on me raconte des expédients auxquels certaines « femmes honnêtes » ont recours pour soutenir cette guerre à outrance ; expédients qui empêchent les « femmes honnêtes » de rester des « honnêtes femmes » et qui consistent, après avoir étudié les secrets de toilette et les dépenses des « filles, » à étudier aussi le secret de leurs recettes.

Il est évident que la prostitution est arrivée à un degré inouï — autrefois on y descendait, aujourd'hui, c'est elle qui monte.

L'agrandissement des villes, le dégoût des travaux pénibles, les industries mieux rétribuées attirent les filles dans les grands centres — là elles trouvent les métiers de femmes, les métiers assis — usurpés par les hommes — là elles trouvent toutes les provocations du luxe, là elles voient des filles hier pauvres paysannes, pauvres ouvrières comme elles, aujourd'hui richement parées, entourées de beaux jeunes gens — et reçues avec respect dans le magasin où elles, les pauvres ouvrières, gagnent à peine de quoi manger en cousant les robes de ces dames. — Leur petit miroir aussi leur dit dans leur mansarde qu'elles sont plus jeunes, au moins aussi jolies, plus fraîches que ces reines de la mode, et le premier homme qui vient le leur dire après leur miroir, les trouve déjà bien ébranlées.

Me voici donc arrivé au point en discussion depuis quelques jours.

Un des mauvais grés que je sais aux soi-disant républicains, c'est qu'ils m'empêchent parfois de traiter certaines questions plus ou moins intéressantes, parce que pour être vrai, il me faudrait conclure comme eux; — être d'accord avec eux en apparence, quoique au fond notre pensée et notre but soient entièrement différents.

Quand j'attaque un abus, c'est pour le détruire; quand je demande un progrès, c'est pour l'obtenir. — Eux n'attaquent l'abus que pour le conquérir et le pratiquer eux-mêmes, ils ne demandent un progrès ou une amélioration que pour chicaner, harceler, renverser un ministère et se refaire de nouvelles chances d'avoir part à quelques-unes des épaves du naufrage.

Cependant aujourd'hui, je dirai comme le conventionnel Lakanal : J'aime tant la vérité que je l'aime même dans la bouche de Marat.

Quelle que soit la dégradation où tombent les filles publiques, elles ne doivent pas, elles ne peuvent pas tomber au-dessous de la justice.

Il est évident que ces malheureuses prostituées sont très souvent traitées avec des rigueurs arbitraires qui choquent et la justice et le bon sens et l'humanité ; — si on reconnaît indispensable, comme je le crois, de prendre à leur égard des mesures spéciales, il faut que ces mesures spéciales soient déterminées, fixées par des lois, par des ordonnances, et qu'il ne dépende de personne de les outrepasser ni de les modifier.

Il est notoire que certains agents de la police les ont parfois exploitées indignement — d'autres exercent sur elles une sorte de despotisme — le despotisme de ceux qui le subissent et qui est le pire de tous.

Voyons ce qu'on devrait faire — ce qu'on pourrait faire — ce qu'il faut faire — au point de vue d'un tyran extrêmement bon, extrêmement équitable, intelligent et ferme — tel qu'on ne tardera pas à le demander à la Providence, pour régler l'horloge détraquée, sans peut-être, hélas ! comme on l'a vu tant de fois, se montrer assez exigeant sur les qualités sus-énumérées.

Il commencerait par s'occuper de l'agriculture, par donner à ceux qui l'exercent le premier rang dans l'État, comme chez les Chinois, il ferait en sorte que ce fût de toutes les carrières la plus honorée, en même temps, une carrière suffisamment lucrative — et par des fêtes, des spectacles, des concours, des récompenses, il rendrait la vie agricole agréable et joyeuse.

Outre ces attraits rendus à la vie des champs, mon tyran mettrait certaines conditions à l'abandon de cette vie et à l'immigration dans les villes.

De plus, il n'autoriserait plus les villes à s'agrandir sans cesse, au moyen d'emprunts qui grèvent les générations futures, agrandissement qui élargit sans cesse la zone pestiférée qui s'étend autour de toute ville.

Quand une fille serait autorisée à venir à « la ville » se faire servante ou ouvrière — le maire de sa commune ne devrait pas la perdre de vue ni la laisser rompre ses relations avec sa famille.

Mon tyran édicterait que tout homme qui ne serait pas marié à trente ans, payerait annuellement à l'État un impôt équivalent à l'entretien d'une femme et de deux enfants — attendu qu'il jouit au moins d'une femme, qu'il en entraîne au moins une dans le désordre, et que — ou il ne donne pas de citoyens à l'État, ou il en éparpille quelques-uns dans des conditions immorales pour les familles et désavantageuses pour les enfants.

Mon tyran autoriserait la recherche de la paternité, en entourant cette recherche de toutes les précautions possibles ; certaines immunités seraient accordées à l'homme qui se marierait avant sa trentième année.

Comme ces mesures, en diminuant de beaucoup les causes de la prostitution, ne la feraient certainement pas disparaître, il renouvellerait les ordonnances que j'ai citées plus haut, en les amendant.

Par exemple, certains quartiers, — certains établissements seraient rigoureusement assignés aux prostituées.

Un costume simple, sévère, uniforme, leur serait imposé, — une robe grise ou brune sans ornements, — un bonnet d'une certaine forme invariable.

Mon tyran n'admettrait pas toutes les rigueurs et les sévérités arbitraires pour les malheureuses auxquelles la prostitution ne donne qu'avarement des nippes prêtées, un asile ignoble et du pain amer ; en même temps qu'on accorde une honteuse et injuste et monstrueuse indulgence pour celles qui, plus habiles

ou plus heureuses, trouvent dans la même prostitution tous les plaisirs du luxe et s'y font des rentes.

Toute femme non mariée, ou n'ayant pas notoirement une fortune personnelle, ou une industrie connue et suffisante, et qui afficherait des toilettes tapageuses et des habitudes dispendieuses, serait l'objet d'une surveillance sérieuse, d'une enquête, et lorsqu'il serait établi qu'elle doit ce luxe à la prostitution, reléguée dans les « clapiers », quartiers et établissements assignés à la prostitution, et condamnée au costume uniforme de ses semblables.

Là elle serait justement confondue avec ses compagnes, et les unes et les autres ne seraient plus tristement et iniquement soumises à l'arbitraire des misérables qui les exploitent, — elles trouveraient là, comme partout, la loi une et équitable qui punit, qui réprime, mais qui protège. — Personne n'aurait d'autorité sur elles sans être soumis à un contrôle.

Mon tyran créerait un ministère des mœurs, qui aurait au besoin l'appui de la police, mais en serait indépendant. Il rappellerait que les plus illustres Romains se faisaient gloire d'exercer la censure.

Ce censeur protègerait les femmes contre la chute en prostitution — et en même temps ne les abandonnerait pas après les chutes qu'il n'aurait pu empêcher.

Voilà, au moins à peu près, ce que ferait mon tyran ; — il me semble que le gouvernement actuel et les mœurs pourraient du moins en exécuter une partie.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ. FRATERNITE!

Liberté, *égalité*, *fraternité!* trois beaux mots!

Combien y a-t-il de gens qui comprennent et admettent que « la liberté de chacun a pour limites la liberté des autres »?

Que la liberté la plus étendue possible ne peut consister qu'à faire ce qu'on juge de plus sensé, de plus utile ou de plus agréable, en se conformant rigoureusement aux lois?

Loin de là, nous voyons les prétendus apôtres de la liberté vouloir ajouter à leur propre liberté, la confiscation de la liberté des autres — et ne se croire libres que s'ils sont libres d'opprimer.

C'est sous le règne de la liberté obligatoire qu'on a vu, lors de la Terreur, remplir tellement les prisons qu'on a massacré les prisonniers pour faire de la place.

Égalité! — L'égalité n'est pas dans la nature; elle ne peut donc consister qu'en « égalité devant la loi ». D'ailleurs l'égalité ne consiste pas à être tous la même chose, tous gouvernement; elle consiste à arriver au même degré de perfection, chacun dans son métier; à y trouver une même considération, une même liberté, une même protection sous des lois égales.

Un excellent laboureur, un très bon ouvrier sont logiquement et légalement les égaux d'un excellent homme d'État, d'un écrivain supérieur; tandis que l'homme d'État ignorant, émergeant d'une brasserie, l'écrivain médiocre, ne sont pas les égaux de l'excellent laboureur et du très bon ouvrier.

Mais ce n'est pas ainsi qu'on entend la chose; — l'égalité est une échelle dont les échelons sont les épaules et les têtes des autres.

Sous le règne de l'égalité obligatoire, nous avons vu récemment cette débauche, ce carnaval de plumets, de panaches, de ceintures, de galons, d'écharpes, d'étoiles aux képis, de bottes rouges et de bottes vertes, etc., de titres aussi ridicules que nouveaux, servant de prétexte à l'usurpation de prétendues fonctions toujours rétribuées.

Fraternité! — C'est sous le règne de la fraternité légale, obligatoire et ayant cours forcé comme les assignats, que nous avons vu « les prisons remplies par le soupçon, vidées par le massacre », comme disait V. Hugo du temps de feu son génie; — que nous avons vu la guillotine en permanence, les mitraillades de Lyon et de Toulon — les noyades de Nantes, etc., — hier — l'assassinat des otages, des généraux, de Chaudey, et les hommes brûlés vifs.

Liberté, égalité, fraternité! Trois beaux mots en eux-mêmes. Trois « blagues » insolentes dans la pratique de ceux qui osent les inscrire sur leur drapeau.

A MESSIEURS TARTUFE ET BASILE

Il y a quelques jours, une feuille malveillante pour un comédien du Théâtre-Français lui attribua la sottise insolente que voici :

On jouait audit Théâtre-Français le *Barbier de Séville;* l'acteur, par un regard, par un geste, aurait adressé à un ministre, présent dans une loge, une des boutades de Figaro. De là, une petite rumeur et un scandale.

L'acteur, comprenant ce qu'il y avait de dangereux pour lui dans cette anecdote, s'empressa d'envoyer au premier journal qui l'avait racontée ou inventée, une lettre que « l'abondance des matières » a jusqu'ici empêché ce journal d'insérer ; la voici :

« Monsieur,

» Permettez-moi de protester contre une intention et un acte que vous m'avez prêtés ; — je connais trop mes devoirs envers le public pour me permettre jamais une telle incartade dont les sifflets, je le suppose,

feraient bonne justice. — Que, hors de la scène, le comédien auquel ses études constantes et les travaux de son art laissent par hasard des loisirs, conserve ou reprenne son individualité, ait ou professe ses opinions personnelles sur toutes choses, rien de plus juste ; mais, sur la scène, son art et son devoir lui défendent d'être lui-même, il doit s'efforcer de paraître, d'être le personnage qu'il représente ; — il n'a pas à exprimer d'autres idées, d'autres impressions, d'autres sentiments que ceux de son rôle. — Il serait surtout triste, grotesque, que Scapin ou Mascarille, revêtus de la souquenille rayée, ayant du blanc et du rouge sur le visage, s'avisassent de venir faire la leçon au gouvernement de la France. — D'ailleurs dans une salle de théâtre, pendant la représentation, il ne nous est pas permis de voir telle ou telle personne, — tout spectateur fait à nos yeux partie du « public », auquel nous devons témoigner tout notre respect.

» C'est donc par erreur, ou sur de faux renseignements, que vous m'avez accusé d'y avoir manqué, et, tout en me plaignant de ce récit controuvé, je dois vous remercier de n'avoir pas traité plus sévèrement l'artiste qui se serait rendu coupable d'une telle outrecuidance. S'il est, dans l'histoire du théâtre auquel j'ai l'honneur d'appartenir, de grands modèles que nous avons sans cesse devant les yeux, il est un exemple qui certes n'est pas fait pour nous inspirer le désir de nous mêler aux guerres de la politique : c'est celui de l'infâme Collot-d'Herbois, qui, de mauvais acteur, se fit clubiste, terroriste, et l'un des plus exécrables assassins qui ensanglantèrent la ville de Lyon.

» Veuillez, monsieur, prendre en considération la fâcheuse situation où me mettrait, si on y ajoutait foi, l'acte de mauvais goût et d'insolence qui m'a été à tort attribué.

» C'est un mauvais tour que Basile a joué à Figaro.

» Agréez, etc. »

L'acteur a raison de réclamer, et je ne puis approuver le retard ou l'hésitation qu'apporte à insérer sa lettre le journal auquel il l'adresse.

C'est ce petit scandale, monsieur Tartufe, monsieur Basile, qui m'a fait penser à vous adresser cette lettre, qui a pour but, je ne tenterai pas de vous le cacher, d'éclairer les gens naïfs qui ne se sont pas aperçus de vos incarnations nouvelles et de vos déguisements, et qui ne vous reconnaissent pas quand vous ne paraissez pas à leurs yeux, — vêtus, vous, cher monsieur Tartufe, du costume mi-religieux, mi-séculier que vous portez au théâtre, — vous, cher monsieur Basile, de celui que vous a assigné votre père Beaumarchais; *chapeau noir rabattu, soutanelle et long manteau, sans fraise ni manchettes;* chapeau et costume que les comédiens italiens ont si singulièrement exagéré et *chargé*, à la grande joie des spectateurs, dans *il Barbiere di Siviglia.*

Parce que vous vous êtes déguisés et vêtus à la mode du jour, ne croyez pas, ô Basile! ne croyez pas, ô Tartufe! que tout le monde vous prenne pour d'honnêtes gens.

Le baron de Fœneste, parce qu'il n'a plus « la botte découpée sur le pied pour laisser voir un bas incarnadin », le Clitandre du *Misanthrope*, parce qu'il n'a plus

> Ce mérite éclatant de la perruque blanche,

ni

> ... L'ongle long, qu'il porte au petit doigt,

parce qu'ils ont changé de prétentions, d'affectations

et de ridicules, — ont-ils cessé d'être des fats?... et doit-on croire que cette espèce est perdue, parce qu'on ne porte plus « une rose de ruban » sur le pied, et une autre au pourpoint?

Le médecin, le magistrat, ne se montrent plus en robe dans les rues, et vous, mes bons messieurs, vous n'êtes pas assez candides pour avoir conservé un uniforme qui vous faisait reconnaître à cent pas.

Vous avez fait mieux, vous imitez ce voleur qui s'enfuit, mais qui feint d'en poursuivre un autre, et crie : « Au voleur! » en désignant de la main à la foule un passant paisible qui court après l'omnibus.

J'ai lu quelque part l'histoire d'une petite troupe de soldats résolus qui, la nuit, tombèrent dans une embuscade, et se virent en face d'une troupe dix fois plus nombreuse que la leur. Menacés d'être entourés quand le jour paraîtrait, ils se réfugièrent dans des vignes, et, se dépouillant de leurs schakos, ils en coiffèrent les échalas qui soutenaient les ceps, puis se traînant sur le ventre, s'échappèrent de côté; le jour venu, l'ennemi, voyant les schakos qui ont coutume de couvrir des têtes, tira résolument et ardemment sur les échalas, jusqu'au moment où les fugitifs, revenant par derrière et sur les côtés, les surprirent à leur tour et en firent carnage.

C'est ce que vous essayez de faire aujourd'hui, ô Basile! c'est ce que vous essayez de faire, ô Tartufe!

Vous nous dites : « Voyez là-bas ce vêtement semi-mondain, semi-religieux, et cette discipline à la main, — c'est Tartufe. Voyez cette soutanelle et ce long manteau, sans fraise ni manches, et ce grand chapeau, ce chapeau surtout, *il capellacio*, que les chanteurs italiens font tous les jours plus grand, — c'est Basile. »

Tout ce qui n'a pas une discipline à la main n'est

pas Tartufe, tout ce qui n'a pas le grand chapeau, *il capellacio*, n'est pas Basile.

Ces hommes mentent, calomnient, affichent des sentiments et des principes à chaque instant démentis par leurs actes, c'est vrai; mais ont-ils une discipline à la main? Ont-ils le grand chapeau sur la tête? Non, ils sont habillés comme tout le monde ; alors ce ne sont ni Tartufe ni Basile, laissez-les paisiblement dire et faire, — et vous désignez les costumes vides sur les échalas; et les naïfs, et les dupes, et les imbéciles tirent sur les costumes vides et sur les échalas.

Et moi, je veux vous signaler et Tartufe et Basile là où ils sont. Je veux que vous les reconnaissiez malgré leurs déguisements, soit le carré de verre sur l'œil, soit la plume à la main, soit en robe d'avocat, soit avec le grand faux-col et la bedaine proéminente de Prudhomme.

En voici un qui s'indigne en accusant le maréchal de « sortir de la légalité » et de « violer le suffrage universel », de renouveler les « candidatures officielles ». C'est lui qui avait exclu du suffrage des catégories entières de citoyens, ce qui faisait dire à Laurent Cotte, son valet : « Pourquoi des élections, puisque nous sommes au pouvoir? »

C'est lui qui, déguisé en préfet sous le nom de Rében, écrivait à M. Gambetta : *L'Assemblée sera mauvaise sans pression révolutionnaire.*

Qui, sous le nom de Roche, secrétaire général de l'Ardèche, écrivait à M. Ranc : *Si préfet n'est pas à poigne, les républicains sont enfoncés.*

C'est Tartufe qui veut séduire grossièrement la femme de son bienfaiteur, et s'indigne de voir Dorine décolletée :

Prenez-moi ce mouchoir
Et... couvrez ce sein que je ne saurais voir.

Un autre a crié pendant trente ans contre les gros traitements des ministres, des préfets, etc., sous Louis-Philippe et sous l'empire. En 1870, il est nommé préfet à son tour; il touche intégralement le traitement de son prédécesseur nommé sous l'Empire, mais son austérité républicaine l'empêche de donner des fêtes et des dîners. Il met le tout dans sa poche. C'est Basile qui dit : « Ce qui est bon à prendre est bon à ...garder. »

En voici un qui, il y a quelques années, se vantait d'être du « peuple », de vivre avec « le peuple » de souffrir avec « le peuple ».

> Un gueux qui, quand il vint (au pouvoir en septembre) n'a-
> [vait pas de souliers,
> Et dont l'habit en tout valait bien six deniers.

Il a touché les traitements de plusieurs ministères, il a trempé dans des trafics restés obscurs;

Et, comme dit mon aieul Aristophane : Πλουτων επειτα, ουκετι ηδεται φανη, *Aujourd'hui devenu riche, il n'entend plus manger des lentilles* .

> .... Fort dévotement il mange deux perdrix
> Avec une moitié de gigot en hachis.

C'est Tartufe.

En voici un que tout le monde a connu courtisan de l'empire, faisant de petits vers pour la souveraine. — Aujourd'hui, il honnit l'empire, injurie la souveraine, et se fait remarquer entre les plus ardents radicaux. — C'est Basile qui, pour amuser Grippe-soleil, chante en s'accompagnant de la même guitare qu'il égratignait à Compiègne.

> Est-ce un crime de changer?
> Si l'amour porte des ailes,
> N'est-ce pas pour voltiger?

Cet autre est un « austère », loin de lui toute ambition, toute avidité. Ce qu'il veut, c'est le bonheur du peuple.

Tous les biens de ce monde ont pour lui peu d'appas,
De leur éclat trompeur il ne s'éblouit pas.

Cependant, il escalade les places bien rétribuées, il vit largement, il soupe, il a sa voiture.

— L'austérité?

L'austérité...

.... défend certains contentements;
Mais avec elle il est des accommodements.
Selon divers besoins, il est une science
D'étendre les liens de notre conscience.

Je te connais, vilain masque, tu es Tartufe.

Celui-ci est un type curieux : il a écrit sur le fronton de sa boutique :

Logicien et prophète, tient des idées en tous genres, en gros et en détail.

Comme logicien, son procédé consiste à prendre une idée quelconque, juste ou fausse, et à la pousser jusqu'à l'absurde. Par exemple, il doit sa notoriété, sa fortune, son existence à la presse, il passe sa vie à écrire au moins dans un journal — en ce moment il en a deux, — l'un où il dit du mal de ses adversaires, l'autre où il dit du bien de lui-même. Eh bien, il prêche l'innocuité et l'impuissance de la presse, sans songer que, cette impuissance admise, il jouerait sans cesse le rôle ridicule des Danaïdes condamnées à verser de l'eau dans un tonneau sans fond, — le rôle d'un danseur de corde qui nierait la force et même l'existence de la corde sur laquelle il fait ses tours, d'un champignon qui soutiendrait qu'il est né en l'air.

De l'impuissance de la presse il part pour demander sa liberté absolue et son impunité, — mais cette li-

berté, cette impunité, comme bien d'autres, il ne les veut que pour lui-même.

Il prend pour la logique l'entêtement aveugle qui fait suivre, en droite ligne. jusqu'au bout, jusqu'au trou et à la chute, un chemin commencé, ne comprenant pas que si un pistolet est mal pointé par un myope ou une vue fausse, la balle s'écartera d'autant plus du but visé qu'elle suivra une ligne plus droite.

Comme prophète, il a un procédé très simple : il a tout soutenu, tout attaqué, tout prophétisé dans tous les sens, et il a fait relier le recueil de ses plaidoiries et de ses oracles.

Quel temps fera-t-il demain? Il a dit hier qu'il ferait beau, et aujourd'hui qu'il pleuvrait.

Que pensez-vous de la République? De 1832 à 1848, c'est un rêve insensé et criminel ; en 1877, il est radical.

Qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, que la République périsse pour la troisième fois, et son appui augmente les mauvaises chances, il a passé pour jettatore, — ou qu'elle se maintienne, il l'aura « bien dit » et il citera, selon l'événement, son opinion de lundi ou de mardi, celle de 1848 ou celle de 1877.

Mais le trait le plus saillant, le plus étrange, le moins croyable, le moins cru de ce caractère, c'est la candeur et la naïveté. C'est qu'il est lui-même dupe de lui-même, c'est qu'il est à la fois Basile et Bartholo, Tartufe et Orgon. C'est qu'il arrive à se croire de bonne foi calomnié, c'est qu'il croit avoir prédit tel événement, professé telle opinion, sans se rappeler qu'il avait prédit tel événement, professé également l'événement ou l'opinion contraire. En 1848, partisan du prince Louis-Bonaparte, il n'épargne aucune attaque à la République, aucune calomnie à Cavaignac.

Il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreur, pas de

conte absurde qu'on ne fasse adopter aux oisifs... en s'y prenant bien. (Barbier de Séville)

En 1870, il a provoqué, avec une ardeur extrême, la guerre contre la Prusse. Eh bien, aujourd'hui, rouvrant sa boutique de prophéties et d'idées un moment fermée « pour cause de réparations et d'agrandissements », il acclame la République et reproche amèrement la guerre de Prusse à l'empire.

Celui-là non plus ne porte ni le grand chapeau, ni le costume mi-laïque mi-religieux.

En voici un qui est un grand, magnifique, habile et heureux faiseur de vers et de prose, — on lui doit quelques-unes des plus belles pages de la langue française, — il prend une goutte de savon au bout de son chalumeau de paille, et souffle d'une haleine puissante. La goutte grossit, mais se creuse, s'étend et reflète toutes les splendeurs du prisme; mais il veut faire la bulle trop grosse, elle crève, s'éteint et retombe à terre goutte de savon.

Séduit par tout ce qui brille, il a chanté tour à tour, et les deux branches des Bourbons, et les deux empires, et les deux républiques.

Comme certains acteurs, on l'a vu autrefois quotidiennement rasé et les cheveux longs et séparés correctement par une raie — coiffé du tuyau de poêle bourgeois. On l'a vu depuis avec un képi, lorsqu'il avait annoncé qu'il irait seul et sans armes arrêter les Prussiens. Aujourd'hui, il porte les cheveux ras, la barbe longue et hirsute, et un chapeau mou; au lieu de se contenter de la couronne de laurier à laquelle il avait des droits incontestables.

Il éprouve ou du moins professe une sympathie profonde pour les assassins, les incendiaires, les empoisonneurs et les parricides; il ne veut pas qu'on les tue, ni qu'on les chagrine, ni qu'on les inquiète, ni qu'on les ennuie, — il est si bon, si tendre!

Il s'accuserait volontiers :

> D'avoir pris une puce...
> Et de l'avoir tuée avec trop de colère.

Mais c'est seulement à la loi protectrice et à la société attaquée qu'il défend de tuer.

La peine de mort supprimée à l'égard des assassins, des empoisonneurs, des parricides, etc., sera conservée pour les adversaires politiques, pour les modérés, pour le bourgeois qui rentre tard en laissant voir un cordon de montre sur son gilet, pour la jolie et honnête fille qui résiste à un gredin aviné, etc.

La peine de mort, supprimée pour les scélérats, est maintenue pour les innocents.

Cet homme illustre, ce grand écrivain, sa parole plus brillante, il est vrai, que puissante, ne lui sert presque jamais à exprimer ce qu'il pense et ce qu'il veut, mais ce qu'il suppose devoir obtenir le plus de succès devant un auditoire donné. Il s'intitule et peut-être se croit un « penseur ».

En ce moment devenu républicain radical, — séduit toujours par ce qui brille, mais prenant assez volontiers le clinquant pour de l'or, il me rappelle cet invalide légendaire qui, voyant reluire au soleil un bouton de cuivre dans la fosse de l'ours Martin au Jardin des Plantes, prit ce bouton pour un louis d'or, descendit dans la fosse, et...

L'ours le mangea.

Cet autre s'est assez moqué de la « vile multitude » et l'a fait fusiller à l'occasion; aujourd'hui il est « ami du peuple ». Il préconise le suffrage universel, qu'il avait combattu toute sa vie.

— Mais vous avez donc changé d'opinion sur le peuple?

— Pas le moins du monde, répond Tartufe; — le peuple...

Qu'est-il besoin pour lui du soin que vous prenez ?
C'est un âne, entre nous, à mener par le nez,
Et je l'ai mis au point de tout voir sans rien croire.

Il s'agit de reprendre *ma* présidence... Tout le reste importe peu, même le prix qu'elle coûtera à ceux qui me la rendront.

Voltaire a dit — du temps que la Renommée n'avait que cent bouches :

« Des cent bouches de la Renommée, il arrive parfois qu'une dit la vérité ; mais, à coup sûr, il y en au moins quatre-vingt-dix-neuf qui mentent. »

Mais qu'est-ce que cette pauvre vieille et essoufflée Renommée, aujourd'hui, avec ses cent pauvres bouches ?

Un journal, c'est ainsi qu'on appelle aujourd'hui la Renommée, un journal qui n'a que cinq cents bouches ne paye pas son imprimeur.

Tel journal, pour sa part, réveille tous les matins les échos par cent mille trompettes.

Ainsi écoutez à l'heure où les moineaux éveillés se chamaillent dans les arbres, les cris stridents et les bruits de papier chiffonné, et la volée de mensonges et de calomnies ailées qui s'abattent sur la France et sur le monde...

Il faut m'arrêter. Je ne ferai pas la trop longue énumération des autres déguisements et incarnations de Tartufe et de Basile.

Tous ces gens, parleurs et écrivains, qui disent et écrivent aujourd'hui le contraire de ce qu'ils disaient et écrivaient hier, ayant soin de le mettre de côté, parce que ça peut servir demain,

Ne croyez pas que ce soient des gens légers, mobiles, sans idées, sans opinions arrêtées, — ils savent très bien ce qu'ils veulent et ils le veulent fermement ; — leur opinion, c'est de se hisser aux places et aux honneurs.

Et encore :

> La maison m'appartient, c'est à vous d'en sortir.

Ce qui sera confirmé par cet excellent M. Loyal, l'huissier à verges :

> . . . . La maison à présent
> Au bon monsieur Tartufe appartient sans conteste.

En attendant, voyant les uns avec leur gril, les autres au bout d'un couteau, ou tenant d'une main un coquemard plein d'eau, mettre d'accord le feu à la maison pour faire cuire leur côtelette, leur saucisse ou leur œuf à la coque, je vous crie : Surveillez, combattez Tartufe et Basile, — mais le vrai Tartufe et le vrai Basile — et ne perdez pas le temps, la poudre et le plomb à tirer sur les échalas et sur les vieilles friperies vides et inhabitées dont ils sont affublés, et surtout ne leur laissez pas faire leur mouvement tournant.

A L'AUTRE RÉPUBLICAIN

Monsieur, ou citoyen,

Comme vous voudrez, car je ne connais ni vous, ni vos idées, ni vos habitudes, et je ne sais pas même si vous existez.

J'ai dit et imprimé et je maintiens que je suis le seul républicain que je connaisse en France. En effet, je ne puis prendre pour des républicains les divers farceurs, ambitieux, affamés, altérés, etc., qui se présentent sous ce titre, qui mettent sur un drapeau trois ou quatre mots que les uns ne comprennent pas, dont les autres ne se soucient à aucuns degrés, pour qui la « République » n'est qu'une échelle ou une corde à nœuds pour escalader la fortune, ou un chemin souterrain pour s'y introduire de nuit, et quand je les attaque, ce n'est pas que je sois membre de tel ou tel autre parti, mais, au contraire, en qualité de républicain, parce qu'ils ont tué déjà deux fois la République et s'occupent de la tuer une troisième fois.

Donc, s'il est quelque part en France un second ré-

publicain, c'est à lui que j'adresse cette lettre ; — quant à la suscription, ce n'est ni à Paris, ni à Versailles, que la poste a des chances de le rencontrer : je suis convaincu qu'il est comme moi retiré des centres bruyants, fort découragé, fort dégoûté, sur quelque grève déserte, sous de vieux ombrages, et cultivant son jardin.

Donc, si vous existez, cher monsieur, veuillez me lire avec indulgence.

Je vous demandais tout à l'heure si je devais vous appeler citoyen. Je pense que, comme moi, vous vous souciez peu des mots, et que vous feriez bon marché, au besoin, du titre de républicain.

Je suis républicain — théoriquement parlant — parce que ce serait la forme de gouvernement la plus juste, la plus honnête, la plus sage, la plus heureuse. Mais Jean-Jacques Rousseau — un vrai républicain celui-là — faisait cet aveu : « S'il y avait un peuple de dieux, ils se gouverneraient démocratiquement; un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » Et Solon disait qu'il n'avait pas donné aux Athéniens les meilleures lois, mais les meilleures qu'ils pussent supporter.

Donnez le nom que vous voudrez à un gouvernement qui assure à chacun une liberté ayant pour limite la liberté des autres, la paix au dedans et au dehors, la recherche incessante des véritables progrès du bien-être et de la vie facile pour tous, la sécurité et le respect du travail, l'obligation d'obéir aux lois, et la certitude de n'obéir qu'aux lois; appelez ce gouvernement républicain, monarchique, représentatif ou absolu : je l'accepte de grand cœur.

Mais je hais, et vous haïssez comme moi, si vous êtes comme moi vraiment républicain, ces soi-disant républicains, pour deux causes principales :

La première, c'est que, pour arriver à la satisfaction

de leurs appétits égoïstes, par leurs excès, leurs sottises, leurs menaces, leurs crimes, ils habituent des esprits même libéraux et indépendants, d'abord à la pensée, puis au désir d'accepter un maître... pour n'en avoir plus qu'un.

« De la licence, disait Platon, de l'anarchie que ces gens-là considèrent comme la vraie et la seule liberté, naît naturellement la tyrannie comme de sa propre souche. »

C'est ce qui fait aujourd'hui quelques chances au parti bonapartiste, lequel n'a aucune autre raison d'exister, comme je vous le démontrerai tout à l'heure, s'il me reste assez de papier blanc, quand j'aurai fini ce que j'ai commencé à vous dire.

Passons à la seconde cause de la haine que m'inspirent les pseudo-républicains ennemis et destructeurs de la république.

Parmi ces hommes avides comme des brochets, ignorants comme des carpes, quelques-uns s'intitulent socialistes, sans avoir étudié les questions sociales ailleurs que dans les brasseries et en jouant au bezigue ou au billard. Socialiste, pour eux, c'est le *comparatif* de républicain, comme radical, démocrate, intransigeant, en sont le *superlatif*. Ils savent d'instinct que ce sont toujours les plus *avancés* qui l'emporteront sur les autres au jour du gâchis. Donc, quand un d'eux dit : « Je suis démocrate, ou : Je suis socialiste, » il veut dire : « Je suis plus républicain que toi, — je suis plus républicain que personne. *Republicanus*, *republicanior*, *republicanissimus*. »

Deux ou trois d'entre eux, qui sont lettrés, émettent et propagent des théories insensées, absurdes, dangereuses, criminelles : le droit au travail, l'égalité des salaires, la souveraineté absolue du nombre, « l'impôt sur le revenu » non compris et consistant, pour eux, à vivre des rentes des autres et à faire payer

la totalité de l'impôt par des riches qui ne le seraient pas longtemps, etc., etc.

D'autres se chargent, comme M. Rochefort, qui n'y avait et n'y a jamais pensé de sa vie, de « résoudre la question sociale en un quart d'heure » ; d'autres, comme M. Gambetta, affirment qu' « il n'y a pas de question sociale, — qu'il n'y a pas de socialisme ».

Or, non seulement il y a une question sociale, non seulement il y a un socialisme, — mais il y a deux socialismes :

L'un est une armée, un flot, une marée de fous et d'enivrés. De perfides échansons leur ont versé non seulement le vin pur, trop fort pour leurs pauvres têtes, d'une liberté sans restrictions et sans lois ; mais de ce vin capiteux ils ont fait un poison en le sophistiquant des espérances les plus monstrueuses :

Ils ne leur disent pas : la République est le gouvernement des meilleurs ; ils leur disent : la République est l'avénement au pouvoir et aux jouissances des « nouvelles couches sociales » tout entières, sans acception de bons ou de mauvais, de meilleurs et de pires, c'est le bouleversement complet mettant dessus ce qui était dessous. Il ne s'agit plus d'arriver au bien-être, à la fortune par le travail, il s'agit de prendre ce que possèdent les autres.

— Travailler? disait dans un cabaret un de leurs disciples. Travailler!... bon pour des feignants.

Que parlez-vous de *partageux?*... Partager, c'était l'enfance du « socialisme » ; non, les morceaux ne sont pas trop gros, nous ne partagerons pas, nous prendrons tout, les autres s'en passeront.

« Il n'est pas, disait le républicain Cicéron, de bête féroce plus bête et plus féroce que ce monstre déchaîné qui prend le déguisement et usurpe le nom du peuple. *Nihil immanius istâ belluâ*, etc. »

Ce socialisme-là, c'est la ruine, c'est la mort non

seulement de la France, mais de la société. — Ceux d'ailleurs qui déchaînent le monstre n'obtiendront de lui que la grâce que le cyclope fit à Ulysse, qui lui avait donné du vin : « Je ne te mangerai que le dernier. »

Contre ce prétendu socialisme — contre ce brigandage, ce n'est pas par la persuasion, ce n'est pas par des concessions que la société peut se défendre, c'est par une résistance énergique, c'est par la force.

Mais il est un vrai socialisme, il est de véritables questions sociales, comme il est un vrai peuple. Ces questions, il faut les étudier; ce peuple, il faut le protéger contre les faux amis, je ne dirai pas qui l'entraînent, car il leur faudrait marcher devant, ce qui n'est pas leur habitude, mais qui le poussent à la violence; — il faut le défendre contre lui-même, contre les illusions et contre les idées fausses dont on l'a enivré et empoisonné.

Car cette résistance par la force, elle ne peut être éternelle. On ne guérira pas, il est vrai, on ne corrigera pas la génération actuelle, on ne peut que la contenir; mais il faut élever celle qui lui va succéder.

Supposons que l'acte tardif du 16 mai obtienne le succès désirable, — il ne suffit pas pour les conservateurs victorieux d'être pour un temps les maîtres, — ce ne sera pas le moment de se reposer, ce sera au contraire le moment de se mettre à la besogne, et de s'y mettre résolument.

La prétendue république, le faux socialisme, sont comme les hannetons qui, sous leur forme d'insectes parfaits, dévorent les feuilles et dépouillent les arbres, — mais aussi, cachés sous la terre, à l'état de larves, de « hannetons de l'avenir », mangent et détruisent les racines.

Si les conservateurs ne sont pas de faux conservateurs, comme d'autres sont de faux républicains, qu'ils ne se figurent pas que « tout est pour le mieux

dans le meilleur des mondes possibles », parce qu'il leur sera permis de se partager à leur tour les places et les honneurs. Il y a de grandes réformes, de grands progrès à faire presque partout. Il faut s'emparer résolument de tout ce qu'il y a de vrai, de sensé, de légitime dans les plaintes exprimées ; il faut confisquer au profit du gouvernement les choses dont l'opposition n'a que les noms sur son drapeau ; il faut ne rien ui laisser que d'injuste, d'absurde, de monstrueux, de ridicule.

Mais, en ce moment, ces réformes, ceux mêmes qui les ont le plus laborieusement étudiées, qui les voient le plus clairement, qui les désirent le plus sincèrement, n'osent pas s'en occuper ni les entreprendre, parce qu'on ne peut construire des digues qu'à marée basse, parce qu'il suffirait au vrai socialisme d'entrebâiller une porte pour voir cette porte enfoncée par le faux socialisme.

Et voilà la seconde cause de la haine que m'inspirent les soi-disant républicains, c'est qu'ils empêchent, ou du moins retardent — Dieu sait jusqu'à quand — les vraies réformes et les vrais progrès, le vrai socialisme.

Et cependant, si on ne se met bientôt à l'ouvrage, dans un temps plus ou moins éloigné, ce n'est plus une guerre civile que nous aurons devant nous, mais une guerre sociale.

Car il faut regarder en face la situation.

Tout est en décomposition, en dissolution.

Êtes-vous certain que la famille et la patrie, c'est-à-dire la grande famille, existent encore ailleurs que dans les dictionnaires et à l'état de mots, à leur lettre respective ?

La femme est-elle à sa place et dans son rôle ?

Faites descendre un Dieu sur la terre, croyez-vous qu'il pourrait gouverner avec le suffrage dit universel et avec la presse telle qu'elle est pratiquée ?

La terre, la seule source de richesse réelle, n'est-elle pas abandonnée par un flot incessant, qui va des champs aux villes achever d'encombrer des industries qui ne peuvent tarder de devenir elles-mêmes stériles à leur tour?

Grâce à la surexcitation des appétits en tous genres, grâce à « l'égalité des dépenses », la seule égalité conquise après tant de bouleversements, la France est atteinte d'une furieuse boulimie physique et morale, il n'y a plus à manger pour tout le monde, parce que tout le monde veut les gros et les mêmes morceaux.

La dépopulation de la France n'est-elle pas évidente?

La démoralisation ne va-t-elle pas s'accroissant chaque jour?

Y a-t-il encore quelque chose qu'on respecte?

Certes, il y a beaucoup à étudier, beaucoup à travailler, beaucoup à combattre.

Mais ces études, ces travaux, ces combats, ne peuvent se faire pendant le vacarme.

On sait l'histoire de ce gourmand qui se plaignait qu'on bavardât à table : — « Silence, messieurs, on ne sait ce qu'on mange. »

Avec le tumulte où nous vivons, on sait à peine par qui on est mangé.

La France, pour être sauvée, aurait besoin qu'on lui appliquât ce que Philippe de Macédoine imposait à deux républiques grecques.

Il veut que Sparte obéisse et qu'Athènes se taise.

Spartam servire, Athenas silere jubet.

Trois ans de silence en France, — c'est-à-dire de calme, de méditation et de travail.

Faute de silence absolu, on pourrait obtenir un silence relatif. — Je m'explique.

Grâce aux changements perpétuels qui ont fait de positions, de fonctions considérables, telles que les préfectures, les plus petits d'entre les petits métiers,

Rien n'est assis, tout marche sur la corde et sur une corde qu'on ne sent pas solide.

Presque tous les fonctionnaires (ne faut-il pas effacer le mot presque?) sont comme les joueurs prudents ou timides qui, à la roulette, mettent leur pièce « à cheval » sur deux numéros.

On *ponte* à la fois sur le pouvoir actuel et sur celui qui a l'air de devoir lui succéder.

On parie somme égale pour M. de Mac-Mahon et pour M. Thiers.

Aucun fonctionnaire ne sait si, au moment où il se compromet pour le pouvoir actuel, il ne se fait pas en haut lieu — y a-t-il encore de hauts lieux? — un compromis, une alliance qui va donner la place à un autre?

Personne ne brûle ses vaisseaux — et ne se bat « pour de bon ».

Il est peut-être encore temps que M. de Mac-Mahon complète son affirmation — pour la première fois héroïquement exprimée sur un champ de bataille où il faisait moins chaud que sur celui où il se trouve aujourd'hui. « J'y suis, j'y reste. »

Qu'il dise : « Non seulement je resterai président jusqu'en 1880; mais, pendant ces trois années, je conserverai les ministres et tous les fonctionnaires jusqu'aux gardes champêtres que j'ai aujourd'hui. »

En parlant ainsi il atteindrait un double but : il donnerait du cœur, de la résolution, du dévouement à l'armée qu'il commande, et qui serait certaine d'être soutenue ; il découragerait les ambitions subalternes et impatientes, il enlèverait la timbale du mât de cocagne, sur lequel les aspirants et les candidats se fatigueraient bien vite d'user leurs culottes sans chances de bénéfice.

Et, pendant ces trois ans, — qu'on ne passerait plus à se battre derrière la toile à qui s'emparera des rôles, — on pourrait jouer enfin la pièce si longtemps annoncée et toujours remise — d'un véritable gouvernement.

On s'occuperait avec calme et une rigoureuse et inflexible volonté de « contenir la génération actuelle et d'élever celle qui la suit, » d'étudier toutes les réformes et d'en pratiquer le plus possible. On renverrait aux brasseries, au bezigue et au billard la plupart de nos hommes d'État improvisés et soi-disant républicains, et alors, à la fin de ces trois années, on aurait fait un véritable et loyal essai de la République, et on verrait.

Décidément j'ajourne la question cependant intéressante du parti bonapartiste et de ses chances.

Voltaire, à propos des canonisations faites de son temps, disait : « On ne canonise les saints que cent ans après leur mort, parce qu'il faut laisser le temps de mourir et de disparaître à leurs contemporains, à leurs domestiques, à leurs créanciers et à leurs maîtresses. »

C'est en sens inverse que les pseudo-républicains se sont si fort irrités et s'irritent si fort du retard apporté aux élections.

Ce retard donne, non sans péril, un temps assez long pour les recherches et les révélations sur leurs saints.

Il a permis à la justice de s'immiscer dans les petites affaires de certains de ces messieurs et d'y relever des incorrections prévues par le Code. — La robe blanche de quelques candidats a été maculée par l'encre des greffiers transcrivant certaines appréciations peu louangeuses faites par les tribunaux. Or, si les élections avaient été immédiates, ils se seraient trouvés députés et inviolables, tandis qu'en voici plus

d'une demi-douzaine qui ont eu affaire à la justice.

Et en même temps voici que les journaux annoncent que « la cour des comptes a rendu, ces jours-ci, divers arrêts qui revèlent contre certains membres du parti radical des faits assez graves ».

Peut-être aura-t-on des nouvelles des deux cents millions qui ont été égarés.

A S. A. I. LE FILS DE NAPOLÉON III

Vous le voyez, monseigneur, je ne plains pas les titres, et pour peu que cela vous fasse plaisir, je vous appellerai même Napoléon IV. Un philosophe moderne très doux a dit : « Quand un homme a deux noms, donnez-lui le plus beau. » Je professe pour les titres, les particules, une inaltérable indulgence. Aussitôt qu'un homme que je connais semble attacher son bonheur à couper son nom en deux — comme du Bois — je m'empresse de me conformer à son désir. S'il lui plaisait de prendre deux particules et de s'appeler, de du Bois, je l'appellerais de du Bois, — comme fit un jour feu James de Rothschild à un seigneur qui lui rendit visite le matin. Il était très occupé, le salua de la tête, et lui dit : « Prenez une chaise, » puis se remit à sa besogne. « Pardon, monsieur, dit le visiteur, vous n'avez sans doute pas entendu que je suis le marquis de ***? — Alors, dit James, prenez deux chaises. »

Un certain nombre de bonapartistes sont allés, le 15 août, vous visiter à Chislehurst; — je m'étonnerais

fort s'ils vous avaient dit beaucoup de vérités. — J'ai eu l'honneur de connaître un certain nombre de rois; — quelques-uns de mes amis sont parvenus, à différents degrés, au pouvoir. Deux entre autres, Lamartine et Cavaignac, ont été un moment les maîtres de la France. Eh bien, j'ai pu voir quel inflexible cordon sanitaire, dix fois plus rigoureux que contre la peste, il s'établit autour d'eux contre la vérité, — et je suis resté plein d'enthousiasme et de tendresse pour les maîtres du monde, pour ceux surtout qui sont nés sur le trône. J'ai admiré combien ils avaient dû être richement doués par la Providence pour qu'on ne les ait pas rendus les plus aveugles, les plus ineptes et les plus méchants des humains.

Je me suis dit : « Et moi aussi, je veux aller à Chislehurst ! Je veux dire quelques vérités à ce jeune homme, en me présentant devant lui sous la forme peu embarrassante et soumise à peu d'étiquette d'un carré de papier. » Je vais donc, si vous le permettez, vous dire ce qui se passe. Je ne vous parlerai pas de l'extérieur; — je vous parlerai seulement de la France et des divers partis, le vôtre compris, qui se disputent les épaves du beau navire échoué, au lieu de réunir saintement leurs efforts pour le renflouer.

Parlons de M. Thiers :

On a pu lire dans les livres des chirurgiens, et on a entendu répéter que de vieux soldats, sous certaines conditions de température, se plaignaient de souffrir d'une jambe ou d'un bras absents qu'ils avaient laissés sur de lointains et glorieux champs de bataille.

C'est un nouvel exemple de ce phénomène que nous présente aujourd'hui M. Thiers : il a mal à sa présidence.

Éon de l'Étoile était un gentilhomme breton qui vivait au XIIe siècle; — on ne prononçait pas alors le la-

tin comme on le prononce aujourd'hui, — et encore aujourd'hui on le prononce de diverses manières en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, etc. Ces questions prennent de la gravité, lorsqu'il n'y a pas pour le moment à la disposition des hommes d'autres prétextes de se rendre malheureux, de se haïr et de s'enfoncer réciproquement des choses pointues dans la poitrine ; — la façon dont Ramus faisait prononcer la lettre K à ses disciples et ses impiétés contre Aristote contribuèrent pour le moins autant à le faire assassiner à la Saint-Barthélemy que sa qualité de calviniste.

Toujours est-il que du temps d'Éon de l'Étoile le prêtre disait, en récitant le symbole :

Per Éon *qui venturus est judicare vivos et mortuos*, tandis qu'aujourd'hui on dit : *Per eum*.

A force d'entendre répéter cela tous les jours à la messe, Éon de l'Étoile, qui probablement n'attendait qu'une occasion pour devenir ou se montrer fou, se figura que c'était de lui qu'il était question dans le symbole et dans la formule de l'exorcisme, que c'était lui qui était annoncé comme devant juger les vivants et les morts ; que, par conséquent, il était fils de Dieu, et qu'il était temps d'accomplir sa mission. Il le publie ; quelques naïfs et quelques coquins s'assemblent autour de lui sous le nom de disciples, et ils se mettent à parcourir diverses provinces, pillant les maisons et surtout les monastères.

Éon avait organisé sa petite armée en conférant différents grades : il y avait les *anges*, les *apôtres*, les *disciples*, un des chefs était la *Sagesse*, un autre le *Jugement*, un autre la *Science*, un autre la *Domination*, un autre la *Justice*, etc.

Plusieurs seigneurs envoyèrent du monde pour arrêter Éon de l'Étoile ; mais il les régalait, leur donnait de l'argent et les prêchait. Personne ne voulait l'arrêter, et quelques-uns restaient avec lui ; si bien qu'on

finit par croire que c'était un puissant magicien, que les enchantements rendaient invulnérable et invisible au besoin.

Cependant, une nuit, l'archevêque de Reims le fit surprendre et mettre en prison. On crut que le démon l'avait abandonné, et on le fit paraître devant le concile assemblé à Reims par le pape Eugène III. Éon en fut quitte pour la prison ; mais les principaux *disciples*, la *Sagesse*, le *Jugement*, la *Justice*, la *Domination*, quelques *apôtres* et quelques *anges* furent *livrés au bras séculier*, euphémisme consacré qui voulait dire brûlés vifs.

Il en est toujours de même : nous voyons aujourd'hui, bien mieux encore, les principaux membres ou au moins instigateurs de la Commune mener à Paris, et quelques-uns dans de bonnes places, une vie joyeuse et truculente, tandis que les *anges*, les *apôtres*, la *Domination*, la *Justice*, la *Science* et la *Sagesse* ont été fusillés, emprisonnés et déportés !

Il est arrivé à M. Thiers ce qui était arrivé au gentilhomme breton : il avait lu, il avait répété, il avait écrit dans son *Histoire de la Révolution* la fameuse phrase de Sieyès à propos du tiers état — qu'on appelait alors le *tiers* par abréviation.

Qu'est-ce que le tiers ? Tout.

Qu'est-il jusqu'ici ? Rien.

Que demande-t-il ? Être quelque chose.

M. Thiers s'est dit qu'il était un des représentants les plus illustres, les plus remuants et les plus ardents à devenir quelque chose du tiers état — du tiers, — et que le tiers, c'était lui, lui seul Thiers, et que c'est son avénement que Sieyès avait voulu prédire, comme le symbole et les exorcismes avaient prédit *Éon* de l'Étoile.

Qu'est-ce que le Thiers, en effet ? Tout. Parlez-lui marine, finances, affaires étrangères, industrie, com

merce, agriculture, guerre surtout, il est à l'instant même marin, financier, diplomate, industriel, négociant, laboureur, surtout tacticien et héros ; ce que par hasard il ne sait pas, il l'apprend le matin, le récite avec toutes sortes de grâces familières à deux heures, sauf à l'avoir parfaitement oublié le soir. Donc, qu'est-ce que le Thiers? Le Thiers est tout.

Qu'est-il en ce moment? Rien. Il est à pied, il est « sur le pavé », selon son expression ordinaire, il est en grève.

Que demande le Thiers? Devenir ou redevenir quelque chose, — par exemple, président de la République.

Ou toute autre chose, car on l'a vu tour à tour et ministre et ennemi de Louis-Philippe, et conseiller du prince Louis, votre père ; on l'a vu inscrit sur les listes des ministères qu'on devait installer, en cas de succès, et après l'échauffourée de Boulogne tentée par le même prince votre père, et après l'agitation de la Vendée pratiquée par la mère du duc de Bordeaux.

Je désire que ni *anges*, ni *apôtres*, ni *Justice* ne payent pour lui. — Quant à ses alliés, il se moque d'eux, et ils se moquent de lui.

Pendant que M. Thiers s'agite ainsi, Me Gambetta, son ami, n'est pas sans quelques soucis : à la dernière revue, les beaux cuirassiers, les survivants de Reichshoffen, n'avaient pas l'air de vouloir se trouver de nouveau sous les ordres de l'avocat Gambetta et de l'ingénieur des mines Freycinet ; — un journal a menacé M. de Mac-Mahon d'une émeute, mais Me Gambetta sait par lui-même que la race des fanatiques de 1830 et de 1848 s'est éteinte avec Flourens, que personne aujourd'hui ne veut mourir pour ses opinions, mais en vivre et en bien vivre — que personne ne descendra dans la rue : il prêche la prudence et le calme, comme

un cocher de fiacre qui dirait à ses chevaux : « Ne vous emportez pas. »

Le retard apporté aux élections le contrarie encore à juste titre, ce délai a permis à la justice déjà de cueillir et de s'offrir un bouquet de ses *anges*, *apôtres*, etc. Mais, si c'est un souci, ce n'est pas cependant le plus gros.

Ce qui le préoccupe surtout, c'est la prolongation d'une attitude fatigante, tenant d'une main M. Thiers, qui tient M. Perier et l'ex-centre gauche, tenant de l'autre M. Naquet, qui tient MM. Vallès, Pyat et la Commune. Il faut qu'il fasse à droite une grimace opportuniste et modérée, et à gauche une grimace radicale et intransigeante.

Or, la tendre amitié qui l'unit pour le moment à M. Thiers lui fait du tort parmi les « avancés », parmi surtout ceux qui désirent le supplanter ; — le plus pressé était de donner des gages nouveaux à ceux-ci sans sortir des bornes de l'extrême prudence, à laquelle on sait qu'il ne manque jamais. — Quels gages ? Le fameux geste de M. Bonnet-Duverdier, faisant mine de coucher le maréchal en joue, en rappelant si heureusement, si agréablement les généraux Lecomte et Thomas, et la rue des Rosiers, ce fameux geste n'est pas à dédaigner, mais c'est fait, et surtout ça n'est pas sans danger. L'ex-dictateur a trouvé, dans une réunion dite privée, dans une de ces improvisations données vingt-quatre heures d'avance aux journaux, un mot, un seul mot, mais un grand mot, grand non parce qu'il se compose de neuf lettres, mais par le sens atroce qu'il renferme. Ce mot a eu le plus flatteur succès et lui a ramené quelques *anges* et quelques *apôtres* et autres *perce-murs*, comme les appelle Aristophane, *τοιχωρύχοι*, mécontents ou hésitants. Ce mot a, de plus, l'avantage de pouvoir se nier plus que le fameux geste, et cependant d'en être la traduction.

Me Gambetta, en parlant du maréchal, l'a appelé : L'EXÉCUTIF.

Personne n'ignore que c'est le nom qu'on donnait en 1792 à Louis XVI, un peu avant de l'appeler *Veto* et *Capet,* lorsqu'on allait bientôt le guillotiner.

L'*exécutif*, dans le dialecte de Belleville, comme dans la langue des sans-culottes, ne veut pas dire celui qui *exécute,* mais celui qu'on *exécutera.*

Parlons à un troisième personnage, M. Rouher — sans M. Rouher, je n'aurais pas, du moins pour le moment, songé à parler du parti bonapartiste, me conformant à cette sage consigne de ceux des conservateurs qui ont du bon sens : *Un seul drapeau, pas de guidons.* — Mais M. Rouher a fait rouler la foudre et force l'attention.

Ah! ces Jupiters de troisième ordre, s'écrie Shakspeare, laissez-leur un moment la foudre! — Lisez Shakspeare, monseigneur.

Il y a deux partis bien dessinés aujourd'hui dans le parti bonapartiste, — l'un qu'on peut appeler le parti des jeunes, ceux qui n'ont guère eu le temps d'être autre chose que bonapartistes,

> Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né?

Et, par cela même, ont le temps d'attendre... fût-ce autre chose.

A peu près à la tête de cette partie du parti, se trouve d'hier un jeune homme qui a pris dans la pièce le rôle de mousquetaire, qui est assez sujet à « s'emballer », comme on dit en termes de manège, mais cette fois s'est « emballé » résolûment dans la voie de la sagesse et de la loyauté, en mettant la France avant l'empire. Il a excité un vif ressentiment chez M. Rouher, et je vais vous dire pourquoi tout à l'heure.

M. Rouher, qui conduit l'autre partie de ce parti, a plus d'une fois voté avec les radicaux, les intransigeants, et notamment lors de la composition du Sénat, et il menace de voter encore avec eux si l'on résiste à ses exigences. — M. Rouher a fait de l'aigle impériale — un chéiroptère, une grosse chauve-souris.

Je suis oiseau, voyez mes ailes.

L'empire, c'est l'ordre, c'est l'autorité.

Je suis souris, voyez mes pattes et mon museau. L'empire, c'est la liberté, c'est la démocratie, c'est le socialisme, l'empire c'est moi. — Vivent les rats et les chats ! — Vive le roi ! et vive la ligue !

L'Auvergnat Rouher, qu'on appelait autrefois le vice-empereur du vivant de votre père, a rêvé au moins une partie du rôle de l'Italien Mazarin auprès d'Anne d'Autriche.

Je ne sais si l'impératrice, votre mère, a oublié que, lorsqu'elle dut s'éloigner de Paris, cet Auvergnat « aux pieds légers », ποδας ωχυς, s'était enfui avant elle, et avait laissé à un dentiste étranger le soin de la sauver des insultes et peut-être de pis.

Quoi qu'il en soit, vous êtes majeur, mais M. Rouher se rappelle que Mazarin garda le pouvoir toute sa vie, et dix ans après la majorité légale de Louis XIV.

Dans une longue enfance il l'aurait fait vieillir.

Pour suivre cet exemple, il est nécessaire de ne pas laisser se grouper autour de vous des hommes, jeunes comme vous, qui vous pousseraient à la révolte contre le pion et à l'émancipation — sans attendre le trépas du Mazarin auvergnat. Là est l'explication que je vous ai annoncée.

Mais, de sa nature, *suopte ingenio*, l'Auvergnat de Riom est moins subtil, moins adroit que l'Italien des

Abruzzes. Mazarin, à Condé qui l'appelait il signor Facchino, répondait en l'appelant *Mars*. « Il usa dans ses commencements, dit Voltaire, de sa puissance avec une grande modération ; il affecta autant de simplicité et de modestie que Richelieu avait déployé de faste et de hauteur, etc., etc. »

Il signor Rouher, au contraire, est un homme pressé, — c'est, du reste, le caractère commun de nos hommes d'État du moment, — il veut régner, il croit régner, — il règne *in partibus*, mais despotiquement. Il vient de trahir sa tendance au provoir absolu, — semblable à un homme auquel on aurait promis, qui se serait surtout promis à lui-même, la décoration de la Légion d'honneur, et qui a quelques raisons de se croire compris dans une très prochaine promotion ; — renfermé chez lui, il se donne un avant-goût ; il met d'avance à la boutonnière de son habit, ou même de sa robe de chambre, un bout de ruban rouge et la croix qu'il a achetée ; il s'étudie devant une glace à prendre à la fois l'air digne et bienveillant, — à rendre le salut aux sentinelles, etc., etc. Si jamais on sonne brusquement à sa porte, si l'on crie au feu, il se précipite sur l'escalier ou dans la rue, sans songer à quitter l'habit, ou, du moins, à en détacher le ruban et la croix prématurés, — c'est ce que vient de faire cet imprudent M. Rouher.

Je vous dénonce donc, monseigneur, M. Rouher, votre Mazarin, comme coupant votre parti en deux.

Mais j'ai à vous dire et à vous démontrer une vérité plus rude. C'est peu de vous montrer votre parti coupé en deux, je dois, par respect pour la vérité et le bon sens, vous le montrer n'ayant aucune raison d'exister ; je dois vous expliquer les causes de son existence apparente et vous faire voir clairement que ces causes sont absurdes et ne supportent pas une discussion sérieuse,

et que l'histoire s'étonnera un jour d'avoir à enregistrer l'existence d'un parti bonapartiste en 1877.

Que représentent, que rappellent les Bonaparte?

Le premier écrivait à la Convention : « Ce n'est qu'en passant sur mon corps sanglant qu'on touchera à la république. »

Peu après, il jette les représentants du peuple par les fenêtres de Saint-Cloud et se fait empereur. — Non content d'avoir étranglé la république, il la rend ridicule en nommant les vieux républicains chambellans.

Il excite l'admiration, l'enthousiasme, l'idolâtrie des Français par la guerre et les victoires. — Ce n'est que chez l'homme qu'on trouve une aussi épaisse bêtise, — les rats n'ont jamais déifié le chat qui les mange ; les carpes, tout ignorantes qu'elles passent pour être, ne rendent pas de culte au brochet, elles ne pensent qu'à l'éviter ; — les hommes seuls — le peuple divinise les *héros*, — il les pose sur un piédestal tout formé de ses ossements.

Victor Hugo disait, en 1820, je crois, à propos de la colonne et de la statue de la place Vendôme :

> Si le sang qui coula pour assouvir ta rage,
> Autour du monument se pouvait amasser,
> On le verrait bientôt atteindre ton image,
> Et tu boirais sans te baisser.

Après les victoires vinrent les défaites — une montagne de cadavres, une mer de sang, — deux invasions étrangères, puis une restauration — qui devait amener une révolution.

Du second Bonaparte, — je vais parler avec modération, pour trois raisons : — la première, c'est que je parle à son fils ; — la seconde, c'est qu'au fond il n'était pas méchant ; — la troisième, c'est que j'ai dit de lui au

temps de sa puissance tout ce que j'en pensais, et je n'en pensais pas de bien.

Il profitait de la légende napoléonienne et de la sottise du peuple qui, de la guerre, ne se rappelle que les victoires ; il profita de cette alliance monstrueuse du parti républicain et du parti bonapartiste, que votre M. Rouher refait de temps en temps aujourd'hui, alliance qui rappelle cette charge d'atelier : .

« Les amours d'une carpe et d'un lapin. »

Alliance qui fit perpétrer la révolution de 1830, au cri très farce de « Vivent Napoléon et la liberté ; » — il fait les mêmes serments que son oncle et les viole comme lui.

Lui ou ses conseillers, appréciant la crédulité des masses, ne ménagèrent pas les promesses — les plus grosses, les plus insensées faisant le plus d'effet ; on promit qu'il payerait sur sa fortune personnelle, — depuis longtemps mangée, — tous les impôts de la France. On promit à nos pêcheurs sur les plages de Normandie et sur les grèves bretonnes, que les harengs, qui avaient depuis trente ans évité dans leur voyage annuel les côtes de France par haine et mépris des Bourbons, reviendraient se faire pêcher avec enthousiasme sous le règne d'un Bonaparte ; il mit les représentants en prison et fut empereur comme son oncle — en disant de plus que lui : « L'Empire, c'est la paix ; » puis il se mit à faire la guerre à la Russie, à l'Autriche, au Mexique, à la Prusse. Les premières guerres furent heureuses — si une guerre peut être heureuse — la plus triomphante étant un immense malheur même pour le peuple vainqueur.

. . . .

Je ne pense pas qu'on ait pu vous cacher la fin. Napoléon III, en tout inférieur à son oncle, soit dit sans vous blesser, ne s'est élevé à la hauteur du chef de la race que par la grandeur des désastres qu'il a amenés

sur la France, une invasion étrangère, la France iminuée de territoire, ruinée d'hommes et d'argent, puis la Commune.

Qu'est-ce que l'hérédité? Une continuation ; — continuer quoi ? la besogne des deux Bonaparte?

Ça ne peut guère se proposer; donc, si vous succédez à votre père, ce qu'on vous demandera d'abord, ce sera de ne rien faire de ce qu'a fait votre père, de n'étudier son histoire que pour y voir des exemples à ne pas suivre. Pourquoi alors prendre le fils d'un homme auquel il ne faut pas que son fils ressemble? Si l'on veut un Bonaparte qui soit complètement différent des deux autres, on a certes plus de chances de le trouver en ne prenant pas un Bonaparte.

Mais que parlons-nous d'hérédité?

Le bonapartisme prétend se fonder sur la volonté souveraine du peuple, — est-ce à condition que cette volonté sera toujours conforme à la vôtre? Le peuple (en admettant le suffrage dit universel et la sincérité des plébiscites), le peuple a élu votre père en 1848 et 1852, l'a soutenu en 1870, a prononcé par ses représentants sa déchéance en 1871 ; — prétendez-vous choisir entre ses volontés, entre ses décisions, — sera-t-il souverain, à votre heure et avec votre permission?

Comment conciliez-vous la volonté souveraine du peuple et l'hérédité? Prétendez-vous monter sur le trône de France comme héritier? — Mais il n'y a pas d'héritage avec la souveraineté populaire.

Le peuple peut vous nommer demain matin empereur, — demi-dieu à midi, dieu à trois heures, dieu et demi à cinq heures et vous mettre à la porte à six heures.

Comment vos conseils vous présentent-ils comme héritier, vous appellent-ils tout haut Son Altesse le prince impérial, tout bas Napoléon IV, et vous montrent-ils peu respectueusement au peuple souverain,

vêtu du manteau aux abeilles d'or? Le seul costume qui vous convienne logiquement, c'est la robe blanche du candidat; le seul titre, c'est Louis-Napoléon Bonaparte, citoyen français. Autrement, vous laissez voir l'hameçon sous l'appât, vous ne pouvez, d'après vos propres doctrines, monseigneur, vous présenter comme héritier; vous pouvez vous présenter comme candidat, mais alors il ne faut pas vous dissimuler que vous êtes un très jeune homme inconnu aux autres et à lui-même, n'ayant encore rien fait, et devant demander qu'on ne vous rende pas solidaire des deux Napoléons, votre grand-oncle et votre père: ce sont là de pauvres titres, et, entre tous les hommes, vous seriez celui peut-être qui auriez le moins de chances. Vous n'êtes qu'une carte sur laquelle jouent quelques ambitieux.

Cependant votre parti existe, ou du moins a l'air d'exister; je vous ai promis de vous dire pourquoi, — ça ne sera pas long, — c'est un quiproquo.

Une femme veut traverser une rue que sillonnent de nombreuses voitures, je ne demande pas où elle va ni si elle ne ferait pas mieux de rester chez elle; — elle s'élance, un cocher lui crie : Gare! d'une voix menaçante, — elle a peur, sa tête se trouble — elle va être écrasée ; — elle ne pense pas qu'elle est déjà à peu près à l'abri, qu'elle n'a plus qu'un pas à faire pour avoir dépassé la voiture, — elle se rappelle vaguement, confusément, qu'elle était en sûreté avant de traverser la rue, — elle veut retourner à la place qu'elle occupait, — mais il faut repasser devant les chevaux et la voiture qui se sont encore approchés, elle s'élance et se fait écraser.

Tous ceux qui n'avaient pas vingt ans en 1848, en y joignant ceux très nombreux qui ne se rappellent rien et ceux qui ne voient rien,

On leur a raconté le tumulte de la révolution de Fé-

vrier 1848; ils voient la Commune en 1870 et les menaces de 1877, ils se rappellent une prospérité, un calme relatifs de dix-huit ans, entre deux époques troublées, — et on pense à retourner sur ses pas, — sans songer qu'auparavant une plus grande prospérité régnait de 1830 à 1848, — je dis plus grande, parce qu'elle n'était pas seulement matérielle, parce que ç'a été une grande et mémorable époque pour les lettres, les arts, les sciences, l'industrie et le commerce, — et parce qu'elle n'a pas fini par une invasion étrangère, — l'amputation de deux provinces, la mort de plus de cent mille Français, — et une perte de dix milliards, que nous payons aujourd'hui par des surcroîts d'impôts, qui rendent la vie difficile à tous et impossible à beaucoup.

Vous voyez donc, monseigneur, que si le peuple autrefois le plus spirituel de la terre n'en est pas devenu le plus bête, — un parti bonapartiste n'a aucune raison d'être. Vous voyez aussi que dans l'intérêt de votre candidature, qui n'a guère de chances raisonnables, il ne faut permettre qu'à moi, et encore au commencement et à la fin d'une lettre, de vous appeler monseigneur le prince impérial.

Veuillez agréer, etc.

A UN CORRESPONDANT... BIENVEILLANT

Vous m'envoyez, monsieur, par la poste, un journal dans lequel je suis, dites-vous, attaqué, et vous avez pris soin d'entourer d'une ligne au crayon bleu le passage qui me concerne. Vous pensez, dites-vous, que je vais répondre à cette agression, etc.

Je vous répondrai à vous-même, et à ce sujet, un peu plus tard ; mais, si vous le permettez, nous allons pour le moment nous occuper de questions plus urgentes.

Nous vivons à une époque très singulière : très peu de gens semblent s'apercevoir que nous sommes en pleine guerre civile. On ne se bat pas, il est vrai, dans les rues ; on ne tue pas, on ne pille pas, on n'incendie pas — du moins pour le moment ; — c'est que, si les mauvaises passions, les appétits criminels, les vanités affamées, l'envie au teint vert n'ont rien de nouveau, nous avons, par contre, des Gracchus, des Catilina, des Guise, des Condé, des Retz, des Napoléon même, construits sur un modèle tout à fait nouveau. Ce ne

sont plus des soldats vaillants ni même téméraires; ce ne sont plus des généraux vainqueurs ; des raffinés mettant facilement la rapière et le poignard en main et causant de leurs différends au Pré-aux-Clercs ou au bois de Boulogne. Ce ne sont plus des fanatiques, de mauvais avocats sans cause — ayant des appétits boulimiques et des soifs voisines de la rage, — mais soigneux conservateurs de leur précieuse peau, jurant volontiers de mourir tous jusqu'au dernier, — mais ne se battant jamais eux-mêmes ; tuant, il est vrai, les hommes ; incendiant, pillant, démolissant les maisons — mais lorsqu'ils sont dix mille contre un — et les chefs encore se tenant en arrière, crainte d'un coup de désespoir ou de maladresse ; — invisibles pendant la bataille, mais présents au pillage ; — leur arme c'est la langue, et quelle langue ! — c'est la plume, et quelle plume !

Ce qui vous trompe et vous empêche de voir à quel point nous sommes en guerre civile, c'est qu'on n'entend ni le sifflement des balles, ni le cliquetis des épées ; mais écoutez bien, vous entendrez un bruit de phrases creuses, vous entendrez les plumes grincer sur le papier qu'on plie et qu'on met sous bande. Les Gracchus et les Catilina, et les Guise et les Condé, sont occupés en ce moment à noircir du papier timbré et à envoyer des assignations au gouvernement. — Écoutez encore, vous les entendrez limer les grilles et les chaînes des assassins, des incendiaires et des voleurs, pour remplir les cadres de leur armée.

Cette forme de la guerre civile est beaucoup plus laide, et en même temps beaucoup plus dangereuse.

A la rigueur, quand il n'y a plus de salut possible, quand il faut mourir, il vaut mieux être percé d'une épée brillante et affilée, que d'être scié et dépecé avec un mauvais « eustache » ou un couteau de cuisine; il

vaut mieux se noyer dans l'Océan vert ou la Méditerranée bleue que dans un marais vaseux et infect, — et je comprends la pensée de ce fou monstrueux de Caligula, auquel des prêtres de Syrie avaient prédit qu'il mourrait de mort violente : il avait préparé des cordons de soie pourpre pour s'étrangler lui-même, des épées d'or pour se percer, des boîtes d'émeraudes renfermant des poisons subtils pour prévenir ses ennemis, — ce que du reste il n'eut pas le courage de faire.

Les conspirations des Gracques, celle de Catilina, celle de la Ligue, celle de la Fronde se passaient à peu de chose près à la surface de la société. Il n'y avait guère de menacés que des individus ; on retrouvait ensuite la société elle-même établie sur des bases solides. Mais, dans la guerre d'embûches qui se fait aujourd'hui, c'est la société tout entière qui est minée dans ses fondements. Si les irréguliers, si les brigands auxquels on promet à moitié et qui se promettent tout à fait les joies du pillage, des robes de soie chiffonnées, du meurtre et de l'incendie, sont vainqueurs, les chefs qui les enivrent et les déchaînent seront impuissants à les contenir, — seront leurs victimes, ou se sauveront à Saint-Sébastien, — attendre qu'ils aient cuvé leur saoul de vin et de sang.

Savez-vous, mon correspondant... bienveillant, ce qu'il y a peut-être de plus inquiétant en ce moment, de plus menaçant pour la société? C'est de voir les décisions de la justice livrées souvent au hasard. — Je sais qu'il faut en grande partie accuser l'institution faussée du jury, — et les idées absurdes, hypocrites, dont on a empoisonné certains esprits, — théories prêchées et par un poète auquel la Providence a tout donné, sauf le bon sens, et par des hommes politiques qui comptent tous les voleurs, tous les assassins au nombre de leurs partisans. Une petite part doit être

faite aussi à l'ambiguïté de la forme de la question posée aux jurés : « L'accusé est-il coupable d'avoir tué son père? » — Le juré qui se croit à la fois un homme humain et un homme fort, et au-dessus des préjugés en abolissant autant qu'il est en lui « la peine de mort », se dit : oui..., il a bien tué son père, mais ce père avait des défauts ; — l'accusé avoue qu'il était lui-même « pris de boisson » ; son avocat prétend qu'il est un peu fou. Eh bien... il n'est pas si coupable que le dit le ministère public, on pourrait admettre quelques petites circonstances atténuantes.

En attendant, s'il continue à être permis aux avocats de plaider contre la loi, et de discuter la peine encourue, même par allusion, ce qui leur était défendu autrefois, s'il continue à être admis que « l'éloquence » mélodramatique de Mes tels et tels peut sauver et sauve souvent des assassins — en attendant qu'on supprime logiquement ou les avocats ou le jury — il faudrait au moins enlever toute ambiguïté à la question posée au jury, ne plus lui demander s'il pense que l'accusé a commis tel ou tel fait — car là se borne sa mission — c'est au tribunal, le fait constaté, à demander au Code et à appliquer la peine édictée.

Ainsi, Billoir tue sa maîtresse, et, pour se débarrasser du cadavre, le dépèce et va le jeter à la rivière. Il soutenait que, dans un accès de colère, il avait commis le meurtre sans préméditation, qu'il avait tué cette femme d'un coup de pied dans le ventre, etc.

Un médecin a émis une opinion contraire, mais cette opinion n'a pas été admise par beaucoup de ses confrères, et il ne m'a pas paru impossible que Billoir ait dit la vérité sur ce point. Néanmoins Billoir a été condamné à mort et exécuté.

Peu de temps après, Vitalis et la fille Maria assassinent la mère de cette fille. Les accusés n'essayent même pas de nier la préméditation; les circonstances

les plus atroces sont avouées par eux. — La coquine ne veut pas mourir! — crie Vitalis. Maria apporte le couteau au fromage avec lequel on « achève » sa mère, puis elle le remet en place, et, quelques heures après, coupe avec et sert du fromage à une cliente, puis aide Vitalis à aller jeter sa mère à l'eau. D'après la déclaration du jury, Vitalis est condamné à mort, et subit « la peine des parricides », peine qui n'est plus qu'une question de costume, mais la fille Maria voit admettre en sa faveur des « circonstances atténuantes » et en est quitte pour l'emprisonnement. En bonne et simple logique, elle est beaucoup plus parricide que Vitalis. Pourquoi est-elle moins punie?

Si j'attribue en grande partie au jury de pareilles aberrations, une autre partie appartient aux magistrats qui laissent enfreindre la loi par les avocats — en leur permettant de plaider contre la loi, de plaider non contre l'application de la peine, ce qui est leur droit et leur devoir, mais contre la peine elle-même.

Il est de ce temps-ci une maladie — une sorte d'oïdium qui envahit la justice comme le reste : — c'est que chacun, entraîné par l'orgueil et par l'absence de principes, se permet d'ajouter ou de retrancher au rôle social dont il est chargé, de rompre quelques anneaux à la chaîne de la loi et de substituer ses opinions, ses intérêts, ses impressions ou des impressions reçues d'ailleurs, à la loi qui doit être strictement, religieusement obéie par ceux qui veulent n'obéir qu'à la loi.

Par cette triste et dangereuse aberration, la loi est devenue un jeu de hasard, avec l'avantage du double zéro pour ceux qui jouent contre elle. Cette aberration, vous la retrouverez partout.

Le ministère public accuse, les tribunaux condamnent certains rateurs, certains journaux, pour des crimes ou délits définis par la loi et commis par eux,

tandis que d'autres orateurs et d'autres journaux ayant commis, commettant tous les jours les mêmes crimes, les mêmes délits, ne sont pas même inquiétés et continuent paisiblement. Ce serait une honte ineffaçable qu'on pût appliquer à notre époque, ce qu'on disait autrefois de la loi : toile d'araignée qui n'arrête que les petites mouches.

On met en jugement, on condamne, on supprime à force d'amendes *le Républicain de Fouilly-les-Oies*, *l'Intransigeant de Brives-la-Gaillarde*, qui avaient trente-trois abonnés, et on laisse d'autres feuilles très répandues insulter chaque jour le chef de l'État, et proférer les plus audacieuses, les plus odieuses menaces contre les membres du gouvernement et contre les électeurs qui voteront pour le gouvernement.

Pour n'en citer qu'un, lisez M. de Girardin ; — je laisse de côté, pour aujourd'hui, ce qu'il y a de comique, ce qu'il y a de « farce » dans son attitude, dans ses prétentions, dans ses divagations — je vais, pour un moment, le prendre au sérieux et suivre logiquement la façon de procéder de cet homme qui se pique si gaiement de logique.

Il commence par établir que le gouvernement se conduit inconstitutionnellement et illégalement, et que le parti républicain, auquel l'ardent néophyte s'est affilié récemment, au jour de son triomphe, ne lui accordera ni paix ni merci.

« Faire la paix ! Mais, pour faire la paix, c'est comme pour se marier, il faut être deux. »

C'est irréfutable, de même que pour être... trompé, il faut être trois.

Donc, c'est dit : si le parti soi-disant républicain l'emporte, le gouvernement actuel et ceux qui auront voté pour lui, ne seront plus des citoyens, mais des esclaves, des ilotes, des damnés sans rémission.

Mais ce n'est pas tout — s'ils persévèrent, — et

comment feraient-ils autrement, puisque la résipiscence ne leur rapporterait rien, s'ils persévèrent? « Ce serait jouer le jeu auquel le prince de Polignac et ses collègues eussent perdu la vie sans le courage du comte de Montalivet, alors ministre de l'intérieur; ce serait jouer le jeu auquel ils ont été très heureux d'en être quittes par la perte de leur liberté et de leur fortune. »

Pas de paix, pas d'indulgence, pas de chances non plus d'être sauvés par M. de Montalivet; — en effet, M. de Montalivet n'est plus le brillant colonel de la garde nationale à cheval de 1830 qui, en effet, préserva bravement les ministres de Charles X d'être mis en pièces. — M. de Montalivet a aujourd'hui soixante-dix-sept ans et il est enchaîné par la goutte; de plus, il s'est suicidé républicain, sans qu'on ait pu savoir les causes de cet acte de désespoir.

Or, pour qui connaît les dictateurs de 1870, leur « pacte avec la mort » et leur prudence, il est peu probable que le gouvernement des 363 ait à sa disposition, au moment précis, un *courageux* ministre de l'intérieur pour jouer le rôle de M. de Montalivet.

Donc, le ministère actuel ne peut espérer « en être quitte pour la perte de sa fortune », il est condamné à mort.

Je sais bien que M. de Girardin n'est pas quelqu'un de sérieux, mais chaque fois que la Providence laisse naître un escamoteur, elle crée un certain nombre de badauds pour former son cercle, son auditoire. M. de Girardin prétend avoir beaucoup de lecteurs, ce n'est pas impossible. Je ne demande pas d'ailleurs qu'on le poursuive; mais, puisqu'on l'épargne, je demande que l'on soit moins sévère pour *l'Intransigeant de Brives-la-Gaillarde*, et pour *le Républicain de Fouilly-les-Oies*.

Parlons d'autre chose.

Lorsque « l'Éternel », dit la Bible, « se fut retiré de Saül », ce roi, « menacé par les Philistins », alla consulter « la pythonisse d'Endor ».

Il est à remarquer que c'est aux époques de trouble et d'anxiété, lorsque l'avenir paraît sombre, lorsque les peuples n'ont pas une entière confiance dans des guides trop multipliés, lorsque leurs destinées leur semblent livrées au hasard ou à des décrets tout à fait invisibles de la Providence, que les esprits se tournent aux superstitions, aux pratiques de la cabale et vont « visiter la pythonisse d'Endor ».

Je ne sais quel Saül quelque peu lettré du parti soi-disant républicain, après avoir hésité entre les somnambules, les tarots et le marc de café, se décida, il y a quelques jours, pour l'onomatomancie, c'est-à-dire pour la divination par les lettres et les nombres des noms. C'est ainsi que Rabelais fait demander par Pantagruel à Panurge : « Par onomatomancie, comment as-tu nom? » Cette divination que les cabalistes attribuent à Enoch, — et que pratiquaient les pythagoriciens, consiste à donner une valeur numérique à chaque lettre de l'alphabet, et à tirer telles ou telles conséquences du chiffre total; on peut également renverser cet ordre; c'est ce que fit le journaliste radical par suite de quoi il construisit une phrase dont le total 363 promettait dans les élections un succès magnifique à la coalition de toutes les nuances de rouge, depuis le rouge de feu, le rouge de sang et le rouge de vin, jusqu'au rose le plus tendre et à la couleur « cuisse de nymphe émue ».

Mais un journaliste bonapartiste trouva, en réponse, une phrase promettant une défaite honteuse aux soi-disant républicains et un triomphe éclatant pour les bonapartistes. Cette phrase donnait également pour total 363.

Puisqu'on veut jouer à ce jeu, jouons-y un moment et rappelons quelques autres calculs cabalistiques, anagrammes qui ont intéressé les peuples à diverses époques. Quand la sagesse manque, on n'a que le choix entre les folies.

Si les Grecs et les Troyens, au temps du siège de Troie, avaient connu la cabale, Patrocle ne se serait pas battu contre Hector, ni Hector contre Achille, parce qu'ils auraient su que le nombre de Patrocle ne montait qu'à 861, celui d'Hector à 1,225 et celui d'Achille à 1,501. On sait également que le nombre impair de voyelles dans un nom propre est du plus mauvais augure, et que si les lettres A, E, H, I, sont des lettres heureuses, il est inquiétant d'avoir dans son nom les lettres B, C, D.

Sans nous arrêter à l'anagramme de « frère Jacques Clément », dont les lettres forment : « C'est l'enfer qui m'a créé, » tandis que l'on trouvait dans « Henri de Valois » « vilain Hérodes » ;

Sans nous arrêter à l'anagramme de « Marie Touchet » maîtresse de Charles IX : « Je charme tout », à l'anagramme de Voltaire » : « *o alte vir* » ;

Sans oublier cependant le doux nom de « Marie », formé des mêmes lettres que le mot « aimer » ;

Passons aux contemporains.

Dans la « Révolution française »,

En ôtant le mot *veto* qui s'y trouve, et on *ôta*, en effet, le pauvre *veto*, nom qu'on avait donné à Louis XVI, ainsi qu'à Marie-Antoinette que les chansons ordinaires du temps appellent madame Veto ;

En ôtant le mot *veto*, les lettres qui restent forment ces mots :

« Un Corse la finira. »

Mais un peu plus tard, la pythonisse fit trouver dans

« Napoléon empereur des Français » :

« Un pape serf a sacré le noir démon. »

On ne se borna pas là, on eut recours aux « sorts virgiliens » et aux hasards un peu cherchés de la Bible.

Tout cela, malgré le sérieux qu'y mit la Providence selon M. Madrolle, n'aurait pas suffi peut-être pour renverser le premier empire. Il a fallu ajouter d'autres causes qu'il serait long et hors de propos d'énumérer.

Mais revenons à ce temps présent :

Le brave et savant compagnon de Henri IV, Duplessis Mornay, qu'on appelait le pape des huguenots, n'était fier de rien autant que d'avoir, par une supputation cabalistique qui chagrina beaucoup le pape Paul V, trouvé dans le nom de ce pape le nombre 666. Or, on sait que ce nombre 666 est le nombre de la bête de l'Apocalypse.

Or, si l'on en croit les prophètes des journaux rouges, le nombre cabalistique de 363 sera énormément dépassé aux prochaines élections. Doublez le premier et le dernier des chiffres qui le composent, et vous avez encore 666, c'est-à-dire la bête de l'Apocalypse.

Chapitre XIII, verset 18 : « Le nombre de la bête est 666. »

Voici toujours, d'après saint Jean, ce que c'est que la bête de l'Apocalypse :

Une bête qui avait sept têtes et dix cornes. — XIII, 1.

Une bouche qui prononçait des discours pleins d'orgueil et des blasphèmes. — XIII, 5.

La bête était couleur d'écarlate. — XVII, 3.

Elle séduisait les habitants de la terre. — XIII. 14.

Elle recevra la puissance pour un peu de temps. — XVII, 12.

Les rois ont donné leur puissance, leur autorité et leur royaume à la bête, jusqu'à ce que les paroles de Dieu soient accomplies. — XVII, 13 et 17.

Mais la bête s'en va en perdition. — XVII, 11.

La bête fut prise et avec elle les faux prophètes qui avaient séduit ceux qui avaient pris la marque de la bête et l'avaient adorée. — XIX, 20.

Ils furent jetés dans l'étang de feu et de soufre. — XIX, 20.

Ceux qui auront adoré la bête et son image et qui auront pris la marque de son nom, n'auront aucun repos. — XIV, 11.

Ce n'est pas plus difficile, et c'est aussi sérieux que cela.

Mais voilà que j'ai oublié de répondre à mon correspondant... bienveillant. Ce sera peut-être pour une autre fois.

Je le prie d'agréer, etc.

LE GATEAU DE FÊTE

C'était le soir, à la campagne, autour d'une table éclairée par une grande lampe; chacun s'occupait à sa guise : l'un dessinait des « bonshommes » et des chevaux sur une feuille de papier, l'autre roulait et fumait des cigarettes de tabac turc ; celle-ci brodait, celle-là écoutait des choses probablement agréables qu'on lui murmurait à l'oreille ; une autre, une belle Russe, lisait un livre qui semblait l'amuser; moi, je parcourais le *Journal de Genève*, et je communiquais à haute voix à la société les passages qui pouvaient être intéressants. J'arrivai à celui-ci, relatif à la guerre d'Orient :

« La première affaire sur le Danube a donc été heureuse ; le passage s'effectue régulièrement ; l'empereur, qui n'a fait que traverser notre ville pour aller voir le pont, a manifesté sa satisfaction ; il a voulu se rendre immédiatement à Galatz pour visiter les pauvres blessés de la journée ; ç'a été non seulement une consolation, mais une grande joie pour ces malheureux,

qui adorent leur czar comme un dieu. C'est vraiment une idolâtrie que ce culte du Russe pour son maître. »

— Je comprends, dis-je à la belle Russe, qui avait levé les yeux de dessus son livre pour écouter ce que je lisais, que vous sachiez grand gré à votre empereur, qui a accompli, en délivrant les serfs, un acte noble et hardi qui lui assure une belle place dans l'histoire. Mais... cette guerre ! ces blessés, qui ne seraient pas blessés si l'empereur ne s'était pas laissé entraîner à faire cette guerre, ne comprennent-ils pas qu'ils ont plus à se plaindre de celui qui les envoie recevoir les blessures que de ceux-là qui les ont faites ; que le véritable ennemi, sauf les cas de guerre défensive, est bien plutôt celui pour lequel, que celui contre lequel on se bat? Et croyez-vous à la réalité de cette joie à la vue l'empereur? Croyez-vous que c'est de bon cœur que ces pauvres mutilés l'appellent leur « père » (batioucka)?

— Parfaitement, répondit la belle Russe ; c'est une religion, et, si vous saviez d'autres langues que le latin et le grec, qui ne se parlent pas, et votre tyrannique et charmante langue française, je vous prêterais, quand je l'aurai fini, l'ouvrage que je lis en ce moment; vous y verriez, sous un côté comique, un exemple très exactement et très spirituellement présenté par un de nos écrivains de ce respect fanatique de l'autorité que, vous autres Français, vous ne comprenez pas plus que vous ne comprenez la langue russe.

— Ce livre n'est-il pas traduit?

— Non, que je sache.

— Vous seriez bien charmante de nous en lire quelques fragments?

— Quoi ! traduire ainsi à l'improviste, sans préparation?

— Oui, « à livre ouvert », comme vous nous avez

chanté tout à l'heure cette mélodie de votre musicien Glinka.

— J'essayerai.

Et la belle Russe, reprenant son volume du commencement, nous lut en français une nouvelle russe tirée des *Récits d'André Petchersky*, pseudonyme de Melnikoff, tantôt sautant plusieurs feuillets, tantôt nous disant en vingt mots le contenu de trois pages, tantôt, au contraire, traduisant, je crois, textuellement certains passages et certaines scènes. Cette lecture m'intéressa vivement, et, quoique j'aie à me défier du charme de la plus belle voix que je connaisse, et de la façon très intelligente dont la lecture était faite, je ne crois pas me tromper sur le mérite de la nouvelle et de l'écrivain. Le soir, rentré dans ma chambre, je pris des notes toutes fraîches et assez exactes, et j'espère faire partager mon plaisir à mes lecteurs, malgré les infidélités inévitables d'une quasi-traduction faite de mémoire d'après une quasi-traduction improvisée, de quoi je demande pardon à M. Melnikoff, et je commence :

I

Dans un des gouvernements des steppes, dans la petite ville de Rojnoff, un dimanche, comme la messe venait de finir et que chacun avait baisé la croix, Ivan Semenowitch, l'avocat-procureur du district, quelque chose comme le procureur de la république en France, me pria « d'honorer de ma présence » son gâteau de fête.

— C'est ma fête aujourd'hui, dit-il ; nous aurons pour convives le préfet de ville, le bailli du district, le juge, l'archiprêtre Siméon, mon confesseur, un dia-

cre, le maître de poste et quelques autres ; mais, ajouta-t-il, ne vous avisez pas de venir tard comme on fait à Pétersbourg, nous ne sommes pas des gens de la capitale, nous sommes de bons et de simples hommes des steppes.

Il frappa sur l'épaule d'un marchand épicier remplissant les fonctions de maire et lui fit son invitation, que celui-ci accepta en se courbant pour saluer jusqu'à la ceinture. Il en fit de même pour un employé des douanes, préposé aux vins, et pour deux ou trois « petites barbes », après quoi il doubla le pas pour aller nous attendre chez lui. Tandis que nous nous dirigions vers sa maison en troupe et comme en procession, les habitants s'arrêtaient pour regarder passer tant de puissants personnages et leur faisaient d'humbles saluts. Mais, quoique chacun de ceux qu'on honorait ainsi se fût empressé de rendre les saluts s'il avait été seul, se sentant tous réunis, ils ne pouvaient réellement pas avoir la même condescendance. Faites une botte de baguettes d'osier dont chacune est si flexible, le faisceau ne ploiera pas.

Notre hôte nous attendait sur le perron de sa maison et nous introduisit. Nous traversâmes la salle à manger, où la table était déjà couverte de mets très provocants. Les « petites barbes » et les moins « huppés » des convives s'arrêtèrent là, tandis que les autres pénétraient au salon ; les premiers remplaçant cet honneur, qui ne leur était pas dû, par des récits, des dialogues, des « potins », des « ramages » sur les uns et sur les autres et sur les événements du jour et de la veille : une poule blanche de la femme de l'archiprêtre s'était noyée dans un seau ; une vieille femme avait vu un fantôme ; le diacre avait surpris dans son jardin un garçon se préparant à la prêtrise, causant de fort près avec une jeune fille.

Au salon, les autres convives avaient trouvé la maî-

tresse de la maison assise sur un divan entre la femme du préfet de ville et la femme du bailli ; au-dessus du divan était un grand portrait d'un gouverneur en brillant uniforme, avec un large ruban rouge lui traversant diagonalement la poitrine, et deux plaques d'ordres différents.

Debout, près de leur mère, étaient les deux enfants de notre hôte ; l'un jouait avec son nez ; l'autre, à la vue de la barbe de l'archiprêtre, jeta des cris d'épouvante ; la mère les prit par les mains et les mena dans leur chambre.

Notre hôte nous invita, selon l'usage, à venir prendre dans la salle à manger quelques liqueurs et à goûter quelques salaisons et hors-d'œuvre avant le repas pour exciter l'appétit.

Le maître de poste, qui se vantait à l'occasion d'avoir lu Voltaire et de partager ses principes, prit la parole :

— Tu devrais, dit-il à notre hôte (il tutoyait tout le monde), faire apporter tout cela ici.

— Y pensez-vous, Ivan Pavlovitch ? répondit celui-ci un peu troublé.

Et il lui montra le portrait accroché au-dessus du divan.

Ce portrait, représentant un homme d'un certain âge, outre l'uniforme, le grand ruban rouge et les deux plaques, était encore remarquable par un nez long et recourbé, un regard investigateur, sévère et presque cruel, d'épais sourcils en brosse et un cadre violemment doré.

— Eh bien, reprit Ivan Pavlovitch, c'est un portrait, il ne vous mordra pas.

— Cessez vos plaisanteries, interrompit notre hôte en le prenant par le bras et l'entraînant vers la salle à manger ; vous êtes, dites-vous, fils de Voltaire ; mais nous autres nous sommes fils de nos pères et chrétiens. Cessez, et venez boire.

— On peut, répondit le fils de Voltaire.

Et il se laissa emmener.

Dans la salle à manger, debout devant une petite table, on but de l'eau-de-vie de grain et on mangea du caviar.

— Épicier, dit le fils de Voltaire au maire, voilà du vrai, du bon, de l'exquis caviar : pourquoi ne nous en vends-tu pas de pareil ?

— Parce que cela ne convient pas ; mes clients ordinaires ne pourraient pas ou ne voudraient pas le payer, et les nobles, qui d'ordinaire n'achètent rien chez moi, m'honoreraient de leur clientèle, m'en prendraient à crédit, et ne le payeraient jamais.

Les dames étaient sorties pour manifester décemment à l'égard des liqueurs un dédain qui n'était plus nécessaire dans la chambre de la maîtresse de la maison.

. . . .

On achève de charger la table ; on apporte cinq grands « koulebak » (pâtés de poissons), un énorme esturgeon, des gélinottes piquées de lard gras.

— Mettons-nous à table, dit le procureur.

— On peut, répond le fils de Voltaire.

On mange, on boit ; le maître de poste, de plus en plus fils de Voltaire à mesure qu'il boit l'eau-de-vie de grain, pour laquelle il dédaigne les fades vins de France, prend l'archiprêtre et son robuste appétit pour but de ses sarcasmes...

On se lève de table ; le maître de poste, un peu appesanti, veut s'en aller ; il va au salon chercher son chapeau et ne le trouve pas ; puis, un peu essoufflé, tombe sur sa chaise et s'endort. L'archiprêtre, le diacre et les petits invités sont partis. Le préfet de ville dit à notre hôte :

— Ivan Semenowitch, racontez-nous l'histoire du portrait?

— Mais vous la connaissez déjà, Anton Mikhailovitch.

— Oui, mais votre nouvel hôte ne la sait pas, répond le préfet en me désignant.

— Il n'est pas bon, dit le procureur, de parler de telles choses dans une salle à manger, rentrons au salon.

Nous le suivons au salon. Il est un peu ému, et ferme les portes ; puis raconte à peu près en ces termes l'histoire du portrait :

II

Il y a quelques années, Son Excellence M. Oboldonieff, maréchal de la noblesse, daigna acheter aux enchères, dans notre district, une propriété comprenant plusieurs villages. Il y avait dans cette propriété une très vieille et très grande maison, mais dont les murs étaient aussi solides que les murailles du Kremlin. Il la fit réparer, embellir, orner, et elle devint, comme vous le savez, un miracle de magnificence. Il y avait des sculptures que l'on aurait pu mettre au palais de l'empereur sans manquer au respect qui est dû à ce monument; puis il appela de Riga un célèbre peintre allemand, Karl Ivanovitch, dont le nom est assez connu, qui couvrit tous les plafonds de nymphes, de cupidons et d'une foule de personnes nues, mais roses, dodues, et, il faut l'avouer, agréables à voir.

Ce peintre, outre son talent pour son art, possédait une foule de petites recettes pour faire des liqueurs. Vous avez pu en juger, car il eut la bonté de me les communiquer lorsque nous eûmes fait connaissance

à la suite d'une affaire pour laquelle il dut réclamer mes services et mes lumières; il s'agissait d'un héritage que je réussis à lui faire toucher. Quand il demanda le taux de mes honoraires, car, il faut le dire, Karl Ivanovitch, quoique Allemand, est un homme consciencieux, je lui répondis que je ne voulais pas de son argent, mais que j'accepterais volontiers un tableau.

— Eh bien, me dit-il, vous ne l'attendrez pas longtemps; j'en ai précisément apporté avec moi trois qui sont terminés; vous choisirez entre les trois: l'un est un brigand vénitien qui tue un enfant; l'autre, une matinée italienne; le troisième, le portrait du gouverneur de la province.

— Karl Ivanovitch, lui dis-je, il ne serait pas convenable qu'on vît un brigand dans la maison d'un procureur, de « l'Œil du czar ». Vous me direz que ce brigand n'est pas Russe et est en réalité hors de ma sollicitude; mais supposez que ma femme soit dans une position intéressante, serait-il prudent d'exposer une pareille figure à ses yeux? Il ne serait pas non plus très convenable, à un autre point de vue, qu'un petit magistrat comme moi se permît d'avoir chez lui le portrait de Son Excellence le gouverneur de la province, si élevé par son « tchin » au-dessus de moi. Je prendrai donc *la Matinée italienne*.

La chose convenue, je n'entends plus parler du peintre pendant une semaine et même davantage, et je commençais à me croire volé, lorsqu'un matin on m'apporte une caisse de deux mètres de longueur.

— Ah! voilà *la Matinée italienne!*

J'appelle ma femme, les enfants la suivent en demandant si c'est du « postila » (marmelade de fruits).

—Taisez-vous; c'est *la Matinée italienne*.

Et pendant que mon cocher Grégory décloue la caisse:

— Une matinée italienne! un soleil ardent, un pâturage, des vaches, un pâtre jouant de la flûte.

Et les enfants crient :

— Pour moi les vaches! pour moi le pâtre!

Enfin la caisse est ouverte et le cadre est sur la table. Mais quel éhonté que ce Karl Ivanovitch! envoyer une vilenie, une obscénité pareille à un magistrat, à un homme marié ; et il appelle ça *une Matinée italienne*, une femme en chemise, se lavant les mains! Mais la chemise descend, tombe et laisse voir les épaules... et la poitrine, et, auprès d'elle, un lit froissé et qu'on sent encore chaud ; c'est complet.

Ma femme crie, frappe des mains d'indignation et crache sur l'indécente fille, et, ce qui est moins juste, elle s'en prend à moi et m'accable d'injures.

— Eh quoi! Ivan, me dit-elle, tu as attendu la vieillesse pour prendre goût à de pareilles horreurs! Je vais aller me plaindre à l'archiprêtre, au père Siméon. Tu n'en seras pas quitte pour un sermon; attends-toi à une pénitence publique. Quant à moi, écoute bien ceci : tant que cette coquine sera dans la maison, tu peux ne plus me considérer comme ta femme.

Elle sort en fermant violemment la porte, et les enfants, montrant la femme du doigt, disent:

— Tiens, c'est une nourrice.

Et le cocher Grégory la regarde et dit :

— C'est tout à fait la cousine Stéphanie.

Je chasse les enfants et le cocher, et je reste seul avec *la Matinée italienne*. Je regarde, j'examine, et, l'avouerai-je? le diable se met entre nous, et me fait remarquer des dents! des yeux! une chevelure d'ébène, des formes potelées! Je sens le péché entrer dans mon âme et « des fourmis me courir dans le dos ». Je suis oppressé, il me semble qu'il m'entre une flèche de feu dans le cœur.

— Ah! comme c'est bien peint! ce Karl Ivanovitch a bien du talent!

Mais bientôt je me ravise;

Et cet impudent appelle ça *une Matinée italienne!* et il ose m'envoyer une pareille image! Heureusement je me souviens que je suis sous la loi du mariage, que je ne dois pas attacher mes regards sur une beauté étrangère; celle que Dieu t'a envoyée, Ivan Semenovitch, tu dois t'y tenir.

Cependant la peinture était excellente; je finis par croire que j'avais persuadé à ma femme que cette fille n'était point vivante et ne pouvait induire en péché; que ce n'était pas comme Stéphanie, pour laquelle elle m'avait querellé injustement, mais du moins avec une apparence de raison; tandis que ce tableau, c'était tout simplement, comme le disait le peintre lui-même, Karl Ivanovitch, *une Matinée italienne*, et, ma foi, je suspendis *la Matinée italienne* au-dessus du divan. Mais je ne tardai pas à voir que ma Catherine était triste, qu'elle ne passait pas une fois devant *la Matinée italienne* sans cracher, et, si je m'approchais d'elle d'un air un peu tendre, elle me repoussait en disant :

— Va-t'en dans le salon, Ivan Semenovitch, va voir ta *Mâtine d'Italienne*.

Le jour de Noël, les femmes venues en visite disaient qu'il fallait enlever les « images » (les saintes images) :

— Comment, Ivan Semenovitch, vous, un magistrat, un père de famille, vous avez ainsi perdu la crainte de Dieu!

Et elles crachaient en regardant *la Matinée italienne*.

Je pensais cependant que, lorsque Son Excellence le maréchal de la noblesse, M. Oboldonieff, les invite à une fête sous les plafonds couverts des peintures de

l'Allemand, les nymphes et les petits cupidons tout nus dans un salon où il y a, en outre, une statue d'Apollon dans le même costume, ne les font pas cracher.

Un matin, le père Siméon vient, me fait d'amers reproches :

— Étaler une pareille « horreur » dans un salon, au milieu des « saintes images » !

Cependant... j'aimais assez ce tableau ; j'imaginai de le cacher dans une chambre derrière la maison ; mais ce fut encore bien pis :

— Il le cache, c'est un aveu ; l' « Œil du czar » s'est jeté dans le vice.

L'archiprêtre revient plus sévère. Ma foi, vaincu, je remis *la Matinée italienne* dans la caisse qui l'avait apportée et je la renvoyai au suppôt du diable, à ce maudit Allemand Karl Ivanovitch, en lui écrivant :

— Envoyez-moi le gouverneur de la province.

A cette époque précisément, Son Excellence le gouverneur vint faire une inspection. Il est arrivé sévère et est reparti terrible. Il n'avait trouvé rien de bien, tout le monde avait reçu son « paquet » ; moi-même j'avais été gourmandé parce que les Codes des lois n'étaient pas enfermés sous clef. Il m'avait même appelé « imbécile » ; enfin, il partit. Peu de jours après, je reçus de nouveau la caisse de Karl Ivanovitch. Cette fois, je n'appelai ni ma femme ni mes enfants ; je l'ouvris seul avec le cocher Grégory.

— Ah ! maudit Allemand ! tu as peint la plaque et tu as osé oublier le cordon ! et encore la plaque est à moitié cachée par le revers du frac ! et un frac encore à un gouverneur de province, au lieu de le représenter en uniforme. Cependant, il faut tout dire, je dois avouer qu'il est ressemblant : il a une main terriblement placée dans le gilet, et il a encore l'air de m'appeler imbécile.

Je l'accroche donc à la place de *la Matinée italienne.* Le calme renaît dans ma maison ; tout le monde regarde le portrait avec admiration et respect... à l'exception d'Ivan Pavlovitch... Mais où est-il ? Qu'importe ! puisqu'il ne dit rien.

III

A cette époque... — je suis avec de vieux amis, et d'ailleurs... que celui qui est sans péché me jette la première pierre — à l'occasion d'une certaine circonstance... je reçus un petit pot-de-vin... et ça se passa dans ce salon où nous sommes. Il faut recevoir civilement les gens qui apportent de l'argent... Eh bien, il me sembla que Son Excellence écarquillait les yeux, et, me regardant d'une terrible manière, me disait :

— Comment, coquin, devant moi !

Cependant, au bout de quelque temps, je m'aperçus que le portrait m'inspirait moins de crainte respectueuse. Mes fils gambadaient devant lui et lui faisaient des grimaces.

Ma Catherine Wassilievna appela un jour de petits marchands ambulants, les fit entrer dans la salle à manger, ouvrit et étala leurs ballots, puis marchanda une broche et un bracelet assez chers. Je l'appelai dans le salon, ne voulant pas la réprimander devant les marchands.

— Catherine Wassilievna, lui dis-je, tu n'es déjà plus si jeune pour porter encore des broches et des bracelets, et surtout pour en acheter de nouveaux.

Elle entra en grande colère, et « s'échappa » jusqu'à me dire... un gros mot que je ne vous répéterai

pas ; puis un second, puis un troisième, puis encore. Je la pris par le bras, et lui montrant le portrait, je lui dis :

— Comment, Catherine Wassilievna, n'as-tu pas de honte, devant Son Excellence !

L'effet sur lequel je comptais fut tout à fait manqué ; Catherine fut prise d'un fou rire, au point de se rouler sur le divan.

Quelque temps après, à l'occasion d'un petit dîner entre amis, j'avais la tête prise et comme « dévissée » ; je me mis en robe de chambre, m'appliquai sur le front une compresse de vinaigre, et, sans vergogne, je vins m'asseoir dans le salon en face du portrait, et là, j'ose à peine le dire, je m'écriai :

— Eh bien, mon vieux, je suis ivre, je ne vais pas au tribunal et tu ne peux rien me faire ni me dire.

Il est vrai que le lendemain je fus un peu étourdi de mon audace de la veille. Mais je fus surtout effrayé de la diminution de ma crainte respectueuse pour Son Excellence. Qu'arrivera-t-il de cela ? Un empereur romain fit avec raison battre de verges un citoyen qui avait vaqué à une occupation malpropre, ayant dans sa poche le portrait du souverain sur une pièce de monnaie. Les enfants grandissent ; ils continuent à faire des grimaces à Son Excellence. Les laisserai-je ainsi s'élever dans cette absence de respect pour l'autorité ? Quel sera leur avenir ?

Je pris un parti ; je demandai un congé de deux semaines et j'emportai le portrait du gouverneur. J'appris au district que Son Excellence venait de recevoir la grande croix de Saint-Wladimir de deuxième classe. C'était une seconde plaque, un second crachat, et le portrait n'avait qu'une plaque et pas de cordon ; il n'y avait pas à hésiter. Karl Ivanovitch était retourné en Allemagne. J'allai trouver Ivan Lazareff, un serf libéré, grand ivrogne, mais un de nos meilleurs pein-

tres d' « images », et je lui demandai s'il pourrait retoucher le portrait de Son Excellence.

— C'est que, lui dis-je, il ne faut pas badiner, c'est de la peinture allemande.

— La peinture allemande, dit Lazareff, je m'en fiche pas mal ; il m'a passé par les mains de la peinture italienne, et elle n'a pas eu à s'en plaindre. Je vous ferai des Raphaëls quand vous voudrez ; j'ai étudié dix ans à Arzamoffs. Quant à la peinture allemande et à cet Allemand Karl Ivanovitch, il est cause que je ne peins plus de portraits, la mode en est passée depuis qu'il a apporté ici une machine devant laquelle chacun fait soi-même son portrait en s'y regardant. Il est clair que c'est une industrie du diable, tandis que mon industrie à moi, peintre de saintes « images », s'exerce par la grâce et avec la bénédiction de Dieu.

— Mais, lui dis-je, Ivan Lazareff, il me semble que ta main tremble.

— Ivan Semenovitch, me dit-il, ne t'y trompe pas et ne t'en inquiète pas ; ce n'est pas la diminution de mon talent, c'est la boisson ; je bois à « zapoëm-pin », ce que les Français appellent à « tire-larigot » ; mais quand je suis devant une toile ou un panneau de bois, il n'y paraît pas. D'ailleurs, j'en ai tant fait et refait des portraits de gouverneurs, que ma main les peint d'elle-même. Donne-moi une bonne mesure d'eau-de-vie, bande-moi les yeux, et je te ferai une « Excellence » magnifique. Tu n'auras qu'à me dire si tu la veux en pied ou en buste, assise ou debout. Dis à ton Karl Ivanovitch d'en faire autant.

— Eh bien, lui dis-je, ce portrait de Karl Ivanovitch laisse, en effet, à désirer ; c'est une occasion de montrer de quoi tu es capable : change-moi ce frac peu convenable en un riche uniforme ; mets dessus deux plaques et un cordon rouge traversant la poitrine.

Ajoute-lui aussi une plus grande épaisseur de sourcils, de la majesté, de la sévérité... Tu l'as vu ?

— Oui.

— Mais tu ne l'as pas vu m'appelant imbécile ; ne crains pas d'exagérer son air terrible ; puis redore le cadre de l'or le plus fin et le plus rouge. Combien me demandes-tu ?

— Trente roubles argent.

— C'est cher ; mais je te les donnerai volontiers si Son Excellence est ressemblante.

Quelques jours après, je suis retourné chez le peintre. Certes, il n'est pas convenable de faire l'éloge de ce qu'on possède ; mais la vérité avant tout, l'ouvrage était réussi. J'ai regardé Son Excellence, et j'ai baissé les yeux.

Et je ne trouvai pas l'artiste présomptueux, quand il me dit :

— Ça n'est pas un gouverneur de province, c'est un czar ; c'est Pierre. C'est un lion, ses yeux jettent des foudres, il va rugir.

C'était vrai. Son Excellence passait l'inspection et allait me dire... ce que vous savez. En le regardant, on sent son âme descendre aux talons.

Je dis au peintre :

— Ivan Lazareff, tes mains sont d'or ; mais pourquoi, sale museau, bois-tu autant ?

— On commence à boire dès l'école de peinture, me dit-il ; ça fait partie de l'art. Et ton Karl Ivanovitch, combien de fois l'ai-je vu tellement ivre, que même un Russe ne saurait l'être autant.

— N'importe, Ivan Lazareff, je suis satisfait de ton ouvrage ; voici trente roubles, et un demi-rouble que j'ajoute...

— Pour boire ?

— Pour boire si tu veux, et surtout si ça payait la rançon des trente roubles.

Je portai Son Excellence à la maison et la remis à sa place. Depuis ce temps, il règne ici un calme de paradis. Catherine ne me dit plus d'injures ; si les enfants ont des caprices, il suffit de les amener devant Son Excellence.

Mais aussi, vous voyez, quelle majesté, quelle sévérité, quel air terrible ! quels yeux ! et les deux plaques, et le ruban rouge, tout y est. Si, par hasard, je me mets un peu en retard pour aller au tribunal, eh bien... j'évite, en m'y rendant, de passer dans le salon et devant Son Excellence : je préfère passer par la cuisine.

Et je ne suis pas le seul. Vous vous souvenez, Anton Mikhailovitch, l'année dernière, nous soupâmes ici ; le soir, nous fîmes du punch dans ce salon ; le punch allumé, on éteignit les bougies. A cette lueur bleue et diabolique, il nous sembla à tous que l'aimable, que la précieuse figure de l'Excellence se contractait et faisait de menaçantes grimaces, et c'est vous, Anton Mikhailovitch, qui vous écriâtes : « Éteignez le punch ! éteignez le punch ! » Moi, je suis allé promptement chez Catherine, j'ai pris un voile, et, avec respect et componction, je l'ai jeté sur le tableau.

— C'était un rêve, dit le bailli du district.

— Ce n'était pas un rêve, dit Anton Mikhailovitch ; c'était tout à fait la figure qu'avait Son Excellence à la dernière inspection, lorsqu'il « a poudré » tout le monde, et vous surtout, bailli, relativement à l'état des ponts.

— Ce n'était pas un rêve, et Ivan Pavlovitch lui-même, le soir du punch, ne souffla pas le mot plus qu'il ne fait en ce moment... Mais où est-il ce fils de Voltaire ?

A ce moment seulement — la voix de notre hôte avait jusque-là couvert le bruit — on entendit Ivan Pavlovitch ronflant sur la chaise qui l'avait reçu dans sa

détresse ; cinq messagers et dix estafettes n'auraient pas réveillé le maître de poste.

. . . .

Ainsi, ou du moins à peu près ainsi, parla la belle Russe. Je suis bien certain de me rappeler et sa voix et ses yeux, et la grâce de ses gestes ; mais je ne réponds pas de me rappeler aussi exactement ses paroles. Je la prie donc de me pardonner, et j'adresse la même prière à André Petchersky, M. Melnikoff, pour les erreurs de ma mémoire. J'espère que cette très faible esquisse donnera du moins aux lecteurs le désir de lire les *Récits d'André Petchersky* entièrement et plus dignement traduits que par un homme qui ne possède que tout au plus une des deux conditions que les lecteurs, même les plus indulgents, ont le droit d'exiger d'un traducteur.

CONQUÊTES ET ANNEXIONS

Je serais aujourd'hui sinon riche, du moins fort à mon aise, si un peu de paresse, un peu de mauvaise honte et un peu d'autre chose ne m'avaient empêché de mettre à exécution un projet dont la pensée m'était venue il y a un an.

C'était d'ouvrir une boutique de bookmaker et d'engager une façon de pari perpétuel contre le public.

A savoir d'annoncer que je gageais dix francs contre toute nouvelle émise, lancée, imprimée, propagée, etc. Je gageais qu'elle n'était pas vraie.

Les bruits de guerre qui circulent depuis quelque temps m'auraient donné de gros bénéfices — tandis que ces bruits ont déjà été funestes à bien des gens — c'est ce contraste qui constitue ce « quelque peu d'autre chose » qui est venu s'adjoindre à la paresse et à la mauvaise honte et m'a fait manquer l'opération.

J'aurais parié contre la guerre — mais aussi contre l'assurance qu'il n'y aura pas de guerre, attendu

que personne n'en sait rien, pas même ceux qui feront la guerre, si elle se fait.

Aujourd'hui, je me contente de dire : Je n'ai jamais cru à la guerre, je n'y crois pas — et surtout je ne veux pas y croire.

De même que feu M. de Boissy, — le plus grand propriétaire peut-être de France, disait : « On nous attaque toujours, nous autres pauvres riches ! »

Je dirai qu'on traite indignement aujourd'hui les rois, empereurs, sultans, shahs, hospodars, khans et autres souverains, et ils auraient avantage à réclamer le bénéfice de l'égalité.

Il n'est pas de crime odieux, de forfait, de folie, de trahison, de cruauté, de bêtise dont on ne les croie capables et dont on ne les accuse, le plus souvent sans colère, sans indignation, avec cette sorte d'indulgence qu'on aurait pour les lions et pour les tigres, pour les hyènes qui obéissent à un instinct immonde, en tuant, en déchirant, en dévorant — ce qu'on est en train d'étendre aux assassins et aux parricides.

Parmi les « héros » cueilleurs de palmes et « moissonneurs de lauriers, » un seul jusqu'ici a eu le bonheur d'être déclaré fou, c'est Charles XII, et cela grâce à deux circonstances atténuantes — la première c'est que Voltaire, dans son histoire, a hautement plaidé la folie en faisant ressortir le côté absurde, insensé, comique même de la vie de son héros.

La seconde circonstance atténuante est qu'il a été tué dans une bataille — chose bien rare parmi les héros.

Nous n'avons plus Voltaire ; — les rois que nous connaissons ne semblent, pas plus que nos avocats dictateurs et stratégistes, enclins à exposer leur précieuse peau. — Il ne leur resterait donc que la chance d'être classés dans les monstres — ou dans une autre espèce que je désignerai tout à l'heure.

*
* *

Pourquoi les rois ou empereurs feraient-ils la guerre en ce moment?

Pourquoi fait-on la guerre, ordinairement?

Pour accroître un territoire, — pour se charger de dépouilles, — pour « acquérir de la gloire » et « moissonner des lauriers ».

Est-ce l'empereur de Russie qui a besoin d'augmenter son territoire — qui s'étend en Europe, en Asie et en Amérique — et dont il ne connaît qu'une partie infinitésimale?

On a beaucoup parlé du testament suspect de Pierre Ier, — voici un document rapporté dans un ouvrage très curieux sur la Russie, que le hasard m'a fait rencontrer; — il s'agit du prince Démétrius Cantemir, qui, gouverneur de la Moldavie pour les Turcs, passa avec ses troupes au service ou plutôt à l'alliance du czar Pierre.

Cantemir, qui parlait onze langues, servait d'interprète à Pierre Ier pendant la guerre contre les Perses, et rédigeait ses manifestes en langue persane ; — il le complimentait sur ses nouvelles conquêtes, et lui disait, entre autres choses, qu'il joindrait bientôt à ses titres celui de « shah de Perse ».

— Vous pénétrez bien peu mes idées, répondit Pierre, et vous démêlez mal mes intérêts ; — je ne vise pas à l'acquisition de nouvelles terres — je n'en possède peut-être que trop. C'est pour ma défense et la sécurité de la paix que mon règne n'aura été malheureusement qu'une guerre presque continuelle. — Ne me croyez pas la manie des conquêtes ; — elles n'aboutissent qu'à éloigner les garnisons, étendre la ligne de circonférence, à atténuer, à compromettre la force intérieure des États.

L'empereur actuel de Russie est plus fait qu'aucun autre pour comprendre que la grandeur des nations et de leurs chefs ne doit pas se mesurer en largeur, mais en hauteur. Il a attaché son nom à un acte grand, noble, hardi : — l'émancipation des serfs — qui lui assure l'immortalité dans la mémoire des hommes; — voudrait-il corrompre et gâter cette immortalité?

Que gagnerait-il à mêler à l'olivier pacifique de sa belle couronne quelques feuilles de laurier ensanglanté?

Ne doit-il pas lui-même respecter son œuvre et refuser de conduire comme un troupeau à la boucherie, des hommes qu'il a faits libres?

Son règne sera une des grandes époques de la nation que la Providence lui a confiée — la seconde hégire, — il sera dans l'histoire le second grand czar de Russie.

Voudrait-il, si ce qu'on dit est vrai, s'il est exposé à obéir à une folie régnante en ce moment en Russie, prendre rang, non plus après Pierre Ier — et peut-être à côté de lui, — mais derrière Ledru-Rollin qui disait : « J'étais leur chef, il fallait bien les suivre! »

Laissons un peu de côté le czar de Russie et passons à l'empereur d'Allemagne.

*
* *

L'empereur Guillaume sait aujourd'hui que la guerre la plus heureuse, la plus triomphante, est un immense malheur, même pour les vainqueurs; — l'Allemagne est-elle plus riche? est-elle plus heureuse qu'avant la guerre?

On pourrait dire plus : c'est le vainqueur qui a le plus souffert de la guerre.

Les vainqueurs ont appris de nouveaux besoins —

une soif plus exigeante — les vaincus ont reçu une leçon et en profiteront peut-être — et sous beaucoup de rapports excitent l'envie de leurs vainqueurs.

Les vainqueurs ont eu le plaisir de ravager les champs des vaincus, mais en rentrant chez eux ils ont trouvé leurs propres champs en friche, abandonnés et stériles.

Ils se sont convaincus que si l'agriculture a besoin de bras et de têtes, ce n'est pas de têtes fêlées et de bras cassés; — ils ont appris que pendant qu'on moissonne des lauriers chez les autres, on ne trouve, en rentrant, pas de blé à moissonner chez soi.

Ils ont appris qu'un mètre carré, auparavant stérile, mis en culture chez soi, est une opération, une conquête plus grande, plus utile, plus heureuse que dix mille kilomètres de terre conquise en la ravageant.

*
* *

Parlons un peu des « conquêtes, — des annexions » :

Quoique l'humanité ait l'air de marcher en rond, — il est certain progrès qu'on ne peut nier — et si on en doute parfois, c'est que l'idée, le progrès moral marchent très en avant du progrès matériel, — c'est que le progrès s'enfonce en spirale comme le tire-bouchon en prenant son point d'appui sur l'obstacle.

Autrefois, dans les temps relativement barbares, la guerre pouvait être un bon métier; on s'emparait du sol — on emmenait les femmes, on faisait les hommes esclaves et on leur faisait cultiver à coups de fouet leur propre terre pour leurs nouveaux maîtres; — le brigandage appelé guerre faisait alors ses frais, c'était son beau temps.

En même temps, on n'envoyait à la guerre que l'excédant de sa population — les armées étaient rela-

tivement très peu nombreuses ; — pendant que les uns se battaient, les autres labouraient, ensemençaient, moissonnaient et récoltaient.

Aujourd'hui — quoique la guerre soit toujours une satisfaction accordée aux mauvais instincts, quoiqu'elle donne encore des noms réputés honnêtes au vol, au meurtre, à l'incendie, au viol, à la dévastation, elle est forcée par les mœurs modernes de s'imposer des limites ; on ne conquiert plus, on s'annexe des provinces.

Des conquêtes et des annexions, parlons-en un peu.

*
* *

Les accroissements de territoire, les réunions de provinces à tel ou tel empire, se font par une bataille gagnée, par la conquête, par une proclamation ; un peu de terreur, quelques violences partielles succédant à une violence générale.

C'est facile ; cela dépend des hasards de la guerre, d'un roi retourné, d'un coup de dés, etc., mais ça dure jusqu'à ce qu'on retourne un autre roi — jusqu'à ce qu'il sorte d'un cornet ou les trois six ou tout autre point supérieur. Vingt ans après les conquêtes de Frédéric le Grand les Français étaient à Berlin ; — soixante ans après Napoléon, les Prussiens étaient devant Paris.

Mais l'*agrégation* d'une province conquise, c'est-à-dire un accroissement réel et durable de territoire, est une tout autre affaire.

Cela ne s'opère qu'avec un temps plus ou moins long, mais toujours assez long, par le mélange des habitants et des intérêts — par conséquent, sous la condition de commencer par respecter les mœurs, les coutumes, les idées, les préjugés même des peuples con-

quis. — Ce n'était pas beaucoup d'évaluer à un siècle le moindre espace de temps nécessaire pour obtenir ce résultat ; — pendant un siècle, pour le moins, le conquérant n'avait pas agrégé, il n'avait fait que détenir des prisonniers et introduire dans son intérieur des ennemis familiers.

Comptez ce qu'une annexion cause de soins, de craintes, — et comparez le bénéfice d'une annexion de territoire à celui qu'on eût obtenu en appliquant les trésors dépensés dans la guerre, à perfectionner dans la paix son agriculture et son industrie.

*
* *

Quand comprendra-t-on que la vraie politique est celle que des envoyés de Louis XIV trouvèrent chez les sauvages canadiens.

On leur avait en vain parlé de la puissance, de la magnificence de Louis XIV, de l'étendue de ses États, de leur richesse, de ses victoires, tout cela ne les frappait pas. Un de leurs chefs demanda si lui et ses sujets possédaient beaucoup de marmites. — Sur la réponse que le roi avait beaucoup de marmites, et que presque tous ses sujets en avaient une, ils consentirent à le reconnaître pour un grand roi et à l'accepter pour eux.

En effet, — quand on moissonne des lauriers, on ne moissonne que ça — et ça ne vaut pas l'oseille et les épinards.

La vraie politique c'est l'abondance et le bas prix des pommes de terre ; — c'est la vie facile et heureuse sans excès de travail, sans excès de soucis, sans misère que pour les paresseux.

Hors de cela, il n'y a que mensonge, folie et malheur.

*
* *

Donc, rendons plus de justice aux rois; ne les croyons ni si méchants, ni si fous, ni si scélérats, ni si aveugles — ni si imbéciles.

Ne croyons pas non plus qu'ils se laissent mener au crime de la guerre par des aventuriers ambitieux et féroces.

Ne croyons pas qu'ils ignorent, je dois le répéter, que ce qu'ils font aujourd'hui va bientôt être de l'histoire.

Et que s'ils font la guerre d'eux-mêmes *sponte sua*, ou s'ils s'y laissent mener par des ministres, ils seront classés parmi les monstres dans le premier cas — parmi les marionnettes dans le second.

Ne croyons pas qu'ils ne soupçonnent pas au moins que du sang des tués, des larmes des orphelins, des veuves et des mères sans enfants, il s'élève des vapeurs qui deviennent des nuages, et que dans ces nuages se forme la foudre.

ENTRE SOUVERAINS

Les rois ont une sorte d'alliance mystérieuse contre les peuples. Même lorsqu'ils semblent se faire des guerres acharnées, même lorsqu'ils se haïssent, il est des limites que cette alliance mystique ne permet pas de dépasser en fait de procédés.

Ils se conduisent comme ces deux cochers dont les *Guêpes* ont raconté l'histoire il y a longtemps — et qu'Augier leur a fait l'honneur de leur emprunter dans une de ses pièces les plus heureuses. — Ils se prennent de querelle, dans un embarras de voitures ; l'un des deux lance un coup de fouet et coupe la figure du voyageur que son ennemi conduit.

— Ah ! tu m'abîmes mon bourgeois ! s'écrie le second cocher indigné, eh bien ! je vas t'abîmer le tien !

Et il s'ensuit un échange prolongé de coups de fouet... sur les deux bourgeois.

*
* *

Quant à ce jeu de la guerre, qui *amusait* tant

Louis XIV, que madame de Sévigné écrivait à sa fille :

« Le retour du roi est différé par le plaisir qu'il prend au métier de la guerre. »

C'est un jeu dont les peuples entretiennent et admirent les joueurs, payent les boules et sont les quilles.

La partie finie :

— Eh bien, cousin?

— Eh bien?

— Comptons : je vous ai abattu tant de quilles, vous m'en avez abattu tant; donc j'ai gagné: faites payer l'enjeu de la partie par votre peuple.

— Vous me donnerez bien ma revanche, cousin. Jusque-là, sans rancune.

— Quand vous voudrez, cousin. Venez-vous dîner avec moi?

— Oui ; mais vous viendrez souper chez moi.

*
* *

De cette alliance si puissante il me revient un exemple :

Il y a quelques années, comme j'habitais Nice, je rencontrais quelquefois une princesse de la famille impériale de Russie, qui a, dans son pays, la réputation d'être une forte tête et une intelligence élevée.

Un jour, elle me fit l'honneur de m'inviter à prendre le thé avec elle. Dans la conversation, j'éludai d'abord de parler politique, vu le peu de chances que je supposais pour que nous fussions d'accord et la difficulté de discuter avec une femme et une princesse impériale. Elle insista et alors je ne dissimulai pas ma pensée sur tous les points où il lui plut de m'interroger.

Le lendemain, une des dames d'honneur de la grande-duchesse vint se promener dans mon jardin et me dit :

— Son Altesse Impériale a été enchantée, etc; — — mais elle a remarqué deux choses.

— Voulez-vous me les dire?

— Je n'en ai pas été chargée, mais je puis vous les dire.

La première observation que me communiqua la dame d'honneur s'appliquait à une petite convention d'étiquette à laquelle je ne m'étais pas conformé. — Je répondis que c'était avec intention, et j'expliquai mon intention en terminant par ces mots :

— Nous autres Français, nous poussons si loin la politesse à l'égard des femmes, que nous ne réservons rien à ajouter pour les princesses.

Le second point était que j'avais désigné l'empereur des Français par le nom de M. Bonaparte. La grande-duchesse en avait été *extrêmement surprise*, et on sait ce que veut dire *extrêmement surprise* dans le langage de la cour.

— Quant à M. Bonaparte, dis-je, je lui donne bien d'autres noms quand il n'y a pas de femmes. Mais voulez-vous me dire comment la grande-duchesse l'appelait pendant la guerre de Crimée? — Est-il tout à fait nécessaire que je fasse la paix en même temps que vous?

— Oh! mais, la grande-duchesse, c'est bien différent, me dit la dame d'honneur.

C'est bien différent voulait dire : Pour nous, empereur, grande-duchesse, etc... votre empereur est peu de chose, c'est un aventurier : nous ne le reconnaissons pas comme un des nôtres, et nous pouvons le traiter comme il mérite et à notre fantaisie. Mais néanmoins nous trouvons mauvais que vous, bourgeois, vous peuple, vous osiez parler, sans révérence, même d'un empereur de carton — même d'un homme qui joue indûment, mais cependant joue le même rôle que

nous ; — c'est presque nous manquer de respect à nous-mêmes.

*
* *

Tant qu'a duré le règne de Louis Bonaparte, j'ai dit et écrit, et pas toujours sans péril, ce que je pensais de sa personne et de son gouvernement.

Je suis ennemi des invectives et des injures adressées aux gens tombés ou plutôt retombés ; je détourne les yeux des caricatures peu spirituelles qui se vendent par les rues ; je laisse aux courtisans et aux valets de cette grandeur déchue, aux hôtes des Tuileries et de Compiègne, le soin d'accabler le ménage Bonaparte.

*
* *

Mais, la guerre finie, le moment de la justice arrivera. Il ne faut pas que les scélératesses, qui ont jeté la France dans le précipice, soient impunies : — le moral de l'humanité en souffrirait — et on en viendrait à penser qu'on a été bien sévère pour ce pauvre M. Troppmann.

Il ne faut pas non plus que l'on puisse accuser plus tard de partialité, de haine politique, les écrits qui ne manqueront pas sur cette époque sinistre.

Il faut que Napoléon Bonaparte subisse un jugement dans toutes les règles, avec toutes les garanties de la justice, avec les preuves, les témoignages, les pièces à l'appui. Il faut qu'il soit dûment et correctement cité à comparaître, non devant un conseil de guerre, ni une haute-cour, mais devant la cour d'assises ordinaire. Il faut que ce jugement, clairement et complètement motivé, soit l'histoire authentique, irréfutable, indiscutable de ses actes, depuis le jour de sa rentrée

en France en 1848. Il faut que le jugement soit publié et affiché dans toute l'Europe et dans le monde entier.

Il faut que le condamné, probablement contumace, soit mis au ban de la société, de l'humanité, et cela sans aucune des allures d'un parti triomphant — en évitant le ton d'un ennemi vainqueur — avec la froideur, le calme, l'impassibilité d'un jugement de cour d'assises. Napoléon a élargi le cercle des causes d'extradition internationale — on verra si on ne peut pas le poursuivre au dehors avec les armes qu'il a forgées ; en tous cas — un pareil jugement — un pareil écrit publié à un nombre immense, affiché, réaffiché partout, le vouera à la haine, à l'exécration, au mépris de l'humanité. — Il faut lui imprimer au front la marque de Caïn.

On dit qu'il a volé et mis de côté d'avance beaucoup d'argent, — il faut que cet argent soit réputé sale et sentant mauvais ; il faut que le contact et le voisinage du condamné, de l'assassin de tant de Français et d'Allemands, soit considéré comme une tache pour les habitants d'une ville, d'un hameau : — il faut que, refoulé partout par la vindicte publique, il implore une île, un cachot, pour échapper aux regards.

*
* *

Dans les futures constitutions, — il sera opportun non seulement de supprimer les armées permanentes — et de tenir le peuple entier prêt et exercé contre une guerre inexorable d'invasion ; — non seulement d'enlever à tout roi, président, etc., ce droit monstrueux, si bêtement concédé jusqu'ici, de décider de la paix ou de la guerre ; — mais de défendre à tout roi, président, etc., de jamais commander les armées — et par conséquent d'y acquérir *une gloire* facile et sans

danger pour eux, — mais si périlleuse pour leur peuple.

On lit dans les nouvelles du temps de Louis XIV : « — le Roi commande à Monsieur, Monsieur à M. le prince, M. le prince à M. de Turenne. »

M. de Turenne probablement agissait à sa guise — et le roi rentrait passer sous des arcs de triomphe — et doubler, tripler, quadrupler les impôts.

*
* *

En 1848, j'avais demandé dans un journal qu'on appliquât au *prince-président* — qui s'habillait en général et passait les revues que vous savez — la loi qui punit de six mois à deux ans de prison toute personne qui porte publiquement un costume qui ne lui appartient pas (code pénal, art. 259) ; on aurait peut-être évité ainsi bien des calamités.

*
* *

Les femmes, dans les villes assiégées, soignent les blessés, préparent les aliments, font de la charpie, transportent les munitions ; quelques-unes s'arment et veulent tirer sur l'ennemi, chacune selon sa force, son caractère, son tempérament.

Pourquoi les femmes ne remplaceraient-elles pas les hommes dans les administrations civiles, là où il s'agit seulement de surveiller, de copier, de transcrire? Ces hommes remplacés iraient aux remparts.

Mais, on ne saurait trop le dire, l'action la plus efficace des femmes, — et une action invincible, — une action plus puissante mille fois que celle du guerrier le plus robuste, le plus courageux, le plus habile, le plus dévoué, — c'est de proclamer maintenant leur

mépris pour les lâches, leur admiration, leur reconnaissance, leur sympathie pour les braves, — et de bien faire comprendre que ce mépris et cette sympathie survivront à la guerre présente et dureront tout le temps de leur vie.

Un mot, un regard de femme peut faire un héros.

A UN AMI QUE J'AI DANS LES LANDES

> Θερσιτης δ'ετι μουνος αμετροεπης εκολωα, etc. Thersite, bavard et faiseur de bruit, personnage ridicule, borgne, banal, bossu, qui haïssait Achille, et se piquait de parler insolemment aux rois. — Il se lève et *gueule* (μακρα βοῶν) un discours outrageant pour Agamemnon, pasteur des peuples (ποιμενα λαων.)
>
> Ulysse (διος Οδυσσευς) se charge de lui répondre... et comment lui répond-il ? à grands coups de sceptre sur les épaules — (σκεπτρω δε μεταφρενον ηδε επ' ωμω) ; Thersite pleure et se tait ; tout le monde rit, approuve Ulysse, et dit : C'est bien fait — (γελασσον Οδυσσευς εσθλα εοργεν).
>
> (Homère, *Iliade*, livre II).

Je voudrais avoir la gloire de caractériser d'un mot l'époque où nous sommes condamnés à vivre.

Sous Louis XIII, les raffinés, une puérile férocité dans le point d'honneur, — le « *paroî're* », comme l'avoue le baron de Fœneste. — Dans la première moi-

tié du règne de Louis XIV, la magnificence, l'amour des conquêtes — villes et femmes; — dans la seconde moitié, la revanche de Tartufe; sous la Régence, la revanche à outrance du plaisir, etc., etc. Aujourd'hui le mot qui caractérise notre époque, c'est :

L'impudence.

Qu'un voleur vulgaire vous « tire » votre montre et se sauve en l'emportant, vous criez au voleur! Les uns le poursuivent, les autres lui barrent le chemin; on le mène en prison, et personne ne le plaint. Il n'ose pas se plaindre lui-même. C'est sa faute, il n'a pas su marcher avec le progrès, il a joué le vieux jeu; tant pis pour lui.

Mais qu'il mette votre montre avec les breloques à sa boutonnière et s'en fasse une décoration, on le saluera, les sentinelles lui présenteront les armes, et, si vous tentez de reprendre la « toquante », il criera au voleur et vous fera arrêter.

La force des hommes d'aujourd'hui, c'est d'avoir mesuré exactement la longueur, la largeur, la hauteur, la profondeur et l'épaisseur de la bêtise de leurs contemporains, — d'avoir constaté que cette époque, à laquelle on reproche de n'avoir plus de croyances, et qui s'en pique, — n'a fait que les changer en menue monnaie de crédulité, et que si une billevesée, une sottise n'a pas de succès, c'est qu'elle n'est pas assez grosse ou qu'elle n'est pas débitée avec une suffisante effronterie. Quand le charlatan, parcourant son cercle de l'œil, découvre un récalcitrant au « boniment », il lui fait un signe, un clignement d'œil qui veut dire qu'il « en est », qu'il aura sa part de la dépouille de « l'honorable société »; — d'adversaire il devient compère. — Quant à la part promise, on verra, le tour fait, s'il n'y a pas moyen de ne pas la lui donner.

L'empire nous avait juré les douceurs d'une paix

perpétuelle. Il fait quatre grandes guerres; la dernière coûte cent mille hommes tués, deux provinces, dix milliards, une invasion, l'étranger à Paris.

On croirait que, pour cette fois, la légende napoléonienne est une parenthèse mal fermée, que ceux qui ont mené les affaires de l'empire trouvent à peine des trous assez profonds pour se cacher. Nullement; M. Rouher monte sur quelque chose et dit :

— Eh bien, nos bons Français, si nous continuions l'empire bonapartiste, et si nous recommencions tout?

Trois assistants veulent parler, il fait signe à deux qu'ils « en sont ». Ces deux appellent le troisième mauvais Français et mouchard, et le cercle qui entoure l'orateur dit : Au fait, pourquoi ne recommencerions-nous pas, pourquoi ne continuerions-nous pas? Recommençons, continuons.

J'ai pensé quelquefois au nombre de gens qui ne voudraient pas aujourd'hui que nos désastres de 1870 ne fussent pas arrivés, et je n'ai pas osé en faire l'énumération. Après l'affaire de Sedan, un avocat obscur et quelques autres députés de Paris se nomment eux-mêmes « gouvernement. » Me Gambetta ne tarde pas, — parodiant Napoléon, — à se faire premier consul et à réduire ses collègues à l'état de comparses. Il se nomme ministre de la guerre, nomme, destitue, installe des généraux, leur trace des plans de campagne sur de vieilles feuilles de papier timbré; — il puise à même les caisses publiques, fait des emprunts, s'adjoint non plus les députés de Paris, qualité qui donnait un prétexte, discutable, mais un prétexte. — Il partage entre ses amis toutes les places rétribuées où l'on est à l'abri des balles prussiennes. — Ce pouvoir, fondé par leur seule volonté, ne représente rien ni au pays, ni à l'Allemagne. — On parle de faire des élections, Cré-

mieux le propose sérieusement. Me Gambetta s'y oppose sans donner de raisons. — M. Cotte, préfet du Var, dit naïvement : Pourquoi des élections, puisque nous sommes au pouvoir? — Les places rétribuées jusque-là ne suffisent pas, on invente des fonctions de commissaires ordinaires, extraordinaires, des administrateurs à la défense, des délégués à ceci et à cela : M. Taschereau, bibliothécaire à Paris, est remplacé par un vidangeur soi-disant républicain. — M. Duportal, préfet de Toulouse, destitué, refuse de quitter la place ; Esquiros vend la sienne, à Marseille, quatre mille francs à M. Gent ; — le petit avocat Bloch se nomme lui-même préfet à Nice, reçoit les autorités et émarge ; — le journaliste Lissagaray, nommé général de division, raconte lui-même que, pour un déjeuner, il a fait réquisitionner toutes les huîtres d'un chef-lieu de préfecture. — On envoie à la mort des soldats sans armes, sans vivres, sans vêtements. — Me Gambetta et ses amis veulent faire la guerre à outrance. — Leur patriotisme, c'est le sang des autres ; la guerre à outrance, c'est l'émargement à outrance. Cette obstination criminelle, M. Thiers l'a prouvé, coûte à la France la moitié de ses pertes, en hommes, en territoire et en argent. — Ils ont juré de se faire tuer jusqu'au dernier, et, rappelant ce serment à Crémieux, je lui écrivais : « Au nom de la pudeur, tirez au sort entre vous, et qu'un de vous se fasse tuer. »

Pas un seul ne s'expose une seule fois au plus petit danger.

Il faut cependant en venir à des élections. — La France indignée et effrayée nomme des députés pour faire une paix inévitable, follement et criminellement retardée. — *Cent sept* représentants votent pour la guerre à outrance. — J'adjure ces *cent sept* belliqueux personnages de m'en nommer parmi eux SEPT qui se

soient battus. — On ne répond pas, parce qu'on ne peut pas répondre. — Pendant ce temps les électeurs de Me Gambetta et de ses amis, — les uns repris de justice, souteneurs de filles, fainéants, ivrognes, les autres excités, enivrés par les discours creux et retentissants, les promesses de charlatans, etc., — inaugurent la Commune à Paris. — On pille, on assassine, on incendie. — Les chefs du gouvernement se couvrent de galons et de panaches, — s'affublent de ceintures, d'écharpes, de baudriers, de grandes bottes de maroquin rouges ou vertes, — chassent les religieuses des orphelinats et les remplacent par des « filles en carte », leurs amantes. — On fusille les prêtres, on fusille les généraux, on fusille le libéral Bonjean et le républicain Chaudey, on noie des gendarmes. — On brûle vivant l'officier Sigoyer, etc.

Me Gambetta quitte alors la France. — Il comprend que quand on s'est fait dictateur, il faut réussir. — Il comprend qu'on va lui demander de terribles comptes de sang et d'argent. — Il comprend aussi que la bête féroce qu'il a excitée, enivrée et déchaînée, la populace, la Commune, va exiger qu'il vienne partager ses périls, et se déclarer trahie s'il disparaît au moment de la bataille.

Réfugié à Saint-Sébastien, il annonce qu'il renonce à la politique.

Mais bientôt il s'aperçoit qu'il s'est trompé : — on fusille, on déporte les électeurs, les dupes, — mais personne ne songe à l'inquiéter ni à lui demander des comptes. Il revient en France.

L'Assemblée envoyée alors pour en finir avec les Prussiens par la paix, — avec la Commune et les pseudo-républicains par la répression, — n'écoute pas ceux qui lui donnent un conseil conforme à ses devoirs et salutaire pour le pays : — par un ordre du jour,

retracer les criminelles inepties, les gaspillages du gouvernement du 4 Septembre et les crimes de la Commune, — témoigner de sa profonde horreur pour les uns et pour les autres, — mettre cet ordre du jour aux voix, — puis décréter d'accusation, ou, pour le moins, ce qui eût été trop peu, chasser honteusement de l'Assemblée ceux qui ne le voteraient pas.

On n'y pense seulement pas. — Naturellement nos gens s'enhardissent par cette étrange impunité.

Quand il n'y a plus eu de danger, vous avez vu ces pseudo-républicains, avocats de langue et avocats de plume, proclamer leur alliance avec la Commune, préconiser ses vertus, appeler les communards leurs « frères de là-bas ». Vos frères de là-bas, — aurait pu dire le pouvoir avec du bon sens et de l'énergie, — nous ne pouvons pas vous les rendre ici, mais nous allons vous envoyer les rejoindre là-bas.

Aujourd'hui, avec une effronterie *impudentissime*, ils osent reprocher au gouvernement d'éluder les lois, — eux qui, au pouvoir, n'en ont respecté aucune.

Ils s'écrient : O sainte liberté de la presse, on fait des procès aux journaux !

Ils ne leur faisaient pas des procès, eux ; rien qu'à Paris, — le 20 mai 1871, — on *supprima* d'un coup :

L'*Écho de Paris*, — la *Revue des Deux Mondes*, — l'*Indépendant français*, l'*Avenir de la patrie*, la *Presse*, la *Républiqae*, l'*Écho*, la *Justice* et vingt autres, — et on « s'assura de la personne des rédacteurs, employés et imprimeurs des journaux supprimés » — et on les « déféra aux cours martiales ».

Et ils s'écrient : ô le sacro-saint suffrage universel ! on ose retarder les élections ! Et eux ils ne les retardaient pas, ils refusaient de les faire.

Passons à la petite pièce.

Supposons un marchand de vin ayant ouvert bou-

tique et attirant les buveurs chez lui à force d'annonces, de musique de cuivre et de boniment, de toutes sortes.

Il vend pour du vin un liquide insipide coloré avec des baies de sureau et d'hyèble ; — on répand son vin dans la rue, — il ferme sa boutique, et en ouvre une autre en face ; — il modifie son industrie, il colore l'eau avec du bois de campêche, et lui donne du piquant, du *montant* avec des sels de plomb ; — c'est mauvais, c'est malsain ; — on répand encore les tonneaux dans le ruisseau. — Il ouvre une troisième boutique, et cette fois, homme de progrès, il colore son liquide avec la *fuchsine*, — c'est tout à fait du poison, mais c'est d'un si beau rouge ! — Est-ce que réellement les buveurs iront encore chez lui ?

Oui, s'ils sont aussi naïfs, aussi niais, aussi dupes que les abonnés qu'un certain journaliste logicien et prophète prétend avoir.

Ce journaliste a compris de bonne heure cet aphorisme de *M. Vautour*, propriétaire dans un vieil opéra-comique, qui dit à un locataire en retard : « Monsieur, quand on ne peut pas payer son terme, il faut avoir une maison à soi ». — Aucun journal ne donnerait asile à ses élucubrations, mais chez lui il fait, il dit, il écrit ce qu'il veut ; il a des actionnaires, il dit qu'il a des lecteurs. Il est pour le moment républicain radical, aime et admire M. Gambetta, qu'il traitait il y a quelques mois du ton le plus haineux et le plus dédaigneux. — On connaît la « Rose des vents », les trente-deux aires de vent reconnues par les marins. Si l'on faisait la rose des opinions soutenues par ce journaliste, il faudrait diviser le cercle en trente-deux fois trente-deux aires ; il est plus naïf qu'impudent, il croit qu'on a oublié parce qu'il oublie lui-même. — Pour revenir au marchand de vin, — en 1830 et quelques il était antirépublicain ; en 1848 il fut un moment républicain,

puis bonapartiste, calomnia l'honnête Cavaignac en faveur de l'élection du prince Louis, approuva avec un enthousiasme frénétique la guerre de Prusse, et aujourd'hui la reproche à l'empire; — ses prophéties jetées à la rue et emportées au grand collecteur des prophéties, il recommence à débiter des prophéties : c'est coloré avec la fuchsine et vénéneux, mais du plus « grand » rouge.

Sa manie, sa folie de prophétiser, de politiquer, ressemble à la manie, à la folie de juger du Philocléon d'Aristophane, du Dandin de Racine ; comme ces deux types il en est arrivé à plaider, à politiquer, à juger en famille. Dernièrement il politiquait avec son neveu et le jugeait sévèrement. C'était une scène aussi comique que celle des *Guêpes* et que celle des *Plaideurs*. Son neveu, l'Intimé, lui donnait régulièrement et inexorablement la réplique.

— Mon oncle, vous dites cela aujourd'hui ; mais à telle date, vous disiez précisément le contraire; voici l'article.

— Mon neveu, à telle autre date, je disais le contraire du contraire.

— Mon oncle, avec le respect que je vous dois...

— Mon neveu, le respect que tu me dois, tu devrais me le payer au moins par acompte, « je te croyais plus intelligent ».

— Mais, mon oncle...

— Si j'ai l'air de changer... « c'est par patriotisme... » Tu ris, « c'est de la mauvaise foi ». Consulte mon dictionnaire des *Girouettes*, et tu verras que je ne m'y suis pas mis.

— Mon oncle, voulez-vous me permettre de vous dire une chose?

— Non.

— Je vous la dis : votre prétention est d'avoir une idée par jour... Eh bien, il y a des gens, vos contem-

porains, qui prétendent que, dans ce rôle, vous leur rappelez un certain Italien, professeur de musique et d'italien; — c'était à la fin de la Restauration. — Il sentait, comme vous, un irrésistible besoin d'occuper de lui les habitants de Paris, et prenait volontiers les sourires pour de l'admiration. Tous les jours il se montrait dans les rues avec un nouveau costume : un jour une redingote rose; le lendemain, un habit bouton d'or ou bleu-de-ciel, ou vert-pomme. — Aujourd'hui un chapeau avec des fleurs, demain avec des plumes d'autruche ou une queue de lapin. — C'est lui qui inventa les voiles et les ombrelles pour hommes. — Il a vécu et il est mort heureux de sa célébrité. — Je désire qu'il vous en arrive autant.

Parlons sérieusement. — Aux plaintes, aux reproches des soi-disant républicains, il n'y a à répondre que par leurs actes du temps qu'ils détenaient le pouvoir, — et il ne faut pas se piquer de jouer avec eux à des jeux où ils apportent des cartes biseautées et des dés pipés.

Il ne faut pas s'obstiner à tirer correctement et noblement l'épée comme en salle d'armes — contre des gaillards qui se tiennent hors de portée, ont des revolvers, des fusils à vent, des fioles de pétrole, etc.

Il ne faut abandonner aucune des armes dont vous disposez, — je sais bien qu'ils vous crient : Lâches, posez votre bâton ! mais si vous le posez, ils le ramasseront et vous casseront la tête avec.

Il est un point sur lequel vous ne devez leur faire aucune grâce. Tout avocat de bec ou de plume qui fait l'éloge ou prend la défense des faits qualifiés crimes par la loi encourt une pénalité. Chaque fois qu'ils avouent leur sympathie, leurs alliances avec les scélérats de la Commune, appliquez-leur inexorablement cette pénalité.

Ensuite, acceptons la république, mais exigeons-la — obligeons-les d'être républicains, — ils seront volés.

Mais surtout et avant, tout, cette république, il faut la nettoyer.

Nettoyons-la de ceux qui, au pouvoir comme hors du pouvoir, se sont montrés contempteurs des lois, sottement vaniteux, menteurs, ignorants, hâbleurs, prodigues du sang des autres autant qu'avares du leur.

Nettoyons-la de ceux qui, accusés en plein tribunal anglais d'avoir reçu des *pots-de-vin*, ont accepté l'accusation sans essayer de se disculper.

Nettoyons-la de ceux qui ont donné à des prostituées et à des escrocs les fournitures de nos pauvres armées.

Nettoyons-la de ceux qui sont les amis, les associés des assassins, des voleurs et des incendiaires de la Commune.

Sinon nous aurons, non la république, mais la Commune, et après la Commune un despote.

— Donc, je ne crois pas me tromper en caractérisant l'époque présente, — et en disant que c'est l'époque de l'impudence. Je ne me trompe pas non plus en ajoutant que cette *impudence* est engendrée par l'*impunité*.

Encore deux petits paragraphes pour finir.

Plusieurs journaux soi-disant républicains colportent en les paraphrasant, exagérant, enluminant, etc., quelques impertinences de conseillers généraux, municipaux, etc., qui se disent républicains, — et quelques grossièretés *gueulées* par « le peuple », — trois ou quatre soi-disant républicains avinés, — à l'occasion du voyage du président de la république.

Ces malheureux imbéciles ne savent pas ou ne dai-

gnent pas jouer leur rôle. — Ces impertinences, ces *engueulements* d'ivrognes, loin de les propager en les embellissant, ils devraient les cacher, les démentir, les nier. Qu'est-ce en effet que des républicains qui ne se montrent pas les serviteurs religieux de la loi, et qui ne s'honorent pas eux-mêmes en entourant de respect le premier magistrat de la république nommé par eux?

Comme forme, ce n'est pas fort, lesdits journaux restent loin de ce que fit en ce genre M. Chambolle dans le *Siècle*. — M. Chambolle était un de ces opposants ineptes qui ont pour rôle de saborder le navire qui les porte.

Voici ce qu'on lira textuellement, si on le veut, dans le *Siècle* (juillet 1844) :

« La petite ville de Sevignac a donné hier soir des preuves de sympathie à la population toulousaine. — Grand nombre d'*hommes mariés* — et une bonne partie de la jeunesse, à la tête desquels se trouvaient les *citoyens les plus honorables*, munis de *cornes* et autres instruments, etc.

» Ils ont parcouru la ville alternant les couplets de l'hymne révolutionnaire avec les éclats de cette musique, et ils sont allés couvrir d'ordures les proclamations affichées par l'autorité. »

A la bonne heure! — Ah! vous êtes bien dégénérés, vous, les soi-disant républicains d'aujourd'hui!

J'ai oublié l'autre jour, en parlant d'anagrammes, les deux que voici :

Le collège où j'ai été élève et professeur, — a changé de nom bien souvent : — il a repris son nom de *Fontanes*. Or, les lycéens de ce temps-là traduisaient ce nom ainsi : *faciunt asinos*, font ânes.

J'ai vu avec plaisir cette année les élèves du lycée Fontanes démentir cette anagramme, par leurs

succès au concours général; — il me semble que j'appartiens toujours à ce lycée, — et je lis chaque année la liste des prix avec une certaine émotion et un certain chagrin vague de n'y plus trouver mon nom.

L'autre anagramme est un souvenir de 1830 à 1848 : dans *d'Orléans* on trouve « les ans d'or ».

A ALPHONSE TOUSSENEL

Comme j'étais assez loin, il y a quelques jours, et de Saint-Raphaël et de la mer bleue, je songeai cependant un matin à pêcher.

Il n'y avait à ma portée qu'un petit torrent, — rappelant la rivière poissonneuse et roulant des pierres, dont parle Ovide dans ses Fastes, — *amnis lapidosus et piscosus*. Je ne pouvais songer à prendre ni la murène, ni le trigle de la Méditerranée, mais je pouvais aspirer à quelques truites ou à une sorte de goujons qu'on m'avait dit assez abondants. Je me mis donc en route, comme le *Stichus* de Plaute, portant une ligne, des hameçons et un panier.

Et je choisis une place en apparence favorable. J'étais là depuis quelques instants, et n'avais tiré de l'eau que cinq ou six petits poissons, lorsqu'un autre pêcheur s'arrêta à côté de moi.

— Eh bien, monsieur?

— Vous voyez.

— Ce n'est pas brillant!

— Non, certes.

— Il y avait jadis beaucoup de poisson dans cette rivière; mais il y a des braconniers d'eau qui le détruisent; ils avaient autrefois la *coque du Levant*, qui enivre et empoisonne le poisson; ils ont maintenant la dynamite, qui frappe mortellement tout le poisson qui se trouve à une certaine distance. Si je continue à pêcher, c'est par habitude, et parce que j'aime à voir et à entendre couler l'eau sur les cailloux.

Et le pêcheur alla, mélancolique, s'installer à quelques pas au-dessus de moi.

Et je songeai.

C'est bien le caractère de notre époque; on est retombé en sauvagerie : au lieu de grimper à l'arbre, on le coupe par le pied, pour faire tomber le fruit avec sa cime.

On ne veut plus monter un escalier, on veut escalader les fenêtres, ou, mieux, on abat la maison.

Un marchand ne veut plus prendre lentement et laborieusement une boutique bien achalandée qu'il lèguera à ses enfants avec des traditions de probité : on rêve de « faire des *coups* ». Le fils, d'ailleurs, ne veut plus de l'état, et souvent du nom de son père. La profession n'est plus un but, mais un moyen. On se fait médecin pour être député, avocat pour être ministre, aussi bien, il y a tant de médecins et d'avocats, que les avocats ne peuvent plus guère défendre ou accuser que des médecins, et que les médecins ne peuvent guérir que des avocats. Les trois mots cabalistiques : *liberté, égalité, fraternité*, sont bizarrement traduits et compris : la liberté de tout casser; la liberté de faire ce qui est défendu ; la liberté de gêner ou de supprimer la liberté des autres! Je ne parle pas de la fraternité; mais l'égalité conquise, c'est l'égalité des dépenses. Aussi Dieu, ou plutôt le diable, sait comment on se rue sur l'égalité des *dettes*.

La lie a conscience de sa pesanteur. Elle sait bien qu'elle ne peut venir à la surface et surnager qu'à la condition de devenir écume, et, pour que la lie devienne écume, il faut que l'eau soit agitée et troublée jusqu'au fond. Jamais l'égoïsme n'a été aussi féroce; on veut manger une friture, mais pêcher le poisson un à un... Allons donc! avec la dynamite, on tue, on détruit tout le poisson d'une rivière, — et on *prélève sa friture*.

On excite la guerre civile, on jette ce qu'on appelait autrefois la patrie dans les plus funestes aventures, ou, mieux, on place la patrie en viager, à fonds perdus. — Pourvu qu'elle dure autant que moi, c'est-à-dire que j'aie le temps de manger et de digérer, c'est tout ce que je demande!

Des exemples d'aventuriers qui ont gagné de grosses parties sans avoir mis au jeu, créent des centaines de joueurs. Du temps de la Loterie, quand une cuisinière gagnait un ambe — deux numéros qu'elle avait rêvés — la Loterie envoyait des tambours et des clarinettes lui donner une bruyante aubade sous ses fenêtres; le bureau où avait été pris l'heureux billet affichait à ses vitres les deux numéros sur une pancarte ornée de cocardes de couleur. Aussi, le lendemain, les maîtresses de maison étaient étonnées, scandalisées, du prix du poisson, du gibier et du beurre ce jour-là : c'est que toutes les cuisinières du quartier étaient allées faire, le matin, une *mise* à la loterie.

— Napoléon a été sous-lieutenant, et, en partant pour l'île d'Elbe, il disait : « Je puis me retirer du jeu : j'y suis entré avec six francs dans ma poche, je ne suis pas en perte. » Je ne suis pas Napoléon; mais, s'il était Corse, je suis Génois! Je ne suis pas un général habile et résolu à l'occasion; mais j'ai d'autres rapports avec lui : je n'avais même pas les six francs dans ma poche. En cela, je suis supérieur!

Et nous voyons les médiocres, les déclassés, les dé-

cavés, les affamés, les altérés, entrer violemment dans la politique; non qu'ils y portent des principes, des idées, des convictions; non, il s'agit, comme certains en élevant des lapins, de se faire trois mille livres de rente, et de ne pas s'en tenir là.

Un neveu de Mazzini étant au collège, ses camarades parlaient de leurs projets pour l'avenir.

— Moi, je serai notaire.

— Moi, je serai négociant.

— Moi, soldat.

— Moi, banquier.

— Moi, prêtre.

— Et toi? demanda-t-on au petit Mazzini.

— Moi, je serai conspirateur.

Tout le monde veut être au sommet; personne ne veut s'asseoir le plus commodément possible à la place où le hasard l'a semé.

Il y a place pour tout le monde dans la vie, mais à cette condition que tout le monde ne viendra pas s'asseoir sur le même siège. Si l'oranger vit dans une terre généreuse et sous un ciel clément, Cérès épanouit ses fleurs violettes sur la crête des toits de chaume; la giroflée fait briller ses étoiles d'or et exhale son arôme dans les fentes des vieux murs; le rhododendron étale ses fleurs roses, la gentiane ses cloches bleues, sur les sommets toujours neigeux des Alpes; le thym tapisse et parfume au soleil les terres arides, et le muguet ouvre sous l'ombre des bois ses perles embaumées. Là est l'égalité, et elle ne consiste pas à être tous la même chose.

Les monuments, l'histoire, le bruit public ne conservent et ne racontent que les succès; — on sait ceux qui sont arrivés, on n'entend pas parler de ceux qui sont tombés sur la route, éclopés, fourbus, mourant de faim et de soif.

On a renoncé à se mettre en vue, à s'illustrer par de belles actions, par de grands talents, — on s'est élevé à ce degré d'insolence de la part des acteurs, à ce degré de bêtise de la part des spectateurs, que l'on remplace le courage, le dévouement, le désintéressement, la capacité par des jours ou des mois de prison — la prison donne droit à tout; — on dit d'un soldat qu'il a reçu le baptême du feu — et d'un homme politique qu'il a reçu le baptême de la police correctionnelle. — M. Duportal, préfet de Toulouse, est destitué, il refuse de quitter la préfecture — il annonce qu'il ne la livrera qu'à un homme qui aura été en prison plus que lui. — M. Bonnet-Duverdier n'aurait pas été député sans sa condamnation — et les deux jugements qui infligent à M. Gambetta cinq mois de prison ont un peu rétabli sa popularité.

C'est un moyen de succès également pour certains écrivains, — le génie, le talent, l'imagination, la grammaire, l'orthographe sont remplacés avantageusement par un petit emprisonnement.

A la fin de la Restauration, un nommé Fontan, écrivain jusque-là inconnu, avait été mis à la prison de Poissy pour insultes à Charles X. — La révolution de Juillet arrive. — Fontan présente à Harel, directeur de la Porte-Saint-Martin, une pièce qui immédiatement est reçue, répétée, jouée... et sifflée.

— Hélas! dit Harel, Fontan a décidément plus de prison que de talent.

La séduction de l'antithèse m'a entraîné tout à l'heure ; — pour opposer Génois à Corse — j'ai donné à penser que l'avocat qui n'a jamais trouvé qu'un mort à défendre et qui s'est si honteusement enfui quand il s'est agi de défendre son ami Pipe-en-Bois devant un conseil de guerre, — j'ai donné à penser que c'était l'exemple de Napoléon qui l'avait séduit. — Non,

il ne visait pas si haut. — Les premiers qui sont entrés dans cette voie ont pu prendre de grands exemples, mais ils avaient une certaine valeur, ils avaient fait de sérieuses et patientes études, ils avaient des talents réels.— D'autres ont suivi leur exemple avec moins de titres; — et, derrière ceux-ci, d'autres encore. — Si les premières copies ont été faites d'après des originaux, les secondes ont été faites d'après des copies, et les troisièmes d'après les copies des copies, — et les dernières, les copies actuelles, ne rendent plus — quand elles rendent quelque chose — que les défauts et les ridicules des types, — et voilà comment les grandes pièces sont arrivées à être jouées par les plus infimes cabotins.

— Mirabeau a joué un grand rôle, — malgré les scandales de sa vie. — Je n'ai peut-être pas son éloquence; mais, si je n'ai pas scandalisé mes contemporains, c'est parce qu'on ne connaissait pas ma petite vie, — et d'ailleurs, lui, c'étaient des vices et des débauches d'aristocrate, — sous ce rapport j'ai l'avantage.

Ainsi parle Lalagète, — l'avocat braillard, — et Lalagète est pris au sérieux, et Lalagète est député, et Lalagète est ou sera ministre. — Alors Chicaneau s'écrie :

— Qui? Lalagète député, Lalagète ministre? Eh bien, et moi? Lalagète? je ne dirai pas que nous avons étudié ensemble, mais c'est ensemble que nous n'avons pas étudié. — Je ne dirai pas que j'ai moins de clients que lui, mais je puis affirmer que je n'en ai pas davantage, et, au billard, je lui rends six points de vingt-quatre. — Il serait plaisant que je ne fusse rien quand Lalagète est député et ministre !

— Et on prend *Chicaneau* au sérieux, et Chicaneau est député et en passe de devenir ministre! — Alors l'*Intimé*, qui s'était endormi à la brasserie, s'éveille au

bruit des vivats d'une réunion électorale qui acclame Chicaneau.

— Chicaneau ! s'écrie-t-il, la candidature de Chicaneau ! Chicaneau est porté en triomphe ! — Pourquoi Chicaneau plutôt que moi ? — ou pourquoi pas moi plutôt que Chicaneau ? Chicaneau a à peine passé trois ou quatre nuits au violon ; — mais, moi, j'ai eu trois condamnations correctionnelles : l'une pour émeute, la seconde pour résistance à la garde et insulte aux magistrats ; la troisième, ils ont dit qu'il y avait un petit abus de confiance, mais le tribunal était composé de mes ennemis politiques. Allons, citoyens, vous égarez vos suffrages, — je ne vous empêche pas d'acclamer Chicaneau, qui est mon ami, mais, saperlipopette ! il faut encore m'acclamer deux fois.

Et on acclame l'Intimé deux fois.

— De la prison ! crie à son tour Petit-Jean, j'en ai plus que toi, de la prison ! Je suis une victime de la justice, je suis un martyr ; j'ai fait trois ans de réclusion, et le ministère public m'a « agonisé », m'a vilipendé, m'a traîné dans la boue. Otage, va ! — Ça ferait une drôle de politique, si on ne servait à rien ! alors autant les « réacs ». Je ne demande pas à être ministre. Je me contenterai d'une préfecture ; mais une préfecture, je la veux, il me la faut.

Si bien que, descendant, dégringolant toujours, nous en sommes venus — où nous en sommes.

Aujourd'hui, nous n'avons plus à redouter les grands criminels, les splendides scélérats, les monstres énormes, Catilina, Sylla, Pompée, César, Octave — pas même Danton, Robespierre, Collot-d'Herbois, etc. Nous sommes en proie à de vulgaires intrigants, à de petits coquins, à des grotesques sinistres, — nous ne risquons pas d'être dévorés par des tigres et des lions, pas même par des hyènes et par des chacals, — mais par des chats, parodie des tigres, et par

des rats — et les chats et les rats ont aussi bon appétit pour le moins que les lions et les tigres — et c'est plus honteux de se laisser manger par eux, — et il est curieux de penser que ce qui se passe aujourd'hui sera de l'histoire, et que ces personnages qu'on aurait sifflés simplement à d'autres époques, ces doublures, ces utilités, ces comparses — se glissent, se hissent dans l'histoire, jouent les grands rôles — et que leur nom restera dans des livres.

Deux enfants jouaient hier ensemble ; la sœur, âgée de six ans et fière d'avoir des ciseaux, découpait, à la grande admiration de son frère, qui en a trois, — un grand bonhomme dans un journal.

— Qu'est-ce que tu fais, Suzanne ? demande le garçon.

— Je fais un grand homme, dit la fille, — (ils n'admettent ni l'un ni l'autre, jusqu'à présent, le *d* sonnant comme un *t* à la fin de grand et se liant à homme).

— Ça ! un gran homme ! dit le frère, c'est un polichinelle !

Excellente appréciation du temps actuel faite par ce bambin !

Et il faut constater tristement qu'un assez grand nombre de gens honnêtes au fond et d'une certaine intelligence, quelques-uns même d'un certain talent, s'associent à l'armée des rats et entrent en campagne avec eux.

Guizot parlait un jour à la Chambre de la maladie qui régnait dans les esprits ; — à propos des diverses maladies qui ont successivement attaqué la vigne, — il comparait celle des esprits à une vilaine maladie contagieuse, à la gale, — et il disait :

— Trop de gens aujourd'hui sont attaqués de l'*acarus* du pouvoir.

Et lui-même pouvait se gratter. — Mais ce n'est plus que le très petit nombre qui est atteint de cet acarus supérieur, c'est le phylloxera de l'argent et des jouissances sans travail qui lui a succédé chez la plupart de nos contemporains.

Aussi, voyez avec quel empressement ils cessent de jouer sur la blanche ou sur le pair pour porter sur l'impair et sur la rouge, — quand ils croient que l'impair et la rouge ont des chances pour sortir bientôt, surtout s'ils ont promesse de quelque tricherie des compères, sans compter ceux qui jouent sur plusieurs couleurs et mettent leur enjeu à cheval sur quatre numéros !

Autrefois, quand un homme politique changeait de parti, on le comparait à Janus, c'était une assez bonne comparaison, et on l'humiliait; mais aujourd'hui cette comparaison ne vaudrait plus rien, parce que Janus n'avait que deux visages ; — aussi il y a une dépense que l'on n'a plus guère occasion de faire, c'est une dépense d'estime. Quand aurons-nous occasion de bien placer nos économies?

En attendant, ceux qui, selon la distinction d'une femme célèbre, ne veulent être ni trompés, ni trompeurs, ni trompettes, n'ont pas d'autre rôle à jouer que de constater et de protester.

Si jamais les peuples deviennent clairvoyants et comprennent qu'il s'agit de la vraie liberté, consistant à prier Dieu ; à aimer et à caresser sa femme et ses enfants à sa fantaisie ; à être le maître dans sa maison, grande ou petite ; à obéir aux lois et à n'obéir qu'aux lois ; à donner pour limite à sa propre liberté la liberté des autres, et à ne pas permettre que les autres n'arrêtent pas leur liberté au bord de la vôtre ;

Qu'outre la liberté, il faut songer à la marmite, comme dit un personnage de Térence :

— Je ne pense qu'à la marmite (...*Animus est in patinis*).

On comprendra que c'est une mauvaise éducation pour les peuples que ces histoires, ces monuments, ces noms de rues qui ne leur rappellent que des victoires ; qu'il serait bon de compenser cette influence par un musée où on serait obligé d'entrer une fois par an, et où seraient représentés les défaites, les désastres, les misères de ces mêmes peuples.

De même on sait assez que tel ou tel, sorti d'une boutique d'épicier, ou d'un bureau de journal où il collait les bandes, ou des brancards d'un camion sur lequel il traînait de la bière, — est arrivé à la notoriété, à la fortune, à une vie somptueuse et joyeuse. Mais il serait bon qu'on sût aussi — que, si, à l'époque où nous vivons plus qu'à aucune autre, beaucoup ont trouvé la fortune à moitié chemin des galères, — beaucoup plus ont trouvé les galères à moitié chemin de la fortune.

En un mot, il faudrait publier sans relâche l'histoire de ceux qui sont tombés en route éclopés, fourbus, assommés — sur le pavé ou dans la boue ; — propager le récit et le tableau du mal qu'ils ont fait aux autres et qu'ils se sont fait à eux-mêmes, — exposer leurs misères, leurs folies, leurs crimes, leurs désespoirs : — peut-être moins de gens se mettraient en route.

Cependant nous continuons à faire ce combat où d'une part on tient l'épée loyalement et correctement, — tandis que l'adversaire se met hors de portée, rompt et recule sans vergogne, et guette le moment de vous casser la tête avec une balle du pistolet qu'il tient derrière son dos.

Comme ils se moqueront de nous !

Savez-vous à qui je vais adresser les paroles qui termineront ce chapitre?

Au maréchal.

Il y a des gens si bons, si bons, qu'ils ne valent absolument rien.

A M. PRUDHOMME

Cher monsieur Prudhomme,

Vous allez encore une fois faire ce que vous appelez toujours « acte de souveraineté », quoique, grâce à « la réforme électorale » que vous avez favorisée de votre assentiment et de votre concours en 1848, et qui est devenue ce qu'on appelle à tort le « suffrage universel », la « loi du nombre » ait singulièrement amoindri la royauté que vous exerciez depuis l'an 1830.

Permettez-moi, en ce moment solennel où vous pouvez faire une sottise qui vous coûterait plus cher que toutes les précédentes, ce qui n'est pas peu dire, non pas de vous donner des conseils, ce qui serait trop présomptueux, mais de vous rappeler en un très court récit votre histoire depuis quatre-vingts et quelques années.

De 1789 à 1791, certains abus consacrés par le temps sont renversés ; de la royauté qui sous Louis XIV

et sous Louis XV avait été la seule loi, vous faites la première sujette de la loi — vous établissez au-dessus de tout le règne de cette loi ; — le roi Louis XVI s'y soumet et prête les mains à des réformes de tous genres, que vous ne tardez pas à pousser plus loin qu'il n'était juste. — Parmi les plus ardents agresseurs des abus, on voit lever la tête ceux qui les combattaient, non pour les renverser, mais pour les conquérir et en jouir à leur tour. — Le roi Louis XVI était doux et disait avec raison en parlant d'un de ses ministres : « Il n'y a que lui et moi qui aimions le peuple. » — Cette douceur qui aurait dû le préserver est ce qui cause sa perte, vous lui faites payer la peine du despotisme de Louis XIV et de Louis XV sous lequel vous aviez courbé la tête ; vous, monsieur Prudhomme, vous vous seriez contenté de l'humilier, ce qui n'aurait été que bête, — mais ceux auxquels vous avez ouvert la porte lui coupent la tête, coupent la tête à Marie-Antoinette et à l'innocente et vertueuse Élisabeth — ce qui était injuste et féroce. — Ça vous paraît un peu fort, ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, vous ne pouviez plus rien empêcher, et vous n'osiez rien tenter ! Si vous eussiez laissé régner Louis XVI dans les limites que la Constitution assignait à son pouvoir, la France aurait vu s'établir solidement le gouvernement représentatif, le seul peut-être qui convienne à son tempérament, et elle eût évité la Terreur, le Directoire, deux empires, deux restaurations, trois révolutions, etc., etc.

Enfin vous êtes ou vous croyez être en république ; au lieu d'un roi constitutionnel, vous avez de nombreux tyrans ; le couteau de la guillotine, « mis en train » pour le roi et pour les nobles, ne s'arrête plus, fauche la bourgeoisie, entame le peuple lui-même. Ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, et vous l'avez laissé faire.

Cette liberté, cette république, vous l'avez, mais vous l'avez payée cher. — Alors paraît Napoléon Bonaparte, qui avait juré de défendre la république jusqu'à la dernière goutte de son sang : il s'empare du pouvoir, jette vos représentants par les fenêtres de Saint-Cloud, et, joignant l'ironie au despotisme, fait des plus farouches républicains des comtes, des ducs et des chambellans.

Ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, et vous avez laissé faire.

Vous acclamez Napoléon, vous vous montrez aussi fier pour le moins de l'esclavage qu'il vous impose que de la liberté que vous croyiez avoir conquise. — Ça n'était vraiment pas la peine d'avoir tué tant de monde pour en venir là.

Votre engouement pour votre empereur avait deux excuses : les excès, les crimes des chefs de la Révolution ; — le prestige et la gloire militaire à laquelle vous êtes très sensible, — à condition de la laisser acquérir par d'autres, et de faire cueillir vos lauriers, comme un propriétaire rural fait couper ses foins. C'était niais, mais, comme je viens de le dire, vous aviez deux excuses, — vous savez comment cela finit, cher monsieur Prudhomme, et vous l'avez exprimé par des phrases restées célèbres : « Son ambition l'a perdu, » *sua eum perdidit ambitio;* — et « si Napoléon, eût été moins ambitieux, s'il fût resté sous-lieutenant, il serait encore sur le trône ».

Vient une restauration, ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, et vous avez laissé faire : vous acclamez la Restauration, — puis les Cent-Jours que vous acclamez et une seconde restauration que vous acclamez encore ; — cependant vous ne pouvez pardonner à Louis XVIII d'avoir fait tuer les chevaux café au lait de l'empereur, — ce que vous aviez cru un peu légèrement.

Vous entrez dans une longue conspiration, dans une alliance absurde jusqu'à la farce : républicains et bonapartistes ; — vous êtes franc-maçon, vous êtes carbonaro, — pour vous, monsieur Prudhomme, cette conspiration était sans but; si vous aviez été seul, elle aurait toujours duré ; vous vous réunissez à d'autres gens mystérieusement, clandestinement, nuitamment dans des « ventes », dans des locaux cachés aux faubourgs ; on n'y entrait qu'avec un mot de passe, — et là, une fois entré, on jouait paisiblement à l'écarté et à la bouillotte ; — mais d'autres savaient ce qu'ils faisaient et, un beau jour, une révolution chassa Charles X, — aux cris bizarres et bêtement contradictoires de « Vive la république ! » et « Vive Napoléon ! » c'est-à-dire « Vivent la liberté et le despotisme ! » — Vous êtes alors heureux et fier, monsieur Prudhomme, d'avoir encore une fois « renversé la tyrannie », d'avoir « reconquis vos droits », — cependant il vous semble qu'on va aller un peu loin — ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, et vous avez laissé faire. — La Fayette « en cheveux blancs » vous dit que Louis-Philippe est « la meilleure des Républiques » ; vous acclamez Louis-Philippe ; — ce « roi citoyen » vous plaît surtout parce qu'il porte un chapeau gris et un parapluie ; — d'ailleurs vous êtes bien embarrassé de ne pas avoir de roi à taquiner, à « asticoter », à braver, — car, au fond, vous n'avez pas intention de les renverser, et quand vous amenez des révolutions, c'est sans le savoir, sans le faire exprès ; ça n'est pas ce que vous vouliez, mais vous y aidez d'abord, et ensuite vous laissez faire.

De l'avènement au trône de Louis-Philippe date, monsieur Prudhomme, l'époque la plus glorieuse de votre histoire, vous êtes maître, vous êtes souverain. — Quand vous paraissez fatigué du commerce de l'épicerie comme M. Ganneron, quand vos fils crai-

gnent que votre intelligence ne suffise plus à l'exploitation qui a fait votre fortune, ils vous font nommer député, et vous envoient gouverner la France, — vous vous emparez de tout, vous êtes tout. — Mais votre naturel n'est pas changé. — La compagnie de garde nationale dont vous êtes capitaine vous donne un sabre d'honneur, vous recevez avec un légitime orgueil ce témoignage d'estime, et vous dites : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie. — Je jure de ne le tirer que pour défendre les lois, et, au besoin, pour les combattre. »

— A cette époque, cher monsieur Prudhomme, je dois rappeler, car j'en suis fier, que je ne vous ai pas ménagé les avertissements : « Bourgeois, vous disais-je, tu es roi — car dans mon enthousiasme je me laissais aller à vous tutoyer, non familièrement, mais comme on tutoyait autrefois les rois dans les épîtres dédicatoires, — bourgeois, tu es roi, tu es tout ; soigne, protège, défends ce gouvernement qui est le tien, ne jette pas de pierres dans ses vitres. Pense bien que si tu le renverses par maladresse ou imprudence, on ne t'en fera plus jamais comme ça. »

Et en effet, monsieur Prudhomme, vous étiez alors très heureux, plus heureux même peut-être qu'il n'était légitime que vous le fussiez ; — cependant tout le monde l'était avec vous, on vous aurait, sans secousse et graduellement, fait descendre et rentrer dans les conditions communes de l'humanité ; — je ne sais si on trouverait dans l'histoire de France dix-huit années semblables à celles qui se sont écoulées de 1830 à 1848, dix-huit années d'une paix féconde, à peine troublée de temps en temps par vos taquineries au pouvoir, taquineries sur lesquelles d'autres greffaient des émeutes et des assassinats. — Ces dix-huit années furent une époque d'immenses progrès dans l'industrie, de prospérité inouïe dans le commerce, de découvertes

merveilleuses dans les sciences, d'éclat et de splendeur dans les arts et dans la littérature, — et cette situation avait toutes chances de se prolonger; vous aviez sur le trône une famille qui donnait l'exemple de toutes les vertus bourgeoises, — un roi débonnaire, économe, ami de la paix, après s'être dans sa jeunesse montré brave à la guerre ; incapable d'aucune violence, comme il l'a montré lors de son départ, ne manifestant jamais l'orgueil, la piaffe de la royauté qui vous irrite, — sa femme, ses filles, ses brus, tricotant et faisant de la tapisserie le soir autour d'une lampe, ne se mêlant de rien, ne paraissant en rien, — chastes et filant de la laine — *casta vixit, lanam fecit*.

Cinq fils, dont quatre très populaires, et le cinquième non moins estimé que ses frères, mais seulement moins populaire peut-être parce que sa timidité lui donnait parfois l'apparence de l'orgueil, — tous cinq élevés dans nos collèges publics, camarades des petits Prudhommes, — tous cinq s'étant montrés affables et intrépides compagnons de nos soldats d'Afrique.

Une lignée de successeurs, promettant déjà, et de continuer les traditions de leur père, et de sacrifier avec prudence à certaines idées modernes qui répugnaient au vieux roi, — par exemple l'extension graduée du suffrage politique.

— Ça avait l'air de devoir durer, mais vous, monsieur Prudhomme, poussé par les ambitieux, les avides, les déclassés qui ont l'habitude de vous faire tirer les marrons du feu, vous alliez y mettre bon ordre. De temps en temps vous « donniez une leçon au pouvoir », comme les petits Prudhommes, étudiants ou censés étudiants en médecine ou en droit, en donnaient à leurs professeurs.

De même qu'on vous avait fait croire que Louis XVIII

avait assassiné les chevaux café au lait de « l'empereur », on vous persuada que Louis-Philippe mettait trop de « que » dans ses discours. — Ça aurait été vrai, que ça aurait pu se supporter en vue de la prospérité de la France. — Il ne pouvait jamais y avoir assez de « que » dans les discours du roi pour faire cesser la paix avec nos voisins, — pour gêner les progrès de l'agriculture et de l'industrie, pour empêcher Lamartine, Hugo, Balzac, Dumas, Sand, etc., de faire de beaux vers et de beaux livres; pour faire tomber les pinceaux des mains d'Ingres, d'Horace Vernet, de Delacroix; etc., pour empêcher d'entendre Rossini, Bellini, Donizetti, etc., pour interrompre les patientes et heureuses études des savants.

Vous déclarâtes, monsieur Prudhomme, que vous ne pouviez supporter tant de « que » et que ça devait finir.

Permettez-moi, mon cher monsieur Prudhomme, de vous dire une petite vérité : — Vous avez une manie dangereuse et chère; quoique « libre penseur », du moins en paroles, vous savez ce que Samson, l'hercule juif, fit contre les Philistins, lorsqu'il lâcha dans leurs vignes des renards à la queue desquels il avait mis le feu et qui incendièrent et détruisirent ces vignes? — Eh bien, ce que fit Samson contre les vignes des Philistins, vous le faites à des époques plus ou moins rapprochées contre vos propres vignes, — vous sentez un besoin périodique et invincible de crier vive quelqu'un ou vive quelque chose, — à bas quelqu'un et à bas quelque chose, — presque toujours le même quelqu'un et la même chose. Vous vous engouâtes de M. Thiers, de M. Ledru-Rollin; — vous vous plaignîtes, comme des grenouilles de la fable, d'avoir un roi soliveau. Jupiter, ennuyé de vos cris — donna à couver pour vous à un aigle un œuf de grue — qu'il vous destinait en calculant le temps nécessaire à l'incubation.

On vous persuada de crier : Vive la réforme! Or, monsieur Prudhomme, quand vous criiez : « Vive la réforme! » c'était de votre part crier : « A bas moi! »

On banqueta, on grisa le peuple; — le roi Louis-Philippe, ne voulant pas tacher de sang sa couronne pacifique, s'en alla en fiacre. On déchaîna la populace — que Cicéron, qui était républicain, et si républicain qu'il en est mort, appelait « la plus féroce et la plus bête des bêtes féroces ». — Ça n'était pas ce que vous vouliez; mais vous y avez aidé et vous avez laissé faire. — Vous eûtes peur, monsieur Prudhomme, permettez-moi de vous le dire, et vous fûtes bien heureux quand ce grand poète, ce grand orateur et ce grand courage de Lamartine abattit le drapeau rouge dans le ruisseau. — Vous vous engouâtes de Lamartine, vous l'auriez fait roi très volontiers. — Mais vous vous engouâtes aussi de Caussidière, et de Louis Blanc, et de Ledru-Rollin, et de Raspail, etc., etc.; — si bien qu'arrivèrent les terribles émeutes de Juin — et la répression non moins terrible que dut en faire en pleurant l'honnête Cavaignac, — un vrai, mais un pur républicain, celui-là.

Quant à Lamartine, il n'était plus à la mode — vous l'abandonnâtes avec dédain — lorsque surtout vous apprîtes qu'il avait achevé de se ruiner, étant maître de tout, et dans le temps même où tous les Prudhommes de France lui auraient donné volontiers la moitié de leur fortune pour sauver le reste, — lorsque vous apprîtes qu'il se remettait à écrire pour vivre, — sans remarquer que c'était absolument la même chose que les grands dictateurs romains qui retournaient à la charrue après avoir sauvé la patrie. — Alors votre dédain se traduisit par des sarcasmes — et je pus écrire au bas d'une photographie de Lamartine, que fit alors le sculpteur Adam Salomon :

« Lamartine et la France auront fait un Homère. »

Seulement ce fut une leçon pour les républicains de l'avenir et Me Gambetta et ses amis ne se sont pas exposés à vos dédains en se ruinant au pouvoir.

L'un fournit le génie — et l'autre la misère.

Voici Cavaignac chef du pouvoir exécutif. — Il s'agissait de nommer un président de la République ; — Cavaignac, républicain de conviction, de religion, — avait donné de terribles garanties à l'ordre, à la loi, contre l'anarchie et la démagogie ; — personne n'osait contester sa probité. — Nommé président de la République il eût probablement institué sérieusement cette forme de gouvernement en France, et, au terme de son nouveau mandat, fût descendu du pouvoir, comme il en descendit, très simplement et très noblement au terme de sa première magistrature. — Mais après n'avoir pas eu assez peur de la République, vous en eûtes trop peur, cher monsieur Prudhomme, et il se trouva qu'alors sortit de l'œuf la grue que Jupiter avait à votre intention, et sur votre demande, donné à couver à son aigle, — cet oiseau s'appela aigle, — du chef de la couveuse, — comme tels ou tels portent le nom de leur père légal — *pater is est quem nuptiæ demonstrant* : vous acclamâtes le neveu de l'empereur — et comme président d'abord, et ensuite comme empereur. — Là je vous cherche et je vous quasi-trouve une excuse : — vous aviez été élevé, cher monsieur Prudhomme, dans le respect de cette grotesque alliance des républicains et de l'empire, — et dans la mythologie de la légende napoléonienne — vous êtes, comme je l'ai déjà dit, platoniquement guerrier. — Vos monuments qui racontent vos victoires se taisent sur vos défaites. — Vous avez appris l'histoire contemporaine sur des médailles collées sur le revers qu'on ne vous montre jamais.

Il était seulement un peu difficile de comprendre comment vous choisissiez, pour ramener l'ordre, un

homme que vous ne connaissiez que par ses tentatives de désordre réitérées; ça avait l'air un peu bête, et malheureusement ça l'était, — on vous dit : L'empire, c'est la paix — et l'empire fit quatre grandes guerres : — l'une que je n'ai pas le courage de lui reprocher, parce qu'elle amena l'indépendance de l'Italie, qui se montre digne de cette indépendance, — deux autres chèrement ridicules, et la quatrième criminelle, ruineuse, terrible, désastreuse, finissant par une invasion — la troisième invasion due aux Bonaparte, — par une montagne de cadavres français, une douloureuse amputation de deux provinces et une rançon qui nous condamne à de rudes impôts et à une vie difficile; — ça n'était pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé, puis vous avez laissé faire.

Un certain nombre de députés se nomment eux-mêmes gouvernement, jurant de « mourir jusqu'au dernier » pour défendre la patrie, s'installant avec leurs compagnons de café et de brasserie dans toutes les places rétribuées et dans de nouvelles places également rétribuées qu'ils inventent, les uns et les autres à l'abri des balles prussiennes; — ils prolongent la guerre sans aucune chance de succès, — sans capacités, sans connaissances, sans dévouement, — ils déclarent pour eux-mêmes l'émargement à outrance, — et ce n'était pas ce que vous vouliez, mais vous les y avez aidés et vous les avez laissés faire, monsieur Prudhomme, — et pour vous donner cet air guerrier que vous aimez, — vous, — vous vous déclarez pour une guerre à outrance à laquelle vous ne prenez aucune part personnelle.

On fait la paix, — la Commune s'occupe de restaurer la Terreur de 1793, — une folie sanguinaire s'empare d'une horde de brigands, — ça n'est pas ce que vous vouliez, mais vous y avez aidé et vous avez encore laissé faire, monsieur Prudhomme; — on vole, on assassine, on incendie. Enfin l'armée entre à Paris.

M. Thiers fait fusiller six mille communards, — vous acclamez M. Thiers, — vous rebâtissez sa maison que la Commune a rasée. Mais bientôt vous retombez dans votre péché mignon. — Me Gambetta ordonne aux Lyonnais de nommer député, contre M. Thiers, le Parisien Ranc, — et aux Parisiens d'élire le Lyonnais Barodet. — Prudhomme de Paris nomme Barodet, et Prudhomme de Lyon nomme Ranc. — M. Thiers est renversé. — Alors il s'allie à ceux qui ont démoli sa maison contre ceux qui l'ont reconstruite, il s'allie aux amis de ceux qu'il a fusillés. — Les soi-disant républicains, de leur côté, s'allient à M. Thiers d'un côté, et de l'autre aux assassins et aux incendiaires — et jettent leurs prétendus principes par-dessus bord. — Toutes les fractions du parti soi-disant républicain, divisées entre elles par une haine qui n'est contenue que parce que la race des fanatiques de 1810 et de 1848 n'existe plus, — ces fractions s'unissent contre le maréchal de Mac-Mahon. — Celui-ci, qui a promis de maintenir l'ordre et qui veut faire honnêtement son devoir, légalement, et d'accord avec le Sénat, prononce la dissolution de l'Assemblée, — nous allons sous quelques jours procéder à de nouvelles élections.

Voici ce qu'on vous propose, mon cher monsieur Prudhomme, à vous et à toute la nombreuse famille des Prudhommes :

1° Recommencer l'empire et ses criminelles folies avec un jeune homme qu'on ne connaît pas, qui ne se connaît pas lui-même, et avec un maire du palais qu'on connaît trop, et trois ou quatre Richelieu et Mazarin dans l'œuf ;

2° Recommencer la Commune et continuer la Terreur méchamment interrompue par les « Versaillais », — avec un avocat ignorant, grotesquement prudent, doué, pour toute capacité, de cette faconde creuse et

bruyante des dentistes en plein air, lequel serait aussitôt débordé par les fruits secs, les décavés, les déclassés, qui seraient débordés par les piliers d'estaminet et les forts au billard, qui seraient débordés par les chenapans, les souteneurs de filles, les « fripouilles », les filous « de la basse et haute pègre », qui seraient débordés par les incendiaires, les assassins et les « escarpes » en tous genres;

3° Assurer la paix, la sécurité, l'ordre, — en maintenant la République jusqu'en 1880, — époque où, la lie retombée au fond, vous serez appelé à dire si vous la voulez encore, — avec un brave, honnête et glorieux soldat.

Eh bien, mon cher monsieur Prudhomme, je dois vous dire la vérité — au risque d'encourir votre solennelle indignation : vous êtes si déconsidéré, vous vous êtes montré depuis quatre-vingts ans et plus si ignorant, si crédule, si inconstant, si imprudent, si aveugle, si présomptueux, si ennemi de vous-même, si irrésolu, si gamin, — lâchons le gros mot, — et si bête,

Qu'en ce moment il y a beaucoup de gens qui se demandent si en face d'une situation si claire, si nette, — et en même temps si grave, — vous n'allez pas voter avec les bonapartistes ou avec les soi-disant républicains.

Agréez, cher monsieur Prudhomme, en excusant la simplicité, la pauvreté de mon paraphe, l'expression de mes sentiments, etc.

ALPHONSE KARR

A QUELQU'UN DE GAI

S'IL EN EST ENCORE UN.

« La France est si vivace, disait le grand Frédéric, que, si jamais elle est détruite, ce ne sera que par elle-même. »

Elle s'en occupe.

Presque tous les peuples, et probablement tous les peuples, ont possédé quelque simulacre, quelque talisman auxquels ils pensaient leur conservation attachée : les Grecs et les Romains, outre leurs « dieux préservateurs » Θεοι αλεξικακοι — *Dii averrunci* — avaient, les premiers, leur « palladium » une statue de Minerve tombée du ciel et enlevée aux Troyens ; — les seconds, le bouclier « Ancille » , également tombé du ciel, à Rome. — Les Juifs avaient « l'arche d'alliance » ; les Turcs ont « l'étendard vert de Mahomet ». — La ville de Naples fut complètement préservée des mouches pendant huit ans qu'une mouche d'airain fabriquée par un magicien resta attachée à une des portes de la ville.

Les Français n'ont pas été moins favorisés, tant s'en faut, — mais c'est un peuple qui casse tout, un peuple qui éventre tout. Ils ont eu l'oriflamme, apportée par un ange, — divers récits contradictoires disent comment et pourquoi on ne l'a plus, si bien qu'on n'en sait rien. — Nous avons la sainte ampoule apportée par une colombe ; mais la sainte ampoule ne regarde que les rois. Saint Grégoire de Tours raconte qu'à Paris, comme on curait le lit de la Seine, on trouva une plaque de métal sur laquelle étaient gravées les figures d'un rat et d'un bûcher. On ne sut que plus tard que c'était un précieux talisman, lorsque, la plaque ayant été brisée ou fondue, la ville fut infestée de rats et ravagée par de terribles incendies, deux fléaux dont la plaque l'avait jusque-là préservée, sans qu'on y fît attention.

Paris possède encore la statue de sainte Geneviève, mais elle ne fait plus de miracles depuis que le peuple a renoncé à ses croyances pour faire place à des crédulités. Que ferait-elle aujourd'hui que cette « vile multitude », comme l'appelait M. Thiers avant d'être son chef et son esclave, cette populace, qu'on appelle si bêtement et si injustement le « peuple », ne croit plus en Dieu, mais croit en Me Gambetta et en MM. Naquet, Vermersch, Eudes, etc ?

Mais le vrai palladium des Français, ce qui les protégeait contre tout, — leur Θεος αλεξικακος, leur *Deus averruncus*, — c'était leur gaieté, leur perspicacité à voir le ridicule, le mépris, la crainte et la haine que le ridicule leur inspirait ; — en effet, ce peuple si bien doué, — mais auquel une fée oubliée à son baptême a refusé le don de la mémoire, ne se rappelle rien, après six mois, — il est sujet à des engouements suivis de dénigrement, — il ne sait ni admirer ni mépriser, — il était donc exposé à bien des périls, à bien des déceptions ; — mais sa gaieté, son flair pour le ridicule,

— la terreur, l'horreur que le ridicule lui inspirait, remettaient de l'équilibre dans son esprit, — et jamais il ne pouvait être tout à fait perdu. — On disait, et c'est une des rares opinions qui ne trouvaient jamais de contradicteurs : « En France le ridicule tue. » — Les bûchers, les dragonnades n'avaient point diminué la puissance du catholicisme, mais il succomba sous les plaisanteries, les pasquinades, les calembredaines de Voltaire et de son armée.

Il est vrai que cette gaieté était parfois folle, sauvage, féroce.

Le Français, né malin, créa la guillotine.

Mais on n'aurait pas osé guillotiner Louis XVI et Marie-Antoinette si on n'avait commencé par les chansonner sous les noms de « monsieur et madame Véto ». Par contre, les costumes ridicules, les discours ampoulés, le langage incorrect et grotesque des membres du Comité de salut public, leur fit plus de tort que la guillotine en permanence, les noyades de Carrier, etc., et rendirent leur chute possible.

La petite queue et la poudre que conserva Louis XVIII rentré en France, pouvaient faire juger d'avance que la Restauration n'aurait qu'un temps — et pour peu qu'on ait de mémoire, on ne peut nier que la branche aînée des Bourbons ait été brisée non par les grands discours et les graves articles des députés et des journaux sérieux de l'opposition, mais par les épigrammes, les facéties, les coq-à-l'âne, les *bigarrures*, les *coups de lancette*, etc., des petits journaux de ce temps-là.

Boileau, qui savait son Rabelais, avait lu la Satire Ménippée et les mazarinades, — constatait la puissance du « vaudeville » du sarcasme, de l'ironie, de la moquerie, de la gaieté française. — Certes, ce tempérament, ce don de discerner dans tout le point ridi-

cule, quelque minime qu'il fût, a fait commettre des injustices parfois absurdes, parfois criminelles; mais combien de fois il a sauvé la France!

La méchanceté, le vice, le crime même ont à peu près toujours — *j'efface à peu près* — ce point ridicule. C'est le point qui, touché par la raillerie comme par une pointe d'épingle, a si souvent fait dégonfler, se vider du gaz qui les enflait et les faisait gros, tant de héros et de grands hommes en baudruche, qui, précisément parce qu'ils sont en baudruche et gonflés de gaz, montent facilement à la surface, — et a épargné à la France le danger et la honte de la prolongation de leur triomphe et de leur règne éphémère.

Bien plus, — lorsque le peuple français se laissait surprendre de quelque engouement, ce peuple français, s'apercevant un jour qu'il jouait un rôle ridicule, — se disait : « Ah çà, je me brûle les doigts pour tirer du feu les marrons que mangent des farceurs, — je suis le chat de la fable, — *nos fabula sumus,* — je suis bête, et ce qui est pis, je suis ridicule. » — Et il faisait des *tessons* et des castagnettes avec les débris des statues qu'il avait imprudemment élevées.

La dernière fois que cet affranchissement par la gaieté triomphante s'est manifesté, c'est en 1848; — le brave et honnête Cavaignac, après les journées de Juin, fut mis en accusation à la Chambre des députés; — j'avais l'honneur d'être lié avec lui et j'ai assisté à tout; — il refusa net à ses amis de se préparer à sa défense. « Je sais que j'ai fait mon devoir, je le sais par ce qu'il m'en a coûté. — Ces bavards ne prouveront pas, moi présent, que je ne l'ai pas fait. » — Charras, un vrai républicain comme Cavaignac — et l'intrépide Lamoricière, préparèrent et mirent en ordre, sans le consulter davantage, certaines pièces irréfutables — et peut-être nécessaires. — On sait quelle

éloquence antique montra Cavaignac. — Le rôle comique fut joué par M. Garnier-Pagès. — On sait que M. Garnier-Pagès est surtout le frère de son frère comme Louis Bonaparte était le neveu de son oncle. — Ce n'est ni un méchant ni un malhonnête homme ; mais il a été attaqué — de l'*acarus* du pouvoir, et, depuis, il ne cesse de se gratter. — Il ne manque pas de connaissances en finances qu'il a étudiées en petit dans le commerce des nouveautés, à ce qu'on dit. — Il interrompit Cavaignac, et de la petite voix pointue et en fausset qu'on lui connaît — et qui entre douloureusement dans les oreilles — *aures terebrat*, — il s'écria :

— Général, vous avez commis des fautes immenses en stratégie.

C'est textuel, j'y étais, je l'ai entendu.

On avait patiemment ce jour-là entendu bien des sottises, et jusque-là on avait fait bonne contenance ; mais c'était trop, et toute l'assemblée partit d'un unanime et olympique éclat de rire. Quand le silence se fut à peu près rétabli, Cavaignac dit :

— J'en appelle du jugement de M. Garnier-Pagès à mes compagnons d'armes, au général Bedeau, au général Lamoricière, au général Changarnier.

— Ne répondez donc pas ! s'écria Lamoricière.

— Ne répondez pas, dit Changarnier.

— Pardon, continua Cavaignac, je suis soldat, je sais ce que c'est que le commandement ; je sais aussi ce que c'est que l'obéissance. — M. Garnier-Pagès était alors ministre, il était ce jour-là mon supérieur, je devais lui obéir, et je vais prouver que je lui ai obéi.

Et il prouva qu'il avait suivi les ordres écrits de M. Garnier-Pagès.

Alors, la joie, la gaieté de l'assistance furent à leur comble. La France avait ri par ses représentants,

l'honneur était sauf; mais elle voulut rire elle-même et un long éclat de rire se fit entendre de la Manche à la Méditerranée, des Pyrénées aux Alpes. Certes, Cavaignac n'avait pas besoin de cet incident grotesque pour se justifier mais cependant il fut loin de nuire à sa cause, et c'est par un vote solennel que, sur la proposition de Dupont de l'Eure, l'Assemblée déclara qu' « Eugène Cavaignac avait bien mérité de la patrie » !

Je disais, tout à l'heure, que Cavaignac était un vrai républicain. Charras aussi était un vrai républicain. — Il sortit du pouvoir colonel comme il y était entré. — Achille de Vaulabelle, l'historien, était aussi un vrai républicain, lui qui se faisait apporter tous les deux jours, de son petit logement de la rue Neuve-Coquenard, par sa femme de ménage, — une chemise et un mouchoir, — et n'emménagea pas plus au ministère qu'un soldat n'emménage dans la guérite où il fait sa faction de deux heures. — Mais ces républicains-là, — les faux républicains n'en veulent pas, — il n'en faut plus, — c'est le vieux jeu. — On a vu comme les soi-disant républicains d'aujourd'hui ont accueilli Ledru-Rollin et l'ont abreuvé de fiel jusqu'à ce que la mort les débarrassât de lui. On voit de quelle mauvaise grâce ils supportent Louis Blanc, un petit homme très ambitieux, très dangereux, mais un homme de talent, qui a toujours été républicain. Quelle place donnent-ils dans leurs rangs, à cette « vieille baderne » de Madier-Montjau? comme ils l'appellent. Il est cependant au moins aussi fort que les plus forts d'entre eux, mais il est beaucoup plus convaincu et beaucoup plus honnête ; — on n'en veut plus de ceux-là ; — ce sont des *gêneurs*, ils ont comme des principes, à côté d'eux on paraît ce qu'on est, tout petit, même auprès du petit Louis Blanc ; on

n'en veut plus, et ces jours-ci j'ai vu avec plaisir, mais aussi avec inquiétude, la candidature d'Anatole de la Forge, un vrai républicain aussi, le seul préfet du 4 Septembre qui se soit battu contre les Prussiens et se soit fait blesser. Il n'était pas de ceux qui avaient juré de mourir jusqu'au dernier, serment devenu si farce après l'événement. Sa profession de foi a été honnête et imprudente : « Je ne suis ni blanc ni rouge, a-t-il dit, je serai tricolore, comme le drapeau de la France. » C'est raisonnable, c'est probe, c'est Français, mais on court bien risque de réunir contre cette candidature les ultras de tous les partis, car les partis ne périssent jamais par leurs adversaires, mais par leurs ultras, soit dit en passant.

Eh bien, cette gaieté, ce flair, cette crainte, ce mépris, cette horreur du ridicule, — ce bon sens intermittent, il est vrai, mais vengeur et réparateur, dû aux retours de la gaieté native, — tout cela a disparu.

Une vieille femme qui a vu toutes nos révolutions disait : « Quand je vois les Français insensés, colères, furieux, méchants même et parfois cruels, je ne m'inquiète pas, — je me dis : Ça n'appartient pas à leur naturel : c'est une fièvre, ça passera ; mais, quand je vois les Français manquer de politesse, de grâce, de gaieté et d'esprit, alors j'ai peur, — ce ne sont plus les Français ; — ces choses-là, c'étaient la santé, la vie de la France ; mais aujourd'hui, la constitution est altérée, le tempérament est compromis. La France est bien malade, où allons-nous ? »

Non seulement, en effet, aujourd'hui le ridicule ne tue plus ; non seulement on peut manifester impunément toutes les nuances du ridicule, se montrer incongru, absurde, grotesque, jouer les *Jocrisse*, les *Queue-Rouge*, les *Bobêche*, les *Galimafré;* mais, au contraire,

ça sort un homme de la foule, ça le *hisse*, ça le pose, ça l'illumine, ça le met en vue, ça lui fait une notoriété, — il s'agit d'être connu. — A chaque élection il y a des votes, je ne dirai pas pour des repris de justice, — diable! c'est un titre ça, et des meilleurs ! — mais pour Abd-el-Kader, pour Bou-Maza.

Si le ridicule tuait encore en France, nous aurions vu tomber comme des capucins de cartes la plupart et peut-être davantage de nos grands hommes du jour des — saints du calendrier pseudo-républicain. — Comme on aurait ri en voyant :

Me Gambetta jurant avec ses collègues de se faire tuer par les Prussiens, — faisant en particulier un pacte avec la mort — et faisant reculer à toute vapeur un convoi de chemin de fer sur le bruit vague qu'on avait vu quatre uhlans; — Me Gambetta, dans ses ordres impérieux aux généraux, prenant une ville pour une autre ; Me Gambetta apprenant qu'une armée est coupée par l'ennemi et s'écriant : « Ça me fait deux armées ! » Me Gambetta allant se cacher à Saint-Sébastien, etc., etc., etc. !

M. Cotte, aujourd'hui candidat dans le Var, et ayant écrit au gouvernement de Tours, en 1871 : « Pourquoi des élections, nous sommes au pouvoir? » et ce même M. Cotte criant aujourd'hui avec ses compagnons contre l'époque retardée légalement d'un nouveau vote, n'est-il pas assez drôle?

Ces cent sept députés ayant voté « la guerre à outrance » et ne trouvant rien à répondre quand je les défie d'en nommer sept qui aient pris une part quelconque à la guerre, ne sont-ils pas aussi ridicules qu'on peut l'être?

Et M. de Girardin qui, maître de deux journaux, écrit dans l'un et se fait appeler dans l'autre, grand

publiciste, logicien, etc., n'est-il pas extrêmement farce quand il écrit aujourd'hui :

« L'esprit étroit, arriéré, égoïste des adversaires de la République...

» On a tort d'attaquer la République quand elle est le gouvernement existant. »

Pense-t-il qu'on a oublié ? — A-t-il oublié lui-même, et il en est capable, qu'en 1848 et 1849, ardent bonapartiste, il attaquait la République avec violence — et accumulait les calomnies contre le brave et honnête Cavaignac ? — Aujourd'hui, il attaque l'empire — il lui reproche la guerre de Prusse. — Il a oublié aussi qu'il a fait de tout son petit mieux pour l'élection du prince Louis, — qu'il a reçu les faveurs de l'empereur, qu'il a écrit : *On va jeter les Prussiens dans le Rhin à coups de crosse dans le dos,* — et qu'à l'Opéra, se penchant hors de sa loge, il s'écriait : *A Berlin! à Berlin!*

Aujourd'hui, il dit : « Je me suis trompé en 1848, — je me suis trompé en 1870 — mais aujourd'hui... »

Qui nous dit que nous n'aurons pas, dans trois mois, un nouveau *Confiteor* de l'homme de France qui s'est le plus trompé, et continue hardiment à vendre ses prédictions.

M. Gagne, l'auteur de *l'Unitéide* en 25,000 vers, — le candidat humain M. Bertron, n'ont jamais atteint ce degré de comique. — Eh bien, ça ne lui fait aucun tort, — il a des lecteurs, et les journaux qui croient devoir lui répondre ne le font qu'avec les plus grands ménagements.

Passons à la dernière et à la plus ridicule en même temps qu'à la plus indécente et la plus impie des farces de notre temps.

Je veux dire — le manifeste posthume de M. Thiers : — ce qui, en général, manque à la mort, c'est la gaie-

té ; — est-ce un honnête procédé de la part de ceux qui prétendent honorer sa mémoire et qui veulent simplement s'en servir et l'exploiter — que de faire rire, à son sujet, à ses dépens, le lendemain de son enterrement, — et de faire jouer à cet illustre mort un rôle dans une farce, dans une *attellane?*

Rappelons l'histoire de ce... « document ».

« Samuel étant mort, Saül, à la vue des ennemis rangés en bataille, eut peur, dit l'Écriture, et alla à Endor prier la sibylle d'évoquer l'ombre de son ancien conseiller. »

C'est ainsi que les chefs du parti soi-disant républicain ont évoqué l'esprit de M. Thiers.

Persévérant dans leur profanation indécente de la mort, ils ont fait de lui une sorte de « décapité parlant » auquel ils font rendre des oracles.

Ils ont pris la corbeille où il jetait les vieux papiers, les lignes mal venues, et en ont fait des livres sibyllins, — l'analogie est frappante :

« Une vieille femme (M. Mignet), dit Aulu-Gelle, vint trouver Tarquin le Superbe (Me Gambetta) apportant avec elle neuf livres d'oracles sibyllins (le manifeste). Le marché conclu après débats, Tarquin mit les livres sous la garde de deux des plus illustres patriciens (MM. Barthélemy Saint-Hilaire — et Mignet qui avait quitté son masque de sibylle); Marcus Tullius, un des deux (Marcus Tullius? est-ce M. Mignet, est-ce M. Barthélemy?,) en laissa prendre une copie par Pétronius Sabinus (est-ce M. Tarbé, est-ce M. de Villemessant, qui, malgré les précautions, en ont donné la primeur à leurs lecteurs?). Tarquin le condamna au supplice des parricides. »

Chaque fois qu'on sera embarrassé, — on consultera l'oracle, on publiera un des morceaux de papier ramassés dans la corbeille, comme on a fait longtemps des Centuries de Nostradamus, — et cela avec d'au-

tant plus de facilité qu'on y trouvera des assertions, des théories, des opinions, des principes complètement contradictoires, qui permettront de prophétiser sur tous les sujets dans les sens les plus variés, les plus contraires, selon le besoin de la situation.

Un seul exemple : un journal, depuis la mort de M. Thiers, a pris pour épigraphe :

La république existe, elle est le gouvernement légal; vouloir autre chose, » etc. — THIERS.

Rien n'empêcherait un autre journal de prendre pour épigraphe *: La France a fait une expérience concluante; la France a horreur de la république, elle sait que ce gouvernement tourne au sang ou à l'imbécillité.* » — THIERS (1834), discours à la Chambre des députés.

Et on n'abat pas tout cela sous un énorme et justicier éclat de rire !

Hélas! — Non, le ridicule ne tue plus personne; loin de là, au contraire, beaucoup de gens en vivent. — La gaieté, cette fleur du caractère français, la délicatesse, la finesse de l'esprit, le flair, la haine, la peur du ridicule, — tout cela est mort. — « L'esprit français » n'est plus qu'une vieille arme émoussée, démodée, jetée à la ferraille — et qu'on ne trouvera plus que dans les bibliothèques, — de même qu'on ne voit plus que dans les musées et les arsenaux — les rapières, les « lames de Tolède, » les rondaches, — les *bâtons à feu*, les fusils à rouet et à mèche, etc.

Écoutez en effet la bataille qui commence : les invectives vulgaires, les injures sales, les palinodies effrontées, les mensonges insolents, les calomnies grossières, — des « engueulements, » des menaces de mort, etc., etc.

Quant à l'esprit,

« La raison ornée et armée, »

Il n'a plus rien à faire, ces gens-là ont la peau trop dure.

Comme ça doit faire plaisir à ceux que ça ennuyait d'entendre depuis si longtemps appeler le peuple français le peuple le plus spirituel de la terre!

A TOUT LE MONDE

La « demoiselle » fardée attend toujours le « bourgeois bien vu dans son quartier », cossu et un peu libertin, qui doit la faire passer devant le contrôle, — plusieurs voudraient mais n'osent pas ; — d'autres pensent que les contrôleurs les connaissent trop ou ne les connaissent pas ; on a parlé, on parle encore de M. Grévy ; on a rappelé ses qualités reconnues de galant homme, de citoyen paisible, on a vanté sa « bonhomie » ; mais on n'a obtenu que de faire renouveler pour lui une vieille réponse faite autrefois dans une occasion semblable : il est bon homme, il est bon enfant ; mais Cadet-Roussel aussi était bon enfant, et jamais on n'a pensé à le faire ni roi ni président d'une république.

Cadet-Grévy, qui est un homme sensé, lorgne peut-être de loin et en dessous la demoiselle fardée ; mais il ne bouge pas, et n'arrondit même pas le bras sur lequel elle s'appuierait.

M. Thiers n'est pas remplacé, ce qui n'est pas fa-

cile, quoique le parti soi-disant républicain ait pris pour devise, comme l'avait pris un dentiste, ce vers de l'*Énéide* à propos du rameau d'or qui doit introduire le chef des Troyens dans l'Élysée : *Uno avulso non deficit alter*, — « le rameau, la dent, le chef arrachés sont promptement remplacés » ; — en attendant, cette mort, comme tous les événements importants, a amené son contingent de barbarismes et de solécismes ; un journal a dit : « La France est *veuve* d'un de ses plus illustres *enfants* », et M. de Girardin a élaboré une phrase d'où il ressortirait que M. Thiers aurait été la mère de M. de Cassagnac ; mais ils ont été distancés par M. Emilio Castelar qui, dans une lettre datée de Saint-Sébastien, petit coin de la terre vers lequel, depuis quelques jours, Me Gambetta a peut-être plus d'une fois jeté les yeux, a dit que M. Thiers « appartenait à une race titanesque », à une race de géants, — que « l'humanité perdait une lumière qui faisait pâlir par sa clarté les astres du ciel » et que « le monde, privé de M. Thiers, restait triste et obscur ». (Le tout textuel.)

La justice vient de délivrer la société d'un épouvantable monstre — Welker, qui avait violé et étranglé une petite fille de huit ans. — Au sujet de cette exécution, je lis dans plusieurs journaux : « La troupe tient à distance la foule des curieux, attirés par ce spectacle ; seuls les *reporters*, sur la présentation de leur carte ou d'une lettre du directeur du journal auquel ils appartiennent, ont le *privilège* de se tenir sur les deux trottoirs qui se trouvent environ à trois mètres de la guillotine. »

Si je n'avais lu le mot « privilège » imprimé en toutes lettres, j'aurais cru que c'était une punition, et je l'aurais, certes, trouvée bien sévère, ou une de ces haines contre une caste qui se sont si longtemps ma-

nifestées contre les juifs, auxquels on assignait un quartier et un costume particuliers, — par exemple, une pantoufle jaune dans le dos ; — mais non, c'est un privilège, — être *seuls* à trois mètres de la guillotine, et recevoir probablement de temps en temps des éclaboussures de sang.

Je comprends la nécessité, sur cet horrible théâtre, de la présence de celui qu'on exécute ; — outre que ça ne pourrait pas avoir lieu sans lui, il est là pour expier quelqu'un de ces crimes monstrueux qui échappent si rarement aujourd'hui à l'indulgence du jury et à la tendresse généralement professée pour les scélérats. — Mais qu'a donc commis cette classe de journalistes appelés « reporters » pour subir sa part du supplice, — et de quelle grande utilité ou coopération sont-ils à l'exécution — qu'il semble qu'elle ne puisse se faire ou du moins se bien faire sans eux — et qu'on dise : M. Roch, ses aides, les bois de justice et les reporters étant arrivés, on n'attendait plus que le patient !

On ne peut nier l'adoucissement des mœurs, — du moins quant à la répression, — car on ne peut constater cet adoucissement quant à la fréquence et à l'atrocité des crimes ; on ne peut nier non plus la mode d'afficher pour les assassins une pitié, une commisération, une sympathie prises sur la part qu'on devrait à leurs victimes ; et, d'un autre côté, un reste de bon sens empêche de céder tout à fait à la pression qu'exercent sur les esprits deux classes de gens, — les uns qui croient se montrer forts et généreux en demandant l'abolition de la peine de mort pour les assassins, sans s'apercevoir qu'ils en multiplient les chances pour les innocents, et les gens qui croient devoir cette protection et cette marque de tendresse à leurs clients et à leurs électeurs — assassins et incendiaires de la Commune.

De ce double courant d'idées et d'opinions est sortie pour la justice une situation singulière, bâtarde et absurde.

La loi ordonne la publicité des exécutions, — elles ont donc lieu sur la place publique, — mais l'autorité fait d'incroyables efforts pour dérober, pour escamoter le spectacle à la foule. — On cache le jour de l'exécution, on choisit un moment entre les dernières ombres de la nuit et les premières lueurs du jour; — une nombreuse force armée, des escouades d'agents — repoussent et contiennent le « public » à la plus grande distance possible. On donne à l'exécution des arrêts de la justice une sorte de clandestinité qui ne convient qu'au crime.

Mais cette publicité qu'on subtilise, on croit la restituer en attachant des historiographes à la guillotine, en réservant une place d'honneur à des journalistes — la troisième place ; la première étant due et ne pouvant être refusée au condamné, et la seconde à l'exécuteur. — Oublie-t-on cet aphorisme des anciens : — « L'esprit est bien plus frappé de ce qu'il voit que de ce qu'il entend raconter. »

Segnius irritant animos demissa per aures
Quam quæ sunt oculis subjecta fidelibus...

Ou le but qu'on veut atteindre est-il de frapper moins les esprits? Les récits des « reporters » attachés à l'échafaud, sont-ils identiques? sont-ils fidèles? ne présentent-ils pas quelques inconvénients? Par exemple, à propos de l'exécution d'un autre monstre, Frisson, qui avait assassiné sa propre fille, le journal de M. de Girardin fait l'éloge du « courage de Frisson ». Je ne sais si M. de Girardin, qui aime assez tout faire chez lui, a des reporters pour les exécutions, ou s'il y va lui-même. Mais quel peut être le bon résultat de cette

assertion, assez fréquemment risquée par des spectateurs qui prennent pour du courage, ou une morne torpeur de l'assassin à demi mort de peur, ou la fanfaronnade du scélérat plus robuste qui sait que M. de Girardin le regarde et donnera à « son courage » la publicité dont il dispose et que peut-être le patient s'exagère, s'il ajoute foi aux annonces et aux réclames du « grand publiciste ».

Les partisans de l'abolition de la peine de mort pour les assassins — cette peine étant réservée exclusivement aux innocents — se sont partagé les rôles. — Je citerai, sans être assez complaisant pour le nommer, un médecin qui, désireux de prendre sa part du bruit qui se fait à propos des rares assassins qu'on exécute, — bruit et notoriété qui peuvent accroître sa clientèle, — profite de ces occasions pour plaider une thèse singulière :

La civilisation, la philosophie, la loi ont d'abord extrêmement réduit le nombre des crimes punis du dernier supplice ; depuis, elles ont proscrit et la torture et les supplices si atroces autrefois en usage, que c'était presque un crime pour des magistrats de les ordonner et un supplice cruel d'y assister comme ils devaient le faire. On a cherché, on a cru trouver le moyen d'exécution et le plus rapide et le moins douloureux, ne fût-ce que par son extrême rapidité. — Eh bien ! ce médecin prétend démontrer qu'on n'a rien fait et que la guillotine inflige au patient des souffrances qui se prolongent après la décollation — et il fait et raconte à ce sujet une foule de petites expériences tout à fait jolies. — Cette thèse n'est pas nouvelle, elle avait été pour la première fois soutenue par le père d'Eugène Sue, chirurgien assez célèbre — et elle avait été réfutée par les savants et les médecins de son temps. Le docteur en question ne fait donc que la rajeunir en l'enjolivant. — Il prétend que la tête séparée du corps continue à

11.

vivre, à penser, à sentir, à comprendre, à souffrir pendant un certain temps — et il donne pour preuve — que « ayant par hasard sur lui un flacon d'*atropine*, il en versa quelques gouttes dans l'œil d'un homme qu'on croyait mort, après une chute du haut de l'Arc-de-Triomphe de l'étoile, et que l'œil montra une grande dilatation de l'iris, etc. ; *donc,* etc. »

Je ne suis pas assez savant pour discuter scientifiquement cette question, je dirai cependant : 1° que l'homme sur lequel le docteur fit cette expérience n'avait pas la tête séparée du corps ; 2° que des mouvements mécaniques ne prouvent pas la vie, que l'électricité fait sauter des grenouilles parfaitement mortes, qu'il est peu probable que la tête du supplicié trouve par hasard un flacon d'atropine dans le panier qui la reçoit, qu'on voit des fous ne souffrir ni d'un froid excessif, ni d'atroces blessures qu'ils se font eux-mêmes, parce que la sensation ne correspond plus avec le cerveau, et que, cependant, cette correspondance n'est pas aussi interrompue, probablement, que par le couteau de la guillotine. J'ai lu bien d'autres réponses à cette assertion du docteur en question, et il en est sans doute encore que j'ignore.

Mais....

Supposons que cette thèse soit vraie ; que voulez-vous y faire ? proposer alors un moyen plus sûr et plus rapide, — je l'ai fait il y a trente ans pour la première fois, et j'en dirai un mot tout à l'heure ; — mais auparavant je veux m'étonner encore de cette sollicitude pour les scélérats, — l'assassin se préoccupe-t-il de l'atrocité et de la durée des souffrances qu'il inflige à sa victime ?

Combien de fois un assassin a-t-il laissé cette victime à moitié morte, la tête à demi brisée avec un marteau, ou la gorge à demi sciée avec un mauvais couteau ! Combien de fois trouve-t-on, sans le secours

de l'atropine, l'assassiné encore avec un râle de vie, quand il s'est écoulé toute une cruelle nuit entre le meurtre et la découverte! Et Welker a-t-il pensé à abréger le supplice de la pauvre enfant? A-t-il pensé à abréger la douleur, le supplice éternels des malheureux parents de cette enfant?

Allons donc! sur cette grande pitié, cette grande sympathie, cette grande tendresse que vous témoignez aux assassins, prenez donc et faites une petite part à leurs victimes.

Et considérez que la peine de mort presque abolie en fait, même pour les crimes les plus horribles, — grâce à la triste influence exercée sur l'esprit des jurés par la faconde malsaine des gens que j'ai désignés plus haut, — le nombre et l'atrocité des crimes va s'accroissant tous les jours.

Revenons, si vous le permettez, à ma proposition d'il y a trente ans : plus de spectacle, plus d'effusion de sang, mais rendez à l'imagination ce que vous enlevez aux yeux.

Le jour d'une exécution capitale — les théâtres sont fermés le soir, et les boutiques le matin, — des messes des morts sont dites dans toutes les églises ; le condamné — sort de la prison — passant sur un pont qui conduit à une enceinte tendue de noir — là sont : un magistrat, le bourreau, ses aides... et les reporters, si on le veut absolument. — Au moment où le condamné sort de la prison, un glas funèbre se fait entendre dans toute la ville. — Arrivé dans la chambre de mort, — on lui donne à absorber sous forme de pilule ou on lui insinue sous la peau, avec une lancette — un de ces poisons subtils et foudroyants que la science possède aujourd'hui. — On entend treize coups de canon.

Depuis quelques années, on a adopté en Angleterre une partie de ce programme.

Je m'aperçois que je parle trop, que j'ai trop parlé de M. de Girardin — et que c'est lui donner une importance exagérée ; cette découverte faite, il est probable que je n'en parlerai plus jamais ; — cependant, — pour finir, — je ne puis résister au plaisir de reproduire à son sujet une proposition que me fait un ami auquel j'ai adressé une de mes dernières lettres : « M. de Girardin est riche, me dit-il, il aura toujours un journal, il parlera toujours, il se démènera toujours en rond ; — je n'aime ni les bruits inutiles ni les forces perdues, — je ne m'imagine rien de plus triste qu'un cheval attelé à une *noria*, à un manège, et faisant monter sans cesse une chaîne garnie de seaux toujours vides d'un puits sans eau. — Un gouvernement pourrait, ce me semble, en réalisant le rêve opiniâtre et pénible du « grand publiciste » tirer un certain parti du reste de son activité circulaire ; c'est un vieux serviteur qui a servi tous les gouvernements depuis cinquante ans, — il faut faire quelque chose pour lui, par exemple, le consigner dans l'espèce de temple qu'il habite — en lui faisant comprendre qu'il faut que, comptant sur lui, on soit certain de toujours pouvoir le trouver chez lui ; — puis chaque fois qu'il se présenterait une question un peu embarrassante, une difficulté un peu ardue, on irait immédiatement le consulter, on recueillerait soigneusement son avis, — et... on ferait exactement le contraire de ce qu'il aurait conseillé. »

En effet, pour peu qu'on se rappelle et les événements et les thèses qu'il a plaidés depuis vingt-cinq ans, — Cavaignac calomnié, le prince Louis Napoléon soutenu, la guerre de Prusse frénétiquement provoquée, etc., etc., — on reconnaîtra que la France eût beaucoup gagné à appliquer cette idée.

En ce moment où on cherche ce que le parti pseudo-républicain perd de chances à la mort de M. Thiers,

j'entendais il y a quelques jours un membre de ce parti qui disait :

— Ce n'est pas cela qui m'inquiète, mais j'ai un autre souci en voyant un symptôme d'une effroyable gravité. La République a son phylloxéra comme la vigne, elle est... bien malade, Girardin s'y met.

Il y a des écrivains, et assez nombreux, qui, pour se mettre en train et faire « venir » les idées, ont le besoin et se sont fait une habitude de « prendre quelque chose ». *** prend du café, **** prend du tabac, ***** prend... les idées des autres.

Comme on parle de réformer certains abus dans les tarifs de la poste ou du télégraphe, je reproduis une observation que j'ai déjà faite ailleurs, mais sans résultats : — la force de la poste consiste surtout dans l'opiniâtreté, et ce qu'on appelle dans les ateliers « la scie ».

Un marbre qui résiste au marteau et émousse le ciseau,

Cède au fer obstiné de l'incessante scie.

Un vers imitatif s'il en fut.

Je dis donc de nouveau :

Le port d'une lettre de Genève ou de Lausanne à Paris est de vingt-cinq centimes ; — de Paris à Genève ou à Lausanne il est de trente centimes.

Un télégramme de vingt mots dans toute la Confédération suisse coûte cinquante centimes ; — dans tout le territoire français il coûte un franc quarante centimes.

De Suisse en France — en réunissant les deux prix, il devrait coûter un franc quatre-vingt-dix centimes ; — il coûte trois francs.

Quelque chose qu'il faut encore répéter aux électeurs et au gouvernement :

Il ne s'agit pas d'opposer la monarchie ni telle ou telle monarchie à la république.

Mais d'opposer, avec faits et preuves constatés et irréfutables, la vérité au mensonge, le désintéressement à l'avidité, la probité à la mauvaise foi, la bravoure à la lâcheté, le patriotisme à l'égoïsme, les bonnes mœurs à la crapule, le respect des lois au mépris des lois, l'étude et le talent à la paresse et à l'ignorance.

Il s'agit de montrer à chacun, dans la ville, dans le quartier, dans la rue, dans la maison qu'il habite, tout ce qu'il y a de gens tarés, de fainéants, d'ivrognes, de hâbleurs, de déclassés, de décavés, d'incapables — sans compter les voleurs et les assassins, et de les montrer se disant républicains, — de montrer les chefs du parti soi-disant républicain ne repoussant pas ces gredins, ces coquins, ces scélérats, mais, au contraire, les attirant, les flattant, les caressant, et s'appuyant sur eux.

Puis de rappeler que Montesquieu a dit, et que tous les gens de bon sens ont répété après lui :

« Le gouvernement républicain a pour principe la vertu ».

Puis encore de demander si c'est avec de pareils éléments que l'on peut constituer « un gouvernement ayant pour principe la vertu ».

Si l'on veut la république, — et pourquoi ne voudrait-on pas de la république ? — il faut, avant tout, la nettoyer et la désinfecter.

Pour l'assainir et la désinfecter, il faut faire retomber au fond cette lie montée à la surface par l'agitation et la tempête.

Il faut considérer la république comme « le gouvernement des meilleurs choisis par tous ».

Et je demande si ces gens-là peuvent être comptés parmi les meilleurs, qui ne se sont distingués des vo-

leurs, des incendiaires et des assassins de la Commune que par une plus grande lâcheté entre les lâches, — qui n'ont osé se battre ni avec eux ni contre eux, qui les ont laissé fusiller sans les défendre, et qui aujourd'hui essayent d'enrôler de nouveau et de remener... non, de renvoyer à la bataille ceux qui n'ont pas été fusillés, — sauf à les abandonner encore en cas de défaite, et à leur fermer la porte sur le nez en cas de victoire.

Ce sont ceux qui aiment et qui veulent la république qui doivent avec le plus d'ardeur voter contre les soi-disant et « pseudo-républicains » qui, en deux étapes, nous ramèneraient où ils nous ont déjà menés deux fois — à l'anarchie d'abord — et ensuite au despotisme.

A UN 363

En doublant le premier et le dernier chiffre, vous avez 666, — *c'est le numéro de la bête de l'*Apocalypse.

Apocalypse, XIII, 15. — *Et la bête avait le pouvoir de mettre à mort tous ceux qui n'adoreraient pas son image.*

17. — *Et personne ne pouvait acheter ni vendre que celui qui avait la marque de la bête ou le nombre de son nom.*

18. — *C'est un nombre d'hommes, et ce nombre est* 666.

Lorsque, sur la fin de sa vie, le roi Louis XIV, à bout de ressources, faisait négocier trente-deux millions de billets pour avoir huit millions en espèces, — lorsqu'on vendit des charges de « conseillers du roi visiteurs de beurre frais », de « conseillers du roi essayeurs de beurre salé », de « conseillers du roi inspecteurs des perruques », etc., etc., le contrôleur général Pontchartrain disait : « Décidément Dieu pro-

tège la France. — Aussitôt que le roi crée une charge nouvelle, Dieu crée un imbécile pour l'acheter. »

De même, quand il naît un charlatan ou escamoteur, exploiteur et mangeur de peuples, δημοβόρος comme dit Homère, soit conquérant, soit dentiste en plein vent, soit marchand d'orviétan, soit orateur ou gribouilleur de taverne, il naît en même temps un certain nombre de badauds et de gobe-mouches qui doivent composer son cercle, l'écouter, l'admirer et acheter sa marchandise. — Aussi, quelque digne de dédain que soit en lui-même ledit charlatan ou escamoteur, quelque niais, absurde que soit le « boniment » qu'il débite, on est, malgré soi, forcé de lui prêter quelque attention par pitié pour les dupes qu'il attire par ses lazzi et ses grimaces.

Il est un de ces charlatans qui se distingue des autres en cela qu'il est lui même badaud, crédule et gobe-mouches, et croit aux « boniments » des autres escamoteurs. On sait la prodigalité sans limites des partis ou des hommes aspirant au pouvoir, tant qu'ils n'ont que des promesses à distribuer. — Eh bien, notre homme se figure toujours qu'un nouveau gouvernement fera pour lui ce que les autres lui ont promis et se sont fait un devoir de ne pas tenir à cause de la notoriété du personnage. Aujourd'hui il est républicain radical intransigeant, — il ne veut plus attendre, il exige que le Maréchal donne sa démission ou qu'on renverse le Maréchal, — et qu'on le renverse tout de suite, le Maréchal le gêne.

— Pourquoi, dit-il, attendre l'échéance de 1880? La France n'y aura rien gagné, et, au contraire, elle aura *perdu tout le temps* qui s'écoulera d'aujourd'hui au 20 novembre 1880.

En cela ce pauvre Ixion, condamné à tourner sans cesse une roue immobile, commet une des plus grosses de ses nombreuses erreurs. — Non, si la France

nomme des représentants honnêtes, sérieux, intelligents, elle n'aura pas perdu son temps, — car alors j'aime à me figurer que voici ce que fera la nouvelle Assemblée.

Il se lèvera un homme qui dira : « Il importe de ne plus permettre aux instincts les plus criminels de se cacher sous des noms honnêtes ; — le vol, l'incendie, l'assassinat, ne sont pas de la politique : ce sont de vulgaires et épouvantables crimes ; l'Assemblée des représentants de la France croit de son devoir d'exprimer solennellement ses sentiments sur ce sujet. — Elle professe pour les actes de la Commune de 1871 une profonde horreur, et déclare indigne de participer jamais au gouvernement de la France et ceux qui ont commis ces crimes, et ceux qui y ont excité, et ceux qui les ont approuvés. — Je demande que cette motion soit votée par l'Assemblée, et j'espère qu'elle le sera à l'unanimité, — et cette unanimité rassurera le pays sur le retour d'une semblable époque ; et si, par impossible, quelques membres votent contre la motion ou s'abstiennent, je demanderai par une autre proposition que cette loi votée par la majorité leur soit appliquée immédiatement, et qu'ils soient exclus de l'Assemblée.

Et la loi sera votée. — Ce ne sera déjà pas du temps perdu.

Un autre membre montera à la tribune et dira :

— Je propose un projet de loi en un seul article : « Toute loi votée sera exécutée et obéie. »

Quoique cela puisse effaroucher par la nouveauté, parce que ça ne s'est jamais fait, je pense que cette loi sera votée.

Et ce ne sera pas encore du temps perdu.

Un autre membre montera à la tribune et dira :

— Nous venons d'assister encore une fois aux satur-

nales de ce qu'on appelle à tort le suffrage universel. Nous avons vu Paris et les principales villes des départements couvrir leurs murailles et leurs maisons de papiers multicolores et se déguiser en arlequin pour prendre dignement part à ce carnaval. — Nous avons vu le spectacle ridicule, honteux, qu'ont présenté les réunions publiques, nous avons entendu soutenir les théories les plus sauvages, les plus criminelles, les plus bêtes. — Nous avons entendu retourner en une foule de sens une douzaine de phrases vides, creuses et sonores.

Sait-on en combien de combinaisons peuvent représenter ces douze phrases? Prenons quelques exemples. — Tout le monde connaît la phrase célèbre enseignée à M. Jourdain : « Belle marquise, vos beaux yeux me font mourir d'amour. » — On peut ranger ces mots en diverses manières, dit le professeur de philosophie, mais il n'ajoute pas en combien de manières. — Eh bien, un mathématicien célèbre, Bernouilli, a fait des calculs analogues sur un vers latin composé de huit mots :

Tot tibi sunt dotes, virgo, quòt sidera cœlo.

Ces huit mots peuvent se combiner en quarante mille trois cent vingt permutations. Vous voyez que nos orateurs de « réunions » peuvent parler longtemps sans grands frais d'imagination : guerre étrangère — guerre civile — se démettre ou se soumettre — nous reviendrons quatre cents — peuple souverain — le 16 mai — clérical — la réaction — la liberté — nos institutions, etc.

J'en ai compté douze.— Ça ferait bien plus que les quarante mille combinaisons du vers latin, car le vieux Bernouilli a calculé — que les douze apôtres, lors de la cène, auraient pu se placer de quatre cent

soixante-dix-neuf millions six cents manières différentes. — J'avoue que je n'ai pas refait ce calcul et que j'ai cru Bernouilli sur parole. — Toujours est-il que les phrases en question qui sont également au nombre de douze suffiraient, — d'après le procédé employé dans les réunions, — pour entretenir l'éloquence des tribuns de hasard pendant bien des années.

Il faut constater une variante, un procédé, une ressource imaginée et mise en circulation par M. Bamberger. — L'orateur troublé, manquant de sang-froid ou de mémoire, — s'arrête, s'embarrasse, rougit et dit : « Je pense à M. Thiers et à la perte que nous avons faite. » — On applaudit, — et M. Bamberger, remis de son émotion, continue. — C'est précieux pour les orateurs interrompus ou à cours d'idées, — on parlera de M. Thiers en passant sa main sur ses yeux, et ça donnera le temps de renouer son fil.

J'ai été étonné de ne pas voir reparaître une réponse assez triomphante que fit en 1848 un candidat méridional : — On lui adressait des questions en forme de rébus. — Répondre franchement eût été dangereux ; — les excès de langage, les façons débraillées n'étaient pas encore venus au point où on les voit aujourd'hui ; — on laissait parler, pas beaucoup, mais un peu, ceux qui n'étaient pas du parti. — Il y avait donc dans la réunion des électeurs qu'on eût laissés froids, en répondant honnêtement et raisonnablement, d'autres qu'on eût effarouchés en disant de trop gros mots. — On pensait déjà alors à envahir l'Assemblée comme on le fit au 15 mai. Pour les soi-disant républicains, c'était faire acte de souveraineté, c'était du tapage, c'était amusant ; — mais pour d'autres c'était absurde et criminel. — « Que ferez-vous, demanda-t-on au candidat, si l'Assemblée, mécontentant le peuple, le peuple veut l'envahir?

— Ce que je ferai? répond le candidat, — oh! je vous remercie de me poser cette question! — Ce que je ferai? Je ferai... mon devoirrr! »

Applaudissements.

Il n'est rien sorti de ces réunions, rien que des saugrenuités, des menaces, des inepties, des mensonges. Ce serait à craindre l'abaissement des esprits en France, si on ne pensait avec Montaigne que « quand les hommes sont rassemblés, leurs esprits s'estrécissent, » que la contagion, la vanité, l'envie de « paroître » rendent ces hommes réunis beaucoup plus méchants, beaucoup plus fous, beaucoup plus bêtes que chacun d'eux n'est tout cela isolément et en son particulier.

Voyez une de ces réunions dans une petite ville de province. — Tartempion et Cascamèche sont tous deux candidats.

— Si vous nommez Cascamèche, dit Tartempion, vous aurez la guerre civile et la guerre étrangère, le commerce perdu, l'industrie en souffrance, l'agriculture abandonnée, et par conséquent la famine; de plus la dîme, le droit de jambage, etc.

Mais si, au contraire, vous me nommez, — la France sera régénérée, riche, prospère, — l'étranger tremblera à notre nom, ou nous contemplera avec une admiration mêlée d'envie; la paix, la fraternité régneront sans obstacles; l'industrie, le commerce prendront un nouvel essor, le phylloxéra disparaîtra, — les moissons forceront d'étayer les greniers, etc.

Que répond Cascamèche? Cascamèche répond :

— Si vous nommez Tartempion, vous aurez la guerre civile et la guerre étrangère, le commerce perdu, etc. Si vous me nommez, au contraire, la France sera régénérée, prospère, riche, etc.

Et dire que de bons bourgeois, d'honnêtes ouvriers, de laborieux agriculteurs se dérangent de leurs tra-

vaux et de leurs plaisirs pour venir écouter Cascamèche et Tartempion, tous deux étrangers à la commune et qu'ils ne connaissent ni l'un ni l'autre, et entre lesquels ils feront leur choix, tandis qu'ils ont parmi eux tel personnage, sensé, intelligent, énergique, généreux, qu'ils connaissent ainsi que sa famille depuis un siècle, — mais qui, raison de plus et forte raison pour le renommer représentant, ne consentirait pas à venir lutter de boursouflure et de blague avec Tartempion et Cascamèche!

Puis on compte les voix — tant de voix pour Tartempion, tant de voix pour Cascamèche, — l'un des deux est élu député, lequel? — car jamais on n'a entendu plus parler en vain. Les électeurs chercheront dans les journaux ses discours, ses opinions. — Cascamèche avait tort de dire qu'en nommant Tartempion, on déchaînerait la guerre civile et la guerre étrangère. Il paraît que les autres peuples ont pris leur parti et se sont résignés à voir Tartempion député. — Mais Tartempion avait tort de promettre une si grande prospérité. — On a nommé Tartempion, et les affaires vont comme devant, bien ou assez bien pour les intelligents et les laborieux, mal pour les inintelligents et les fainéants.

Les élections au moyen de réunions publiques, — de papiers sur les murs — et encombrant les maisons, — ne produisent qu'une agitation stérile quand elle n'est pas dangereuse. — Personne ne s'éclaire par la discussion, — on obéit à des mots d'ordre; — ceux qui se crient le plus haut les amis de la liberté obéissent à un comité parisien. — Le suffrage représente l'opinion intéressée d'un petit nombre d'individus, on l'appelle suffrage universel. — Il n'est ni universel, ni surtout indépendant.

Je propose donc la réforme de la réforme électorale.

D'abord, il faut faire le contraire de ce qu'on fait : aux approches des élections on autorise les réunions ; c'est justement alors qu'il faut les défendre inexorablement, — suspendre les journaux ou ne leur permettre, pendant la période électorale, que d'amuser leurs lecteurs par de la littérature, des anecdotes, des romans, et laisser chaque citoyen — seul, — livré à lui-même, à ses réflexions, à ses idées, à ses opinions, à ses impressions personnelles, ou user d'une indépendance absolue et réelle — et mettre son bulletin dans des boîtes fermées et cachetées — qu'on présentera dans chaque maison.

Alors peut-être on aura un vote universel ; mais il restera encore à examiner s'il est juste, s'il est prudent, s'il est sensé que, dans le gouvernement d'un pays, deux ignorants l'emportent légalement sur un savant ; deux coquins sur un honnête homme ; deux imbéciles sur un homme d'esprit et de talent.

Et la Chambre votera la réforme de la réforme électorale.

Et ça ne sera pas encore du temps perdu.

Un autre orateur demandera la parole : — Il faut éclaircir et faire cesser un quiproquo dont aboient beaucoup de coquins et dont se laissent abuser beaucoup d'imbéciles. Qu'est-ce que le peuple français légalement? — C'est l'universalité du peuple français. — Le dernier et le plus misérable des mendiants fait partie du peuple français ; mais le roi, quand il y a un roi, fait aussi partie du peuple français, toutes les classes comme tous les individus font partie du peuple français. — Le peuple, ce n'est pas telle ou telle classe — c'est encore moins la populace. — Que signifie « le peuple » par opposition, tantôt à la noblesse, tantôt aux riches, tantôt à l'armée, tantôt et le plus souvent au gouvernement? Que signifie la souveraineté du peuple? — Si c'est la souveraineté de

tout le monde, ça ne veut pas dire grand'chose, à moins que ça ne signifie que tous, avec des droits égaux, n'obéissent qu'aux lois, — mais leur obéissent. — Personne alors n'est souverain, les lois seules sont souveraines.

Mais ce n'est pas ainsi qu'on l'entend dans les journaux, dans les clubs, dans les tavernes, dans les réunions, etc.

Là le peuple, c'est la classe ouvrière, ce n'est que par décence ou par concession qu'on y fait entrer de temps en temps les agriculteurs, — et le plus souvent on n'y pense même pas. — Le peuple, c'est les ouvriers des villes.

Pourquoi les ouvriers seraient-ils souverains? — Pourquoi les autres Français seraient-ils leurs sujets? Quels avantages présenteraient ces nouvelles castes, ces dynasties, — sur celles qu'on a renversées? C'est ainsi que l'infortuné Louis XVI, qui avait commencé par être le roi de vingt-cinq millions de sujets, avait fini par être le seul sujet de vingt-ciuq millions de rois.

Il ne faut plus permettre qu'on sépare une certaine classe du reste de la nation et qu'on fasse ainsi d'un seul peuple deux nations ennemies.

Je demande que l'emploi du mot peuple dans ce sens absurde, perfide, inepte, dangereux, soit considéré comme un délit et qu'on y attache une pénalité.

Et l'Assemblée votera cette loi, — et ce ne sera pas du temps perdu.

Un autre orateur montera à la tribune et dira :

En 1871 — comme au mois de juin 1848, — comme dans les diverses émeutes qui se sont efforcées de troubler la paix des dix-huit années du règne de Louis-Philippe, — la répression est toujours tombée sur les comparses, sur les subalternes, souvent sur des dupes — sur des fous — presque toujours on a laissé

échapper les chefs, les instigateurs, les vrais coupables. — Lorsque Neptune s'irrite de voir la tempête déchaînée sans son ordre, ce n'est pas aux flots — c'est aux vents qu'il s'en prend. « Je devrais... dit-il aux vents — mais sauvez-vous ; — une autre fois, un pareil attentat sera sévèrement puni ; — quant aux flots émus, je vais les calmer ».

Quos ego... sed motos præstat componere fluctus.
Post mihi non simili pœna commissa luetis,
Maturate fugam...

Je demande donc l'amnistie pour une grande partie de ceux qui sont encore à Nouméa, à cette condition que chacun des graciés sera remplacé par un de ces chefs qui les ont poussés en avant et les ont lâchement abandonnés à l'heure de la répression et du danger.

Et une loi sera votée qui demandera des comptes sévères à bien des gens qui parlent haut aujourd'hui, et ce ne sera pas du temps perdu ; beaucoup retourneront se cacher dans les brasseries et mettront désormais leurs ambitions dans les triomphes du bésigue et du domino à quatre.

Un autre orateur demandera la parole et dira :

De même que le suffrage faussement dit universel, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, — la presse telle qu'elle est exercée, rend tout gouvernement impossible, et condamne le pays à des agitations, à des tempêtes, à une guerre civile perpétuelle ;

Il faut exiger des garanties de la presse, — et c'est le plus grand honneur qu'on puisse lui faire et le plus grand *service* qu'on puisse lui rendre. Il faut qu'on soit reçu journaliste comme on est reçu avocat, comme on est reçu médecin, comme on est reçu pharmacien. — S'il est une différence entre l'avocat qui parle et le journaliste-avocat qui écrit, c'est que le

premier parle devant un auditoire restreint, —et a toujours un adversaire en face de lui qui lui répond devant le même auditoire, — tandis que l'autre parle à cent mille auditeurs éparpillés, devant lesquels il n'a pas de contradicteur. — Il est donc quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents fois plus puissant. Quant au nombre de ses auditeurs — il l'est d'une façon incalculable parlant seul — et il est en même temps quatre-vingt-dix-neuf mille fois plus dangereux ; danger centuplé pour le moins par l'absence de contradicteurs.

Il faut donc qu'on soit reçu journaliste, puis que le droit de réponse pour le gouvernement comme pour les particuliers, soit sanctionné par une pénalité assez sévère pour qu'on ne tente pas d'éluder la loi, en expliquant que devant les lecteurs comme devant tout tribunal, l'accusé, l'attaqué a la parole le dernier,

Et une loi sera votée en ce sens, et ce ne sera pas encore du temps perdu.

Et quand on arrivera au 20 novembre 1880, ni l'Assemblée, ni le gouvernement, ni la France n'auront perdu leur temps.

Que le publiciste en question donc se rassure et n'essaye plus de persuader à la France de se désister de son appel.

Il est une vérité d'ailleurs incontestable pour les gens de bon sens et de bonne foi et par laquelle je vais finir, c'est que si la République a des chances d'être maintenue et constituée, c'est à cette condition expresse que, au scrutin qui va s'ouvrir, les soi-disant républicains soient battus et bien battus.

S'ils sont vainqueurs, — la République est perdue. — Après nous avoir mangés, ils se mangeront les uns les autres comme des rats enragés, et ils nous jetteront dans un tel abîme de misère, que le « sauveur », quel qu'il soit, sera bien accueilli (ce dont Dieu nous pré-

serve)! — Quant à eux, nous les verrons, sous l'Empire qu'ils auront ramené, se disputer comme toujours les clefs de chambellans, comme à la fin du règne de Napoléon III les irréconciliables Jules Favre, Gambetta et autres, se disputaient ou s'apprêtaient à se disputer les portefeuilles.

NOVISSIMA VERBA

Avec toutes sortes de restrictions mentales, M. Grévy s'est enfin laissé mettre en guise de chapeau, — sur le fauteuil de M. Thiers, — et garde la place pour un autre.

M. Grévy-chapeau vote avec M. de Montalivet.

M. de Montalivet vote avec M. Hugo.

M. Hugo vote avec M. Gambetta.

M. Gambetta vote avec M. Duportal.

M. Duportal vote avec M. Bonnet-Duverdier.

M. Bonnet-Duverdier, aux frais de la ville de Paris, est allé à Londres boire avec les communards réfugiés, leur porter des secours, l'arriéré de leur solde, prendre d'eux le mot d'ordre, et vote pour eux et avec eux.

Donc MM. Grévy-chapeau, Montalivet, Hugo, etc., votent avec MM. Razoua, Gaillard père, Cluseret, Eudes, Vermersch, Pyat, etc.

Or, l'histoire est là.

Brissot, Gensonné, Vergniaud, Barbaroux, Pétion,

les Girondins, ont été guillotinés par Danton, Camille Desmoulins, Hérault de Séchelles, Tallien, etc.

Danton, Camille Desmoulins, Hérault de Séchelles, etc., ont été guillotinés par Saint-Just, Robespierre, Couthon, Tallien, etc.

Robespierre et Couthon ont été guillotinés par Collot d'Herbois, Fréron et Tallien.

Collot-d'Herbois a été déporté par Fréron et Tallien.

Tallien a été nommé consul par Napoléon, — Fréron a été nommé sous-préfet par le même Napoléon.

La partie sera donc — en dernière analyse — gagnée par les communards Eudes, Cluseret, Vallès, Pyat, Razoua, etc., qui s'entre-fusilleront ; après quoi, les derniers survivants se feront donner des places par le gouvernement qu'ils auront amené par leurs sottises et leurs excès.

« Plus ça change... plus c'est la même chose. »

Donc MM. Grévy-chapeau, de Montalivet, Hugo, et autres... Girondins ne font qu'entr'ouvrir la porte à M. Gambetta, qui l'ouvrira à M. Duportal, — qui l'ouvrira aux communards, lesquels passeront sur le ventre à M. Duportal, à M. Gambetta, à M. Hugo, à M. Grévy-chapeau, à M. de Montalivet.

Donc, il ne s'agit pas, pour les gens honnêtes de voter contre M. Grévy-chapeau, contre M. de Montalivet, etc. Il ne s'agit pas de voter contre M. Gambetta, il ne s'agit pas même de voter contre M. Duportal, il s'agit de voter contre MM. Razoua, Cluseret, Vermersch, Eudes, Gaillard père, etc.

Il ne s'agit pas de voter contre des adversaires politiques, il s'agit de se défendre contre les voleurs, les incendiaires et les assassins d'une nouvelle Commune. et ensuite contre un despotisme quelconque.

Un mot du président de la République.

On lui attribue, — sans y croire, — de bizarres projets, — il n'est pas difficile pourtant d'aimer toujours une république dont on est le président, nous venons d'en voir un curieux exemple en M. Thiers, qui s'était montré toute sa vie ennemi de la république et avait tué tant de républicains.

Que gagnerait M. de Mac-Mahon à détruire la République ? — restaurer un empire, une monarchie ? Il ne serait ni empereur ni roi, — et il est président de la République, — personne n'est aussi intéressé que lui au maintien de la République, — et ajoutons que la République n'est pas moins intéressée au succès de M. de Mac-Mahon.

A MON FRÈRE EUGÈNE KARR

A PERPIGNAN

Je suis bien embarrassé : l'article que j'envoie toutes les semaines à Paris doit paraître le vendredi. Mon manuscrit a près de trois cents lieues à faire. Ce qu'il faut surtout prévoir, c'est l'imprévu — un retard de la poste, par exemple ; — je l'envoie donc plusieurs jours à l'avance.

Or, aujourd'hui lundi, j'ai le droit de ne pas connaître le résultat des élections qui ont eu lieu hier dimanche ; mais vendredi, ce sera différent. Il n'est prudent de prophétiser qu'après l'événement ou, si longtemps à l'avance, que les lecteurs aient eu le temps d'oublier la prophétie. J'aurais la ressource des pilotes de la Manche, quand un bourgeois sur la jetée du Havre ou de Dieppe leur demande quel temps il fera le lendemain.

— Monsieur, vous voyez là-bas, ce nuage?

— Oui.

— Vous voyez la mer?

— Oui.

— Vous voyez la côte et le soleil?

— Oui.

— Eh bien, je ne vous dis que ça.

Et le lendemain, si le pilote rencontre son bourgeois de la veille, — quelque temps qu'il fasse, vent, pluie ou soleil, — il lui dit :

— Eh bien, bourgeois, qu'est-ce que je vous ai dit hier?

Il y a encore le procédé de M. de Girardin. — Un jour il écrit : « La République est la plus triste et la plus sanglante alternative qui se puisse imaginer. »

Quelque temps après, il écrit : « Moi qui ai toujours été républicain. On peut remonter aussi haut qu'on voudra dans ma vie d'écrivain : si haut que l'on remonte on en trouvera la preuve. »

Et ce qu'il y a de plus drôle, c'est qu'il croit qu'on le croira et qu'il le croit lui-même. — Je n'ai pas l'intention d'être aussi drôle que ça.

Or, la seule chose qui intéresse les lecteurs de journaux aujourd'hui, demain, après-demain et encore vendredi, c'est, ce sera le résultat des élections. — Je n'en pourrais parler que mal, je n'en parlerai donc pas du tout ; — je vais, pour cette semaine, laisser la politique de côté. — Je suis d'autant plus libre de dire ce que je voudrai et de m'abandonner à ma fantaisie, qu'il est probable que les lecteurs du *Moniteur*, voyant que dans mon article il n'est pas question de ce qui les intéresse à si juste titre, — s'arrêteront dès les premières lignes et ne les liront pas. — Si quelqu'un, par hasard, me fait le mauvais tour de me lire jusqu'au bout, je serai dans la situation de cet acteur courant la province, qui était accoutumé à ce qu'on ne lui laissât jouer que le commencement des pièces. — On le sifflait, on lui jetait des pommes plutôt crues que cuites, — il les ramassait, les mettait dans sa poche

et rentrait dans la coulisse ; son engagement était naturellement résilié ; mais il avait touché et mangé les avances qu'il est d'usage de donner — et il gagnait une autre ville.

Un jour, le public distrait ou indulgent ne le siffla pas : — il attendait, il écoutait ; rien ; tout d'un coup il ne donne pas la réplique à l'acteur en scène avec lui. .

— Eh bien, allez donc!

Il s'avança sur le devant de la scène, salua et dit :

— Messieurs, comme jamais on ne m'a laissé aller plus loin que la troisième scène, j'ai cru qu'il suffisait d'en apprendre quatre. Voici la quatrième finie, et je n'en sais pas davantage.

Laissons donc la politique pour aujourd'hui, parlons d'autre chose, et ne soyons pas long pour ne pas usurper une place qui pourra être occupée par des détails sur ce qui préoccupe si justement les lecteurs.

Il y avait bien longtemps que je désirais aller voir Zwei-Brucken (Deux-Ponts), en Bavière. — Notre famille est originaire de Zwei-Brucken. Avant la Révolution française, notre grand-père, le conseiller Ludwig von Karr, un peu conseiller, un peu maître de chapelle, un peu ami du grand-duc, avait pris une part active à la publication de la fameuse édition des « classiques » de *Deux-Ponts*, si appréciée par les bibliophiles ; — tu dois te souvenir, comme moi, d'avoir vu dans notre enfance venir à la maison, et y être bien accueilli, de l'argent allemand provenant de la liquidation d'une société pour cette publication qui avait existé, sous la protection et avec la participation du grand-duc, entre un certain baron de Bilderbeck, notre grand-père Ludwig et quelques autres. Lors de la Révolution française, notre grand-père fut envoyé par le grand-duc près de la Convention, avec je ne sais

quelle mission; — il fut enfermé contre tout droit au Luxembourg où il mourut.

Notre père vint à Paris, — où il donna des leçons de piano, un instrument alors nouveau venant remplacer le clavecin, et commença à écrire ces nombreuses, faciles et charmantes compositions, qui lui ont fait donner plus tard la croix de la Légion d'honneur, et bien plus, l'ont fait placer par Balzac, dans un de ses plus beaux livres (les *Parents Pauvres*, — le *Cousin Pons*), au nombre des musiciens célèbres de ce temps-là.

Notre mère, Française, ne permettait pas qu'on parlât à la maison une langue qu'elle ne comprenait pas, si bien que je n'ai jamais su qu'une trentaine de mots allemands. — Quand je publiai mon premier livre, « *Sous les Tilleuls* », un écrivain du *Journal des Débats* me dénonça comme ayant tout simplement, clandestinement et peu honnêtement traduit un ouvrage allemand dont il donnait le titre, — qui était le mien : *Unter den Linden*, — le journaliste, prenant une promenade de Berlin pour un roman, — ce roman, d'ailleurs, eût-il existé, il m'eût été tout à fait impossible d'en traduire quatre lignes.

De mes vingt ou trente mots d'allemand, il ne m'en restait guère, comme il ne m'en reste malheureusement aujourd'hui que huit ou dix, lorsqu'en 1848 j'appris que j'étais Allemand et Bavarois, et que je l'avais toujours été, à tel point que Ledru-Rollin et ses amis, contre lesquels je défendais déjà la République, ne cachaient pas l'intention de « m'expulser » comme *étranger*, et de me faire conduire — ils appelaient cela improprement « reconduire » — de l'autre côté de la frontière que je n'avais jamais franchie ni d'un côté ni de l'autre. Lamartine et Marie me donnèrent des lettres de naturalisation, si bien que si je suis Français, ce n'est pas par le hasard de la naissance, mais par choix, et par un choix que j'avais eu le temps de méditer.

J'avais entendu souvent notre père et un de ses frères, capitaine de hussards dans l'armée française, — deux autres avaient été tués sous le même drapeau, — parler avec plaisir, au coin de la cheminée, de leur joyeuse enfance à Zwei-Brucken. Il y avait d'intéressants récits de pêche et de chasse et d'aventures dans la forêt. Il n'y avait qu'à Zwei-Brucken de vraies pommes de terre qui, cuites à la vapeur dans une marmite de fer, et écrasées d'un coup de poing, montraient une farine presque sèche parsemée de grains d'argent, comme certaines pierres micacées, — celles que nous mangions étaient une imitation médiocre ; — de même, il n'y avait qu'à Zwei-Brucken de vraies cerises.

Celles que nous mangions à Paris n'étaient que des apparences de cerises. — Enfin tout ce qui pouvait frapper et séduire l'imagination des enfants. — Toi et moi nous considérions Zwei-Brucken comme une sorte de paradis perdu. — Ces impressions d'enfance, loin de s'effacer avec le temps, semblent au contraire se raviver, et finissent par être celles que les vieillards se rappellent avec le plus de plaisir et aussi avec le plus de facilité et de netteté. — Les premières impressions s'écrivent au cerveau comme sur papier blanc, les autres dans les interlignes et les lignes croisées, — le souvenir... Mais je suis si certain que le lecteur s'est déjà arrêté, que je vais profiter de ce que nous sommes seuls et entre nous, mon cher Eugène, pour glisser ici un demi-quarteron de vers ; — les vers sont presque toujours, il faut l'avouer, plus amusants à faire qu'à lire ; — je dirais bien, pour les faire passer aussi, qu'ils sont traduits de l'allemand, comme je fis pour ceux que je mis en épigraphe dans *Sous les Tilleuls*, ce qui fit décider par un autre journaliste, — on ne me gâta pas à mes débuts, — qu'il n'y avait de bon dans mon livre que ce qui n'était pas de moi, — à savoir des vers de

Gœthe, de Klopstock, de Schiller, etc. Mais l'aveu que j'ai fait plus haut ne me permet pas de recommencer cette innocente supercherie.

Où est le temps où je n'avais jamais fait que des vers, et où il me sembla qu'on me coupait douloureusement les ailes — quand on me dit que, pour vivre de ma plume, je devais faire non seulement de la prose, mais de la politique? — et puis, une fois à la bataille, c'est comme au bal masqué, on s'y ennuie et on y reste.

Doux et riant tableau qu'une vaste prairie
De fleurs de tous les tons, embaumée et fleurie,
Où voltigent l'abeille et les papillons bleus!

Mais le soleil d'août, de baisers et de feux,
D'abord l'a caressée, et puis... il l'a flétrie. —
Un moissonneur la fauche, avec des chants joyeux;
Puis vient un chariot traîné par de grands bœufs,
Qui la porte séchée aux greniers de la ferme;
Ça s'appelle du foin — un assez vilain terme;
Mais, quand la terre est nue et le froid rigoureux,
Ça parfume l'étable et nourrit les grands bœufs!

Il est du souvenir comme des vertes herbes :
Le cœur a son grenier pour y serrer ses gerbes.
— C'est du foin, dit un jeune. — Ami, soyons-en fier;
Quand le temps a couché de sa faux implacable
Nos plaisirs du printemps et nos amours d'hier,
Serrons les souvenirs, trésor vivant et cher :
Ça sent encore bien bon... ce foin-là; — puis, l'hiver,
Ça nourrit le vieux cœur qui rumine à l'étable.

Me voici donc à Zwei-Brucken, fouillant partout pour y retrouver des souvenirs; mais, hélas! si mon père vivait, il aurait aujourd'hui plus de cent ans, — peu de maisons de la jolie petite ville ont cet âge, — pas un habitant probablement.

Voici cependant debout le palais des princes, « la ré-

sidence, » devenu aujourd'hui le palais de la cour supérieure de la Bavière rhénane, et à l'époque de mon grand-père, transformé en grande partie en imprimerie. C'est là que s'est passée l'enfance de notre père et du vieux capitaine à moustaches déjà grises quand nous étions enfants, son frère Antonin. — Voici surtout les grands arbres deux ou trois-fois centenaires qui s'étendent, pendant plus d'une demi-lieue, en deux longues allées sur les deux côtés de la très petite rivière. Ces arbres — de magnifiques ormes — qui forment, à une grande élévation, des voûtes arrondies et obscures comme une suite de vieilles cathédrales; — voici le quinconce de tilleuls devant l'école. — Sous ce quinconce jouent à la marelle, en attendant l'heure de la classe, un essaim d'enfants qui ont déposé au pied des arbres eurs gibecières pleines de livres et de cahiers. — Je cherche parmi ces petits enfants ceux dont la chevelure est la plus blonde, car je n'ai pas oublié que l'oncle Antonin donnait parfois à son frère plus jeune le nom de *silbercopt* (tête d'argent) qu'on lui avait donné dans sa petite enfance, à cause de ses cheveux presque blancs, — cheveux que nous n'avons connus que blonds cendrés et qu'il a conservés sans un poil blanc jusqu'à l'âge de soixante-huit ans, où il nous a quittés.

Je suis le cours de la petite rivière, la Schwarzbach, — elle ne peut pas avoir beaucoup changé, elle devait, alors comme aujourd'hui, être couverte en certaines parties, de longues chevelures vertes, étoilées des fleurs blanches de la renoncule aquatique. — On devait trouver, comme aujourd'hui, sur les rives au delà des « allées » où je vais la suivre et où elle cesse d'être profondément encaissée — ces charmantes fleurs bleues, les *vergiss mein nicht* que je cueille avec joie, et que j'ai à peu près fait connaître et mises à la mode en 1831, lors de la publication de *Sous les Tilleuls*.

A l'auberge de Zwei-Brucken — *Zwei-Brucken Hoff*, je me fais servir de la *sauer kraut*, — que ma mère nous obligeait à prononcer choucrout — avec d'excellent lard fumé — des pfannkuchen — qu'elle prononçait pannecoup et — des pommes de terre « en robe de chambre » avec d'excellent beurre, — et je demande à goûter l'eau dont je me rappelais l'éloge fait un peu froidement par l'oncle Antoine qui n'en buvait pas, — mais tendrement par notre père qui, musicien et Allemand, ne buvait que de l'eau, et était gourmet d'eau comme d'autres le sont de vin. Aussi, quand il arrivait dans un pays nouveau, fût-ce pour vingt-quatre heures, il goûtait les eaux de la ville et faisait son choix pour le temps de son séjour.

En sortant de l'auberge, à gauche, je vis, par-dessus un petit mur d'appui, un jardin dans lequel quelques rosiers étaient chargés de fleurs, — c'était la rose à cent feuilles, devenue rare, et qu'en France, je crois, on ne trouve plus que chez moi et dans quelques vieux jardins. — Il me prit une grande envie de les voir de près, de les toucher, de les respirer, — et d'ailleurs je savais à qui les offrir. — Une vieille femme sarclait dans le jardin. J'entre, je lui montre les roses, j'exprime par gestes que je veux en cueillir quelques-unes. Elle me répond *ia* et me donne le couteau avec avec lequel elle sarclait. — Le *ia* allemand a un caractère particulier, — le oui, le *si* des Italiens est vif, facile, rapide, — le *oui* français est ferme, net, positif, — le *yes* des Anglais, emprunté à la langue allemande, a, grâce à la modificatian et à la prononciation, quelque chose de sec et de pincé — le *ia* allemand est large, ouvert, — et semblerait sans restriction.

Je cueille donc des roses; — j'en prends une douzaine, — et je vais rendre à la vieille femme le couteau qu'elle m'avait prêté et lui demander le prix qu'elle met à ses roses. Je tire de ma poche une poignée

de petites pièces que je lui présente sur ma main ouverte, pour qu'elle prenne selon sa conscience. — C'est ce que je suis obligé de faire en pays allemand, où je suis naturellement sourd et muet. — Je me rappelle ce que me racontait Balzac, se trouvant dans la même situation et voyageant dans le même pays en chaise de poste. Il était fort embarrassé pour payer les guides. « Je faisais signe au postillon, me dit-il, d'étaler sa main, et je mettais dedans, lentement et une à une, des pièces d'un marc et de 50, 20 ou 10 pfennings, et je le regardais attentivement. Quand il arrivait à sourire en ouvrant sa large bouche, c'est que je donnais trop; je retirais la dernière pièce. »

Je n'eus pas besoin de tant de façons avec ma vieille femme : elle regarda mon argent avec étonnement, sourit, écarta ma main, me prit par les épaules et me poussa dehors.

Une jeune fille d'une quinzaine d'années que je trouvai dans une boutique répondit en français et avec beaucoup d'affabilité à deux ou trois questions, et quand je lui dis que je voudrais bien trouver un homme très âgé parlant français, elle m'indiqua la demeure d'un vieillard qui lui « avait dit » parler très bien français.

— Mais, repris-je, vous devez bien savoir s'il parle, et s'il parle bien.

— Non, je n'en sais rien; j'ai essayé de causer en français avec lui, parce que je commence, faute d'occasion, à oublier cette langue que j'ai apprise en pension, mais il a refusé en me disant : « Les Allemands » entre eux doivent parler allemand ; » allez le voir.

Je me présentai chez un homme de soixante et quelques années, il m'ouvrit lui-même la porte, — je m'excusai de mon importunité, et je lui demandai la permission de lui faire quelques questions.

— *Ia.*

— Vous êtes né ici?

— *Ich vertsch nicht.*

Je comprenais, moi, très bien ces trois mots que je suis obligé, hélas! d'employer bien souvent, et qui veulent dire : « Je ne comprends pas. »

— Mais vous parlez français?

— *Ia*, très bien, *sher wolh.*

— Je prendrai, si vous le permettez, la liberté de vous faire quelques questions?

— *Ich vertsch nicht.*

— Mon père est né à Zwei-Brucken...

Il paraît que je prononce agréablement et correctement ce mot Zwei-Brucken, car l'Allemand s'écria :

— C'est *hun* farce, *spricht deutsche* (il parle allemand); c'est *hun* farce, répéta-t-il en aspirant fortement l'*h* devant le mot *un*.

Et il me ferma la porte sur le nez. — Je restai convaincu que, ainsi que le soupçonnait la jeune fille qui me l'avait indiqué, il savait juste autant de français que je savais d'allemand.

Il ne me restait plus qu'à chercher quelque chose que je pusse rapporter à mes trois petits enfants, mesdemoiselles Suzanne et Violette, et M. Alphonse Bouyer. Mais, selon mon usage, je voulais quelque chose qui fût « bien du pays ». Je me fis donc indiquer la belle rue, la grande rue, et je passai les boutiques en revue. Il y avait des magasins de « galanteries », c'est-à-dire de bibelots et curiosités, des magasins de « délicatesses », c'est-à-dire des confiseurs; mais sur ces boutiques comme sur les magasins de modes et de nouveautés, on voyait écrit invariablement : *Pariser artikels*, articles de Paris, comme dans toutes les villes allemandes que j'ai visitées. De quoi on peut conclure que l'Allemagne n'a pas encore enlevé, comme elle l'avait annoncé, l'empire de la mode à la France.

Avant de partir, j'allai voir, dans un coin du cimetière, une statue de l'Allemagne — Germania — autour de laquelle ont été enterrées une quinzaine de victimes de la dernière guerre; — parmi les soldats bavarois, on a inhumé, me dit-on, quelques prisonniers français morts de leurs blessures ; — cette égalité, cette réconciliation dans la mort m'a frappé et m'a attendri. — La nuit, j'ai revu cet endroit en rêve, — les soldats des deux nations étaient sortis de terre au clair de la lune, et assis sur l'herbe, causaient amicalement entre eux.

— Ah! disait un Allemand, tu n'aurais pas eu le courage de m'enfoncer ta baïonnette dans la poitrine, si tu avais connu mon père, ma mère et ma fiancée !

— Et toi, répondait le Français, tu ne m'aurais pas donné sur la tête ce coup de sabre dont je suis mort huit jours après toi, si tu m'avais connu moi-même, — moi un si bon garcon, si gai, si serviable!

— Mais, dit un autre, est-ce assez féroce, est-ce assez bête que des hommes qui ne se sont fait aucun mal, ni aucun tort, qui ne se sont jamais vus auparavant, se ruent les uns sur les autres comme des bêtes sauvages!

— Comment se fait-il, dit un dragon français, que vous, qui avez fait une révolution, et nous qui en avons fait quatre, nous n'ayons jamais pensé, en acceptant un nouveau gouvernement, à l'heure où les rois candidats sont si doux, si accommodants, si humbles, à leur enlever le droit de faire la paix ou la guerre?

— Loin de là, dit un Bavarois, nous leur dressions des arcs-de-triomphe et des statues, et nous les couronnions de laurier, quand ils nous ont envoyé nous battre, tuer et nous faire tuer, en se tenant personnellement à l'abri du danger.

— Il est évident, dit le dragon, que nous avons bien plus à nous plaindre de celui-ci pour lequel nous nous

battons que de celui contre lequel nous nous battons.

— Il n'est pas moins évident, dit un hussard bavarois, que la guerre même la plus heureuse, la plus triomphante, est un immense malheur même pour le peuple vainqueur.

— A bas la guerre! dit le Français.

— A bas les conquérants, moissonneurs de lauriers, cueilleurs de palmes! etc., dit l'Allemand.

Je m'éveillai et je me remis en route. J'ai bien regretté que nous ne fussions pas ensemble, mon cher Eugène, pour voir cette ville où est né notre cher père. — Cette visite m'a rajeuni de vingt ans, — mais pour vingt-quatre heures, ça n'a pas eu de suite. — J'embrasse toi et tes enfants.

A UN CANDIDAT TRIOMPHANT

C'est un beau jour pour vous, monsieur, que le jour de votre élection comme député, — un de ces jours que les anciens marquaient d'un trait blanc à la craie : *albo notanda lapillo.*

De même qu'on est humilié en contemplant, à Paris, dans je ne sais plus quel musée, l'armure de François Ier, — dans laquelle tiendraient à l'aise et ballotteraient trois de nos grands hommes d'aujourd'hui, — on serait un peu intimidé en lisant la liste de ce qu'on appelait autrefois les vertus républicaines, — le désintéressement, la pauvreté honorable, toutes les sobriétés, le dévouement absolu à la patrie, le sacrifice de la vie toujours prêt, l'obéissance religieuse aux lois.

Heureusement qu'on a remis tout cela, et cuirasse et vertus, à la taille des contemporains, — et que toutes ces vertus sont remplacées aujourd'hui par cette seule condition plus facile : être l'un des 363, — condition non seulement plus commode à remplir, mais

aussi très supérieure, — car un citoyen, et il en est, qui naïvement se présenterait avec toutes ces vertus démodées contre un 363, — n'aurait pas dix voix, et, pas plus d'un parti que de l'autre — il n'est pas de ville qui ne renferme dans son sein quelques hommes connus par quelque action héroïque ou par une vie entière consacrée à la probité, à la justice, au travail — on ne fait même pas attention à eux ; on nomme le Lyonnais Barodet à Paris et le Parisien Duverdier à Lyon.

C'est donc un beau jour pour vous ; vous avez, il est vrai, été épluché, déshabillé, houspillé, fustigé, etc. On a dit, avec preuves à l'appui, que vous avez commis à telle époque un acte d'improbité, à telle autre une monstrueuse injustice, à telle autre une monstrueuse lâcheté, cela n'a pas nui à votre popularité ni à votre élection, au contraire ; nous sommes arrivés à ce point de dissolution, que, si on dit d'un joueur : « Il triche, il retourne indûment le roi, il fait sauter la coupe, il a une « portée » dans sa manche. » On répond :

— Je suis bien content de savoir cela, et je vous remercie de me l'apprendre. — Je vais parier pour lui.

Un gouvernement honnête, sage, modéré, n'est pas de force contre « l'opposition ». Que promet-il à ses partisans? De leur conserver ce qu'ils ont, les fruits de leur travail. — Ce qu'ils ont... Mais ce que j'ai, vous ne me le donnez pas, ce que j'ai, je l'ai.

Ils me rappellent cet homme obéré dont un oncle riche payait les dettes.

— C'est très bien, dit-il, je vous remercie, mais vous ne me donnez rien pour moi.

Combien connaissez-vous d'hommes contents de leur sort, et croyant leur fortune à la hauteur de leur mérite ou de leurs appétits? — Conserver aux gens ce qu'ils ont, ça n'excite ni ardeur, ni reconnaissance, ni enthousiasme.

Mais parlez-moi du parti soi-disant républicain ; les chefs ne sont bornés dans leurs promesses ni par l'injustice, ni par l'impossibilité, ni par l'absurde. — « Vous aurez d'abord, disent-ils, tout ce qu'ont les autres, sans être astreints comme eux au travail qui le leur a fait acquérir. »

C'est Mahomet promettant aux croyants qu'ils trouveront dans le paradis l'arbre *Tuba*, — un arbre immense dont une branche s'étendra devant la fenêtre de chaque bienheureux ; — cet arbre ne donnera pas mesquinement tel ou tel fruit, — il donnera ce que chacun désirera, — des pêches, des cerises, etc., mais aussi des faisans rôtis, des pâtés de foie gras, de riches turbans, et des vestes de soie verte, et des houris aux yeux de velours, etc.

Car, il ne faut pas se le dissimuler, si on parle tout haut aux électeurs de libertés, de destruction des abus, de progrès, etc., on leur dit autre chose à l'oreille, et surtout ils se disent eux-mêmes autre chose. Ils entendent « partage » — et par partage ils entendent « dépouillement des autres », car ce ne sont que les modérés et les naïfs qui se contentent de partager ; les morceaux ne sont pas déjà trop gros pour leur appétit. — Je sais tel manœuvre terrassier qui, en votant pour les 363, se considère comme le propriétaire futur et prochain de la terre qu'on le paye pour cultiver. — « Mon maître, dit-il, ne fume pas vite, et lésine sur l'engrais, la terre s'appauvrit, il est peu soigneux et insouciant, — et il me laisse, pauvre moi, de grandes dépenses à faire pour le jour où la vraie, « la sainte » sera enfin proclamée. »

Rien n'est triste, grotesque, humiliant comme de voir fonctionner ce qu'on appelle si absurdement le suffrage universel. — Je n'ai que la piètre consolation de ne m'y être pas trompé.

En 1848, je m'étais laissé jucher candidat au Havre

— L'art d'escamoter les voix était encore dans l'enfance ; cependant on fit si bien que je ne fus pas élu, tout en ayant deux mille voix et quatre mille voix de plus au Havre que les deux candidats nommés. — Je fus cité à une réunion nombreuse et sommé de répondre à deux griefs :

— Vous avez dit dans vos *Guêpes* que le suffrage universel amènerait des voix à trois francs ?

— Je l'ai dit, c'est vrai, mais je me suis trompé et je me rétracte. (Murmures flatteurs.)

En entrant dans cette honorable assemblée, j'ai vu un citoyen qui promettait sa voix pour la part d'un pot de cidre. Donc, au lieu de trois francs, il faut dire vingt centimes. (Murmures moins flatteurs.)

— Vous avez dit, dans ces mêmes *Guêpes*, que la bru du tyran vous avait envoyé cinq cents francs pour les pauvres d'Étretat.

— Qu'entendez-vous par la bru du tyran ? Est-ce la belle-fille du roi Louis-Philippe, la duchesse d'Orléans ?

— L'ex-duchesse d'Orléans, oui.

— Eh bien, je disais la vérité : la duchesse d'Orléans m'avait fait remettre cinq cents francs pour de pauvres pêcheurs, des veuves et des orphelins. (Murmures.) J'aurais pris pour une lâcheté de ne pas le dire hautement, précisément aujourd'hui. (Murmures plus accentués.)

Je me retourne vers l'auditoire :

— Ah çà, messieurs? (Dites citoyens !), citoyens, s'il faut un gredin pour vous représenter, cherchez ailleurs. Je me retire. (Applaudissements frénétiques.)

Ça a fait des progrès depuis.

Un homme en qui j'ai confiance, mais qui d'ailleurs ne me disait rien de difficile à croire, me contait l'autre jour qu'il avait entendu le petit dialogue suivant entre deux paysans des Alpes-Maritimes.

— Pour qui que tu votes?

— Moi, je vote pour M***, il donne deux francs.

— Pas si bête! R*** donne trois francs.

— Mais, M*** donne à boire et à manger tant qu'on veut, et je t'assure qu'hier j'y ai coûté plus de vingt sols.

— C'est possible, t'es garçon; mais moi! si, quand je rentrerai ce soir, la *fremma* (ma femme) en fouillant mon gilet, trouve deux francs au lieu de trois, elle m'appellera feignant et me défendra de faire de la politique.

Les soi-disant républicains jettent les hauts cris contre les influences des ministères.

— Il est irritant, dit le poète latin, d'entendre les Gracques parler contre la sédition :

Quis tulerit Graccos de seditione querentes?

Ils me rappellent cette femme qui disait :

— Quand j'ai une dispute avec une voisine, je me dépêche de l'appeler catin, parce que, ensuite, si elle m'appelle catin, l'effet en est perdu.

On ferait des volumes des inepties, des saugrenuités, des absurdités auxquelles ces saturnales, ce carnaval, ce délire des élections ont donné lieu, et M. de Girardin avoue lui-même, dans son journal, qu'on a été jusqu'à crier : « Vive Girardin ! »

Je sais bien ce qu'il y a d'imprudence, en ces moments de fièvre et de folie politiques, à essayer de faire entendre la vérité et le sens commun. Le moindre mal qui en puisse arriver, c'est de ne pas être écouté. — Mais si je ne dis pas ces choses-là, je n'aurai rien à dire, car je ne sais pas dire autre chose, et je veux parler.

Parlons... pour 1880.

A propos du suffrage dit universel — mettons les

points sur les *i*, — ou, comme disent les Russes, — « ce n'est pas au sourcil, mais à l'œil que l'on frappe » :

Nic v brav, a v glas.

Vous vous croyez honnête et intelligent, — regardez autour de vous, réunissez le plus effronté coquin et le plus lourd imbécile que vous trouviez, — et vous leur rendrez hommage comme à vos maîtres légitimes.

Vous vous déclarez indépendant, libre désormais de choisir vos chefs et vos conducteurs. — Voici Héliogabale le fou furieux — et en même temps Marc-Aurèle l'empereur philosophe qui se présentent à vos suffrages ; — si par hasard vous hésitiez, — votre hésitation ne sera pas longue, — car Héliogabale s'adjoindra Caligula ou Collot-d'Herbois, ou Raoul Rigault, ou Fieschi, ou Eudes, — et alors Marc-Aurèle n'aura qu'à aller... se cacher, s'il est prudent.

Voici Achille et Thersyte : — Achille est brave, Thersyte est le plus lâche des gens ; — mais Thersyte voit de loin Félix Pyat et l'appelle... pst !

Tu tenete, adesto altrinsecus, mets-toi de l'autre côté. Et Pyat vient à côté de lui — et tous deux « *engueulent* » sans scrupule et sans danger Achille qui se déferait facilement de l'un avec un coup de poing et de l'autre avec un coup de pied. Mais... la loi du nombre est là, il faut qu'il se soumette, et Pyat et Thersyte lui disent :

— Appelle-moi ton œil, ta rose, ton passereau, ton poulet, ta caille, etc.

> ... Meus ocellus, mea rosa...
> Dic igitur me tuum passerculum, gallinam, coturnicem.
> (PLAUTE.)

Victor Hugo est certes un grand écrivain, un grand

poète, dans toute l'acception ordinaire du mot (je l'entends autrement). Eh bien, d'après la loi du nombre, il doit s'incliner devant le poète Gagne et le publiciste Bertron, s'ils unissent leur talent, et ils lui imposeront une prosodie et une grammaire de leur cru. — Mais si un autre poète, Cascamèche, par exemple, se joint au poète Gagne et au publiciste Bertron, Hugo se prosternera dans la poussière et leur demandera, pour continuer à écrire, une permission qui lui sera probablement refusée.

Non jamais, depuis l'origine du monde, on n'a imaginé une erreur, une folie, une bêtise aussi bête, aussi folle, aussi sauvage, aussi dangereuse, que ce qu'on appelle si improprement le suffrage universel — (je parle pour 1880).

Vous ne voulez plus de rois — et vous devenez les esclaves obéissants, enthousiastes, dévots, des ivrognes, des voyous, des *fripouilles*, — aussitôt qu'ils sont un de plus que les gens honnêtes, laborieux, intelligents.

Aucun gouvernement, aucune nationalité, aucune société, n'est possible avec cette insanité, qui nous a donné successivement la république, l'empire, la guerre de Prusse, une Chambre royaliste, une Chambre républicaine, sans qu'il soit possible à personne de préjûger ce qu'elle nous donnera demain.

Non, un grand peuple ne peut rester sous ce joug honteux. Plus de concessions, plus d'hypocrisie ; que tout homme sensé, que tout homme honnête, que tout homme courageux et ami de sa patrie, que tout homme ayant une plume ou une langue, combatte le monstre sans trêve ni merci. — Proclamons la guerre sainte du bon sens, de la justice, de la dignité, du salut de la France. — Combattons cette ineptie mortelle avec la raison, avec l'éloquence, avec le ridicule, par la comédie, par le vaudeville, par l'épigramme, par la

chanson — par la haine, par le dédain, par le sarcasme, par la vérité surtout.

Je sais bien que mon ami, le solitaire des Landes, me crie de loin :

— Ça n'est pas la faute du suffrage universel, c'est la faute de Joseph Prudhomme qui est plus bête que jamais et devient complètement odieux.

Parlons de la République (toujours pour 1880). Je suis républicain, je l'ai dit cent fois et je le répète, — j'ai été républicain avec Cavaignac, avec Charras, avec Vaulabelle, avec Tourret, etc., etc., — mais je ne le suis pas avec les masques qui se disent républicains aujourd'hui et que je divise en deux classes : — les premiers qui étaient hier bonapartistes, avant-hier orléanistes, le jour de devant légitimistes, aujourd'hui radicaux, demain n'importequinquistes, — et qui me rappellent une figure singulière. Un oncle du marquis de Créquy, à la fin du règne de Louis XV et au commencement du règne de Louis XVI, avait une grande réputation de bizarrerie ; il prétendait obéir à la nature et à la justice. — Seul en France, à cette époque, il laissa croître sa barbe, et ne se montrait jamais, même en costume bourgeois, sans un grand sabre pendu à un grand baudrier ; — mais par esprit de justice le sabre pendait aujourd'hui à gauche, demain il pendait à droite.

La seconde classe se — compose de gaillards qui ne font aucun cas des principes que les plus lettrés d'entre eux ont mis sur leur drapeau. — Ils ont grande faim, ils ont grande soif, ils sont paresseux et inhabiles, — ils ne peuvent vivre sans un bouleversement de la société.

Les uns et les autres jouent sur la rouge.

Parce que, au jeu de la politique et par une particularité — que n'admettraient aucuns des *Dupressoir* ni des Blanc — on peut jouer cette chance sans pon-

ter, sans mettre au jeu. — On la joue sur parole, on empoche si on gagne, on s'en va si on perd.

Mais de républicains... allons donc! — vous les avez vus en 1871, vous les entendrez demain :

.... Ces superbes vertus
Que proclamaient nos drapeaux dans la lice,
Désintéressement, simplicité, justice,
Mes chers messieurs, c'est bon pour des vaincus.
Vous qui n'avez plus rien, ni places, ni pécune,
Sans murmurer, subissez vos destins,
Et laissez-nous jouir de la bonne fortune ;
..... A votre tour d'être républicains.

Mais supposons un moment que je ne sois pas en France le seul républicain. — Voyons si l'établissement définitif de la République est juste, — s'il est possible.

Il y a eu, aux dernières élections, — électeurs inscrits, 9,736,118; — votants, 7,793,313.

Pour les divers partis soi-disant républicains, — 4,179,985.

Pour les conservateurs, 3,613,328.

Différence : 566,657.

Abstentions, 1,942,805.

Or, il n'est pas paradoxal de dire que tous les partisans de ce qu'on appelle la République, tous les joueurs sur la rouge étaient au complet. — Ils ne sont empêchés ni par amour de la tranquillité, ni par le travail. — Ce n'est pas trop, ce n'est pas assez d'ajouter un million aux conservateurs.

Donc, nombre égal des deux côtés.

Or, — quand la presque totalité d'une nation exprime une volonté, — une petite minorité n'a qu'à se soumettre.

Mais la moitié de la nation peut-elle se soumettre à l'autre moitié?

Serons-nous divisés en deux peuples, — l'un composé de rois, l'autre de sujets? — Les rouges seront-ils des blancs, — les blancs et les tricolores seront-ils des nègres?

Et s'ils sont déclarés sujets nègres, combien de temps consentiront-ils à rester sujets et nègres?

Il est évident, incontestable, que, dans une semblable situation, il n'est pas plus juste de déclarer la république absolue que la royauté absolue.

Il faut un terme moyen par lequel chacun, sacrifiant une partie de ses espérances ou de ses sympathies, soit assuré de conserver son indépendance et ses intérêts. Donc — je parle toujours pour 1880, — si alors les choses sont autres que ce qu'elles sont aujourd'hui,

Le gouvernement mixte, le gouvernement représentatif, une royauté modérée par des institutions républicaines est le seul gouvernement juste et possible.

Dans la situation actuelle — si elle dure jusqu'en 1880 — déclarer la république, c'est ressembler à ces navigateurs qui abordèrent sur une baleine, la prenant pour une île, et qui furent noyés lorsque l'île jugea à propos de plonger.

On parle d'un projet d'adresse au maréchal de Mac-Mahon, président de la République, — lui rappelant sa promesse et son devoir de ne céder ni au découragement ni au dégoût — et de conduire la barque, quelque démolie qu'elle paraisse, jusqu'au terme de son voyage.

ÆGROTANTIS SOMNIA

J'étais fatigué. J'avais ramé, j'avais travaillé au jardin, — j'avais surtout pensé à quel point Dieu semble avoir cessé de « protéger la France » ; j'allumai ma lampe, je me couchai pour essayer de me dérober à ces réflexions et de m'échapper de la vie actuelle par la lecture d'abord et ensuite par le sommeil. — Mais le *sort* des livres, — *habent sua fata libelli*, semblait conspirer contre moi. J'ouvre au hasard Fénelon, et je lis : « L'éloquence est l'art de persuader la vérité. » O doux Cygne de Cambrai ! comme tu planais haut au-dessus des gens qui, moins honnêtes, mais plus « pratiques », ont dit : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée ». Cette phrase cependant me fit penser à Cicéron et à ses *Traités de l'orateur*. — Quelle charmante absence de soi-même que la lecture ! me disais-je : — au lieu d'aller « dans le monde » entendre des niaiseries, des vulgarités, des *potins*, on peut inviter à venir passer la soirée avec soi les plus grands, les plus aimables esprits de tous les temps et

de tous les pays, — et ils viennent, toujours bien disposés, toujours en verve. — Ils vous trouvent en robe de chambre, en manches de chemise, au lit, — ils ne s'en offensent pas et développent pour vous le trésor de leur génie et de leurs études,

Cicéron — parlant de cet « autrefois » dont on parle tant, dont on a toujours tant parlé, où *tout allait si bien*, et que je soupçonne n'avoir jamais existé que dans les rêves des poètes et des honnêtes gens,— Cicéron dit : — *Autrefois* c'était une seule et même science de bien faire et de bien dire, — un seul professeur enseignait à vivre et à parler[1]; et ce même Cicéron — ce grand esprit, cette noble intelligence — parle avec admiration de l'orateur Carnéade, qui avec la même et triomphante éloquence, plaidait le pour et le contre sur toutes les questions [2]; il loue un autre orateur qui, voyant son client écrasé par des témoignages, renonce à les réfuter, mais se réfugie dans la ressource d'exciter la passion d'un auditoire populaire [3]. — Il n'y a pas besoin — dit-il encore — que l'orateur approfondisse et s'approprie tant de connaissances étrangères à son art ; qu'il lui suffise de les effleurer des lèvres — et de faire croire que tout lui est familier [4]. — Il donne divers moyens de gagner une mauvaise cause, et loue ceux qui y parviennent, et se vante lui-même d'y avoir réussi ; — mais dans son grand bon sens, il fait de l'orateur un artiste, et a soin de faire remarquer que l'art de la parole et de la politique sont deux talents distincts et ne doivent pas être confondus[5].

1. Vetus illa doctrina eadem et recte faciendi et bene dicendi magistra — iidem erant vivendi præceptores atque dicendi.
2. In omni causa duas contrarias orationes.
3. Ad populi impetum confugiendo.
4. Non ut sua possedisse, sed ut aliena libasse.
5. Multum inter se distant istæ facultates, longeque sunt diversæ atque sejunctæ.

Et, sans m'en apercevoir, je laissai le livre et je pensai : Il y a à la nouvelle Assemblée, qui va décider des destinées de la France, trente-six médecins. — Ce n'est certainement pas assez de compter deux fois autant d'avocats. — Or, sur ce sujet, je vais plus loin que Cicéron. — Notre pauvre France subit de cruelles épreuves en ce genre. Socrate appelait les orateurs λογοδαιδάλους, enfileurs de paroles. Je maintiens qu'un avocat, en dix ans de profession, ayant dû nécessairement plaider le pour et le contre sur presque toutes les questions, s'est nécessairement corrompu et oblitéré le jugement, et est impropre aux affaires publiques et à la politique qui demandent surtout la rectitude, la netteté, la certitude du jugement. — Il y est impropre, c'est trop peu dire ; il y est nuisible. — C'est à l'envahissement des Assemblées par les avocats que nous devons la tribune, qui est la perte de la France. — La prédominance de la parole, de ses artifices, de ses subterfuges sur la vérité, sur le bon sens, sur le patriotisme, — l'aplomb, l'effronterie, donnés par l'habitude, rendent les avocats maîtres de la tribune ; ils y sont chez eux, et grâce à certains procédés, parlant sur tout, au besoin sans rien dire, mais parlant longtemps et sans s'arrêter, ils excitent chez le vulgaire une sotte et dangereuse admiration. — Mais je veux ne parler pour le moment que de ceux qui ont véritablement du talent, mettre en face d'un avocat un homme armé de patientes études, de longues méditations, de profondes connaissances, mais n'ayant pas l'habitude de parler en public. Ce n'est pas sans une très grande émotion, quelquefois même sans une immense peur, qu'il se décidera à traverser l'Assemblée, à monter à la tribune. Là, il lui arrivera d'hésiter, de chercher, d'attendre la pensée. Il ignore ces chevilles, ces « ficelles » qui permettent à l'avocat de continuer à parler tout en l'attendant. Il sera ridicule, il aura peur de

l'être, et son avis, sage, utile, honnête, sera mis de côté et perdu. Les Assemblées politiques ne sont pas, ou du moins ne doivent pas être des théâtres, des athénées, des académies. On doit pouvoir servir et sauver au besoin son pays, même en patois.

Mais si les avocats de talent sont impropres et même nuisibles aux affaires publiques, que dirons-nous des autres ?

Et des autres, il y en a beaucoup parmi les nombreux avocats qui composent plus de la moitié de nos Assemblées.

Vous ne me ferez pas croire, vous ne croyez pas vous-même que les trente-six médecins qui ornent aujourd'hui la Chambre des députés soient de ceux qui fatiguent tous les matins deux chevaux à visiter leurs malades, — que les dix douzaines d'avocats qui représentent pour la plupart des pays qu'ils ne connaissent pas et qui ne leur sont pas connus, aient abandonné pour venir à Versailles une nombreuse clientèle et des « serviettes » gonflées et crevant de dossiers. — Ce sont naturellement les médecins sans malades et les avocats sans cause qui sont séduits par les neuf mille francs de l'indemnité du député. — Les médecins célèbres ou occupés n'y pensent seulement pas ; — quant aux quelques avocats de talent qui se trouvent à la Chambre, ce sont des gens qui — leur fortune faite — ont passé à une seconde passion, à l'ambition.

N'est-il pas inquiétant de voir notre pays aux mains de gens qui ont passé leur vie à étudier autre chose que ce qu'ils ont à faire, — autre chose qu'ils ne savent peut-être pas, mais qui a été le but et l'objet unique de leurs études ?

Je laissai Cicéron, — avec un peu de mauvaise humeur, — et je pris Aristophane.

« Les *Chevaliers* ». — Ah ! voici Cléon et son rival

le « chaircuitier » cajolant le peuple, le bonhomme Dêmos, Δημοκιδων, leur « cher petit peuple. » — C'est trop notre histoire, ce n'est pas cela qui me distraira, — car je veux me distraire. — Prenons *Plutus*.

« O Hercules ! de quel côté faut-il se tourner ? — Par quelles armes se défendre, sur quelle puissance s'appuyer [1] ? — Quelle multitude de poux, de puces, de moustiques, bourdonnera autour de nos têtes en nous tourmentant ! O bâtons, ô carcans, ne viendrez-vous pas à notre secours [2] ? O peuple trois fois malheureux, quatre fois, cinq fois, douze fois, dix mille fois infortuné [3] ! »

Où allons-nous ? Le parti soi-disant républicain célèbre la victoire. — Où nous mène-t-il ? Il n'en sait rien lui-même. — Il est comme Teucer dont parle Horace : Il part à la recherche d'une nouvelle patrie, — il ceint sa tête, humide du vin des libations, d'une couronne de peuplier, — et il dit à ses compagnons : — Allons ! où la fortune voudra nous conduire [4] !

« Les affaires viennent à moi, — dit le Sycophante.

— Elles vont avoir un méchant directeur, répond Chremile [5]. »

1. Ω Ηρακλεις, ποιτις αντραποιτο — ποις απλοισιν, η δυναμει.

2. Αριθμον φθειρων, και ψυλλων, και κωνωπων, βομβουσαι περι την κεφαλην ανωσιν — ω τυμπανα, ω κυφους ουκ αρηξητε ;

3. Τρισκακοδαιμων, και τετραχις, και πεντακις, και διοδεκακις, και μυριακις.

4. . . . . Teucer.
. . . . uda liœo
Tempora populea fertur vinxisse corona
Sic tristes affatus amicos :
Quo nos cunque ferat fortuna
. . . . ibimus.

5. Εις εμ' ηκει τα πραγματα της πολεως. — Μηδιαπονηρον γ' παρα προστατην εχει.

Les affaires vont aux soi-disant républicains ! — La majorité nous déclare en république, et chaque jour nos mœurs s'éloignent davantage de la république. — On attaque les abus pour les conquérir. — On combat pour hériter.

Quant aux mœurs : — « Il est riche maintenant et ne veut plus manger de lentilles [1]. »

Laissons Aristophane et revenons à Cicéron — « de la République ». Là il ne sera pas entraîné par l'amour de la profusion.

« Surtout, dit-il, il ne faut pas donner la puissance au nombre [2]. »

« Une Assemblée populaire est aussi tyrannique pour le moins que le peut être un seul roi [3]. »

« Il n'est pas de bête féroce si bête et si féroce que celle qui prend indûment le masque et le nom du peuple [4]. — Les Grecs ne voulurent pas qu'on rétablît les temples détruits par les barbares. — Il fallait qu'il restât devant les yeux un témoignage éternel de leur crime [5]. »

Et moi aussi — je voulais qu'on attendît la paix au dedans, et nous n'y sommes pas, pour restaurer les Tuileries, les Finances et tous les monuments brûlés, — et qu'on laissât la colonne renversée, avec une inscription commémorative devant chaque ruine. Peut-être, — les Français qui ne se rappellent rien après six mois auraient pu ainsi prolonger un peu ce souvenir. — Peut-être Joseph Prudhomme n'aurait pas osé faire alliance avec les voleurs, les assassins, les incen-

1. Επειτα πλουτων, ουκεθ' ηδηται φακη.
2. Ne plurimum valeant plurimi.
3. Est tam tyrannus iste conventus quam si esset unus.
4. Nihil ista est quæ speciem populi et nomen imitata immanis bellua.
5. Quæ ne restituenda Graï putaverunt, ut esset posteris ante oculos documentum sceleris sempiternum.

diaires, et se fût rappelé sa peur plus longtemps. — Peut-être eux-mêmes n'eussent-ils pas été aussi prompts à relever la tête.

Mais, quand j'ai insisté sur ce point, les uns ne m'ont pas écouté ; les autres m'ont dit : « Bah ! il y a déjà si longtemps ! (il y avait quinze jours) — vous avez toujours devant les yeux des choses du temps de Saturne : — Ολημωντες τας φρενας λημαις Κρονικαις. »

Puis — à la fin de l'ouvrage de Cicéron, qui était républicain, lui et ses interlocuteurs tombent d'accord que les trois formes de gouvernement ont leurs dangers et leurs inconvénients, qu'il ne faut ni royauté absolue, ni gouvernement aristocratique, ni gouvernement démocratique, — mais que le mieux possible serait une forme de gouvernement où les trois formes seraient associées et mêlées dans de justes proportions [1]. — Je renonçai à la lecture et j'essayai du sommeil. J'éteignis ma lampe et m'efforçai de ne permettre à aucune pensée de s'installer dans mon esprit, — coupant immédiatement par une autre celle qui se présentait. — Je ne tardai pas beaucoup à m'endormir.

Mais je rêvai que j'étais au Sénat romain. — Ces hommes, vêtus de toges, ne me causaient aucun étonnement. Je reconnus parfaitement Cicéron, — et César, — et Caton. — On parlait tantôt français, tantôt latin, et ça ne m'étonnait pas non plus. — On mêlait des choses de l'an de Rome 691 — à des événements de 1871 et de 1877, — et je trouvais cela tout naturel.

Et Cicéron commença par le fameux exorde *ex abrupto* : « Jusqu'à quand, Catilina, abuseras-tu de notre patience [2] ? »

1. Regali, optimati et populari confusa modice.
2. Quo usque tandem, Catilina, abutere patientia nostra ?

« Tes complots, le Sénat les connaît, le consul les voit [1]. »

« Tout est calme au dehors. — c'est au dedans que sont les embûches, c'est au dedans qu'est l'ennemi [2]. »

« Dans quelle ville sommes-nous ? quelle république avons-nous [3] ? »

« Ici, parmi nous, Pères conscrits, des scélérats osent rêver la destruction de la ville. Ces traîtres, le consul les voit et il prend avis sur les affaires et les intérêts de Rome [4]. »

« Contre toi, Catilina, les lois sont muettes et les tribunaux impuissants, et tu espères ne pas payer tes cinq mois de prison [5]. »

« Des hommes sans espoir d'obtenir les honneurs, le pouvoir et l'argent, tant que la république est tranquille, espèrent y parvenir, être consuls, dictateurs, rois — à la faveur des troubles, du meurtre des citoyens et de l'incendie de la ville, sans songer que ce pouvoir, il faudrait bientôt le céder à de pires qu'eux, à quelques communards fugitifs [6]. »

« Sors de Rome, Catilina, les portes sont ouvertes. Emmène avec toi tes complices, va-t'en. Il ne faut pas que le même homme mette une seconde fois la patrie en danger. »

« Emmène ces hordes, ces hommes perdus, cet assem-

1. Senatus intelligit, consul videt.

2. Omnia sunt externa pacata, intus insidiæ, intus periculum, intus hostis.

3. In qua urbe vivimus? Quam rempublicam habemus?

4. Hic sunt in nostro numero, Patres conscripti, qui de exitio urbis cogitant; videt consul et de republica sententiam rogat.

5. Negligendas leges, etc.

6. Rerum potiri volunt, honores quos, quieta republica, desperant perturbata consequi se posse arbitrantur — se consules, dictatores, reges sperant futuros — quod si adepti fuerint, fugitivo aliqui consedi sit necesse.

blage immonde, cette grande et pernicieuse sentine de la république. »

« Il n'est pas un audacieux malfaiteur, pas un mauvais histrion qui ne se vante d'être ton ami. »

« Va-t'en. »

Puis, il se fit un grand tumulte; — puis, Catilina s'esquiva. Je ne le croyais ni si gros, ni si bouffi, ni si vulgaire.

Puis le calme se rétablit, et Cicéron reprit la parole :

« La république, vos existences, celles de vos femmes et de vos enfants, vos biens, cette capitale si belle, sont sauvés du carnage et de l'incendie.

» Maintenant, dit-il, — ne permettons pas qu'il s'établisse une pépinière de Catilina.

» Que personne n'agite la ville, — je ne parle pas seulement d'actes, mais de projets ; — si quelqu'un s'en avise, — nous ferons comprendre qu'il y a dans la ville des consuls, des magistrats, des armes et des prisons. »

Alors on sortit du Sénat assez majestueusement.

Je dis à un citoyen :

— Cicéron a été loin et vite. *Nous avons* la loi Porcia et la loi Sempronia qui me paraissent au moins éludées. — C'est un coup d'État !

— *Coupus etati*, dit Joseph Prudhomme, qui se trouvait derrière moi et feignait de chercher à se rappeler *son* latin, qu'il a étudié, mais jamais su.

— Monsieur, me répondit le citoyen — en français — ce qui continua à ne pas m'étonner plus que la présence de Prudhomme, comme il arrive dans les rêves, il n'y avait pas trois issues : il fallait ou violer les lois Porcia et Sempronia, ou périr avec l'État et toutes les autres lois.

J'allais lui répondre quelque chose de très fort, mais encore je voulais, pour me montrer aussi poli que lui, lui répondre en latin; l'effort que je fis pour

préparer une phrase et éviter les solécismes fut, je crois, ce qui me réveilla.

Il faisait presque jour, j'avais des *palanyres* tendues à la mer, je me levai, poussai le canot blanc et m'embarquai pour aller « cueillir » mon poisson.

A UN MINISTRE DE L'AVENIR

Par habitude, je ne sors guère sans avoir à la main quelque bâton d'un bois noueux et solide, — non, grâce à Dieu, que j'en aie encore besoin pour m'appuyer, mais parce que ce qu'il faut prévoir surtout, c'est l'imprévu, parce que, après le jour vient la nuit, — parce qu'il y a des voleurs, parce qu'il y a des chiens et des hommes enragés, etc., et que le peu de sagesse que j'ai reçu pour ma part me dit qu'il faut être prêt à tout et n'être désarmé contre rien. — J'ai vu plus d'une fois des fanfarons me dire :

—De quoi avez-vous peur ? Moi, je ne porte jamais de canne, il n'y a pas de danger.

— Et si on vous attaquait ?

— On ne m'attaquera pas.

— Très bien ; alors vous crierez à la garde, — tandis que, moi, avec mon bâton et « la manière de s'en servir », je me charge de ma propre défense.

Il en est de même de tous les actes de la vie : il est prudent et raisonnable d'envisager toute action,

toute entreprise sous toutes ses faces, avant de rien commencer ; décider et savoir ce qu'on fera si on réussit, si on ne réussit qu'à moitié, si on ne réussit pas du tout, et n'avoir, quelle que soit l'issue, ni à hésiter ni à chercher ; n'entrer jamais nulle part sans regarder tout d'abord comment on peut en sortir, et ne pas oublier que la vie est très « boisée » et fertile en mauvaises rencontres.

Je crois que cette règle serait avantageusement adoptée par les « pasteurs des peuples » et les conducteurs des nations.

Je ne suis pas dupe du titre de « républicain » qu'ont pris tant de candidats aux dernières élections : — il y avait des républicains royalistes, des républicains bonapartistes, des républicains « ça m'estégaliers » — On jouait sur la rouge, parce que l'on croyait que c'était la rouge qui avait le plus de chances de sortir. — On mettait le bonnet rouge sans se croire autrement engagé, comme ceux qui portaient un képi pendant la guerre, sans faire partie d'aucun corps ou d'aucune troupe armée.

En 1848, ça ne suffisait pas de se dire républicain, il fallait aussi être « ouvrier ». — On n'avait pas encore inventé le nom de « travailleur » pour les ouvriers qui ne travaillent pas. — Tout le monde était « ouvrier », et il parut une brochure très sage, très bien faite, signée de « Schmidt, ouvrier », qui eut un grand succès, et qui fit nommer l'auteur, à une grande majorité, député de Paris, — élection qui fut cassée qnand on découvrit que Schmidt était membre du conseil d'État, — quoi qu'il répondît :

—J'appelle ouvrier tout homme qui travaille. M. Lamartine est ouvrier en livres ; je suis ouvrier travaillant au conseil d'État.

Je me trompe fort ou voici ce qu'aurait fait M. Thiers en semblable circonstance... — Mais voyons, pour

plus de certitude, ce qu'il fit en 1840, à son entrée au ministère. — Il était loin d'être sûr d'une majorité ; il retarda, sous divers prétextes, la réunion des Chambres, et employa le temps à user de ce qu'il appelait « les influences personnelles » ; bien renseigné sur les antécédents, sur le caractère, sur les ambitions, sur les désirs, sur les prétentions, sur les appétits de chacun ; il détacha, décrocha patiemment, adroitement et un à un, un certain nombre des membres de l'opposition qu'il redoutait, — puis ouvrit la session avec sécurité.

Parlons encore un peu du suffrage dit universel. — On ne peut pas accepter comme la vraie opinion, comme le véritable sentiment de la France, le résultat d'une façon de la questionner qui nous a donné pour réponse en si peu d'années le vote presque unanime pour la république, presque unanime pour l'empire, presque unanime pour la guerre, presque unanime pour la paix, presque unanime pour une Chambre réactionnaire, et aujourd'hui plus de la moitié des suffrages pour une Assemblée non seulement républicaine, mais radicale, socialiste et communarde. — Ce sont des courants qui se succèdent comme les courants des vents, — et quand on considère ce qu'il y a d'absurde, de profondément bête, de monstrueusement dangereux, de follement mobile dans la loi du nombre ;

Quand on observe, ce qui est incontestable, que la Providence ne crée, chaque siècle, qu'un très petit nombre, quelques douzaines, d'hommes de bon sens, qu'elle doit distribuer et éparpiller dans le monde entier, — il ne faut pas désespérer, et je ne désespère pas de pouvoir un jour proposer, et avec succès, une loi ainsi conçue :

Loi :

Entre les divers projets soumis à la discussion,

sera toujours préféré et adopté celui qui n'obtiendra aucune voix. — A défaut de cette unanimité, sera adopté celui qui n'aurait été appuyé que par une voix, ou, à défaut encore de ce résultat, celui qui aurait réuni le moins de voix.

C'est très sérieusement, sans aucune arrière-pensée de plaisanterie, que j'affirme ma conviction, qu'on obtiendrait ainsi de meilleurs résultats que ceux que nous a donnés jusqu'ici le suffrage dit universel.

Je citais l'autre jour l'opinion du républicain Cicéron : « Surtout qu'on ne s'avise jamais de donner la puissance au nombre. » Voici celle du philosophe Sénèque :

« La sagesse, écrit-il à Lucilius, doit vous dire qu'il faut vous plaire à vous-même avant de plaire à la foule, peser les suffrages et ne pas les compter ; — si je vous vois élevé par la faveur populaire, — ne vous étonnez pas que j'aie pitié de vous, — sachant comme je le sais par quelles voies on arrive à cette faveur. »

Je pourrais vous donner sur ce sujet les opinions des sages, des philosophes, des législateurs de tous les temps et de tous les pays, péripatéticiens, stoïciens, cyniques, académiciens, encyclopédistes, athées même, — mais il y a mieux, c'est l'épreuve que vous en avez faite vous-mêmes depuis une vingtaine d'années.

Mais, comme je n'ai ni main au gouvernail, ni voix au conseil — comme il serait difficile et présomptueux de prédire aujourd'hui ce qui arrivera demain, — si les docteurs chargés de la malade amèneront la résolution de l'abcès, de la tumeur, ou si abcès et tumeur devront encore s'exaspérer, grossir et enfin aboutir et crever, il est permis cependant d'espérer la guérison future d'une façon ou de l'autre, — soit que la démagogie soit refoulée, soit qu'elle triomphe définitivement, et, se détruisant elle-même, comme elle a

toujours fait, oblige la France à recommencer le rond trop souvent déjà parcouru d'un pouvoir despotique suivi, espérons-le, d'un retour gradué à une vraie liberté.

Je ferai comme un malade qui, dans son lit, d'où peut-être il ne sortira plus vivant, se plaît à espérer le salut et la guérison, et s'amuse à former pour « quand il sera guéri » des projets magnifiques et charmants.

Je dis donc : — quand la maladie régnante aura disparu, il ne faudra pas se contenter, comme on l'a trop fait depuis longtemps, — de s'appliquer seulement à guérir ou plutôt à masquer certains symptômes, de récrépir, de badigeonner la vieille maison, — sans consolider ses murailles et sa charpente, — de mettre de la poudre de riz sur le nez rouge de l'ivrogne — sur la face jaune du malade du foie. — Il faudra reconstruire la société livrée aux vibrions de toute espèce et entièrement vermoulue.

Une des choses à faire — car c'est par la base qu'il faut commencer la besogne, ce sera de reconstituer la Commune.

— La Commune ! grand Dieu ! vous voilà communard à présent ?

— Je suis communard, de même que je suis le seul républicain de France.

Il faut instituer dans chaque commune un gouvernement local — ce gouvernement se composera — du médecin, du maître d'école, du curé et du maire.

Il faudra que le pouvoir central s'occupe de distribuer dans les communes — en leur y faisant une situation acceptable — ces hordes de docteurs en médecine et en droit que l'on forme avec tant de profusion ; — il faudra que le médecin se prive de propager des doctrines matérialistes, de même que le curé devra faire quelques concessions silencieuses sur les

détails du dogme qui divise, et se borne à la religion qui réunit. — Il faudra que ces quatre personnages dînent ensemble une fois par semaine, — ne s'occupent en aucune façon de politique générale, mais se limitent aux intérêts de la commune. — A eux quatre, ils tiennent tous les habitants par le corps, par le cœur, par l'esprit — ils les connaissent tous, — et leur situation, et leur caractère, et leurs idées, et leurs intérêts. Ils les tiennent dans les moments de souffrance, de faiblesse, de crainte où l'homme est porté à s'appuyer et à se soumettre. — S'ils ont du zèle et de l'intelligence, rien ne peut leur échapper.

Que dans ce dîner frugal, mais cordial, et un peu joyeux même, ils se communiquent leurs observations, leurs diagnostics et leurs moyens curatifs, qu'ils passent en revue leurs subordonnés, leurs idées, leurs malades, leurs ouailles; — qu'ils mettent d'accord les leçons de l'école, le prêche du dimanche, la conversation auprès du lit; — qu'ils attaquent l'ennemi, c'est-à-dire le vice, les idées fausses, l'ignorance tous à la fois et chacun avec ses armes : — que l'un gourmande, que l'autre raisonne, que le troisième persuade; qu'on trouve en eux des censeurs, et aussi des appuis; — qu'on trouve chez eux des consolations, des conseils, des secours.

Puis, que leurs avis, leurs demandes soient pris en sérieuse considération à la préfecture, avec laquelle ils doivent avoir d'assez faciles et fréquentes relations, — et au ministère. Que celui des membres de ce quatervirat qui tenterait de se dérober aux conditions de zèle, de dévouement, d'union, nécessaires aux fonctions honorables qui lui sont confiées, soit immédiatement remplacé.

Vous créerez ainsi un débouché pour une partie — et la meilleure — de ces jeunes gens si aveuglément jetés dans les professions appelées libérales; — aris-

tocrates sans place qui ne voient la satisfaction de leurs besoins nouveaux que dans les révolutions et les bouleversements.

Je veux que le maître d'école soit instruit ou s'instruise dans l'agriculture; qu'il ait un grand jardin qu'il cultivera avec ses élèves, et où seront envoyées et d'où sortiront toutes les bonnes espèces, greffes, boutures, semences, — tous les instruments agricoles et les procédés et méthodes en progrès.

Ensuite de grandes excitations pour l'émulation entre cultivateurs, prix en argent, distinctions honorifiques, etc.

Donner, rendre des attraits à la vie des champs.

. . . .

Vous m'arrêtez :

— Ce sont des rêves comme ceux de Thomas Morus, de Fénelon, de l'abbé de Saint-Pierre, *l'Utopie*, *Salente* et la paix universelle.

Je le sais bien; mais l'esprit humain est une arme sujette à baisser beaucoup; il n'y a pas de danger à viser haut.

Ça vaut mieux que les rêves des socialistes, des partageux, tout aussi chimériques, si vous croyez les miens chimériques, ce que je ne crois pas, mais plus dangereux et plus laids.

Et puis, nous sommes si malades!

Laissez-nous rêver pour l'époque de notre convalescence, hélas! douteuse, ou du moins éloignée, — les promenades au soleil, l'ombre parfumée, les chants des oiseaux, — et la paix.

PARLONS D'AUTRE CHOSE

> Cette meute avide de curée se précipite à travers les rochers inaccessibles, — là où les chemins sont impraticables — et là où il n'y a pas de chemins.
>
> *Ichnobates* le rusé, et *Mélampe* à la grosse voix, et *Nebrophonos* si fort, et *Lœlops* si farouche... *Pterilus*, si prompt à la fuite, et *Agré*, célèbre pour son nez, et *Nope*, qu'on croit fils d'un loup, et *Pœmenis*, autrefois chien de berger, auquel on confiait la garde des troupeaux, et *Nilactor* à l'interruption perçante.
>
> Et *Theridamos* avec *Onesitrophos*, — tous deux sont partis après les autres et n'étaient pas de la meute; mais ils ont trouvé un chemin raccourci en tournant la *Montagne*.
>
> OVIDE, *Métamorphoses*, liv. III[1].

Considérant la bataille comme gagnée, la queue du parti demande la curée et exige de ses chefs une dis-

1. . . . . . Turba cupidine prædæ
Per rupes scopulosque adituque carentia saxa.

tribution immédiate de places rétribuées : ministères, préfectures, sous-préfectures, et le rappel de ces sinécures si ingénieusement imaginées, dans lesquelles au temps de la guerre, à l'abri des balles prussiennes, du froid et de la faim, ils touchaient de bons petits appointements, qui leur faisaient demander non pas la guerre, mais l'émargement à outrance.

Mais les chefs, qui se croient également près d'atteindre le but, commencent à se demander comment ils le défendront contre leur armée. — Ils croient que, demain, leur queue de billard va redevenir un sceptre dictatorial, et tout en attaquant bruyamment le gouvernement, ils voudraient ne pas trop aujourd'hui — *coller la bille*, qu'ils espèrent jouer demain, — et cependant ne pas, nouveaux Actéons, être dévorés par *Ichnobates* le rusé et *Onesitrophos* le braillard.

Laissons-les un moment à leurs anxiétés, et, pour aujourd'hui, je parlerai d'autre chose.

Après une longue vie — et un des plus longs règnes qu'ait eu un pape, — après avoir presque réalisé le vœu qu'on adresse d'ordinaire aux papes, — d'occuper le siège aussi longtemps que saint Pierre, — *annos Petri*, — Pie IX est près de s'éteindre.

Ce ne doit pas être un moment redoutable pour un vicaire de Jésus-Christ — dépositaire des clefs du ciel,

Quà via difficilis — quàque est via nulla feruntur.
. . . .
Ichnobatesque sagax, latratuque... Melampus
Nebrophonosque valens, et trux... cum Lœlope
Et pedibus Pterilus, et naribus utilis Agre,
Deque lupo conceptus Nope...
. . . . . Pecudesque sequutus
Pœmenis. . . . .
. . . . . Et acutæ vocis Nilactor
Theridamos, Onesitrophos. . . . .
Tardiùs exierunt, sed per compendia montis
Anticipata via est.

certain d'être admis dans la vie éternelle, surtout dans la situation de Pie IX, qui semble, de bonne foi, se considérer comme un martyr.

On peut donc, sans cruauté et sans inconvenance, parler de son successeur. — Il est très possible, d'ailleurs, qu'au moment où ces lignes paraîtront imprimées, Pie IX ait quitté cette terre.

Il existe un recueil de prophéties autrefois célèbre sur la succession des souverains pontifes ; ces prophéties faites, pour plus des deux tiers, après coup, et avec une certaine adresse, — sont attribuées à saint Malachie, non pas le petit prophète qui prophétisait quatre cents ans avant Jésus-Christ, mais l'Irlandais Malachie qui, d'après sa légende, prophétisa vers l'an 1100 et tant de l'ère chrétienne.

La vérité est que ces prophéties, qui virent le jour pour la première fois pendant le conclave de 1590, étaient l'œuvre d'un partisan du cardinal Simoncelli, le plus âgé des cardinaux, neveu du pape Jules III, et qui s'était trouvé à l'élection de sept papes.

Jusqu'à Grégoire XIV les prédictions, faites après coup, ne manquent de clarté, et avec intention, que pour l'harmonie de l'ensemble. Ainsi Jules III, annoncé par le prétendu prophète par ces mots : *Inimicus expulsus*, appartenait à la famille Caccia Nemici, de Bologne, dont le nom a le même sens.

Honoré IV est annoncé *ex rosa leonina*, — de la rose du lion ; — en effet, Jacques Savelli, qui régna sous ce nom, avait dans son blason un lion portant une rose.

De même que Grégoire X, de la famille des Visconti de Milan, qui avait dans le sien une *guivre* ou serpent, est prédit par cette légende, *vir anguineus*, l'homme au serpent ; Clément VI, qui avait été évêque d'Arras, et avait comme Honoré IV, une rose dans ses armes, — est annoncé comme venant de la rose d'Arras —

ex rosa atrabalenti — toutes choses que saint Malachie, mort en 1148, eût été obligé de deviner pour les prédire, — mais que savait parfaitement en 1590 le véritable auteur des prétendues prophéties attribuées à saint Malachie.

Depuis la mort d'Urbain VI — désigné par « Rosée du ciel », *de rore cœli*, par allusion à la brièveté de son règne qui ne dura que treize jours, — les autres prophéties sont plus vagues et possèdent plusieurs sens entre lesquels on peut choisir, et ceux qui y ont cru ont dû non seulement les expliquer, mais encore, comme on dit vulgairement, les « tirer par les cheveux ». On cherche dans la patrie des papes, leurs noms, leurs fonctions, et cent autres circonstances dont il serait difficile qu'il ne s'en rencontrât pas une qui semble coïncider.

Ainsi du cardinal Simoncelli dont Malachie semblait avoir prédit l'avénement au conclave de 1590 — par ces mots : *De antiquitate urbis*, que l'on aurait, en cas d'élection de Simoncelli, expliqué, et que l'on expliquait d'avance par *Orvièle*, lieu de sa naissance, appelé en latin *urbs vetus* — vieille ville.

Mais Grégoire XIV ayant été élu, on expliqua la prédiction par la *vieille ville* de Milan où il était né.

Il peut être curieux de voir comment quelques-unes des prédictions attribuées à saint Malachie et postérieures à 1590 — ont pu être expliquées d'une façon plausible.

Ainsi les jésuites — supprimés par Clément XIV — ont accepté qu'il ait été annoncé par ce mot : l'ours, — *ursus*.

Pie VI; — les mots *peregrinus apostolicus*, le pèlerin apostolique, ont été expliqués par les promenades que lui fit faire Berthier, par l'ordre de Napoléon, de Rome à Florence, de Florence en France, et de ville en ville jusqu'à Valence, où il mourut.

Mais la légende annonçant Pie VII a fait triompher les amateurs de prophéties. En effet, Pie VII est prédit par ces mots : l'aigle voleuse ou rapace, *aquila rapax*. On appliqua naturellement ces mots non au pape, mais à Napoléon, qui l'enleva de Rome, se fit sacrer par lui à Paris, — puis une seconde fois l'enleva de Rome, pour le reléguer d'abord à Savone, puis captif à Fontainebleau.

Cette allusion à l'oiseau de proie pouvait encore mieux s'appliquer au prédécesseur de Pie VII, car c'est à Pie VI que Bonaparte prit cinq ou six villes, trente millions d'argent — et une grande quantité de tableaux des grands maîtres.

D'après le recueil des prophéties de saint Malachie, l'avènement de Pie IX est annoncé par ces mots : — la croix de la croix, — *crux de cruce*. Ceux qui le croient ou qui font semblant de le croire persécuté, ce martyr, comme il semble le croire lui-même, expliqueront facilement cette devise.

Celle qui annonce son successeur est : lumière dans le ciel, — *lumen in cœlo*.

D'après ces prédictions, la fin de la papauté est assez proche, — mais aussi la fin du monde.

Car, si quelques papes ont régné longtemps comme saint Pierre, — Pie IX, — qui est sur le saint siège depuis trente et un ans, comme Urbain VIII, 21 ans, — Alexandre III, 22 ans, — Pie VI, 24 ans, — Pie VII, 23 ans, — Benoît XIV, 18 ans, — Martin V, 14 ans, etc., le nombre est bien plus grand de ceux qui n'ont eu qu'un règne très court et qui s'explique le plus souvent par le grand âge de ceux qu'on nomma de préférence, grand âge qui promet une prompte revanche et une seconde partie à jouer à ceux qui ne réunissent pas assez de chances pour eux-mêmes.

Ainsi, Jean XX, Benoît II, Clément II, Benoît XI Célestin II, Adrien III, Adrien VI, etc., régnèrent peu

dant un an, — Innocent V fut pape pendant cinq mois; Grégoire XIV, dix mois; Adrien V, un mois Léon V, quarante jours; Boniface VI, quinze jours; Urbain VII, treize jours, etc., etc.

Or, selon les prédictions de saint Malachie, il ne doit plus y avoir que onze papes après Pie IX. — Ils sont désignés par ces devises : la lumière dans le ciel, *lumen in cœlo;* la religion dépeuplée, *religio depopulata;* la foi intrépide, *fides intrepida;* pasteur angélique, *pastor angelicus;* pasteur et pilote, *pastor et nauta;* la fleur des fleurs, *flos florum;* du milieu de la lune *de medietate lunæ;* du travail du soleil, *de labore solis;* la gloire de l'olive, *gloria olivæ;* puis la persécution, *in persecutione.* C'est le dernier, et celui-là est annoncé avec plus de précision; il sera Romain et s'appellera Pierre — le nom du prince des apôtres — qu'aucun autre pape n'a osé prendre par humilité. — Ce Pierre paîtra ses brebis « dans de nombreuses tribulations à la fin desquelles la ville aux sept collines sera détruite, et c'est alors que le juge redoutable viendra juger le monde ».

Entre les quelques règnes que j'ai cités et le très grand nombre de règnes éphémères, une moyenne ne donnerait plus à la religion chrétienne, à la papauté et au monde lui-même qu'un petit nombre d'années.

Ainsi supposons onze papes régnant trente et un ans comme Pie IX, cela donnerait encore trois siècles; — mais, onze papes régnant treize jours, comme Urbain VIII, nous n'aurions plus devant nous que cent quarante-trois jours. — C'est trois fois autant qu'il fut accordé à Ninive pour se repentir, lorsque l'Éternel y envoya le prophète Jonas.

Or, voici ce que Jonas vint dire à la ville de Ninive :

« L'Éternel m'a dit : « Lève-toi et t'en vas en la grande
» ville de Ninive, et crie contre elle, car leur méchan-
» ceté est montée jusqu'à moi. »

» Encore quarante jours, Ninive sera détruite.

» Les hommes de Ninive publièrent un jeûne et se couvrirent de sacs, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, et s'assirent sur la cendre.

» Ils crièrent à Dieu de toute leur force, et chacun se convertit de la mauvaise voie et de l'iniquité qui était entre ses mains. — Et Dieu regarda et dit : « J'é-
» pargnerai Ninive, cette grande ville dans laquelle il y
» a plus de cent vingt mille créatures qui ne savent pas
» distinguer leur main droite de leur main gauche, et
» outre cela plusieurs bêtes. »

Serons-nous aussi sages que les Ninivites ? La mode des *ulsters* équivaudra-t-elle aux sacs dont se couvrent les habitants de la grande ville ? — Dieu regardera-t-il et verra-t-il, à l'occasion du suffrage dit universel, qu'il y a chez nous aussi plus de cent vingt mille créatures qui ne savent pas distinguer leur main droite de leur main gauche, et, outre cela, plusieurs bêtes, — et daignera-t-il nous épargner ?

Les historiens ne sont pas d'accord sur les causes de l'usage où sont les papes de changer de nom après leur élection.

Fra Paolo l'attribue aux Allemands qui ont été élevés au pontificat, et dont les noms étaient rudes et malsonnants aux oreilles italiennes.

Un autre attribue l'origine de cet usage à Sergius II, parce que son nom réel signifiait « groin de porc ».

D'autres à Sergius III, qui se nommait Pierre, et n'osa pas porter le nom du prince des apôtres.

Quelques-uns pensent que les papes agissent ainsi à l'imitation de saint Pierre lui-même, — qui s'appelait Simon Barjone, avant que Jésus l'eût appelé Céphas, nom syrien qui équivaut à Pierre.

On dit aussi que c'est pour signifier que le pape par son élection est transformé, — dépouille sa personne

et ses affections privées, pour n'en plus avoir que des publiques.

Le choix de ce nom peut exprimer aussi lequel des saints pontifes le nouveau pape compte prendre pour modèle.

Il est une tradition à ce sujet : — c'est que tous les papes qui ont conservé leurs noms étaient morts dans la première année de leur pontificat.

On cite entre autres le cardinal Marcel Cervin, qui retint son nom de Marcel (1555), et mourut le vingtième jour après son élection.

Le successeur d'Adrien IV, qui s'appelait *Jules*, avait annoncé l'intention de garder le nom de Jules, et aurait été le troisième de ce nom ; mais sur l'observation qu'on lui fit du sort des papes qui retenaient leurs noms, il prit celui de Clément VII, et vécut onze ans. L'Église gagna peu à ce règne relativement long, car ce fut lui qui excommunia Henry VIII en 1594, d'où le schisme qui sépara l'Angleterre de l'Église romaine.

Et Ninive ?

A UN ÉLECTEUR

Ah ça ! — voyons — mon brave homme, est-ce que, par hasard, vous croyez sérieusement que vous venez d'user d'un droit, d'accomplir un devoir, d'exercer un « sacerdoce » et de voter en toute indépendance, en toute lumière, et pour le mieux de l'intérêt de la France?

Vous vous êtes irrité de l'influence dont le Président de la République et ses ministres voulaient peser sur votre suffrage, — ce serait très beau, très noble, très légitime, si votre colère avait pour but et pour résultat de protester de votre liberté et de votre indépendance, et de le faire voir et admirer en pleine lumière électrique comme les dénouements des féeries. Mais ce n'est plus cela du tout quand, refusant hautement et bruyamment d'obtempérer aux conseils, aux suggestions du gouvernement, vous obéissez aveuglément, niaisement, aux ordres du contre-gouvernement composé d'un demi-quarteron d'avocats plus avides qu'ambitieux, qui appellent « le pays » les niais, les

coquins, les affamés dont ils ont fait leurs complices, — et dont les deux tiers pour le moins seront leurs victimes quand ils auront réussi.

Vous secouez avec une superbe indignation l'influence de M. de Mac-Mahon, de M. Decazes, de M. Berthaut, etc. ; est-ce pour être libres ? pour voter selon votre conscience et les lumières que vous avez acquises sur les questions soigneusement étudiées ? Rien de mieux.

Mais loin de là, c'est pour obéir servilement aux ordres, aux firmans, aux ukases que vous envoient de Paris le demi-quarteron d'avocats de bec et de plume qui vous ont si singulièrement fait accroire que votre bonheur ne peut consister qu'à les voir s'emparer des places et des traitements, des honneurs et de l'argent.

Que diriez-vous s'il existait encore des fabulistes, si un de ces fabulistes vous racontait ceci :

Un jour, les animaux s'assemblèrent et, sur la proposition du Loup et du Renard, décidèrent que ça les ennuyait d'entendre toujours appeler le Lion le roi des animaux et qu'il fallait lui faire donner sa démission.

La démission est donnée ; le Lion emmène sa femelle et ses petits au désert. Les animaux sont libres, — vous croyez ? — eh bien, non ! dès le lendemain vous les voyez s'agenouiller devant un caniche teint en jaune. Le Loup et le Renard sont ses ministres et prélèvent pour lui des impôts et des redevances de gibier et de volaille dont ils font des festins.

Si le fabuliste était un peu hardi, il ajouterait, en manière de moralité, que MM. Gambetta et Cᵉ sont le loup et le renard occupés en ce moment à broyer la couleur jaune pour y tremper M. Grévy, dit Grévy-Chapeau ; — puis on passera aux ripailles.

Il est un sort que la Providence semble avoir attaché, infligé aux institutions humaines, probablement pour empêcher l'homme de trop s'enorgueillir et de se croire lui-même Dieu et Providence. — C'est qu'elles sont nécessairement imparfaites, et que ce n'est que l'étude, le travail qui peuvent, sinon en faire disparaître, du moins en diminuer les défauts. — La sagesse humaine devrait donc consister à reconnaître d'abord, puis à étudier ces défauts, puis à chercher les moyens de les corriger; mais ce n'est pas ainsi que nous procédons ; nous nous apercevons que notre manteau a un trou. — Ce manteau est du reste chaud et bon, il nous a longtemps préservés du froid et abrités de la pluie. — On pourrait y faire une reprise et boucher le trou. — Nous préférons le jeter par la fenêtre en chantant *la Marseillaise*, nous appelons le premier marchand de « vieux habits, vieux galons » qui passe dans la rue, et nous achetons un autre manteau, sans voir qu'au lieu d'un trou il en a dix, — ou bien que c'est celui que nous venons de jeter — qu'il a ramassé dans la boue, — laquelle boue empêche de revoir le trou et qu'il le retourne en nous le présentant à l'envers.

Une Constitution a des défauts, — allez-vous la corriger? Non, vous adoptez la Constitution contraire, non qu'elle soit meilleure, mais elle est contraire, elle est autre.

Je maintiens que si, au lieu de guillotiner Louis XVI, on avait profité beaucoup de son amour du peuple, qui était réel, et un peu de la faiblesse de son caractère, on aurait pu alors instituer, avec un demi-consentement de sa part, une forme de gouvernement réellement représentatif, qui aurait assuré à la fois et la liberté et l'ordre et nous eût fait éviter quatre révolutions, deux empires, deux restaurations, trois pseudo-républiques, trois invasions étrangères, et un nom-

bre infini de « recommencements », de désastres, de misères et de hontes, parmi lesquels, ayant rompu les rênes de droite et conservant celles de gauche, nous tournons en rond, comme des chevaux de manège qui, à grands efforts, montent des seaux vides depuis bientôt quatre-vingt-dix ans.

Ainsi, prenons la question des électeurs et des candidats.

Il y avait certes beaucoup à dire et à redire sur l'argent comme base du suffrage et de l'élection. Je sais ce qui aggrave la puissance de l'argent, déjà trop grande, et, dans les vieilles *Guêpes*, j'avais fort plaisanté le mauvais côté de ce système, à propos d'un M. Dulos dont l'élection avait été cassée, parce qu'on avait découvert qu'il lui manquait trente-quatre sous pour être légalement éligible, et on l'avait renvoyé honteusement avec ses pareils, les gens auxquels il manquait trente-quatre sous. On pouvait se priver ainsi du concours de beaucoup d'hommes de talent, de science, d'énergie.

Quelques bons esprits parlaient de l'adjonction des capacités, — cela présentait, il est vrai, de grandes difficultés, — il était peu aisé de déterminer les degrés et les limites de la capacité. — Tandis que le cens en argent était très précis, il manquait trente-quatre sous à M. Dulos, comment établir qu'il manque, en capacité, l'équivalent de trente-quatre sous à M. Marmottan ou à M. Barodet? Au lieu de *réformer*, de chercher, de corriger les défauts du système, on l'a cassé, comme on casse tout en France, où les lois, les constitutions, les gouvernements sont comme les jouets qu'on donne aux enfants, lesquels leur procurent deux plaisirs : celui de les recevoir, augmenté, pour les lois, du plaisir de les exiger, — puis celui de les briser.

Donc, au lieu de corriger le mode de voter et d'élire, on a fait tout le contraire, en instituant le suffrage dit universel, tel qu'il est pratiqué, la plus énorme, la plus mortelle des bêtises, la loi du nombre, le règne des déclassés, des paresseux, des coquins et des votes à 2 francs 50.

Et croyez-vous qu'on ait remédié aux vices du cens électoral et du cens d'éligibilité? Croyez-vous que l'argent ait perdu de sa puissance injuste et tyrannique?

C'est le contraire qui est la vérité.

On pourrait citer des élections d'hier qui ont coûté 80,000, 100,000, 150,000 francs aux candidats, et encore pas toujours avec succès.

Vous voyez les journaux révolutionnaires et soi-disant républicains ouvrir ouvertement des listes de souscription pour subvenir aux frais de l'élection de leurs amis et complices.

Ce n'est pas tout : dès l'instant qu'on supprimait le cens d'éligibilité, on a pensé assez justement que puisqu'on appelait à consacrer leur temps aux affaires publiques des hommes sans fortune, qui ne vivaient et ne faisaient vivre leur famille que du produit d'un travail, d'une profession, etc., il fallait leur donner une compensation, une indemnité. — Mais ce raisonnement, juste en apparence, a créé les plus grands abus.

Nous avons vu, nous voyons les avocats sans cause, les médecins sans malades, — se ruer sur cette chance de gagner une somme qu'ils n'avaient jamais osé rêver dans l'exercice subalterne de leur profession, et s'attacher à la politique ωσπερ λεπας, comme dit Aristophane, ainsi que les *lepas*, les *aropèdes* s'attachent au rocher.

Alors, comme dans leur pays ils sont trop connus, il faut qu'ils se présentent aillleurs; mais, ailleurs, ils ne sont pas connus du tout.

Ils n'ont de chances d'arriver qu'en s'adjoignant à une coterie, — et là, ils se livrent pieds et poings liés, comparses, utilités, candidats pour tout faire ; — naturellement ils se jettent dans l'opposition qui, n'ayant à distribuer que des promesses, est moins difficile sur le choix des alliés. — Comme ils sont nombreux, il faut se faire distinguer; ils ne seraient pas admis dans l'élite, dans « la garde » ; ils s'enrôlent comme uhlans, comme cosaques (je me sers des mots uhlan et cosaque dans l'acception vulgaire) ; il faut qu'ils crient plus haut que les autres, — qu'ils mettent des queues rouges, qu'ils attachent de la paille ou une queue de lapin à leur chapeau, — qu'ils s'offrent pour jouer les vilains rôles, les Marat, les Collot-d'Herbois, les Couthon, les Carrier, etc.

Ils se chargent de représenter ce qu'il y a de pis, la fange, le sang, le feu, etc., la palme au plus hideux.

Ce n'est pas tout.

Que les gens riches usassent de corruption pour se faire élire sous le règne du cens, il n'y a pas de doute, quoique ce fût moins fréquent qu'on ne le pense ; mais du moins, une fois élus, il n'avaient pour la plupart aucun intérêt à des révolutions, à des bouleversements ; ils voulaient bien agiter la société par vanité, par sottise, par ambition, par un peu d'avidité même, si vous voulez, mais ils ne voulaient pas la détruire, comme font aujourd'hui les aventuriers, les décavés qui, je l'ai dit déjà, « savent qu'étant la fange, ils ne peuvent monter à la surface qu'en devenant écume » ; — et pour cela, il faut troubler, remuer, agiter jusqu'au fond.

C'est donc une pensée dangereuse, funeste, que celle de l'indemnité donnée aux députés. — L'adjonction des capacités pour les électeurs et pour les candidats, — ces capacités reconnues, équivalant au cens, suffirait pour porter aux affaires les hommes

d'intelligence et de valeur, en leur demandant un peu de probité.

Ajoutez la résidence exigée pour les candidatures, chaque département ayant son choix borné à ses limites, c'est-à-dire ne pouvant se faire représenter que par un habitant du département, connaissant ses intérêts, ses mœurs, ses besoins, ses aptitudes, c'est-à-dire en un mot une représentation réelle exercée par un homme dont on connaîtrait la famille, les antécédents, la situation, la vie publique et la « petite vie » ; le département, s'il reconnaissait que tel citoyen, par ses études, ses lumières, ses talents, sa probité et son énergie, son bon sens peut lui rendre les services les plus réels et les plus éminents, — rien ne l'empêcherait de venir en aide, c'est-à-dire d'indemniser convenablement, honorablement, l'homme que le département enlèverait à ses affaires, à ses travaux, à ses intérêts privés, pour le consacrer aux intérêts du département.

C'est ce que le parti légitimiste fit autrefois pour Berryer, qui sacrifiait une grande fortune qu'il eût acquise facilement par son talent, pour se livrer à la vie politique, se contentant d'une indemnité très inférieure à ce qu'il aurait gagné en restant avocat et rien qu'avocat.

Les électeurs comprendront-ils jamais qu'exercer les fonctions de député, — c'est renoncer à ses propres affaires, à sa liberté, à ses loisirs, au séjour qu'on aime, à la vie de famille, et qu'il faut donc se défier du candidat qui demande, qui sollicite ce devoir, cette corvée ; — il est plus que probable que la plupart comptent y faire ou y réparer leurs affaires, ou au moins « rentrer dans leurs frais », — que ce serait, à raisonner rigoureusement, une cause suffisante de répulsion que la sollicitation qu'un candidat fait du mandat électoral.

Et qu'on n'aura, en réalité, de bons représentants que lorsqu'on sera obligé de mettre dans la loi que l'acceptation du mandat de représentant est obligatoire et ne peut se refuser.

Il y a quelques années, quelques personnes me firent des propositions pour une candidature à l'Assemblée nationale.

— Il faudrait, me dit-on, faire une profession de foi, venir dans les assemblées publiques et privées, visiter les électeurs influents, faire agir vos amis, etc.

Je répondis :

— Attendu que, si je suis votre représentant, je ne compte tirer de cette situation aucun profit, lucre ni avantage personnel; attendu que je me ferais un devoir d'étudier sérieusement toutes les questions qui se présenteraient; attendu que je devrais quitter et ma retraite, et mon jardin, et la mer, — ma famille naturelle et ma famille choisie, — la vie que j'aime et que j'ai toujours menée, au mépris de la fortune, des honneurs, de la renommée, — mes travaux et mes loisirs; attendu d'autre part — que ce mandat ne peut être refusé lorsqu'il est non seulement offert, mais imposé; je réponds : — J'écris depuis cinquante ans, — je n'ai pas écrit une seule ligne qui ne soit signée, — on peut savoir en quelques heures ce que j'ai pensé et dit dans toute ma vie, — donc point de profession de foi, — pas de séances dans les clubs, etc., etc.

» Devenir votre représentant, ce n'est pas un service que je reçois, mais un service que je rends.

» Si vous croyez avoir besoin de moi; si entre les gens qui connaissent votre pays, vos intérêts, vos besoins, etc., vous pensez que je suis le plus capable de défendre les uns et les autres!

» Je demeure à Saint-Raphaël, — Maison close; — en quittant la gare du chemin de fer, vous laissez la mer à droite, et vous marchez jusqu'à ce que vous

trouviez deux canots blancs, sur la grève, en face d'un jardin touffu et ombragé.

» C'est là que vous viendrez me prier d'être votre réprésentant. »

On n'est pas venu.

Autre guitare, comme disait autrefois Victor Hugo.

Il y avait autrefois un très beau mot qui est tombé et qui devait tomber en désuétude.

C'est le mot « patrie ».

Le mot père — *pater* — féminisé — fait de la patrie le père et la mère, — ajoute à l'idée du père la tendre, délicate, ingénieuse et patiente sollicitude de la mère; ajoute à l'idée de mère la force, la résolution, l'énergie, la virilité du père. On doit à la patrie tendresse, respect, protection, et on les attend d'elle.

On croit généralement que ce mot a été introduit dans la langue française du temps de François Ier, le roi chevalier et galant, — et un écrivain du temps de Henri II le signale comme un néologisme.

Le mot « patrie » dans nos mœurs actuelles n'a plus de sens — et est si gênant, si contradictoire avec nos actes, nos tendances, nos désirs, nos appétits — qu'on ne l'emploie plus guère que dans la langue poétique et de préférence en vers, à cause de sa belle sonorité — comme on dit *guèrrier* pour soldat, *plaine liquide* pour mer, *Olympe* pour ciel, etc.

La patrie, c'est l'extension de cette petite et intime patrie qu'on appelle « la famille », ou la réunion, dans un intérêt commun, de toutes ces petites familles.

La « patrie » ne peut se diviser, — car aussitôt divisée, elle n'existe pas plus — qu'un faisceau divisé n'est un faisceau.

C'est pourquoi à cet ancien mot on a substitué le mot « pays ».

Le « pays » n'est plus une famille, — c'est une propriété qu'on peut se disputer et scinder en plusieurs portions.

On dit tous les jours : « Le pays légal » par opposition à une autre partie du pays qui a été vaincue aux élections par le suffrage dit universel.

On appelle « le pays » quelques douzaines d'hommes, le « pays » ne représente que des intérêts.

On n'oserait mettre le mot « patrie » dans des phrases où, quotidiennement, on fait figurer le mot « pays » sans aucun scrupule.

La « patrie » représente l'union des cœurs et des bras, et ne peut avoir d'ennemis qu'au dehors. La patrie se figure par une belle femme avec un casque et une cuirasse.

Le « pays » est quelque chose comme un immeuble, et, en « iconographie », se représenterait par deux avocats se disputant la propriété du sol, et se lançant réciproquement à la tête du papier timbré.

La France peut encore s'appeler « patrie » dans une maison où une famille honnête et unie est rassemblée.

Mais dans les cafés, dans les cabarets, dans les clubs, dans les bureaux de journaux, dans les assemblées politiques elle s'appelle le « pays ». — Quelqu'un qui y prononcerait le mot « patrie » aurait l'air de parler en vers et on ne le prendrait pas au sérieux.

Un groupe, une coterie se déclare à chaque instant « le pays » ; le groupe et la coterie n'oseraient se dire « la patrie ». On ne peut exclure de la « patrie » aucun Français, — on exclut chaque jour du « pays » tous ceux qui ne font pas partie du groupe, de la coterie, de la fraction ou faction victorieuse.

Si on dit : Il faut à « la patrie » la paix, l'union, la

liberté de chacun ayant pour limite la liberté des autres, le respect religieux de la loi, etc., etc..

Aussitôt une horde de temps en temps triomphante, répond :

Ça n'est pas de cela qu'il s'agit : « le pays » veut que nous ayons les places et l'argent, que nous buvions « du meilleur », — des écharpes de soie et des bottes de maroquin rouge, « et le pays » que nous semmes, — nous le demi-quarteron de soi-disant républicains aidés de nos complices, des niais et de nos futures victimes, — nous détruirons au besoin « la patrie », — nous nous affublerons des mêmes écharpes de soie et de bottes de maroquin rouge, et nous ferons des ripailles.

PARLONS ENCORE D'AUTRE CHOSE

Au moment où tous les partis et presque tous les Français crient à tue-tête : « Si vous donnez le pouvoir aux *autres,* c'est la guerre, la ruine, la famine et la peste; si vous me le donnez à moi, c'est la paix, la prospérité, l'abondance, le repeuplement de la France, etc. »

Je crois savoir ce qu'il serait sage de faire, et il est bien possible que j'aie raison, moi qui n'ai aucun intérêt dans ces débats ; mais la maladie régnante est encore trop intense pour qu'on puisse espérer de faire entendre la vérité et les conseils du bon sens. On a souvent dit de moi : « Comme il avait raison il y a dix ans, il y a un mois, hier ! » J'ai bien rarement entendu dire : « Il a raison aujourd'hui. » Je me contente donc encore d'être dans la poêle, sans me mêler à ceux qui tiennent ou en veulent tenir la queue, et qui sont, assure-t-on, plus embarrassés que ceux qu'on fait frire, opinion qui m'a toujours un peu étonné.

Donc, encore aujourd'hui, je parlerai... d'autre chose.

Voici comment, il y a déjà longtemps, j'ai eu l'honneur de connaître Mgr Sola, évêque de Nice :

Je reçus un jour une lettre d'un inconnu, — cette lettre venait d'un pays limitrophe de la France : « Nous ne connaissons personne à Nice, me disait-on, excepté vous, que nous connaissons par la lecture de vos ouvrages ; il nous est impossible de nous déplacer en ce moment, et nous venons vous demander un service. Notre sœur, à la suite de projets de mariage qui ont dû être abandonnés, a été « prise de chagrin » et a quitté notre maison en laissant une lettre par laquelle elle annonce son intention « d'entrer en religion ». Elle n'a aucune vocation. — La réalisation de ce projet serait un grand malheur pour elle et un grand chagrin pour nous ; quelques demi-confidences faites par elle à une amie nous font supposer qu'elle s'est réfugiée à Nice ; nous vous prions de faire des recherches, de vous opposer, autant qu'il sera possible, à cet acte de folie et de nous rendre compte de vos démarches. Alors, ma femme ou moi, nous irons à Nice, pour la ramener au foyer, où elle est aimée et où elle trouvera consolation et oubli. »

Je pensai que, si cette jeune fille était en effet à Nice avec le projet de se faire religieuse, elle avait dû s'adresser à l'évêque, que lui avait dû désigner sa réputation de bonté, et je me transportai à la villa Sainte-Agathe, résidence de Mgr Sola, sur la route de Turin. — Je lui envoyai ma carte en lui demandant l'honneur de quelques instants d'entretien. — Je fus introduit dans « le salon » ; il était occupé et viendrait dans quelques instants.

Il n'existe pas aujourd'hui un petit bourgeois qui se contenterait de la simplicité de ce logement, — un petit canapé et six chaises recouvertes de housses en coton rayé, — six autres chaises merisier et paille, — une table avec quelques livres, — pas une glace, — sur la

cheminée une petite pendule en marbre noir, deux vases de fleurs en papier, ouvrage de religieuses, — deux cordons de sonnette en fausses perles, offertes par des petites élèves des « sœurs », — une tapisserie encadrée, hommage d'un couvent, et — c'est tout, si ma mémoire ne me trompe pas.

Et je me rappelai cet article du concile de Carthage (en 398) :

« L'évêque doit avoir son petit logis près de l'église ; ses meubles doivent être de vil prix, sa table doit être pauvre, etc. »

Et, un peu plus tard, un autre concile devait défendre aux évêques de mener avec eux plus de quarante chevaux dans leurs voyages.

L'évêque ne tarda pas à paraître, — une figure intelligente et douce avec quelques signes de fermeté. — Je fus frappé de ses yeux ; je n'en avais jamais vu de cette couleur qu'à mon père : des yeux parfaitement bleus, — ni gris ni violets, — mais aussi franchement bleus qu'un ruban, — ou comme le ciel le matin et le soir.

Je lui communiquai la lettre que j'avais reçue.

— Ce pauvre père a bien raison, me dit-il, cette fille a du chagrin et aucune vocation pour la vie religieuse: elle est, en effet, venue me trouver, je ne lui ai pas permis d'entrer au couvent, je l'ai mise en pension chez deux vieilles, honnêtes et pieuses filles, attendant que Dieu me fournît l'occasion que vous m'apportez aujourd'hui. — Écrivez à son frère et à sa sœur de venir la chercher ; — elle trouvera un autre fiancé et sera une bonne mère de famille.

Voici une légende qu'on raconte beaucoup à Nice sur l'évêque Sola. J'ignore si c'est vrai, mais c'est bien « ressemblant » pour ceux qui le connaissent.

Un soir, se promenant seul dans la campagne, il est

arrêté par un voleur qui lui demande, selon la tradition, « la bourse ou la vie ».

— Mon ami, lui dit-il avec calme, c'est de l'argent que vous voulez, je vais vous donner tout ce que j'ai. — Je suis un vieillard, vous un homme jeune et vigoureux. D'ailleurs, il ne me conviendrait pas d'engager un combat, — de m'exposer à vous tuer ou à vous blesser, ou de vous exposer, vous, à un plus grand crime que celui que vous commettez en ce moment. — Voici ce que j'ai d'argent, vous ne vous êtes pas bien adressé.

Il vida et retourna ses poches. Le voleur tendit la main. Mgr Sola, d'un ton d'autorité :

— Attends un moment, — cet argent est à toi, je te le donne. — Mais tu as fait ton métier, laisse-moi faire le mien. — C'est un crime de voler, et non seulement tu viens de voler, mais de voler un évêque et de voler les pauvres. — Pourquoi fais-tu ce métier?

— Je suis sans ouvrage et j'ai des enfants.

— Alors, prends l'argent, mets-toi à genoux, dis-moi que tu te repens, et je vais te donner l'absolution.

L'Italien empocha l'argent, se mit à genoux, et dit en pleurant qu'il se repentait, — et l'évêque lui donna l'absolution et lui dit :

— Maintenant, va acheter et porter à tes petits du pain qui ne « remplira pas leur bouche de gravier », car il ne sera plus souillé, empoisonné par un crime que Dieu vient de te « remettre » par ma voix.

Puis chacun reprit sa route.

Mgr Sola venait voir fréquemment une malade qui m'était chère, la consolait, « l'égayait », et lui rendit doux, plein de résignation et d'espoir, le chemin de la mort.

Un jour que j'étais avec lui auprès du lit de la malade, je lui dis :

— L'autre jour, monseigneur, le commandant de gendarmerie m'a parlé de vous.

— A quel propos? me dit Mgr Sola; je ne le connais que de vue, c'est un beau soldat, et il a une physionomie ouverte.

— Voici à quel propos : Il revenait de faire une tournée dans les montagnes. « Je vous avoue, me disait-il, que j'ai eu peur plus d'une fois dans ces sentiers, entre deux précipices, où il faut sans cesse passer à cheval. Ce qui m'étonne, c'est que l'évêque, qui est un vieillard, fait souvent la même tournée sur un mulet, et qu'on m'a assuré qu'on ne lui a jamais vu ni peur, ni hésitation. »

— Ah ! c'est cela, me dit Mgr Sola. Si vous revoyez le commandant, dites-lui mon secret qui est bien simple. — Quand j'arrive à des passages qui passent pour plus dangereux que les autres, je m'arrête un moment, je fais une courte prière, je recommande à Dieu d'abord mon âme, puis un peu mon corps, m'abandonnant sur ce dernier point à sa volonté. Après quoi, je me remets en route ; ça ne me regarde absolument plus — et je pense à autre chose.

Mgr Sola a le don de bien parler aux enfants ; il les intéresse, il les amuse, il se fait enfant pour causer avec eux et leur rend attrayant ce qu'il veut leur enseigner. Ma fille, aujourd'hui mère de famille, étant enfant, me disait :

— Papa, quand Mgr Sola viendra, n'oublie pas de me faire appeler et prie-le de me raconter des histoires.

Je l'avais entendu plusieurs fois parler et à des enfants, et à des hommes et à des femmes; je fus frappé de sa façon de raisonner, c'est exactement celle de Socrate. Au moyen d'une série de questions familières, il enferme ses auditeurs dans un cercle qui va se rétré-

cissant à chaque question, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus qu'une seule réponse possible.

Je lui dis un jour:

— Vous avez étudié Socrate?

— Socrate n'a rien écrit, me dit-il, mais je l'ai lu dans Platon.

Mgr Sola est savant; il a d'abord été professeur de théologie, puis pendant quarante ans curé dans une paroisse du diocèse de Turin, refusant opiniâtrément d'être évêque, décidé à vivre et à mourir dans la paroisse; mais, en qualité de professeur de théologie, il avait passé deux années à Nice. Il aimait Nice et s'y sentait aimé ; cependant, lorsqu'il fut question de donner un évêque à Nice, il fallut l'autorité amicale du roi d'Italie et un ordre formel du pape pour le décider à accepter.

Mgr Sola a un défaut : se référant au fameux bref de Clément XIV (1773), il n'aime pas les jésuites, — leur esprit de domination et d'empiétement; — il leur a résisté plus d'une fois très courageusement, sans se préoccuper de l'opinion que « ça porte malheur », comme il arriva à Clément XIV qui mourut si vite après la suppression de l'ordre.

Il s'opposa à plusieurs reprises à la fondation d'un établissement des jésuites à Nice; — il autorisa seulement un *hospice* — hospitium — où les membres de l'ordre peuvent se reposer, avec une chapelle privée où ils peuvent dire la messe eux-mêmes, — pour eux-mêmes, — sans y admettre le public.

Mgr Sola sait qu'ils procéderaient à Nice comme ils ont fait et comme ils font ailleurs.

Une chapelle publique ne tarderait pas à devenir une église que l'on bâtirait au moyen de quêtes prélevées sur la part que la charité publique fait aux pauvres; puis — l'hiver — quand arrive la colonie étrangère, les gens riches, ils feraient venir les prédicateurs

célèbres — en « représentations extraordinaires ». — Cela me rappelle le temps où on annonçait à Paris, à la cathédrale, que *le père Lacordaire prêcherait tel jour à telle heure, en costume de dominicain.*

C'était à l'époque où on voyait sur l'affiche du théâtre de la Porte-Saint-Martin :

Mademoiselle Georges jouera avec tous ses diamants.

A la Porte-Saint-Martin on doublait le prix des places, et les loueuses quadruplaient le prix des chaises à la cathédrale.

Ces représentations extraordinaires de prédicateurs attirent le public, et il ne reste plus aux autres paroisses que leurs pauvres, que personne ne les aide plus à soutenir.

Comme à Clément XIV, comme à bien d'autres, cette résistance aux ordres des jésuites devait porter malheur à Mgr Sola.

Je ne sais qui m'a dit qu'il avait eu autrefois quelque liaison avec le pape — et qu'ils ont dans leur jeunesse, — ils sont du même âge — Mgr Sola a quatre-vingt-sept ou quatre-vingt-huit ans, — étudié ensemble.

On m'a dit aussi que Mgr l'évêque de Nice, dans un voyage à Rome, avait donné quelques avertissements respectueux à Pie IX au sujet de l'influence que les jésuites prenaient sur lui.

On se rappelle le vieux dicton janséniste :

Vos qui cum Jesu itis,
Non ite cum jesuitis.

Ce qu'on ne peut traduire sans faire perdre à la « grâce » du calembour latin.

Vous qui voulez suivre Jésus,
Gardez-vous de suivre les jésuites.

Ces conseils, ajoutait-on, mirent un peu de froid entre le pape et l'évêque.

Mais ce qui est certain, c'est que Mgr Sola, au concile assemblé au sujet de l'infaillibilité du pape, fut un de ceux qui se prononcèrent contre le nouveau dogme.

C'était un point de départ, — le terrain était préparé et fumé pour semer la calomnie, — si bien qu'un jour Mgr Sola s'en alla à Rome ; — il pria le saint-père de formuler les torts qu'on pouvait lui reprocher, — de leur donner un corps pour qu'il pût les combattre.

Le pape répondit par le conseil de donner sa démission.

— Non, saint-père, répondit l'évêque, Dieu m'a donné, comme il vous l'a donnée à vous-même, la grâce de rester sain de corps et d'esprit dans un âge auquel parviennent seulement un petit nombre d'hommes. — Le soldat valide qui quitte son poste est un lâche, un traître, un déserteur. Si je quittais, pouvant encore le guider, le troupeau qui m'a été confié, j'aurais un jour un compte terrible à rendre à Dieu. Je ne me démettrai pas.

— Mais si je vous l'ordonnais?

— Alors, saint-père, j'obéirais avec la soumission et le respect que je dois au chef de l'Église, — et puis, là-haut, ce n'est plus moi qui aurais à rendre des comptes.

Il n'en fut plus question pendant quelque temps, puis un jour Mgr Sola recevait une lettre de Rome : s'il ne donnait pas sa démission sous trois mois, le saint-siège enverrait à Nice un administrateur apostolique, — c'est-à-dire qu'on le traiterait comme un *incapable* mis en tutelle, comme un prodigue auquel on donne un conseil judiciaire.

On m'a dit que l'évêque alla à Paris voir M. Brunet, alors ministre des cultes, je crois ; est-ce bien M. Brunet? Je n'ai pas beaucoup de raison d'obliger ma mé-

moire à s'encombrer des noms des ministres que nous avons eus depuis 1870. Le ministre consulte le nonce — puis l'archevêque de Paris. — Or, l'archevêque de Paris a pour ami le directeur du séminaire de Fréjus; — si bien que ce prélat, très estimé, d'ailleurs, est nommé à la place de Mgr Sola, et si le pape vit jusqu'au premier consistoire, ou peut y assister, — le nouveau monseigneur sera *préconisé*, et alors élu définitivement. On pouvait, selon un usage très répandu, le donner à l'évêque de Nice comme coadjuteur. — On ne l'aurait pas condamné à venir remplacer, dans un diocèse qu'il ne connaît pas, un évêque religieusement aimé, justement populaire, dont le remplacement sera à la fois un deuil public et une mesure des plus impolitiques dans ce département semi-italien. Je ne crois pas que le préfet de Nice, que je n'ai pas l'honneur de connaître, puisse, si on le consulte, émettre une opinion différente de la mienne.

Tout le monde connaît Charles Deslys, l'agréable et fécond auteur de tant de romans publiés et reproduits par tant de journaux.

Il allait être heureux avec sa femme, la compagne fidèle de toute sa vie ; ils s'étaient décidés à s'établir sur nos plages méditerranéennes.

— J'ai gagné et amassé un peu d'argent, me disait Deslys, grâce à l'appui, à l'ordre, à l'économie de ma chère femme, nous allons acheter ou bâtir une petite maison dans ces riantes contrées.

Et cet éloge mérité de la femme me rappelait le pauvre Aussandon qui m'écrivait un jour :

« J'ai de quoi vivre, grâce à ma femme, qui a eu le génie de faire des économies dans mon gaspillage ; la cigale devrait toujours épouser la fourmi. »

Eh bien, avant-hier, Deslys arriva à Nice avec sa femme malade depuis quelque temps et venant rede-

mander la santé à nos doux climats, et avec sa mère âgée de quatre-vingt-treize ans. — Quelques heures après leur arrivée, madame Charles Deslys est morte — n'ayant pas encore cinquante ans.

J'étais par hasard à Nice, j'étais couché, lorsque Deslys, ayant appris qu'il avait un ami à Nice, est arrivé pour pouvoir pleurer, n'osant pas s'en donner à cœur joie devant sa mère. — Je suis allé voir la morte. — C'était une statue de cire; elle avait repris le beau visage que je lui avais connu il y a dix ou douze ans, — avec un calme, une sérénité — que présentent quelquefois les morts, comme s'ils étaient heureux de se reposer auprès s'être bien acquittés de la vie. — C'est pourquoi les Latins les appelaient « defuncti », *quittes.*

Charles Deslys a eu, près de ce lit, une bonne, une pieuse idée.

— De l'argent qu'elle et moi nous avons gagné ensemble, me dit-il, je vais prendre une part pour fonder une petite rente, — qu'on appellera la « rente Louise », — et qu'on donnera tous les ans à quelque femme de lettres pauvre ayant montré quelque talent.

J'ai envoyé des violettes qu'on mettra dans le cercueil.

VARIA

Je pense qu'il n'y a plus aujourd'hui en France qu'un très petit nombre de gens assez naïfs pour croire que les soi-disant républicains, à quelque nuance qu'ils appartiennent, écarlate, nacarat, cramoisi, rose, cerise, solférino, amarante, couleur de vin, couleur de feu ou couleur de sang — en demandant, en instituant à la majorité d'une voix, la République qu'ils battent déjà en brèche, — aient eu pour but d'appliquer tels ou tels principes, d'amener tels ou tels progrès, de supprimer tels ou tels abus — vous les voyez, à mesure qu'ils approchent ou croient approcher du pouvoir, abandonner les principes, les jeter aux orties, et se ruer sur les abus, non pour les renverser, mais pour les pratiquer à leur tour.

Je n'en rappellerai aujourd'hui qu'un seul exemple : le parti soi-disant républicain a-t-il assez gémi et assez crié sur les « gros traitements » ? a-t-il assez préconisé l'exemple des États-Unis d'Amérique où ils sont inconnus ?

Eh bien ! de ces gros traitements, il n'est plus jamais question depuis que quelques-uns des leurs ont mis la main dessus, depuis que les autres espèrent les palper à leur tour. — En 1870, au moment le plus terrible de notre ruine, les ministres, les préfets, les commissaires à ceci et à cela n'ont pas hésité à s'adjuger les traitements des ministres et des préfets et autres fonctionnaires de l'Empire, et, ce but atteint, ils n'ont rien négligé pour prolonger une situation déplorable pour la France, — si bien que ceux qui voyaient clair ont dit : « De même que leur patriotisme c'est le sang des autres, la guerre à outrance, c'est l'émargement à outrance ».

Et aujourd'hui ce qu'ils appellent « un ministère vraiment républicain », c'est celui qui donnerait à huit ou neuf « opportunistes » huit ou neuf traitements de soixante mille francs, lesquels une fois nantis, distribueraient les préfectures, sous-préfectures et toutes les places rétribuées à tous leurs complices de café et de brasserie.

Mais, aussitôt, les « intransigeants » attaqueraient ce ministère, et n'admettraient comme « ministère républicain » qu'une combinaison qui donnerait à huit ou neuf d'entre eux les huit ou neuf traitements de soixante mille francs, avec faculté de jeter les autres places rétribuées à leurs compagnons de cabaret.

Cela est si vrai que, lorsque opportunistes et intransigeants unis pour l'attaque — mais séparés pour le butin, ont mis un ministère à mal, rien n'est si bizarre, n'est si grotesque que les listes qu'on propose et qu'on fait courir.

Nous mettrons Danton aux finances et Marat à l'intérieur — à moins que nous ne mettions Danton à l'intérieur et Marat aux finances — ou peut-être encore Danton à la marine et Marat aux cultes.

Personne ne s'enquiert des aptitudes, des études des

candidats ; — chacun d'eux est bon à tout, précisément parce qu'il n'est propre à rien — il ne s'agit que d'émarger, et le « char de l'État » (vieux style) étant arrivé à un carrefour, où on a menacé le conducteur et coupé les traits des chevaux, — mais on ne s'était pas bien entendu, il n'y avait pas de relais prêt — il a fallu rattacher les chevaux fatigués avec des cordes ; on les laisse souffler un moment, et on va leur faire courir encore une ou deux postes.

Je n'insisterai pas sur ce qu'il y a de désastreux dans cette mobilité, dans cette incertitude du gouvernement et je n'en parlerai qu'à un seul point de vue : — l'Exposition de 1878.

*
* *

Les Prussiens refusent décidément de prendre part à notre Exposition de 1878. — Est-ce de la mauvaise humeur ? est-ce une certaine appréhension ? — A vrai dire, leur situation est embarrassante — il y a pour les vainqueurs une sorte de timidité particulière, ils aimeraient à faire « charlemagne ».

Il est difficile de croire, cependant, qu'ils n'aient pas chez eux quelque spécialité nationale, autochtone, qu'ils auraient pu exposer avec avantage. — Ont-ils pris le bon parti ? ça les regarde — qu'il n'en soit plus question.

Mais ce qui nous regarde, nous, et ce dont il doit être sérieusement question, c'est notre attitude à cette Exposition que nous avons provoquée.

Cette Exposition universelle n'est pas comme un bal où la maîtresse de la maison doit montrer, presque affecter une toilette simple qui dise tout d'abord qu'elle ne doit et ne veut pas entrer en lutte d'élégance et surtout de magnificence avec ses invités.

Or, il y a eu des tués, il y a eu des ruinés, — il y a

aussi des gens inquiets, hésitants ; — il y en a qui ne veulent ou n'osent pas confier leurs capitaux aux entreprises, aux aventures, aux tentatives, aux recherches ; il y en a aussi dont l'activité s'est engourdie, dont le génie s'est intimidé et qui se disent : A quoi bon ? qui sait ce qui arrivera de la France d'ici à deux ans, avec ces faims, ces soifs, ces trahisons, ces lâchetés qui peuvent devenir des violences ?

Il faut donc, et il faut absolument du calme pour le présent et de la sécurité au moins pour un certain temps, — il y va de notre prospérité et d'une de nos gloires.

Il faut obliger les bavards, les intrigants, les avides, les brouillons, les incapables, les émeutiers, les continuateurs des deux Terreurs au moins à suspendre le « vacarme dans l'école ».

Sinon la France fera bien — ne se sentant plus la France — d'imiter la prudence de l'Allemagne, et de ne pas prendre part à son Exposition de 1878.

*
* *

Le maréchal de Mac-Mahon ne peut se dissimuler aujourd'hui que c'est lui qu'on vise.

La majorité de l'Assemblée, dans un moment lucide, l'a placé en faction, — la très grande majorité du pays a mis sa confiance en lui, — il surmontera la fatigue et le dégoût, — il montera sa garde jusqu'à ce qu'il soit légalement relevé.

Il me semble qu'il se rendrait la tâche plus facile, disons : plus possible — en essayant de ce que je vais dire :

Choisir dans chaque division de l'administration, dans chaque ministère, parmi les employés supérieurs, j'entends supérieurs à la fois et d'après la hiérarchie et par le mérite — un personnage auquel on donnerait

le nom de directeur — ces directeurs seraient nommés pour la durée de la présidence du maréchal — et leur réunion formerait quelque chose comme ce qu'on appelle au palais — le *gouvernement assis* et inamovible ; — les fluctuations, les tempêtes même parlementaires se passeraient à la surface, en même temps on nommerait « ministres » sept, huit ou neuf membres de la Chambre des députés désignés par l'Assemblée elle-même aux caprices ou aux hasards du scrutin.

Ces sept, huit ou neuf « ministres » composeraient un *gouvernement debout* dont les membres n'auraient pour fonctions que d'assister aux séances, d'écouter, de parler, de discuter, de pérorer, de quereller, etc.

Ils seraient entièrement livrés à l'Assemblée pour l'occuper et la distraire, — on pourrait les remercier, les remplacer tant qu'on voudrait.

Je proposerais même de voter leur chute, leur conservation et leur remplacement partiel ou total tous les samedis. Par ce moyen tout le monde y passerait.

Mais il est dans ma proposition un point important qu'il me reste à dire. — C'est la question des traitements.

Supposons 60,000 francs le traitement actuel des ministres, on diviserait ce traitement en deux parts, — on donnerait 54,000 francs aux directeurs qui feraient les affaires, et 6,000 francs aux ministres parleurs, — disons même que ce traitement ne serait pas fixé par année, ni par mois, — mais par semaine.

Chaque samedi on voterait la conservation ou le remplacement du ministère *debout*, — et chaque samedi ce ministère ayant fini sa semaine, chaque ministre toucherait ses 125 francs.

Pendant ce temps, le ministère *assis* ferait sa besogne.

On verrait en très peu de temps se calmer les conjurations, les compromis et les attaques aux ministères et au gouvernement.

Le mât de cocagne serait toujours debout, — mais comme on aurait enlevé de la couronne de son sommet la montre et la timbale, comme il n'y resterait que quelques andouilles et quelques cervelas, vous verriez diminuer chaque jour le nombre de ceux qui voudraient y user pour la gloire leur culotte, dont la patrie ne payerait plus le renouvellement ni le raccommodage.

RÉMINISCENCES

Dieu sait que de funestes présages on tira de certaines circonstances de l'année 1813 — à vrai dire les désastres étaient commencés, et il était facile d'en prévoir la suite :

L'année 1813 commençait et finissait par un *vendredi*.

Cette année comptait *treize* lunes, et on se rappelait que la retraite de Moscou s'était faite dans la *treizième* année depuis le Consulat — c'était en dix-sept cent quatre-vingt-*treize* que Louis XVI avait été guillotiné — et les chiffres qui composaient le millésime de 1813 additionnés

1
8
1
3

donnaient pour total le nombre *treize*.

*
* *

Qui sait ce qui serait advenu si Napoléon I[er], au lieu d'épouser une archiduchesse d'Autriche, et d'aller armé à Moscou, fût allé en allié à Saint-Pétersbourg, et eût épousé une sœur de l'empereur Alexandre, comme il en avait été question un moment?

Un contemporain raconte qu'un jour, comme, aux Tuileries, il parlait à ses favoris de son prochain mariage avec Marie-Louise, il donna pour raison principale, la différence de sa religion avec celle de la princesse russe, qu'il eût épousée — ce qui laissa ses auditeurs fort incrédules — et comme, à ce moment, des enfants passaient dans la rue en faisant sonner des cornets à bouquin, il dit : « Avec une princesse russe, mon carnaval même n'aurait pas été le carnaval de ma femme ».

Peut-être eût-il évité le mercredi des cendres.

*
* *

Les formes politiques qui soumettent non seulement les lois et le gouvernement, mais aussi la morale et l'éducation au despotisme légal de « l'opinion publique » représentée par le suffrage dit universel — ne peuvent amener que désordre, instabilité et anarchie.

Qu'est-ce, en effet, que « l'opinion publique »?

L'opinion publique se fonde sur un fait, souvent mensonger et altéré, sur une rumeur, sur une impression.

C'est une boule de neige qui grossit par cela seul qu'elle roule.

Ça ne raisonne pas, ça se passionne.

Ainsi ça passe sans cesse de l'engouement au déni-

grement, sans pour cela jamais s'arrêter au point milieu de la vérité ou de la justice.

C'est souvent la folie contagieuse du moment, c'est la maladie régnante des esprits.

L'opinion publique des moutons de Panurge, c'est de sauter tous après le premier qui a sauté.

L'opinion publique a la mobilité et les caprices d'une mode de chapeaux ou de pantalons.

« Qui aurait cru en 1828, disait un homme politique en 1848, que nous penserions ce que nous pensons aujourd'hui »?

« Il faut changer souvent d'opinion, disait Talleyrand, si on veut rester fidèle à son parti. »

« L'opinion publique » est le plus souvent un entraînement, un caprice, une invite — celui qui s'y soumet arrive nécessairement à la situation de Ledru-Rollin qui disait : « J'étais bien forcé de les suivre, puisque j'étais leur chef ».

« Un gouvernement qui veut obéir à l'opinion publique n'est pas plus un gouvernement qu'un pilote qui se laisserait aller à tous les vents et à tous les courants ne serait un pilote. »

COROLLAIRE ET SPÉCIMEN

Il est une vérité que je ne serai peut-être pas toujours seul à crier sur les toits : c'est que,

Avec le *suffrage* dit *universel* comme il est pratiqué, avec la *presse* comme elle est exercée, il n'y a pas de gouvernement, il n'y a pas de société possible.

Si nous obtenons un jour quelques moments de calme et de sécurité, il faudra bien arriver à réformer l'un et l'autre qui, sous prétexte de liberté, constituent aujourd'hui le plus injuste, le plus odieux, le plus absurde des despotismes.

Pour le moment contentons-nous de combattre pour acquérir ces moments de calme et de sécurité. Je reviens aux « communiqués » et au droit de réponse exercés par le gouvernement : une idée juste est un clou qu'il faut enfoncer dans une matière très dure — la cervelle humaine, ça n'entre pas d'un seul coup de marteau.

Voyons un peu la panachure agréable que cela

amènerait dans les colonnes des feuilles qui ne professent pas pour la vérité un respect fanatique.

Il est bien entendu que, à la disposition du cabinet chargé des réponses, le gouvernement mettrait tous les moyens d'être bien et promptement renseigné.

Spécimen : L'ASPIC INTRANSIGEANT devrait à ses frais porter lui-même demain à ses lecteurs les rectifications suivantes :

« L'Aspic intransigeant » disait hier : *Le commerce de Paris adresse à la Chambre, contre l'acte du* 16 *mai, une pétition qui se couvre d'innombrables signatures des plus notables négociants.*

» Rectification :

» En tout trente et une signatures, dont huit de marchands de vin : — entre ces marchands de vin, un : le sieur tel, failli non réhabilité ; — le sieur S**, deux fois condamné à voir verser devant sa porte un mélange malsain d'eau et de fuchsine ; — l'épicier G**, quatre fois condamné pour vente à faux poids ; l'épicier H**, condamné pour sophistication ; le sieur A**, marchand ambulant de chaînes de sûreté. »

Correspondance : « L'Aspic intransigeant » disait hier : « On lit dans la « Casquette indépendante de *** » : « L'effet produit par l'acte du 16 mai a été déplorable, etc. »

» Rectification.

» Cet article avait été il y a deux jours envoyé tout fait à la « Casquette indépendante » par « l'Aspic intransigeant » qui le reproduit aujourd'hui. »

Correspondance : « L'Aspic intransigeant » disait hier : « Notre correspondant de Saint-Pétersbourg » nous signale l'effet déplorable, l'indignation, etc. »

« L'Aspic intransigeant » n'a à Saint-Pétersbourg ni un correspondant ni un abonné. »

« L'Aspic disait hier : « Nous ne saurions trop recommander le calme à nos nombreux abonnés, etc. »

« L'Aspic intransigeant » possède deux cent cinquante-trois abonnés. »

Correspondance : « l'Aspic intransigeant » disait hier : « Les lettres que nous recevons de *** sur l'arrestation du président du conseil municipal, etc. »

Rectification :

« De Paris à *** il y a tant de kilomètres ; — il est matériellement impossible que dans le temps écoulé entre l'arrestation de M. B. D. et les prétendues lettres, la nouvelle ait pu arriver à *** et des lettres en arriver à Paris. »

« La solidité de nos convictions républicaines », dit M. *** dans « l'Aspic intransigeant. »

« Or en 1848 le même M***, violemment bonapartiste, attaquait quotidiennement la république et les républicains avec une telle furie, que le rédacteur en chef de*** ayant demandé satisfaction par les armes d'injures grossières, M*** dut mélancoliquement insérer dans le journal bonapartiste qu'il rédigeait alors, des excuses impérieusement dictées (historique). »

« On lisait hier dans « l'Aspic intransigeant » : — « Voici une charmante épigramme improvisée hier contre « l'exécutif » par notre immense poète républicain. »

« Communiqué : il est juste, pour faire ressortir la fécondité, la variété de talents du grand poète républicain, de faire suivre l'épigramme publiée hier d'un quatrain à la louange des Bourbons publié en 1825 ; — de quelques vers adressés à Louis-Philippe en 1832 ;

— d'un éloge du « prince Louis » publié en 1848; — les voici. »

« L'Aspic intransigeant » a publié hier une lettre signée *Jules Cramoisi* et finissant par ces mots :

« Continuons à opposer à la corruption des hommes du pouvoir notre austérité républicaine. »

» Or, informations prises, l'austère Jules Cramoisi n'a aucune profession connue; — il a été arrêté deux fois pour tapage nocturne dans les cabarets; — une fois pour injures et résistance à la garde, en défendant la nommée Héloïse *** fille soumise, que l'on expulsait d'un bal public pour danses trop expansives.

» Etc., etc., etc., etc., etc., etc. »

On peut d'après ce spécimen préjuger sans crainte de se tromper que ces rectifications imprimées et colportées inflexiblement tous les jours par « l'Aspic intransigeant », lui-même et à ses frais, ne tarderaient pas à le rendre plus circonspect dans ses assertions, et diminueraient l'ardeur des gens qui aiment à se voir « imprimés dans le journal », sans avoir un intérêt bien défini à attirer la lumière sur leur individu.

LA PRESSE

M. de Girardin prêche depuis longtemps l'impunité absolue de la presse.

Et il appuie cette idée bizarre sur ceci qu'elle n'exerce aucune influence.

Il s'est déclaré également contre l'obligation de la signature.

Or, M. de Girardin est, plus que personne, fils de la presse.

On pourrait lui demander, pourquoi et comment, persuadé comme il prétend l'être qu'il ne sert à rien d'écrire et d'imprimer, — il a passé toute sa vie à imprimer et à écrire, c'est-à-dire, à une occupation qui, d'après lui, n'est pas plus sérieuse que celle du « grand flandrin de Vicomte » dont parle Célimène, qu'elle a vu « trois quarts d'heure durant cracher dans un puits pour faire des ronds ».

M. de Girardin, n'ayant pas même l'espoir de faire des ronds ;

On pourrait demander à M. de Girardin : ce que

serait aujourd'hui, sans la presse, l'Émile de 1827.

On dit M. de Girardin fort riche, — la presse au moins lui a été bonne à cela.

M. de Girardin est trop modeste; — la presse et *sa Presse*, ont beaucoup contribué, pour ne parler que de ces derniers temps, à l'élection du prince-président Napoléon III, — et à la guerre contre les Prussiens.

*
* *

Quelque loin qu'aille la parole écrite, elle ira moins loin cependant et s'imposera plus de bornes que la parole émise, murmurée, susurrée, dite à l'oreille.

Le plus haineux, le plus extravagant des journalistes, se fixera toujours quelques limites à lui-même, il voudra donner à ses assertions au moins les apparences de la vérité, et un certain degré de vraisemblance.

De plus, aussitôt qu'une chose est imprimée, elle a un corps, vous pouvez l'attaquer, la discuter, la démentir, — c'est une épée, ce sont des javelots auxquels on peut opposer une autre épée, la cuirasse ou le bouclier.

Mais les bruits, les cancans, les potins, les ramages, ce sont des apparitions fantastiques, des fantômes aériens; les coups d'épée ou de pistolet semblent les traverser sans leur faire de mal.

Un autocrate qui aurait reçu du ciel les rares bénédictions du bon sens, aurait dû inventer *la presse* et promulguer cette loi tyrannique, — je parle d'un despote, mais d'un despote logique et prudent.

« Tout citoyen qui, ayant tenu un propos, énoncé une opinion, raconté un fait, répandu un bruit, etc., ne l'aura pas, dans l'espace de vingt-quatre heures,

fait imprimer avec sa signature, et ne me l'aura pas adressé, sera puni de.................................. »

Ici, quelque peine ou supplice, dont je laisse l'invention au tyran.

En effet, les choses écrites ou imprimées se dessinent en noir sur du blanc, comme le disait un électeur auquel on reprochait de ne pouvoir ni écrire ni même lire son bulletin.

« Écrire.... dit-il, je ne dis pas ; mais lire, c'est autre chose ; je sais un peu lire ; je sais déjà que le blanc, c'est le papier, et le noir, c'est l'écriture. »

Donc, les choses écrites ou imprimées, — noir sur blanc, — sont visibles au plus haut degré, leur forme, leur étendue, leurs contours sont nets, franchement, durement accusés ; tandis que les bruits parlés sont dans l'ombre, — gris foncé sur gris clair tout au plus. Vous pouvez combattre les premiers, — sur les seconds, vous ne pouvez tirer qu'au hasard, au *juger*, dans les buissons.

Le grec Ajax avait raison lorsque, attaqué pendant la nuit, il s'écriait :

Grand Dieu, rends-nous le jour et combats contre nous.

N'est-ce pas le comble de la bêtise que de vouloir proscrire les armes loyales au profit du fusil à vent ? et fait-on autre chose en empêchant d'imprimer ce qui se pense et ce qui se dit ?

Quand on est dans l'opposition, la presse est « le rempart de nos libertés », un « sacerdoce », la liberté de la presse est sans limites, comme sans répression, etc.

Si le dernier gredin a commis un délit, et si la justice intervient, on dit : « Encore des procès à la presse ! »

Il n'y a pas besoin d'ajouter que l'accusation n'est

pas fondée, ou que la condamnation n'est pas conforme aux lois. — Ce serait du luxe.

Quand on est au pouvoir, au contraire, le but serait de supprimer la presse complètement.

Le rêve de tout homme au pouvoir est de voir toute la population changée en ces figurines de plâtre, représentant généralement des Chinois, dont la tête mobile est mue au dedans par un balancier de plomb, et fait, sans jamais s'arrêter, le signe de l'assentiment, — le signe de *oui*.

Si le premier cas, celui de l'opposition, est absurde et injuste, le second, le cas du pouvoir, est aussi bête que dangereux.

L'art de gouverner, c'est l'art de voir et l'art de choisir.

Le second est une conséquence forcée du premier.

Le premier intérêt de tout homme au pouvoir, c'est de savoir.

Pour savoir, il faut voir et entendre.

Eh bien ! le premier soin et le plus ardent désir de tout arrivant à la puissance, c'est de souffler les lumières et de défendre de parler.

Semblable aux enfants qui ayant peur la nuit d'un bruit inexpliqué, cachent leur tête sous leur couverture, conservent ainsi leur peur si elle n'est fondée sur rien, et se rendent incapables de défense s'il y a un danger réel.

Ce n'est pas aux amis, aux courtisans, aux parasites, qu'il faut demander la vérité.

Personne ne veut être le premier à donner une mauvaise nouvelle ni à réveiller un homme qui fait des songes agréables.

Ce ne sont que les ennemis et les adversaires de

qui on peut attendre la vérité, grossie, exagérée, enlaidie, je vous l'accorde — mais enfin la vérité, — c'est aux ennemis et aux adversaires qu'il faut la demander.

Il faut se résigner, pour se bien porter, à l'amertume des remèdes.

On doit donc tenir les yeux bien ouverts, — éclairer les chemins *a giorno*, — et loin d'imposer silence aux ennemis, les provoquer à parler librement.

Outre l'avantage immense de « savoir », ce qui est de première nécessité et une condition d'existence pour un gouvernement, il trouve dans la liberté de parler et d'écrire un autre avantage déjà immense.

La crainte, la compression, accoutument les auteurs et les écrivains à voiler leurs pensées, à déguiser leur marche, à éteindre plus ou moins la couleur de leur drapeau.

Beaucoup de ceux qui les suivent sont dupes de cette figure appelée *litote* par les grammairiens.

Laissez-les libres, et comptez sur la vanité pour qu'ils se plaisent à développer au vent et à faire flotter les plis de leur étendard reteint.

Et beaucoup de leurs adhérents voyant alors où on les mène rentreront chez eux.

On a parlé de cette ruse de certains tyrans de l'antiquité qui avaient fait disposer certaines salles de leur palais, de telle sorte que, par un phénomène d'acoustique, ils entendaient tout ce qui s'y disait même à voix basse.

Les contes arabes et autres, sont pleins d'histoires, où un talisman permet au prince, protégé par les enchanteurs ou les fées, de voir et d'entendre tout sans être vu, depuis l'anneau de Gygès jusqu'à celui du Sultan des *Bijoux indiscrets* de Diderot.

Les gouvernements modernes, moins protégés par les génies, ont recours avec persévérance au procédé laid et incertain de l'espionnage.

Eh bien! ils n'auraient qu'à laisser faire, pour retrouver l'anneau de Gygès et celui de Mangogul.

Et aussi les palais dont les murs avaient des oreilles, et les murailles dans lesquelles on marche, comme dans les drames de Victor Hugo.

J'ai besoin d'entendre, défendons de parler.

J'ai besoin de voir, fermons les volets le jour et soufflons les bougies le soir.

J'ai à parcourir un chemin dangereux plein d'ornières, de trous, de précipices,

Faisons-nous bander les yeux pour ne pas voir ces horribles choses.

Un des procédés le plus fréquemment, le plus opiniâtrément employés pour « museler la presse »,

A été d'imaginer des obstacles d'argent, d'inventer le cautionnement, le timbre, etc., etc.

Outre que le but de « faire le silence » n'est pas un but qu'il soit désirable d'atteindre; — je vais tâcher de démontrer maintenant, que c'est un moyen certain d'accroître le danger que l'on craint, et « d'augmenter le nombre traditionnel des têtes de l'Hydre » pour rester dans la phraséologie adoptée.

Un homme veut publier un journal, — c'est probablement parce qu'il a ou du moins croit avoir quelque chose à dire, — et qu'il ne trouve pas ce quelque chose exprimé du tout, ou exprimé à son gré dans les journaux déjà existants.

Les esprits, comme les opinions, peuvent se classer par couleurs et par nuances.

Supposons à notre homme une couleur, une nuance,

— du milieu, — ni trop claire ni trop foncée, entre le blanc et l'écarlate, — le bleu par exemple; supposons un bleu tendre mais franc, — le bleu de ciel, si vous voulez.

Il veut faire un journal bleu de ciel.

Sans le timbre, sans le cautionnement, moyennant quelques pièces de cinq francs, il ferait imprimer ses pensées et les adresserait au petit nombre de gens qui sont précisément du même bleu que lui.

Les autres nuances de bleu, comme les autres couleurs, seraient représentées par d'autres journaux précisément de telle ou telle couleur, ou de telle ou telle nuance que liraient seulement les gens de la même couleur et de la même nuance.

Mais il faut de l'argent, — beaucoup d'argent pour le cautionnement, le timbre, etc.

Il se met en route pour chercher cet argent, — après plusieurs courses peu fructueuses ou inutiles, il rencontre un autre génie de sa trempe qui, lui, cherche également de l'argent pour le cautionnement, le timbre, etc., d'un journal bleu foncé.

Le chagrin les rend humbles, doux et communicatifs, ils se confient leurs anxiétés : — moi, je n'ai trouvé que tant, — et moi je n'ai rassemblé que telle somme.

— A nous deux, ça serait presque la moitié; si nous nous associions; votre bleu foncé et mon bleu clair mélangés, au bout du compte ça ferait toujours du bleu, un peu plus clair que le vôtre, un peu plus foncé que le mien, mais du bleu.

— Ça va-t-il?

— Ça va, en même temps ça doublera nos chances d'abonnés.

— Mais il nous manque encore plus de la moitié.

— Il y a bien un tel....

— Oh! mais il n'est pas bleu.

— Euh, euh, à peu près, c'est un bleu avec un léger mélange de rouge, une sorte de violet pensée, son violet mélangé avec nos deux nuances de bleu...

— Ça fera une sorte de bleu, un indigo.

Mais le bleu pâle, le bleu foncé et le violet réuni, ne donnent pas encore assez d'argent pour le cautionnement, le timbre, etc., et ne s'adressent pas à un nombre suffisant d'abonnés, on est allé au violet pensée, bah, on ira bien jusqu'au violet évêque qui est plus rouge.

Pendant que cela se passe pour le bleu, il se fait la même opération pour le rose.

Le rose pâle s'associe au rose vif; au rose vif s'adjoint la nuance groseille, puis la nuance giroflée, etc.

Le blanc également plus obstiné et sur lequel les altérations paraîtront mieux, vient d'en prendre son parti; il y avait déjà le blanc de jour un peu bleu, et le blanc de lumière un peu jaune, ça n'était rien.

On vient d'ajouter au blanc pur du droit divin, un peu du rouge du suffrage universel, et de trois ou quatre petites libertés anodines, ça a produit un rose pâle.

Une autre petite église de légitimistes libéraux (allons, les mots, je ne vous défends pas de hurler de cet accouplement) — ont mis un rien du tout de bleu, c'est presque blanc, on en met toujours un peu dans le linge.

Mais voici que d'autres plus hardis, fâchés de voir que l'honnête obstination de M. de Chambord, pour conserver son drapeau blanc, rend illusoires ou ajourne indéfiniment leurs espérances, ont imaginé le blanc tricolore.

Alors chacun arbore son drapeau, mélangé, pana-

ché, bariolé, chiné, quelque grosse couleur fausse.

Ce qui se passe pour la création du journal a lieu à peu près de la même façon pour les lecteurs.

— Quel journal prendrai-je? celui-ci est bien pâle, celui-là bien foncé, trop rouge, trop bleu, trop vert.

Je ne trouve pas ma nuance.

Après tout, peu importe, je n'en prendrai que ce que je voudrai, je ferai mes réserves, je ne suis pas de ces gens qui se laissent influencer par un carré de papier, je vais m'abonner à ce trop... pâle, non, ça aurait l'air..., non à celui-là un peu trop foncé, mais j'en rabattrai.

— Vous croyez cela, mon brave homme, eh bien, faites-moi penser à vous raconter une petite histoire dimanche prochain.

Si la presse était libre, fiscalement parlant, il faudrait peu connaître les hommes et ne pas connaître du tout le journaliste, espèce voisine de l'homme, pour ne pas savoir que quatre ne resteraient pas un mois d'accord, que deux se sépareraient avant six mois.

Que chaque couleur se diviserait et se subdiviserait en autant de nuances qu'on en connaît, et qu'on inventerait même des nuances ignorées de M. Chevreul, exemple : le blanc tricolore dont je parlais tout à l'heure.

Avant un an — chaque écrivain suivant — comme chaque lecteur choisissant précisément sa nuance, il n'y aurait pas en France un journal ayant quatre mille abonnés.

La liberté de la presse doit s'entendre par la li-

berté à chacun d'exprimer, de répandre et de propager sa pensée.

Il ne faut point y mettre d'entraves, ajoutez que jamais la difficulté de l'argent n'empêchera de se fonder et de vivre un journal de parti, un journal de passion.

Un autre point de vue : beaucoup de gens sans génie, sans talent, sans instruction; d'autres ayant des opinions ou des idées saugrenues, absurdes, dangereuses, qui ne pourraient pas seuls réunir autour d'une publication assez d'adhérents pour la faire vivre, trouvent à se glisser dans le personnel accessoire et le remplissage d'un journal collectif, y jettent leur venin et en altèrent l'esprit et les tendances; mais lorsque les écrits individuels viendraient remplacer en partie les entreprises commerciales des grands journaux, les uns et les autres seraient obligés de retourner à des métiers honnêtes et réguliers.

Ce sont donc les gouvernants qui, au moyen des entraves fiscales imposées à la presse, donnent à certaines individualités dangereuses le moyen de se produire et d'exercer une certaine influence, et qui créent les journaux à cinquante mille abonnés et à un million de lecteurs, lecteurs qui, malgré de grandes divergences d'opinions, se trouvent ainsi groupés, enrégimentés malgré eux et marchent sous le même drapeau, quoique ce drapeau ressemble un peu à la culotte d'Arlequin.

Quant aux garanties justement réclamées par la société, s'il est absurde et injuste de demander pour la presse l'impunité, il ne l'est pas moins de la soumettre à des lois préventives et exceptionnelles.

La presse doit être dans le droit commun ; l'écrivain

comme le maçon doivent être soumis aux mêmes lois.

La plume est une arme dangereuse, je le sais; mais l'épée aussi, mais le fusil aussi, mais le bâton aussi, mais les pierres, mais les mains, mais les pieds sont également des armes dangereuses, mais la langue est une arme dangereuse, et elle agit à la façon de la presse.

Pourquoi n'impose-t-on pas de cautionnement à ceux qui possèdent des épées, des fusils, des bâtons, à ceux qui pourraient ramasser et jeter des pierres, à ceux qui ont des poings, des pieds et une langue?

La théorie de l'impunité, mérite-t-elle une réfutation? avec l'impunité, la liberté de la presse dévorerait toutes les autres libertés; les journalistes exerceraient l'empire le plus injustement, le plus absurdement absolu et tyrannique que l'insolence humaine ait jamais inventé, que la bêtise humaine ait jamais subi.

On est reçu avocat, médecin, professeur, on est élu officier par un pouvoir supérieur.

Mais on se nomme soi-même journaliste et écrivain, cela paraît au premier abord être injuste et présentant peu de garanties, mais cette injustice disparaît en partie et disparaîtrait tout à fait devant le journal personnel.

Parce que déjà l'écrivain est non seulement soumis à l'élection, mais son élection est remise en question tous les jours et a besoin d'être validée, confirmée ou renouvelée à chaque ligne qu'il écrit.

Ce n'est pas le sculpteur qui peut faire une divinité, disait... Phidias (?) — il ne fait qu'une statue; —

mais c'est la première vieille femme qui se met à genoux devant la statue et lui adresse une prière qui de la statue fait un dieu.

De même ce sont les lecteurs, électeurs de l'écrivain, qui chaque jour affirment ou nient le journaliste : pour exister, comme écrivain, il ne suffit pas d'écrire, il faut être lu.

J'ai, je crois du moins, établi que lès entraves fiscales imposées à la presse sont injustes et dangereuses, surtout pour ceux qui les imposent.

*
* *

Passons à une loi sur la presse :

1° Tout Français a le droit d'exprimer sa pensée, par écrit et par l'imprimerie, comme il a le droit de l'exprimer par la parole, comme il a le droit de penser, — l'auteur est responsable de ses écrits, — comme tout citoyen est responsable de ses actes.

2° La signature est obligatoire sous des peines très sévères, comme la marque de fabrique doit l'être pour tout le monde.

Il y a vingt ans et peut-être plus que je soutiens l'obligation de la signature ; — j'ai eu dans les temps une polémique à ce sujet avec M. de Girardin — qui, dans *la Presse*, se prononçait contre la signature, mais signait ses articles de telle façon qu'on l'accusait de ne pas vouloir que quelqu'un parût à côté de lui dans son journal.

On m'accusait alors de vouloir diminuer par la signature la puissance de la presse.

Je répondais : Oui, certes, la partie de cette puissance qui est usurpée et illégitime.

Un champ n'est une propriété que par ses limites.

Ce sont les limites qui me disent jusqu'où je peux aller, mais qui disent aux autres en même temps de ne pas empiéter sur moi.

Celui qui dépasse ses propres limites les met en question; — vous faites des incursions chez les autres, ils en font chez vous.

Tout pouvoir intelligent doit aimer ses limites, les affermir et les défendre, mais aussi les respecter.

C'est dans l'intérêt de la presse que je l'ai souvent invitée à se fixer des bornes à elle-même.

Si elle veut trop s'étendre au delà, l'opinion publique la repoussera en deçà.

Il ne faut pas permettre que la tyrannie ayant usé tous les noms, prenne en désespoir de cause le nom de la liberté et le déshonore.

Il n'est pas juste de prétendre combattre derrière des murailles et par des meurtrières, des hommes qui se présentent à visage découvert en pleine campagne.

La partie usurpée, illégitime, tyrannique du pouvoir de la presse, — c'est celle qui consiste, par l'anonyme, à faire d'elle une sorte de divinité mystérieuse, de Jupiter Ammon rendant des oracles, quelque chose de métaphorique, « le palladium », le « rempart de nos libertés », etc.

Il ne faut pas que le public croie qu'un journaliste est toujours un vieillard mûri par d'opiniâtres études, sans ambition personnelle, sans passions, sans intérêts dans les choses humaines; — qui, dans une profonde retraite, accoudé sur une table dont sa barbe blanchie fait trois fois le tour, juge avec impartialité les événements terrestres qui s'accomplissent à trois mille mètres au-dessous du niveau de son papier.

Il faut qu'il se dise :

— Ah! c'est l'opinion de M. une étoile; c'est un homme instruit, intelligent, honnête, — il pourrait bien avoir raison, lisons-le avec attention.

Ou :

— Tiens, voici un article de deux étoiles, — c'est ce même qui, il y a deux ans, disait tout le contraire, — encensait ceux-là auxquels il jette aujourd'hui de la boue; — passons.

— Voici des lignes signées trois étoiles; je sais qu'il a étudié ces questions, il s'y est fait une réputation, il sait là-dessus des choses que je ne sais pas, — tant mieux, je vais m'éclairer.

— Tudieu, quelle sévérité! quelle austérité! voici un écrivain bien en colère contre la perversité et le relâchement des mœurs de notre temps; — serait-ce quatre étoiles, qui vit dans la retraite, avec une frugalité proverbiale?

— Non, c'est cinq étoiles.

— Ah! je sais! ce petit monsieur, si frisé, si pommadé, qui vit avec les filles à la mode, soupe chez elles aux dépens de leurs entreteneurs et est sous-entretenu.

— Quelle rude attaque contre le pouvoir! après tout, si c'est par respect du droit et de l'équité, si c'est six étoiles qui a écrit cet article, on sait qu'il n'a rien à gagner pour lui dans un renversement du ministère actuel, il n'a jamais rien demandé, rien accepté, — il faut voir; ah! mais non, — c'est sept étoiles, qui est furieux de ne pas avoir obtenu telle place ou telle dignité qu'il avait sollicitée opiniâtrément.

— Ah! le joli article! comme c'est spirituel! comme c'est fin! comme c'est gai! comme il montre le ridicule de ceci ou de cela! quel charmant esprit! Voyons la signature; je parie que c'est de huit étoiles, qui cache un rare bon sens sous la verve et l'enjouement; — non, c'est de neuf étoiles, un de ces jongleurs de mots, qui font des variations sur le thème à la mode; il variera le thème contraire demain, comme il en a varié un différent l'autre jour. Écoutons-le, comme on écoute une jolie mazurka, mais sans le prendre au sérieux.

Ce que je veux conserver à la presse, c'est son pouvoir légitime et salutaire, c'est-à-dire la propagation des idées saines et justes, par le talent, par l'esprit.

« L'esprit est un rang et une dignité, » disait madame de Sévigné.

— Et, disait un ancien, — n'est-ce pas Cicéron? — l'homme doué d'une grande intelligence et en même temps d'éloquence et d'esprit, n'est pas un simple citoyen, c'est une sorte de magistrat.

Mais il faut reconnaître qu'il y a deux espèces bien distinctes de poètes et d'écrivains.

L'un, comme Byron, fait de beaux vers sur l'affranchissement de la Grèce, et va mourir au milieu des Grecs.

Lamartine proclame éloquemment la liberté et la république; il achève de se ruiner au pouvoir, et, le jour où la liberté et la république sont menacées et attaquées par les pseudo-républicains, il demande un cheval et un fusil, et affronte résolument la mort.

C'est le vrai poète — ποιητης — qui fait, qui agit.

Le poète de l'autre espèce fait aussi de très beaux

vers, il enchaîne et entraîne les esprits; mais de ce qu'il dit, il ne croit pas, il ne sent pas un mot, il exprime avec un admirable talent d'ouvrier et de versificateur ce qu'il croit devoir obtenir le plus de succès devant un auditoire donné.

Il dit éloquemment : « Marchons! » mais il ne marche pas; il dit, en vers éclatants : « Mourons! » mais il se tient à l'abri de tout danger.

C'est un virtuose, c'est un ténor; écoutez-le avec plaisir; admirez les ressources et l'éclat de son talent, applaudissez-le, mais comme vous écoutez et applaudissez l'Alboni et la Patti, — sur lesquelles cependant vous n'avez jamais compté pour renverser la tyrannie, soit d'en haut, soit d'en bas, pour sortir des difficultés d'une situation politique embarrassée, pour faire discerner le vrai au milieu des fantasmagories du faux.

Pour le premier, une belle phrase, est la belle expression d'un beau sentiment, qui promet une belle action.

Pour le second, une belle phrase est une belle phrase et rien de plus.

Il y a des écrivains qui sont des penseurs développant leurs idées; il y en a qui sont des avocats plus ou moins convaincus plaidant des causes.

La question de la signature est donc une question de sécurité pour la société; elle est en même temps une question de dignité et d'honneur pour l'écrivain.

Et, je vous le dis en vérité, il est commode après quarante ans de luttes par la plume, après avoir noirci de son mieux une montagne de papier, de pouvoir dire : « J'ai signé tout ce que j'ai écrit, comme j'ai

écrit tout ce que j'ai signé ; j'ai toujours assumé la responsabilité de mes écrits comme de ma pensée, j'ai toujours dit comme Nisus : Me voici, c'est moi qui ai pensé, qui ai dit, qui ai écrit ce que vous venez de lire, *me*, *me*, *adsum qui feci.* »

Après 1852, réfugié d'abord à Gênes, puis à Nice, alors italienne, je fis reparaître *les Guêpes.* Pendant quelque temps, j'échangeai alors deux ou trois lettres avec M. de Cavour, pour essayer de me dérober à la nécessité que voulaient m'imposer les autorités italiennes, de prendre un gérant responsable.

M. de Cavour me répondit avec toute la bonne grâce qu'on doit mettre à un refus ; — la loi était formelle.

On me trouva alors un homme, très honnête, me dit-on, qui s'appelait Bonavera, — il signa *les Guêpes* pendant quelque temps ; cela me gênait, m'humiliait, et me chagrinait tout à fait de me dire : « Il y a un homme qui irait en prison pour moi, un homme derrière lequel je m'abrite. »

On le payait tous les mois, mais je ne voulus pas le connaître et je ne l'ai jamais vu.

*
* *

Les saint-simoniens, auxquels on doit quelques idées de progrès aujourd'hui acceptées, ont fort occupé l'attention publique il y a quelque trente ans ; quelques-uns, les malins, ont profité de cette attention pour mettre en vue, et leur personne et quelques talents réels, ils ont alors jeté le froc aux orties, et rattrapé la diligence par un chemin de traverse. Ils avaient inventé une chose très honnête, très loyale, très crâne, ç'a été la première chose abandonnée ; sur la sorte de blouse bleue qu'ils portaient, ressortait

une bande blanche sur la poitrine, et sur cette bande chacun avait son nom lisiblement écrit.

Pensez-y un peu et vous verrez que cette idée a de la grandeur, et empêcherait bien du mal dans la société.

La signature est l'application aux choses écrites et imprimées, du système de la responsabilité ; écrivain, fabricant, marchand, tout le monde doit signer ses marchandises.

Il faudrait, je le répète, faire de la signature une condition rigoureuse soutenue par une pénalité sévère et n'admettre aucune exception, fût-ce la plus plausible de toutes, ne pas permettre de masque, — même pour plaisanter, — parce que, une exception admise, la loi tombe bien vite en désuétude.

Voulez-vous un exemple? il n'est pas loin, — la loi qui rend la signature obligatoire existe, — mais on ne lui obéit pas. Quel est le journal qui ne compte pas au moins un pseudonyme parmi ses rédacteurs.

Il est vrai qu'à observer cette loi, nous perdrions un certain nombre d'aimables et spirituels marquis, de charmantes vicomtesses, marquises, baronnes, etc., mais on n'ôte pas sa figure avec son masque, et le marquis de Villemer a assez d'esprit pour n'en pas perdre sous le nom d'Yriarte, les marquises, comtesses et vicomtesses de lettres ne peuvent, j'en suis certain, que gagner à *montrer* leur visage.

Il est encore un point à traiter, c'est celui du droit de réponse ; il est écrit dans la loi, mais comment est-il pratiqué?

Scrupuleusement exercé, il suffirait peut-être à donner à tous des garanties suffisantes contre « les excès de la presse ».

La presse peut commettre des excès et contre le gouvernement du pays et contre les particuliers.

C'est surtout des excès contre le gouvernement, que le droit de réponse pourrait garantir dans le plus grand nombre de cas.

Mais, il faut faire une distinction entre le gouvernement et les gouvernants.

Le gouvernement n'a besoin que de ne pas laisser se propager et s'accréditer des faits faux, des bruits malveillants, des erreurs dangereuses.

Les gouvernants veulent sauvegarder leurs intérêts particuliers et surtout leur vanité. L'orgueil est un riche, dit un philosophe, la vanité est une mendiante. Ce qu'un dicton populaire traduit par : L'orgueil est un mâle et la vanité une femelle.

J'ai *vu*, sous le gouvernement de Louis-Philippe, des journaux certains de l'impunité, quelques-uns même récompensés par des faveurs de toutes sortes, tant qu'ils se contentaient d'attaquer le roi, pourvu qu'ils ne touchassent jamais à la personne sacrée de tel ou tel ministre.

Mazarin, au contraire, s'inquiétait quand il ne courait aucun vaudeville contre lui. Un jour, on lui annonce un libelle sanglant contre « le cardinal ». Il le fait saisir par la justice, rassemble tous les exemplaires, puis les fait vendre en cachette, et en retire dix mille écus qu'il met dans sa poche.

Ce droit de réponse est dans la loi comme l'obligation de la signature, mais il est aussi mal exercé, pour deux raisons, la première est que les *communiqués* du gouvernement impérial avaient un ton rogue, provocant, insolent, qui ne permettait pas de les accepter sans réponse ou sans protestation, ils niaient simplement et arrogamment ce qu'on affirmait.

Le communiqué, je le disais déjà alors, doit être calme, impassible et ne s'appuyer que sur des faits dont il doit donner ou offrir la preuve.

Le communiqué agressif, outrecuidant en usage sous l'empire, offensait le lecteur autant que le journaliste qui s'en faisait un trophée. Le communiqué sagement, froidement rectificatif, éclairera le lecteur, et inspirera au journaliste le désir de n'en recevoir que le plus rarement possible.

Quant au droit de réponse à exercer par les particuliers, il y manque un article très important et sans lequel il est tantôt illusoire, tantôt aggravant pour la situation de celui qui répond.

Cet article est bien simple.

Il est dans la loi commune.

Tout accusé, dans les débats devant les tribunaux, a la parole le dernier.

La personne accusée, attaquée dans un journal, répond-elle, le journal réplique en frappant plus fort ou en frappant sur une autre place. Le journaliste qui a parlé le premier parle encore le dernier, et tire toujours un coup de plus que l'adversaire qu'il s'est fait volontairement et qu'il a amené sur le terrain. Que le droit de réponse implique pour l'accusé le droit de parler le dernier devant le public, comme il l'aurait devant un tribunal.

Les prétendues garanties fiscales supprimées, la liberté vraie, divisant nécessairement le journalisme, — comme un torrent en ruisseaux, — la signature réellement obligatoire, et le droit de réponse ainsi complété, suffiraient pour réduire le pouvoir de la presse à ses limites légitimes.

Il va sans dire qu'une pénalité, quoique spéciale

sur certains points, mettrait la presse dans le droit commun « on doit être puni par où l'on a péché », dit la sagesse des nations, le refus ou l'oubli de la signature ; le refus du droit de réponse, devraient être punis sévèrement et principalement selon les cas, par l'avertissement, par la suspension, par la suppression. Quant aux crimes et délits de droit commun, ils doivent subir la loi commune.

Un point reste encore à établir, il ne faut pas laisser se confondre, comme je l'indiquais tout à l'heure, la sécurité du gouvernement avec la vanité des gouvernants.

L'homme qui sollicite ou accepte une place ou des fonctions qui mettent à sa disposition une partie plus ou moins grande des intérêts du pays, de l'honneur de sa fortune ou de la vie des particuliers. Cet homme est sorti volontairement de la vie privée, il ne peut en réclamer les immunités ; il est légitime, il est nécessaire qu'il habite une maison de verre, fût-ce de verre un peu grossissant parce qu'il y a beaucoup de myopes.

Le candidat, le député, le ministre, le fonctionnaire public, n'ont plus de vie privée : pour en sortir, il leur a plu de faire à ce fameux « mur de la vie privée », une brèche par laquelle les indiscrets ont le droit de regarder. Eh quoi ! vous me demandez à gérer non seulement les intérêts de ma fortune, mais aussi les intérêts de mon honneur, non seulement de ma fortune et de mon honneur à moi, mais de la fortune et de l'honneur de toute une nation.

Et vous voulez que je n'aie de votre capacité, de votre probité, d'autres renseignements, d'autres garanties que votre parole.

Non pas, s'il vous plaît, je veux bien vous connaî-

tre, je veux savoir et votre vie publique, et votre petite vie.

Vos défauts et vos vices me coûteraient trop cher, j'ai le droit de les surveiller.

Si ça vous déplaît, restez ou rentrez dans la foule — alors, vous récupérerez vos droits à la vie privée, — réparez la brèche par laquelle vous êtes sorti; élevez le mur à votre gré; fichez-y des tessons de bouteilles. Vous rentrez dans tous vos droits, vous vous appartenez.

Toute loi, toute mesure, tout homme, toute idée, dont on ne permet pas la discussion, sont justement condamnés d'avance.

En comprimant, vous donnez plus de portée au plomb du fusil, plus de force et d'élévation à l'eau des canaux.

L'hiver, disent les Groënlandais, toutes les paroles prononcées se gèlent en l'air, aussi, ça fait un rude tapage au printemps, quand vient le dégel.

Pas de barrage devant un torrent, mais des canaux et des rigoles ; un torrent qui ravageait tout, une fois canalisé, répand et promène la fertilité, l'abondance et la richesse.

N'employez qu'à bon escient la répression dans ce pays d'ostracisme perpétuel, où l'on ne mange de bon appétit que le fruit défendu, où le public aime surtout les livres brûlés, disait Voltaire, où on a vu des gens « travailler pour *l'index* » comme le célèbre Baluze. Où on donne artificiellement une odeur de brûlé à certains livres, comme un faux bouquet au vin de Bordeaux; où le dialogue que voici est peut-être vrai, et, en tous cas, est très vraisemblable.

Il s'agissait d'un journal, dont le propriétaire, qui

se disait déjà de temps en temps légitimiste, voilait de temps en temps aussi son écusson. Dans une circonstance critique, ce journal avait rendu à l'empire des services que tout le monde reconnaissait et constatait.

L'empereur appela le journaliste :

— Que puis-je faire pour vous? Voulez-vous être sénateur?

— De quoi? un enterrement de première classe? Je la trouve mauvaise, celle-là; non, je veux vivre.

— Une décoration?

— Celle que Courbet vient de refuser? Merci!

— Mais alors, aurais-je le chagrin d'être ingrat?

— Non, vous pouvez vous acquitter!

— Parlez!

— Dites un mot à vos procureurs généraux, je vas vous faire *éreinter* dans mon prochain numéro, — qu'on le saisisse, qu'on me fasse un procès, qu'on me condamne, — pas trop d'amende, de la prison pour mon gérant « ça me refera une virginité », une popularité et ça me ramènera beaucoup d'abonnés effarouchés. — Ça y est-il?

— Ça y est!

— Eh bien! topez là!

La vraie science, dit un philosophe indien, — est de savoir qu'on sait ce qu'on sait, — et de savoir aussi qu'on ne sait pas ce qu'on ne sait pas.

Je sais que je sais ce qui regarde la presse.

*
* *

J'ai vu avec plaisir un écrivain de grand talent, M. Taine, soutenir avec de notables développements, dans le journal *le Temps*, — la thèse que j'avais indiquée dans le VI[e] numéro des *Guêpes* — du suffrage à deux degrés — thèse que je soutenais déjà

sous le règne de Louis-Philippe, alors que le suffrage n'existait qu'en théorie; — l'épreuve n'a fait que réaliser mes prévisions, le suffrage à deux degrés n'est *pas une* restriction, au contraire ; avec le suffrage à deux degrés le peuple vote; avec le suffrage tel qu'il est, on le mène voter.

*
* *

« Est-ce que toutes les révolutions en France doivent finir par un dix-huit brumaire, exécuté tantôt par la poudre à canon, tantôt par la poudre de perlinpinpin? »

Un rédacteur de faits divers — (les ciseaux à la main) :

— Ah! — voici une nouvelle curieuse...

Le rédacteur en chef:

— Coupez.

Le rédacteur aux faits divers :

— Hélas! — elle est démentie à la fin du journal.

Le rédacteur en chef :

— Eh bien?

Le rédacteur aux ciseaux :

— Eh bien! — Je ne la mets pas.

Le rédacteur en chef :

— Vous n'y entendez rien — mettez la nouvelle aujourd'hui, et, demain, vous mettrez le démenti.

En effet, vous lisez dans un journal une dissertation, une opinion soutenue avec ardeur sur tel ou tel point de politique ou de morale, — l'écrivain dit : NOUS — comme les rois ; — comme eux, en effet, il est tellement grand, tellement savant, tellement perspicace, tellement « voyant », tellement infaillible, qu'on ne peut attribuer à un seul homme une pareille réunion

de qualités puissantes, — de même que madame de Sévigné avait un ami appelé d'Hacqueville — si actif, si dévoué, se multipliant, se mettant en quatre pour ses amis, réussissant si vite à tout ce qui les intéressait — qu'elle l'appelait « les d'Hacquevilles ».

Le lecteur se figure un sage, un philosophe austère, ou plutôt une réunion, un cénacle, un aréopage de sages et de philosophes austères dont les cheveux et la barbe ont blanchi dans les études les plus variées et les plus opiniâtres, — qui savent tout, et qui apprennent encore tous les jours par la lecture, l'observation, la méditation, etc.

Le lecteur se soumet à ses ou à leurs décisions, même quand elles l'étonnent ou le choquent un peu.

— C'est singulier, se dit-il, ça n'a pas l'air bien sensé, ni bien juste... Mais c'est sans doute moi qui vois mal et me trompe.

Cependant, je l'ai déjà dit, si l'on compte parmi les journalistes un certain nombre d'écrivains de talent, d'esprits élevés, cultivés, ornés, — d'hommes instruits et laborieux, — de caractères indépendants, de consciences inflexibles, — il faut avouer avec une tristesse plus ou moins profonde, plus ou moins hypocrite, qu'il se glisse dans les journaux un très grand nombre de « fruits secs », d'impuissants, d'incapables, de paresseux, d'ignorants, d'avides, d'ambitieux, de décavés, de déclassés, — sans conscience, sans convictions.

Le Charivari n'a-t-il pas, pendant longtemps, compté au nombre de ses rédacteurs un certain Lucien de la Hodde, qu'on sut plus tard être un mouchard affilié à la police?

Quelques-uns encore ayant de l'esprit ou du moins ce qu'on appelle si facilement de l'esprit, c'est-à-dire,

une certaine gaieté, une certaine adresse à jouer avec les mots, — et aussi ce que j'appelle « l'esprit des bossus », c'est-à-dire l'esprit d'envie, de haine, de dénigrement; mais ceux-là mêmes qui ont de l'esprit, — je vous passe le mot, — vivent dehors sur les boulevards, dans les théâtres, dans les cafés, — n'ont plus une heure pour étudier, pour méditer, — donnent à « cet esprit », je continue à accepter le mot, — un exercice violent et point d'aliments; — tous les soirs ils secouent l'arbre qui, après avoir donné quelques fruits mûrs ou du moins colorés, ne tarde pas à donner des fruits verts et malsains, — et bientôt ne fait plus tomber que ses feuilles.

Peut-être le lecteur, au lieu de rêver un sage austère renfermé dans son cabinet, s'il voyait un monsieur gai, jouant aux dominos, dans un café, son bock ou sa demi-tasse de café, examinerait, vérifierait la solution, la décision, l'opinion de ce personnage et ne l'adopterait plus de confiance et les yeux fermés.

Ajoutez encore, — ce qui n'est pas sans exemple, personne n'osera le contester, — que ce journaliste, ayant toujours signé, signant toujours ses écrits, ait changé deux ou trois fois de parti et de drapeau, — attaqué ce qu'il défend aujourd'hui, — ait « adoré » ce qu'il « brûle », peut-être même, et cela s'est vu, écrire à la fois des deux côtés et combattre dans les deux camps, n'est-ce pas bon à savoir pour assigner une valeur à son opinion d'aujourd'hui?

— Holà! me crie-t-on de toutes parts, vous osez attaquer « la presse », un *sacerdoce!*

J'accepte le mot de sacerdoce, car il est vrai... dans un sens : pas précisément, cependant, celui que lui donnent ceux qui l'emploient.

En effet, — il est un autre sacerdoce, — celui des prêtres ; si on dénonce, si on attaque un abus, un excès, un crime, une sottise commis par un prêtre indigne, à l'instant même les prêtres crient — au sacrilège, on attaque la religion, on est un athée.

C'est en vain qu'on leur répond :

— Mais, c'est uniquement dans l'intérêt de la religion que j'attaque les abus, les excès, les crimes qui la déshonorent...

On crie plus fort à l'athéisme.

Moi ! athée ! je crois fermement à un Dieu tout-puissant, souverainement bon ; je crois au Dieu qui a fait les hommes, et, s'il en est un auquel je ne crois pas, c'est celui que les hommes ont fait, — et ont fait à leur laide image.

Vous attaquez la religion, vous êtes un athée ! au feu terrestre d'abord, au feu éternel ensuite !

De même, si vous racontez les folies, les crimes, les avidités, les soifs implacables, les bavardages *pestiférants* des soi-disant républicains.

Si vous voulez défendre contre eux la république, c'est-à-dire la forme de gouvernement la plus honnête, la plus équitable, la plus noble, — si, en les piquant, vous réduisez à leur petite taille les géants de baudruche gonflée, les Gambetta, les Laurier, les Naquet, etc., on vous crie :

— Vous êtes un suppôt de tyrannie, vous êtes un mouchard.

De même, si vous dites la vérité à un journaliste, — vous attaquez « la presse », *le sacerdoce*, — vous êtes un athée, — anathème sur vous.

Et cependant, — ces gens qui, — ensemble, en bloc, en tas, — forment « la presse » , ce sacerdoce, cette

arche sainte, — voyez comme ils se traitent réciproquement et un à un, — je copie quelques mots, quelques adjectifs échangés dans les journaux parus depuis seulement quinze jours :

Menteurs — lâches — certaine presse — presse immonde — fanfarons — ignares — vendus — pétroleurs — assassins — voleurs — incendiaires — imbéciles — polissons — je vous donne des gifles — des coups de pied au... — le dédain — la guerre à mort — drôles — coquins — mouchard — pou et plus que pou (ici je dois gazer) — *misérables — manœuvres frauduleuses — corrupteurs et scélérats — la bande — la horde — charlatans — horreur et dégoût — honte de la France — aboyeurs — incapacité criminelle — vile engeance — impudent — je vous outrage, je vous flétris — boursouflé — faussaires — lourde face aux bajoues pendantes — vendeurs d'actions mexicaines — Cartouche — poignée de bandits — etc., etc.*

Et ne croyez pas que ce soit un seul journaliste, un seul parti qui décoche ces aménités, — ne croyez pas que ce soit un seul journaliste, un seul parti qui es reçoive, — non, ça s'échange.

Et c'est la réunion de gens qui se traitent ainsi réciproquement que l'on appelle « la presse », *un sacerdoce !*

Sacerdoce, auquel il n'est pas permis de toucher, devant lequel il faut s'incliner, s'agenouiller, se prosterner.

Sous peine d'athéisme, — sous peine de les voir tous, un moment réconciliés, se ruer contre vous.

Si bien que, — si, par hasard, — on fait un procès à un journal, — presque tous les journaux s'écrient, du moins ceux de la même couleur, — s'écrient :

Encore un procès à la presse.

Et aucun ne prend la peine d'ajouter une épithète au mot procès, — de dire que c'est un procès... injuste.

Non, la presse — est au-dessus des lois, — elle est la loi, — elle prétend à un absolutisme que n'ont pas osé exercer, ni Louis XIV, — ni Napoléon Ier, — ni Tibère, ni Néron, ni Caligula... pour finir au moins par un fou.

Revenons à notre thèse.

Supposez maintenant — une discussion, une polémique, une guerre entre un journaliste qui ne signe pas, et un autre journaliste, un autre écrivain qui signe ses écrits.

Celui-ci combat à découvert, — la visière levée, — il livre à son adversaire son présent et son passé, — ses vices, ses défauts, ses erreurs, ses sottises, ses ridicules, — sa figure, ses verrues, — ses amitiés, ses ambitions, ses goûts, ses faiblesses, — « sa petite vie ».

L'autre, à l'abri, derrière une muraille blindée, tire à travers une meurtrière, — il est à l'abri de toutes les représailles, il peut se parer de toutes les vertus, de toutes les infaillibilités. Il présente à l'imagination des lecteurs, un personnage de fantaisie, charmant, vainqueur, invulnérable, — sans vices, sans faiblesse.

Est-ce un combat loyal ?

Il est une autre manière de ne pas signer, — c'est d'écrire sous un pseudonyme.

« Un faux nom pour frapper sans danger sa victime !
Il vous célait bien mieux votre nom anonyme,
Un faux nom ! quel orgueil ! — mais c'est adroit, — ça fait
Croire aux gens innocents que l'on en cache un vrai.
Je soupçonne l'auteur de cette honnête prose ;
C'est.. *machin*, se cachant sous le faux nom de.. *chose*

Un inconnu gardant un strict incognito,
Personne sous un personnage,
Pas de corps dans un domino,
Un masque sur pas de visage. »

Dans un journal où on ne signe pas, — ou dans lequel les pseudonymes remplacent les noms, qui vous garantit que ne vous lisez pas des articles, plus ou moins austères, de M. Vermesh, de M. Pyat, de Ferraud, l'ami et le commanditaire de M. Gambetta? — ou dans un autre de M. Hugelmann ou de M. Duvernois? — ou dans un autre de Tartempion, Tartempion cuirassé, blindé, invulnérable, invisible, Dieu dans un nuage et jugeant de haut les caractères les plus honorables, les talents les plus incontestés et leur jetant sur la tête les épluchures de ses pommes.

Que devient le droit de réponse vis-à-vis d'un anonyme, ou d'un pseudonyme ?

Il y a cependant une loi qui exige la signature réelle, de l'auteur de tout écrit imprimé.

Eh bien, il y a des journaux où aucun article n'est signé, d'autres où quelques-uns sont signés et les autres point; — il n'est presque pas de journal qui n'ait parmi ses rédacteurs, un ou deux ou trois écrivains ayant adopté des pseudonymes. — Je sais bien que pour quelques-uns, ce n'est qu'une fantaisie et un caprice, et que ces quelques-uns — pas tous — n'ont ni la volonté ni le besoin de le cacher; mais loin d'infirmer ce que j'ai dit, c'est une preuve de plus du mépris qu'on fait des lois que de les étuder, de les braver même sans nécessité, sans avantage sérieux, pour s'amuser, parce que c'est drôle.

Passons au droit de réponse, après cependant une petite parenthèse — une ligne — pour dire ce que j'entends par l'esprit, n'ayant accepté tout à l'heure que

provisoirement le nom d'esprit accordé à diverses balivernes et coq-à-l'âne — qui en usurpent le nom.

Pour moi

« L'esprit... c'est la raison ornée et armée. »

Sans le droit de réponse, la presse serait la plus cruelle, la plus odieuse, la plus intolérable des tyrannies.

Il suffit parfois dans la vie ordinaire — des *cancans*, *potins* et *ramages*, émis par la langue venimeuse d'une portière qui glisse une médisance ou susurre une calomnie à l'oreille de la laitière, de l'épicière et de la fruitière, pour ruiner un négociant, empêcher un mariage, déshonorer une femme.

Le journal — lui — parle et répand ses *cancans*, *potins* et *ramages* — avec mille, deux mille, quelquefois dix mille, trente mille langues et plus.

Ce n'est pas beaucoup si vous multipliez le nombre des langues par dix pour trouver le nombre des oreilles qui boivent le venin.

Venin beaucoup plus dangereux que celui de la portière — car la portière est naturellement suspecte — tandis que pour beaucoup de gens c'est au moins une demi-preuve quand on ajoute à une assertion quelconque : *C'est écrit* — c'est imprimé — C'EST DANS LE JOURNAL.

La diffamation et la calomnie sont punies par les lois ; — beaucoup de gens, il est vrai, hésitent à faire un procès à un journal, à faire succéder une hostilité, une inimitié habituelle, à un coup de coude, à une chiquenaude donnée, peut-être par hasard, par légèreté ; mais cependant la loi est là et, comme il faut dire le pour et le contre, la calomnie, la diffamation d'un journal sont moins insaisissables que la diffamation et la ca-

lomnie portées ; elles ont un corps, — la loi est là pour vous protéger, libre à vous d'avoir recours à elle ; seulement contre la calomnie qui tend à déshonorer il serait juste que la loi prononçât des peines infamantes, des peines qui déshonorent.

Mais à côté de la calomnie et de la diffamation — combien d'assertions fausses, d'imputations ridicules, de sous-entendus blessants, d'allusions offensantes dont la loi ne peut ni vous préserver ni vous venger.

Cette situation, cette lacune a été prévue par la loi qui consacre le droit de réponse.

La loi a dit avec raison que la réponse doit passer sous les mêmes yeux, se faire entendre aux mêmes oreilles que l'attaque. Seulement, voici comment s'exerce ou plutôt ne s'exerce pas le droit de réponse.

Je ne parlerai pas des refus, des fins de non-recevoir, des difficultés, des délais qu'opposent certains journaux à l'insertion d'une réponse. Je ne dirai pas combien de fois ils mutilent cette réponse et en suppriment les parties qui les blessent en touchant juste. Je ne parlerai qu'en passant d'une circonstance récente, où, moi-même, accusé mensongèrement et bêtement de palinodie dans un journal de brasserie, rédigé par des gamins d'un certain âge, je vis ma réponse repoussée, et ce refus agrémenté d'une nouvelle attaque.

Je commençai un procès, on annonça qu'on soutiendrait le procès, en appuyant la résistance de nouveaux mensonges. — Qu'allait-il arriver ? je demeure à plus de deux cents lieues du carré de papier en question, — c'est un souci augmenté par l'éloignement et d'assez nombreuses difficultés. La tactique de l'inculpé, en ce cas, est de demander des remises, de prolonger le débat, et, enfin, de faire que la réponse ar-

rive trois, cinq, ou six mois après l'attaque — de sorte qu'elle n'a plus aucun sens.

La fatigue, l'ennui, le dédain et le dégoût sur lesquels comptaient aussi mes agresseurs leur procura gain de cause, — je ne donnai pas suite au procès — en quoi j'eus tort.

Je veux parler aujourd'hui d'un cas plus récent — d'un cas où le rédacteur en chef du journal et le rédacteur de l'article, ont tous deux accueilli ma réponse, non seulement sans essayer de s'y soustraire, mais encore avec une complète courtoisie.

Je choisis ce cas pour montrer combien peu cette loi est établie, appliquée, respectée, — puisque

Même quand c'est bien, c'est encore très mal.

> L'homme, de quelque nom pompeux qu'il se décore,
> J'en juge par moi-même, est un triste animal.
> On fait très peu de bien, beaucoup de mal — encore,
> Le peu qu'on fait de bien, on ne le fait que mal.

Je le prouve.

Un très jeune homme — je le suppose — écrivant sous le pseudonyme ambitieux de Verax, — me prend à partie dans *le Gaulois*, et émet à mon sujet trois ou quatre assertions complètement inexactes, avec des sous-entendus que je ne pouvais admettre.

J'ignore quelle illustration ou quelle notoriété se cache modestement sous le nom de *verax*.

Le pseudonyme accepté, car, le mieux est, selon moi, de garder son nom et de signer de son nom, c'est un joli sobriquet à *prendre* que celui de Verax, — « vrai jusqu'à l'excès ».

Ce serait un plus beau nom encore à *recevoir*.

Ce n'était pas, je crois, Aristide qui s'était lui-même appelé « le Juste ».

Monsieur Verax,

J'étais hors de France, très loin de vous, et assez loin de Saint-Raphaël, lorsque je rencontrai un homme de ma connaissance qui me dit :

— Avez-vous lu *le Gaulois?*

— Non.

— Il y a là un homme terrible, j'ai oublié son nom, qui vous arrange joliment.

— Je ne connais d'homme terrible que « Han d'Islande, qui buvait l'eau des mers dans le crâne d'un ennemi.

— Ça n'est pas ce nom-là...

— Ah ! j'y suis, il s'appelle Verax. — Eh bien, vous êtes mis en pièces, et vous aurez du mal à rassembler et à recoller vos morceaux.

C'était grave, je m'efforçai cependant de n'y pas trop penser, et, de retour de mon voyage, je demandai le journal qui avait dû venir chez moi ; il ne s'y trouva pas ; — peut-être voulait-on me le cacher, je dus le demander à Paris. — Ce préambule a pour but de vous expliquer le retard de ma réponse, en y ajoutant une certaine hésitation à répondre, car, on m'avait fort exagéré votre cruauté, — je ne me sentais ni tué, ni même blessé, et sans cette signature Verax, — « vrai jusqu'à l'excès, jusqu'à la manie », qui donne le droit d'être exigeant, j'aurais probablement gardé le silence.

Nous allons, si vous le permettez, examiner les principales de vos assertions, accusations, etc.

L'article que vous voulez bien me consacrer repose sur ceci : que, « jardinier désintéressé et jaloux de mes fleurs, je m'irrite de ce qu'on m'achète trop de violettes pour les envoyer à Chislehurst, et que c'est pour cela que *j'entreprends*, que « j'engage une guerre contre le bonapartisme ».

Vous ressemblez ici, monsieur Verax, à un feuille-

toniste célèbre, qui, un jour, prit pour base de tout un système de morale, de philosophie et de politique, une comparaison que voici, et commença en ces termes : « De même que le lièvre retourne toujours à son terrier, etc., » et continua ainsi pendant douze colonnes : après quoi, on lui dit : « Mais le lièvre n'a pas de terrier ! » et son système s'écroula comme ferait quelqu'un qui va s'asseoir et auquel un mauvais plaisant retire subitement sa chaise.

En effet :

Vous dites : « On peut lire sur une petite porte de Nice et de Saint-Raphaël :

« ALPHONSE KARR, JARDINIER. »

Eh bien, on ne peut pas le lire à Saint-Raphaël, à dix-huit ou vingt lieues de Nice, parce qu'il y a sept ans que j'ai, transportant ma tente à Saint-Raphaël, abandonné mon commerce de jardinier.

Et je l'ai abandonné parce que, moins désintéressé que vous me faites l'honneur de le croire, je prévoyais, j'annonçais la chute de l'Empire, comme on peut le voir dans mes écrits de ce temps-là, — et je pensais que le commerce des violettes était perdu, car, je l'avoue, je ne pouvais pas deviner que l'amour pour Napoléon III, survivrait au mal qu'il devait faire à la France, aux désastres et aux humiliations qu'il devait attirer sur notre malheureuse patrie ; — je ne pouvais pas deviner que cette guerre insensée, criminelle, l'invasion, la commune, qui en a été la suite, pouvaient inspirer une reconnaissance qui se traduirait par le « ravage de mes carrés de violettes ».

Il s'ensuit, monsieur *Verax*, que vous n'avez pu voir, et que vous êtes au moins « mal informé », quand vous dites que vous avez « vu à Chislchurst, de grosses couronnes et de gros bouquets de violet-

tes, dont le parfum se mêlait à vos larmes, et qui venaient directement des parterres de Saint-Raphaël ».

Rayons cela.

Ne croyez pas cependant, que, du temps que j'étais jardinier, j'étais si avare de mes fleurs, et soucieux de m'informer du nom des acheteurs et de la destination qu'ils leur donnaient, je m'occupais de la culture et d'autres vendaient les produits aux personnes qui en venaient demander — je vais vous en donner une preuve :

Lorsque, après l'annexion, l'empereur et l'impératrice vinrent à Nice, la mairie de Nice commanda pour eux un très gros et, je vous prie de le croire, très beau bouquet — qui fut placé dans leur loge au théâtre.

Le lendemain, le journal de la préfecture disait : « On a beaucoup remarqué un bouquet envoyé par M. Alphonse Karr. »

J'adressai une rectification à ce journal, et on y lisait le jour d'après : « Le bouquet qui a été vu dans la loge impériale sortait en effet de mes cultures, il avait été commandé et payé par la mairie de Nice. »

Voici maintenant, monsieur Verax, pourquoi je m'étais fait jardinier :

Après le coup d'État, je quittai la France ; je ne parlerai qu'en glissant de quelques offres qui m'avaient été faites par l'intermédiaire de mon ami Ponsard, et que j'avais cru devoir décliner ; toujours est-il que, en six mois, le parquet impérial fit deux procès aux *Guêpes*, — je dus revenir deux fois de Gênes à Paris, je plaidai et je fus acquitté.

Ces acquittements m'alarmèrent : ces procès faits sous des prétextes frivoles semblaient un parti pris, une guerre déclarée ; mon métier devenait non seulement dangereux, je m'y serais résigné, mais difficile à continuer, et je me rappelai que j'en avais un autre.

C'est alors que Lamartine, m'adressa cette belle épître qui commence ainsi :

On dit que d'écrivain tu t'es fait jardinier.

Ce nouveau métier prospéra à un certain point, quoique je n'y aie guère fait fortune, — et j'ai créé à Nice et laissé après moi une industrie qui n'y existait pas, et qui fait vivre aujourd'hui plusieurs centaines de personnes. Avant mon arrivée, quand on avait besoin, à Nice, d'un bouquet pour une fête, on le faisait venir de Gênes, — grâce à moi, aujourd'hui la culture et le commerce des fleurs comptent, dans l'industrie niçoise, pour un million par an.

Nice se contentait jusque-là de sa flore sauvage qui est charmante.

A peu d'exceptions près, on n'y connaissait guère de roses que celles qui servaient à la parfumerie, — les violettes n'avaient pas non plus d'autre destination, — et depuis que j'ai créé cette industrie, les violettes, qu'on était heureux de vendre trois ou quatre francs le kilo, — se vendent aujourd'hui, l'hiver, jusqu'à 70 et 80 francs ; — libre à vous, monsieur Verax, d'attribuer ce progrès à l'empire, — il y a assez de jardiniers à Nice, qui l'attribuent à leur ancien confrère.

Donc, humide monsieur Verax, « les violettes dont le parfum s'est mêlé à vos larmes à Chislehurst », ne venaient pas directement (ni indirectement) des parterres de « Saint-Raphaël ».

Continuons : « Alors, dites-vous, le jardinier exaspéré du ravage qu'on faisait dans ses plates-bandes, pour « envoyer ses violettes à Chislehurst », se souvint qu'avant de manier la bêche, il avait manié la plume, et *il a commencé hier une guerre cruelle.*

Autant d'erreurs que de mots, monsieur Verax. J'ai

de tout temps manié à la fois la bêche et la plume; — si vous aviez eu l'indulgence de lire ce que j'ai écrit depuis une trentaine d'années, vous sauriez que j'ai commencé la guerre lors de Strasbourg et de Boulogne, que j'ai continué lors de l'élection à la présidence de la république, et que je n'ai pas discontinué un seul jour, tant qu'a duré l'empire, de reprocher à son auteur le « crime du Deux-Décembre » le mot y est en toutes lettres, — vous sauriez que c'est seulement à la suite de l'Empire, que, ayant dit tout ce que j'avais à dire lorsqu'il était tout-puissant, j'ai cru devoir interrompre la guerre que je lui faisais, et ne la reprendre que lorsque les discours ou les agissements de votre parti m'ont semblé présenter un danger.

Vous vous récrierez, monsieur Verax; — vous direz : « Mais je n'étais pas obligé de lire ce qu'écrivait le jardinier de Nice; — *on n'aime pas tout ce que M. Karr cultive.* » — Non certes... excepté le jour où il vous plairait de dire le contraire, et de le signer : *Verax.*

Il en est de même de M. Thiers, dont, selon vous, « le gouvernement me conviendrait ».

Je n'ai pas attendu, comme bien d'autres, la chute de M. Thiers pour l'attaquer; — c'est le jour de sa nomination, au milieu de l'engouement dont il était l'objet, que j'ai cru utile de rappeler son passé, et, en m'appuyant sur ce passé, de prédire son avenir; le gouvernement était encore à Bordeaux, que j'annonçais la Commune. — Voir *les Guêpes* de ce temps-là.

Je n'ai plus que deux mots à vous dire, monsieur Verax :

Vous m'attribuez huit vers qui sont de votre composition; un diseur de vérité, monsieur Verax, doit en accueillir une de bonne grâce. Eh bien, monsieur Verax, quand j'ai besoin de vers, je les fais moi-même, et je les fais meilleurs que cela; pour finir, vous me re-

prochez d'être vieux et vous m'annoncez que je vais bientôt mourir.

« Ces vieillards touchent au terme de leur existence. »

Peut-être, monsieur Verax, vous trompez-vous un peu sur le nombre des années que j'ai dépensées et sur ma fin prochaine ; demandez à ceux qui me connaissent et qui m'ont vu récemment : quand on prend le nom de Verax, ça oblige beaucoup, il faut ne négliger aucun soin pour ne rien avancer qui ne soit exactement conforme à la vérité. Ils vous diront que ma vieillesse ressemble beaucoup à celle d'Entelle, le vieil ami d'Aceste, dans l'*Enéide*.

> Et magnus membrorum artus, magna ossa lacertosque
> Exuit, atque ingens medià consistit *arenà*.

Et que, pour ne parler que de cela, penché sur les avirons de mon bateau de pêche, ou nageant et plongeant dans les flots bleus de la mer qui baigne le pied de ma vieille maison, je rencontre encore peu de jeunes gens désireux de lutter avec moi.

Je vous remercie de la forme courtoise que vous avez donnée à des attaques, peu exactes il est vrai, comme je viens de le prouver ; je vous remercie également d'avoir reproduit loyalement quelques-unes des « dures vérités » — l'expression est de vous — et des arguments que j'ai émis contre un troisième empire : je vous remercie de les avoir réfutés d'une façon que vous me permettrez de trouver si peu triomphante, — l'esprit ne suffisait pas pour faire mieux. Là-dessus, une cordiale poignée de main, comme font les soldats après un assaut d'armes ; faites, je vous prie, insérer cette lettre dans votre journal, et rendez-moi le service de corriger les épreuves — pour qu'il ne se glisse pas d'autres fautes que les miennes.

Agréez, etc.

* *
*

J'adresse une réponse au journal — on communique ma réponse au jeune homme qui pense ne pouvoir la laisser passer sans réplique. Il juge que c'est l'occasion de s'appliquer et de travailler sa composition. Ma réponse paraît huit jours après sa réception, précédée de quelques lignes très polies de M. Tarbé, rédacteur en chef du journal, où il dit qu'il *s'empresse* de publier ma lettre, — puis il ajoute... *quoique M. Karr use un peu librement du droit de réponse.*

Voyez ici comment un homme très courtois, nullement malveillant pour moi, qui reconnaît la réponse comme *un droit*, fixe cependant à ce droit des limites imaginaires, des limites de fantaisie — qu'il m'accuse d'avoir dépassées, — de telle sorte qu'il semble que c'est à sa courtoisie et à sa bienveillance seules que je dois de voir ma réponse insérée — avec un *empressement* qui a mis huit jours à se décider.

Or je n'ai pas usé *un peu librement* du droit de réponse, j'en ai usé *simplement*, comme on use d'un droit sans l'exagérer, sans même le pousser à des limites qui étaient encore loin, — c'était un droit auquel la loi ne vous permettait pas de vous dérober.

M. Verax, dans sa réplique, émet la même prétention, la même hérésie; seulement, il s'exprime à ce sujet avec cette jolie outrecuidance que l'on pardonne à la jeunesse — qui a tant de choses d'ailleurs pour faire oublier ou excuser ses aimables défauts.

« Vous voyez, dit-il, que je *n'ai point hésité à publier votre lettre, quelque surprenante que puisse paraître ma condescendance aux lecteurs du* Gaulois. »

Je n'ai pas hésité, dites-vous? — pardon : il s'est passé huit jours entre la réception de ma lettre et son

insertion, et, je me trompe fort, ou il y a là une petite gaminerie — que je pardonne encore à l'âge de l'écrivain ; — il me semble bien que l'on a changé la date de ma lettre en la faisant imprimer, — et que l'on a, de 18 juin, fait d'un trait de plume 28 juin.

Là n'est pas l'important.

Vous pouviez hésiter à publier ma lettre, monsieur Verax, mais vous ne pouviez pas ne pas la publier.

Il n'y avait donc là aucune *condescendance* — il y avait respect bienséant de l'équité, et respect obligé de la loi.

Et vous vous calomniez — ou calomniez les lecteurs du *Gaulois*, en affirmant qu'ils ont dû *s'étonner* de vous voir obéir à l'équité et à la loi — comme si vous leur aviez donné l'habitude de vous voir agir autrement.

Ce que j'ai voulu établir par cet exemple — où j'avais affaire à des gens polis, courtois, ayant même un certain sentiment de l'équité, — c'est que ce droit de réponse n'est nullement établi, accepté, et qu'il a besoin d'être établi et accepté, et de l'être rigoureusement, de façon que personne ne puisse l'éluder, ni même tenter de l'éluder.

Pour arriver à ce résultat, il faut établir une pénalité qui décourage l'injustice.

En refusant d'insérer une réponse, le journaliste ne s'expose tout au plus qu'à être obligé de l'insérer plus tard — avec toutes les chances, avant d'y arriver, de fatiguer par l'ennui et les délais l'auteur de cette réponse, et, en tous cas, avec la certitude d'en atténuer l'effet sur les lecteurs et l'utilité pour celui qui répond.

Il faut donc, non pas faire une nouvelle loi, — mais expliquer et commenter la loi existante.

1° Fixer un délai de trois jours entre la réception et l'insertion de la réponse.

2° Après ce délai, des dommages-intérêts sérieux par chaque jour de retard.

Il est un autre article qui découle naturellement de cette loi et qui en est le corollaire obligé.

C'est ce qui a lieu devant tout tribunal où

L'ACCUSÉ A TOUJOURS LA PAROLE LE DERNIER.

Car, c'est encore ce qui fait hésiter beaucoup de gens à répondre aux journaux, — c'est qu'ils répondent à votre réponse et s'arrangent pour parler toujours les derniers, — il restera toujours une attaque à laquelle vous n'aurez pas répondu.

Je sais bien que la loi qui proclame le droit de réponse, impliquerait « bien interprétée », le droit de répondre toujours, mais il faut que ce soit clairement édicté.

Supposez que j'aie voulu répliquer à la réplique de M. Verax, M. Tarbé n'aurait-il pas trouvé que décidément j'aurais usé *par trop librement* du droit de réponse; M. Verax n'aurait-il pas au moins hésité à augmenter la *surprise* des lecteurs du *Gaulois*, en donnant une nouvelle marque de *condescendance*.

Je me trompe peut-être, — j'aurais retrouvé la courtoisie de M. Tarbé et la *condescendance* du jeune M. Verax, cependant j'aurais hésité.

Il est vrai que je n'ai pas eu ce souci. M. Verax a une façon de raisonner, de discuter, et de répondre après laquelle on peut abandonner les questions.

Par exemple, il me dit : *Vous avez récemment commencé une guerre cruelle contre le bonapartisme.*

Je lui réponds avec preuves à l'appui, que j'ai commencé cette guerre en 1836, et que je l'ai continuée sans interruption depuis la tentative de Strasbourg jusqu'au crime de Décembre et à l'autre crime de la guerre de Prusse, et jusqu'à la chute de l'Empire, —

il réplique : « Vous êtes vieux, vous allez bientôt mourir, et il y a un dahlia qui porte votre nom ».

Il me dit : *Des violettes, cueillies dans les jardins de la Maison close à Saint-Raphaël, ont à Chislehurst, mêlé leur parfum à mes larmes.*

Je lui réponds qu'il n'est pas sorti une seule violette de Saint-Raphaël pour Chislehurst.

Il réplique et me dit :

Si vous voulez, nous changerons de nom; je m'appellerai Karr.

A ce sujet, permettez-moi, mon jeune ami, de vous dire que vous n'êtes pas dégoûté.

Donc, je n'avais aucun besoin de répondre à la réplique de M. Verax.

Cependant, j'en tirerai quelques enseignements; le droit de réponse implique, comme dans un combat loyal, une parfaite égalité entre les adversaires, armes de la même longueur, part égale de terrain et de soleil.

Eh bien, il n'en est pas ainsi.

D'abord M. Verax a combattu, je le répète, derrière un mur et a tiré à travers une meurtrière, sur moi placé debout en pleine lumière.

Il lui a été facile d'emprunter au dictionnaire Vapereau, non seulement des détails sur moi, mais d'y prendre même quelques inexactitudes, entre autres sur mon âge, qui ont été, je crois, corrigées dans les dernières éditions.

Moi, je ne sais seulement pas à quelle lettre chercher son nom.

Répliquant à ma réponse, — et se réservant sans aucun doute de répondre à ma réplique, si je répliquais, — il a joué le rôle d'un combattant qui préten-

drait dans un duel, tirer deux coups de pistolet sur un adversaire qui n'en tirerait qu'un.

Vous voyez, je le répète, que la loi sur le droit de réponse existe, — mais qu'elle n'est pas appliquée ou est mal appliquée, — même par des adversaires courtois et assez équitables.

Donc, il ne faut pas faire de nouvelles lois, mais il faut expliquer celles qui existent et les appliquer rigoureusement.

Il ne faut pas que la presse soit un tyran, mais il faut qu'elle soit libre, d'une liberté légale.

Si la presse ne s'impose pas à elle-même, on ne demande pas des limites, il viendra un jour où elle prendra jusqu'à la liberté.

Maintenant, en forme de post-scriptum, encore un mot à M. Verax. Peut-être, monsieur Verax, — surtout quand vous annoncez que l'homme, que l'écrivain que vous attaquez « est vieux et va bientôt mourir, » quand cet écrivain a acquis par quarante ans de travaux assez connus une certaine notoriété et une certaine popularité, quand personne ne lui contesterait, sans faire hausser les épaules des lecteurs, un caractère honorable, une indépendance absolue, un désintéressement presque ridicule, un bon sens presque proverbial.

Il vaudrait mieux pour vous, mon jeune confrère, ne pas feindre de lui parler d'en haut.

Car on pourrait vous demander — d'en haut de quoi?

On pourrait trouver aussi un peu... bizarre que vous disiez : *Votre fort n'est pas la politique*, à un homme qui, dans beaucoup d'esprits, passe pour avoir depuis plus de trente ans, écrit sur la politique

de son pays des appréciations et des prévisions dont les événements n'ont que trop prouvé la justesse.

Encore un conseil :

Vous vous êtes scandalisé — assez plaisamment, je le reconnais : je me découvrais, vous m'avez touché, c'était votre droit. Lorsque j'ai parlé des exercices que me permet cette assez verte vieillesse, sur laquelle vous me paraissiez vous tromper un peu, — j'ai dit : *Pour ne parler que de cela;* je vais satisfaire votre juste curiosité sur l'*et cœtera* qui vous a fait rêver.

Je pourrais parler — dans cet *et cœtera* — de ma mémoire qui est meilleure que la vôtre.

J'avais dans ma réponse cité Virgile; vous vous êtes piqué d'honneur, vous avez aussi voulu « faire du latin » et vous avez voulu citer Virgile à votre tour.

Seulement il est une différence entre nos deux citations.

La mienne est juste, la vôtre est fausse.

Je me comparais au vieil Entelle, vainqueur du jeune Darès,

Vous me répondez :

Entelle lui-même, que vous semblez avoir pris pour modèle, si j'ai bonne mémoire, finit par mordre la poussière. C'est bien à lui que le père Énée donne le conseil de se modérer et de reconnaître la supériorité du Dieu :

> « *Non vires alias conversaque* MINIMA *sentis*
> « *Cede deo.....* »

Eh bien, monsieur, votre mémoire vous trompe et elle n'est pas aussi *bonne* que la mienne — pour en revenir à l'*et cœtera*.

Ce n'est pas au vieil Entelle vainqueur, — mais au jeune Darès vaincu — et *mordant la poussière* — que le père Énée adresse ce vers et demi.

Je suis heureux de pouvoir finir en vous remerciant : vous avez bien voulu corriger mes épreuves; là, c'était en réalité de la *condescendance*, et vous les avez corrigées si bien, que vous avez négligé de corriger les vôtres.

Et que les imprimeurs vous font prêter à Virgile et un vers faux et un non-sens.

Virgile n'a pas dit *minima*, comme on le lit dans votre article, mais *numina*.

Dans le même journal, un autre rédacteur qui signe *un Domino*, se « plaît à constater que les *communiqués* ont été formellement demandés (il pourrait dire inventés) par un républicain; » et il cite à ce sujet un passage des *Guêpes* de 1848, que je vais reproduire d'après lui.

« Si la presse veut se sauver, il est temps qu'elle commence à se moraliser.

» Il ne faut pas que le premier gredin venu puisse s'élire lui-même journaliste, — et, sous prétexte d'ouvrir une pharmacie, ouvre une boutique de drogues malsaines et de poison.

» Il faudrait qu'on fût reçu journaliste — comme on est reçu professeur ou médecin.

» Je développerai ceci quand il en sera temps.

» Il faudrait aussi mettre un *bureau de presse* sous la direction d'un homme très honnête et très intelligent, qui se chargerait des *rectifications et des réponses à faire insérer dans les journaux mêmes, qui auraient inséré le fait faux ou altéré.*

» (ALPHONSE KARR, *les Guêpes*, juin 1848.) »

Je répondrai au « Domino » que je me reconnais volontiers, s'il le veut, comme l'inventeur des communiqués — et que ce n'est pas ma plus mauvaise idée.

Il aurait pu citer aussi, ou rappeler les passages où, plus tard, je reprochais à l'empire, qui avait adopté l'invention; de leur donner une forme rogue, agressive, provocante — qu'ils ne devraient pas avoir — ces rectifications devant être nettes, concises, calmes et nullement « batailleuses ».

Quant au journal italien, c'est *le Pensiero di Nizza;* il est impossible de mettre dans la polémique, plus de politesse, plus de courtoisie, plus de câlinerie même; en recevant de tels coups de plume, on pense aux tapes quelquefois assez fortes que l'on donne aux gros chiens et qu'ils acceptent comme caresses.

L'amande amère de la critique est entourée d'un sucre si doux, si parfumé, qu'elle devient une dragée, une praline, un bonbon, et qu'on la suce avec plaisir. — J'ai donc remercié mon contradicteur.

Son but était de rétorquer quelques assertions que j'ai émises dernièrement sur le commerce et l'industrie.

Il paraît qu'il s'est occupé studieusement d'économie politique, et qu'il est choqué de me voir en contradiction sous certains rapports avec les principes et les idées qu'il a étudiés et appris; — dans son esprit de bienveillance, il ne veut attribuer ce qu'il appelle mes erreurs qu'à une profonde ignorance de la matière, et il plaide lui-même les circonstances atténuantes en faveur du prévenu contre lequel est dirigé son réquisitoire; — c'est avec une exquise politesse et avec des compliments que la modestie que l'on est convenu de faire semblant d'avoir, m'obligerait à déclarer exagérés — que l'auteur de ces articles me combat :

Il s'attriste de voir un si « grand écrivain » dire tant de sottises, — c'est « avec un profond respect » qu'il l'accuse d'une crasse ignorance.

Remarquons en passant que cette façon d'escrime rappelle assez la *garde basse* que Caraffa et quelques autres Italiens nous montrèrent à Paris vers 1828.

Les coups portés de bas en haut ne risquent pas de glisser sur les côtes : à preuve Jacques Clément, qui s'agenouilla pour frapper plus sûrement Henri III.

Hélas! je ne puis accepter l'excuse que *le Pensiero* me fournit; je ne suis pas tout à fait aussi ignorant qu'il le croit lorsqu'il dit : « Je ne doute pas que si M. Karr avait appliqué son esprit à l'étude de l'économie politique, il n'eût, etc.... » Je suis forcé de répondre : J'ai lu, monsieur, tout ce que vous avez lu, mais j'ai fait à ce sujet, comme lorsque j'ai voulu apprendre la sténographie, j'ai commencé par étudier et apprendre les différents systèmes en usage, puis je me suis composé une sténographie particulière ; — de même, pour l'économie politique, j'ai accepté ici, j'ai rejeté là, et j'ai soumis les systèmes — même ceux à la mode — ce qui est hardi — au contrôle de la philosophie, de l'observation des faits et du raisonnement.

C'est ainsi que, dans un sujet moins important, j'ai conservé l'orthographe de certains mots sans accepter les innovations des grammairiens et des faiseurs de dictionnaires. Comme professeur autrefois, je faisais rire mes élèves des obstacles factices inventés par les grammairiens, — comme on fabrique des haies sur le champ de course, — à propos, par exemple, des règles des participes. C'est ainsi encore que j'écris *bleuet* et non *bluet*, *chaircutier* et non *charcutier*, *asyle* et non *asile*, *enfants* et non *enfans*, *printemps* et non *printems*, etc.

L'on se tromperait si l'on venait me dire : « Mais vous n'avez donc pas lu les grammaires et les dictionnaires? »

Sans entrer, du moins pour aujourd'hui, dans de longs détails, je maintiens les deux principes contre lesquels *le Pensiero di Nizza* défend surtout les siens.

1° Je considère comme une situation absurde et très fâcheuse, que l'argent, c'est-à-dire le signe, soit arrivé à l'emporter de beaucoup sur les choses réelles qu'il représente ;

2° Le système de la concurrence anarchique et sans limites a fait ses preuves, a donné ses fruits : la tromperie, le vol, la misère.

On comprend trop de ce temps-ci la liberté, comme cet homme de mon village dont j'ai déjà parlé, qui, entendant la proclamation de la république, disait à sa femme :

— Enfin, on est libre ! alors, je vais t'étrangler.

Comme tout le monde écrit aujourd'hui, et comme tout le monde ne peut écrire des poèmes épiques et des tragédies et des chefs-d'œuvre parce que ça en ferait trop ;

Comme il est nécessairement dans le nombre quelques-uns qui ne pourraient que difficilement faire des livres comme madame Sand, ou des pièces de théâtre comme Alexandre Dumas, ou des vers comme Victor Hugo, ou des feuilletons comme Gautier et Saint-Victor,

Il a bien fallu trouver des débouchés à cette fureur d'écrire, ouvrir des issues à ce torrent d'encre et le canaliser ; de là sont nés ce qu'on appelait autrefois les nouvellistes, — aujourd'hui *reporters*, — qui partent le matin avec leur panier et vont à la provision, se glissant partout, s'imposant à tout le monde, s'introduisant dans les intérieurs les plus fermés, écoutant aux portes, corrompant les domestiques, les femmes de chambres, les portiers et les députés.

Et, quand, par malheur, ils se voient revenir bre-

douille, ayant recours à la fausse nouvelle, au faux désastre, à la fausse victoire, aux incendies, au vol de fantaisie; ils imaginent et annoncent une mort, un suicide, un assassinat.

La fausse nouvelle doit son succès à un avantage incontestable sur les nouvelles vraies, c'est qu'on est sûr de la donner le premier.

Un autre avantage, moins important, mais encore méritant d'être pris en considération,

C'est que, si l'assassiné, le suicidé, l'incendié réclament et s'inscrivent en faux, cette dénégation fournit au *reporter* encore un certain nombre de lignes :

« Nous avons été induits en erreur, en disant hier que M*** avait, à dix heures du soir, assassiné sa femme; il paraît qu'au contraire, il soupait à cette heure-là avec la petite*** des Folies-Dramatiques, dans un cabinet, chez Brébant. »

Ou bien :

« M. tel, dont nous avons raconté le suicide avec tant d'horribles détails, nous écrit qu'il n'est pas mort, ne s'est surtout pas tué, trouve la vie agréable, n'a aucune intention d'y renoncer que le plus tard possible et absolument malgré lui.

Le nouvelliste n'est pas une invention récente. Plaute en décrit un [1].

« Il sait ce que chacun a dans l'esprit et ce qu'il y aura demain. Le roi parle à l'oreille de la reine, il a entendu. Junon cause en secret avec Jupiter, il répète

1. Quod quisque in animo habet, aut habiturus est, sciunt,
Sciunt id quod in aurem rex reginæ dixerit,
Sciunt id quod Juno fabulata est cum Jove,
Quæ neque futura, neque facta, illi tamen sciant.
(PLAUTE, *Trinummus*.)

mot à mot ce que la déesse a dit. Il est informé de tout, et de ce qui n'est pas arrivé et de ce qui n'arrivera jamais. »

Le législateur grec Charondas défendit de nommer personne sur le théâtre excepté « les nouvellistes ».

Quant à Jules César, il annonça un jour publiquement qu'il allait mettre tous les nouvellistes sur un navire démâté, et les abandonnerait en pleine mer.

Recommandé aux procureurs..... aux de l'avenir, — car il faut bien faire du changé et du nouveau.

Au banquet de Saint-Quentin....

Dès 1830, j'avais remarqué ce qu'il y a de ridicule dans ces gueuletons politiques où l'on traite, après boire, les affaires les plus ardues de la France, dans une situation physique et morale, où, si vous proposiez à un des convives de lui vendre ou de lui acheter pour trente francs de n'importe quoi, il vous regarderait avec défiance, et vous dirait : « Nous en causerons un autre jour. »

J'avais trouvé la formule « la patrie est en danger, mangeons du veau » — qui est restée dans la langue politique — avec cette nuance que chaque parti l'applique aux banquets de ses adversaires en même temps que l'appellation de « gueuletons ».

Au banquet de Saint-Quentin, Me Gambetta a reproché aux Français leur ignorance, et a engagé ses convives à s'instruire.

En effet, ils avaient sous les yeux un exemple frappant de cette ignorance ; ils voyaient là un homme qui a été un moment dictateur de la France et qui a puisé dans une profonde ignorance l'audace de décider sur tout.

Un homme qui, aspirant à gouverner la France, croit qu'on s'y prépare suffisamment par le billard et

les dominos, et, ainsi que tant d'autres, pense qu'on en sait assez dès qu'on sait faire des phrases creuses sur tous les sujets ; qui, dans les proclamations les plus boursouflées, prenait une ville pour une autre, et le « Pirée pour un nom d'homme. »

Il faut que je prenne la défense de quelques journalistes, dont j'entends parfois dire beaucoup de mal.

On leur reproche de changer d'opinions, autant au moins que de... faux-cols, — de plaider non seulement le pour et le contre, — le noir et le blanc, — mais aussi toutes les autres couleurs du prisme, — et encore, les diverses nuances de ces couleurs, et encore, les mélanges et les combinaisons qu'elles peuvent produire entre elles.

Tel, en 1848, déclarait la monarchie morte de « gangrène sénile » qui, aujourd'hui en 1873, fait l'éloge de cette même monarchie; le même avait, entre deux, attaqué, injurié en 1851, loué et préconisé en 1852, Louis Bonaparte.

Ces variations, ces changements, ne s'appliquent pas seulement à la politique, mais à la littérature, à la morale, à la religion, etc.

Et j'entends quelques esprits droits, quelques âmes honnêtes s'en indigner; cette indignation part d'un bon principe, mais d'un principe mal appliqué.

Sans prétendre les blesser, on peut dire que, presque tous les journalistes sont des avocats-écrivant, je pourrais nommer quelques honorables et brillantes exceptions, mais ce serait nommer les autres; d'ailleurs, je n'accuse pas, au contraire, j'excuse et j'explique; — donc, vous ne les verrez jamais écrire ce résumé « impartial », que fait pour les jurés, le président des assises, c'est-à-dire rappeler les arguments

de l'attaque et ceux de la défense. — Vous ne les verrez pas non plus, porter un jugement motivé, fondé sur la recherche pénible de la vérité à travers les assertions contraires, les arguties, les déguisements, les interprétations, la partialité, le parti pris — des témoins, du ministère public, et de l'avocat; — ils donnent, il est vrai, parfois à leur plaidoirie les allures, l'attitude, les airs, la solennité d'un jugement, — mais cependant ce n'est qu'une plaidoirie; — or, personne ne s'étonne, ne se scandalise, de voir un avocat dans une carrière un peu longue, avoir plaidé à peu près tout ce qui peut se plaider, et l'avoir plaidé dans les deux sens.

Mais, ce n'est pas encore le seul point de vue où il faut se placer, pour juger sans une rigueur excessive, et conséquemment sans injustice, un grand nombre de journalistes.

La plupart entrent dans la presse très jeunes; — là, ils donnent à leur esprit beaucoup d'exercice et très peu d'aliments; — toujours en mouvement, toujours pressés, toujours en retard, — ils n'ont le temps ni de méditer, ni d'étudier, ni de penser, ni de lire; — ils n'ont donc de principes arrêtés sur rien; — ils jugent un livre, sur les premières pages, — un événement, avant qu'il soit arrivé, — et je parle des meilleurs; — car, également quelques-uns jugent le livre d'après une recommandation, ou d'après le parti politique de l'auteur, une pièce d'après les places plus ou moins commodes, plus ou moins en vue, qu'a envoyées la direction théâtrale, pour la première représentation; — un événement... c'est plus facile, — on approuve, on loue, on préconise tout ce que disent ou font les membres de *son* parti.

On blâme, on dénigre, on bafoue tout ce que disent ou font les membres du parti contraire, — même quand c'est la même chose, — on répète, on para-

phrase, ce que disent les premiers, on rétorque, ce que disent les seconds.

Et, quand je dis *son* parti, — combien d'entre eux doivent uniquement au hasard d'appartenir à tel ou tel parti, d'écrire dans tel ou tel journal, — une porte s'est trouvée fermée ou sourde, où on avait l'intention de frapper d'abord, — une autre s'est trouvée ouverte ou entre-bâillée, devant laquelle on passait par hasard.

J'en ai connu un, — et des plus spirituels, — auquel on reprochait un jour d'avoir écrit dans son feuilleton du lundi, sur une pièce nouvelle, précisément le contraire de ce qu'il avait dit trois jours auparavant, au foyer du théâtre.

— N'était-ce donc pas votre opinion, que vous nous donniez l'autre jour?

— Parfaitement.

— Eh bien, et dans votre feuilleton?

— Ah!... il y a les convenances du journal... A mes amis, en causant, je dois et je livre l'opinion; — mais, au journal, qui me donne cinq cents francs par mois, au public qui lit le journal, je dois fournir *une* opinion; et je la fournis. — Diable! mon opinion... ce serait plus cher.

Aussitôt qu'un opéra... — Mais vous parliez de journalistes! — J'en parle encore, mais par un chemin un peu détourné... — Aussitôt qu'un opéra est représenté avec succès, une horde échevelée et sauvage de pianistes affamés et inexorables se rue sur les airs principaux de l'œuvre nouvelle, quelquefois sur un seul, se les disputent, se les arrachent, puis s'occupent de les « arranger, » c'est-à-dire les mettent en « morceaux », les dépècent, en changent le mouvement, l'esprit, le caractère, les délaient dans

des flots de gammes et d'arpèges; — d'un air héroïque, ils font une contredanse, une polka; — d'une mélodie tendre, poétique, amoureuse, une schotisch ou une mazurka, etc., etc. Alors tous les pianos déchirent le malheureux air à la mode, comme les bacchantes de Thrace déchirèrent Orphée.

C'est une pluie, c'est une grêle de sonates, rondos, trios, quatuors, duos, duettinos, caprices, fantaisies, variations, préludes, études, rêveries, souvenirs, reflets, etc., etc.

Généralement l'air en meurt; on commence par se blaser, puis on en est agacé, tanné, exaspéré, on le prend en grippe. — Je me rappelle qu'après l'immense et légitime succès du *Freyschütz* (*Robin des Bois*) de Weber, grâce aux orgues, aux pianos, aux pianistes, qui en « arrangèrent » les principaux airs, il vint un moment où cette ravissante musique, mutilée, assaisonnée, délayée, épicée, empoisonnée, rendit tout le pays nerveux et irritable; — et on lut dans les *Petites Affiches*, un des trois ou quatre journaux de ce temps-là :

« Telle rue, tel numéro, on demande une servante sachant la cuisine, mais surtout, — et c'est une condition rigoureuse, ne sachant pas la valse du *Freyschütz*. »

Eh bien, — je reviens aux journaux, — il arrive dans la presse, de temps en temps, qu'il tombe une idée, dans le public une mode, — chapeau, vice, gilet, vertu, ridicule, n'importe quoi, — aussitôt les journalistes-pianistes se jettent dessus, s'en emparent, l'arrangent, et font des variations, des fantaisies, des caprices, des préludes sur l'air du moment, sur l'air en vogue.

Prenons-en un et regardons-le, il est jeune, tout petit, très joli; — il a les yeux bleus, — sous un nez fin,

de petites moustaches qu'on dirait postiches ou peintes, tant elles sont étroites et arquées sur la lèvre, comme des sourcils; — il a de jolis petits pieds emprisonnés dans de petites bottines à hauts talons, — des mains blanches, effilées, très soignées et ornées d'une demi-douzaine de bagues ; — il porte en cravate un ruban rose, lilas ou bleu de ciel ; — sa voix un peu claire, un peu aiguë, est cependant assez agréable et caressante.

Eh bien, lorsqu'il fut question de cette funeste guerre, si follement, si criminellement entreprise, si follement, si criminellement continuée, lorsque M. de Girardin, se penchant hors de sa loge à l'Opéra, criait : « A Berlin! à Berlin! » voici ce qu'il écrivait, le joli petit jeune homme; j'ai découpé quelques lignes d'un de ses articles, et je les ai mises de côté :

« La baïonnette a soif, il est temps de l'abreuver de sang... »

Ça commençait comme ça, ça continuait pendant cent cinquante lignes, et ça finissait de même.

— Mais, dites-vous, il est très méchant, il est féroce, c'est un tigre, ce joli petit homme?

— Lui! pas le moins du monde, il est très doux, très facile à vivre, il n'a jamais tué une mouche, ni une puce de sa vie, et, malgré sa petite taille, il n'est ni rogue, ni provocant, c'est un journaliste de l'espèce pianiste; — il faisait alors des variations, des fantaisies, des caprices, des préludes sur l'air du moment, sur l'air à la mode, — qui se trouvait alors être *la Marseillaise*.

Depuis quelques années, les plus ignobles courtisanes, — je ne parle pas de celles qui sont jetées dans la prostitution par la misère et n'y gagnent que du pain, — je parle de celles qui en tirent gloire et vanité,

et étalent leur honte avec orgueil; eh bien, ces créatures qui louent ce qu'elles ont de beauté au mois, à l'heure ou à la course, ont reçu le droit de cité, — ou plutôt d'être citées dans les journaux; — croyez-vous que mon petit jeune homme les admire, les aime, les fréquente?... Nullement; il a une gentille femme, toute jolie et toute petite comme lui, et qu'il aime de tout son petit cœur.

Eh bien, ça ne l'a pas empêché, pendant longtemps, de faire ses sept cents ou huit cents lignes par mois avec les toilettes, le rouge, le blanc, le noir, le bleu, — les cheveux, les bons mots teints ou postiches de ces dames; — c'était l'air à la mode et ça fournissait de « la copie ».

Je sais qu'on prétend qu'il est une autre espèce de publicistes, — mais je n'en connais pas et je n'en veux rien croire, qui ont un culte plus réel pour cette Vénus vénale, Vénus cluacine, comme disaient les Romains, la Vénus des égouts et des ruisseaux, la Vénus vespasienne; — on prétend que ces hommes de lettres, ces écrivains, ces poètes, vivent avec ces dames, vont chez elles, soupent chez elles, et mangent et boivent avec elles les produits de leur honnête métier; — ce qui ne les empêche pas, ajoute-t-on, de jouer à l'occasion sur leur serinette ou leur accordéon, l'air à la mode, — vertueux, héroïque, patriotique, pendant le temps qu'il est à la mode, — de donner des avis sages, sérieux, austères, — austères surtout, — soit au peuple, soit au pouvoir, selon le camp, selon le journal où le hasard d'une fourchette affamée les a fait s'asseoir.

On me l'a dit, je ne l'ai pas vu, je ne le crois pas; mais, en tout cas, mon joli petit jeune homme n'en serait pas.

Un jour, quelqu'un s'est élevé contre ce genre de

publicité malsaine et de littérature pornographique, — ça n'a pas convaincu ceux qui les faisaient, mais ils ont vu dans ce blâme, dans cette thèse nouvelle, un autre air, un nouveau motif à « arranger », à varier, à mettre en sonates, en duos, en caprices, etc., — et pendant quelques mois, mon joli petit jeune homme a, comme les autres « brûlé ce qu'il avait adoré », a fulminé contre les « impures » et contre ceux qui parlaient d'elles dans les journaux; — il s'est étonné, il s'est indigné qu'il se trouvât des écrivains assez peu respectueux de leur plume, pour louer ou simplement même mentionner cette Vénus immonde, — et alors il ne les haïssait pas plus qu'il ne les avait aimées auparavant, — c'était l'air à la mode, et on l'entendit à son tour, moudre pendant quelques mois sur les orgues barbares du journalisme.

Et puis, comme cet air vertueux n'était ni assez gai, ni assez dansant, on l'a abandonné pour revenir à l'air de *la Dame aux Camélias* et de *Marco la Belle*.

... Et j'ai fait ainsi ce que je m'étais promis de faire : défendre, excuser ces pauvres journalistes pour lesquels on est quelquefois si sévères, par suite de la manie humaine de vouloir cueillir des pêches et des ananas sur les aubépines et sur les houx.

Un triste procès vient d'avoir son dénouement — par la condamnation d'un certain Gabriel Hugelmann à cinq ans de prison, je crois, pour escroqueries, « chantage » etc.; ces escroqueries et ce « chantage » ont été pratiqués à peu près entièrement au moyen de journaux achetés, créés et surtout exploités par cet Hugelmann.

C'est là un signe des temps, et c'est pourquoi j'en parle.

Les révolutions fréquentes qui se sont succédé depuis 1789, ou plutôt l'état de révolution dans lequel est notre pays depuis cette époque, ont amené une situation morale funeste pour la France.

Disons d'abord que cet état de révolution persiste parce que les uns veulent toujours remuer le « van » pensant que la paille et la poussière qu'ils sont finiront par venir au-dessus, — comme l'écume et la vase sur l'eau agitée, — et que les autres, au lieu d'accepter franchement et intelligemment l'ordre des choses nécessaires, amené par 89, voudraient sans cesse remonter au delà, c'est-à-dire au temps des privilèges injustes, du bon plaisir et de la faveur des rois, qui partageaient avec une caste et un petit nombre.

Voici le résultat funeste dont je parlais en commençant :

Personne ne pense à décrocher les étoiles ; mais, si les étoiles, n'ayant toujours que leur grosseur apparente, au lieu d'être suspendues dans l'éther, étaient accrochées aux branches des arbres, — Ève voudrait en mettre dans ses cheveux, et Adam grimperait lui en décrocher au risque de se rompre le cou.

Certes, en aucun temps, les choses réputées « les biens de ce monde » la richesse, les dignités, le pouvoir, la popularité, etc., n'ont été le partage exclusif des meilleurs et des plus dignes ; le hasard, l'intrigue, la faveur, le crime même, ont trop souvent de tout temps présidé à leur distribution ; mais les évolutions et les avancements procédaient presque toujours avec un certain ordre hiérarchique ; — c'était le second rang qui parvenait au premier, le troisième au second, etc.

Ce n'était que de loin en loin qu'un météore venait étonner le monde par la rapidité, l'éclat et le peu de

durée de son apparition, — et encore, à peu près toujours, ce météore était isolé.

C'est-à-dire que « un » homme servi ou par le génie, ou par le hasard, ou par l'intrigue, ou par la faveur, ou par le crime, s'élançait des bas-fonds de la société et parvenait aux sommets.

Mais les sommets étaient toujours les sommets — et ce résultat prodigieux exigeait une grande puissance ou un concours de circonstances compliqué et rare. — Le plus grand nombre des hommes ne pouvaient toujours compter que sur le génie, sur le travail, sur le savoir-faire pour s'élever, et on ne s'élevait guère qu'à des degrés successifs, sans sortir de la sphère où le hasard vous avait fait naître.

Mais, depuis bientôt un siècle, les sommets ont été successivement abaissés, — les étoiles sont descendues dans le branchage des arbres du boulevard; — des exemples innombrables sont venus dire que le génie, le travail, la probité ne sont plus que des moyens lents et incertains — et, d'ailleurs, n'élèvent que quelques-uns et ne les élèvent qu'aux gradins supérieurs de leur sphère, — tandis que l'audace, l'intrigue, l'absence de scrupules, ont produit fréquemment des transformations subites, des changements à vue qu'on n'était accoutumé à voir que dans les contes de fées.

Combien depuis trente ans, c'est-à-dire pendant les dernières années de Louis-Philippe et pendant toute la durée du second Empire, avons-nous vus et connus de gens qui

Ont trouvé la fortune et les dignités à moitié chemin des galères — et combien d'autres ont trouvé les galères à moitié chemin de la fortune et des dignités.

J'ai vu la loterie encore à Paris, — je l'ai vue depuis à Gênes et à Nice, lorsque Nice était ville italienne; — à Nice, comme à Gênes, comme à Paris, quand une pauvre femme, après avoir perdu pendant longtemps une partie du pain de ses enfants, à ce jeu imbécile où la meilleure chance pour le joueur est de jouer 1 contre 89; — si, par hasard, elle gagnait un jour un *extrait* de 3 francs — ou un *ambe* de 27 francs — le bureau de loterie où elle avait pris son billet exposait dans sa vitrine les numéros gagnants, ornés de rubans de toutes couleurs — et la musique spéciale de la loterie allait lui donner, à son domicile, une sérénade ou une aubade; — le lendemain les voisines allaient porter et rendre à la loterie cent fois ce qu'elle avait payé.

De même, quand vous voyez dans les journaux qu'à Monaco ou dans toute autre maison de jeu, un « étranger » — c'est toujours un étranger, — a fait un gros gain, a fait « sauter la banque », qui croyez-vous qui donne cette nouvelle aux journaux? personne autre que le maître du tripot ou ses agents.

C'est l'histoire de tous ces malheureux, de tous ces coquins qui, encouragés par des exemples contemporains, quittent le droit chemin de l'étude, du travail, de la probité et pensent arriver à la fortune, et, ce qui est plus étrange, aux dignités, aux honneurs, au pouvoir — par un coup de dés — ou de lansquenet — de là à piper les dés et à biseauter les cartes, il n'y a qu'un pas.

A beaucoup de ces avides, de ces ambitieux plus ou moins aigrefins — la presse sert de moyen — ils voient les plus élevés, les plus considérés des hommes « arriver » pratiquer le « chantage » avec succès — et pour s'appliquer aux places, au pouvoir, aux gros traitements, le chantage n'en est pas moins le chantage.

Une des deux donzelles que Gabriel Hugelmann, avec l'argent d'autrui, entretenait pour « une part » en échange d' « une part » de leurs faveurs d'occasion — a répondu au président, qui lui reprochait et sa vie et le *de* que cette « madame *du* trottoir » mettait devant son nom et la couronne de comtesse qu'elle faisait peindre sur « *ses* voitures » :

— Je ne suis pas la seule.

Et non, elle n'est pas la seule.

Elle avait raison. — Gabriel Hugelmann aussi pouvait dire : « Je ne suis pas le seul. » En dépit de la loi que ce président rappelait en en faisant une vaine menace, combien de gens aujourd'hui portent un faux nom, s'affublent de *particules*, se parent de faux titres. Il en est non seulement parmi les courtisanes, — je ne parlerai pas de quelques-unes de ces marquises et de ces comtesses des journaux de modes — qui, trouvant que le masque leur est commode ou leur sied bien, le conservent hors du théâtre et le portent dans la vie privée et quotidienne ; — mais, je dirai qu'il y a de ces exemples, de ces usurpations ridicules dans l'administration, — j'ai connu plusieurs préfets dans ce cas, — j'en ai rencontré cent fois dans le monde et j'apprends par ceux qui y vont encore, que le nombre en augmente tous les jours, — il y en a même dans la magistrature.

Et cela s'exécute avec une audace incroyable ; — tel dont toute une ville a connu l'auteur, petit marchand et usurier, — fait faire tout à coup un jour des cartes avec un *de* ajouté à son nom, — on en rit, mais ses connaissances, tout en s'en moquant entre elles, sont flattées de l'entendre ainsi annoncer dans leur salon.

Revenons au chantage : — n'était-ce pas du chantage lorsque M. Thiers se trouvait « sur le pavé »,

c'est-à-dire, n'étant pas ou n'étant plus ministre, s'aidait pour remonter à l'assaut du pouvoir des théories et des passions qu'il combattait quelques jours auparavant, et qu'il n'aspirait qu'à combattre encore — lorsque dans *ses* journaux on attaquait, on outrageait le roi — en le désignant prudemment sous ces dénominations :

« Quelqu'un. »

» Une haute influence. »

» La pensée du règne. »

» La pensée immuable. »

Et, place Saint-Georges, dans le salon de madame Dosne — « papa d'Oliban » ?

Lorsque les journaux, amis ou complices de M. Thiers supprimaient, en parlant du roi, les deux lettres S. M.

Puis un jour — où la veille on l'avait appelé « quelqu'un » — on lisait : S. M. a fait appeler M. Thiers aux Tuileries, on lui rendait ses deux lettres S. M.

N'était-ce pas du chantage, lorsque Me Ollivier, à peu près membre aujourd'hui de l'Académie Française, se posait comme « irréconciliable » ennemi de l'Empire jusqu'au jour où l'empereur l'appelait au ministère, — ce qu'étaient du reste prêts à faire comme lui Me Jules Favre et Me Gambetta?

Descendons plus bas — plus bas au point de vue des lecteurs, pas au mien.

Paulò minora canamus.

N'est-ce pas du chantage lorsqu'un journaliste « abîme » « éreinte » loue ou fait « mousser » tel théâtre, telle pièce, tel acteur, selon que aux « premières » on lui a donné une bonne, une médiocre ou une mauvaise loge ou stalle ; selon qu'on lui offre, accorde ou refuse des loges dans l'intervalle, — selon que les chanteurs sont venus ou ne sont pas venus

chanter et travailler gratuitement chez lui quand il lui plaît de donner une soirée?

N'est-ce pas du chantage lorsque quelques-uns préconisent les affaires industrielles quand on leur a donné des actions libérées — et se rendent complices contre le public des flibustiers, inventeurs de sociétés, etc.?

Un autre tort à reprocher à la presse — et je parle ici des journalistes — il en est — qui sont honnêtes et prennent leurs devoirs et leur profession au sérieux.

Ce tort, ils ne l'ont ni plus ni moins que les gens du monde, mais de leur part il est plus dangereux.

C'est la facilité, l'insouciance avec laquelle, et dans le monde et dans les journaux, on accepte des inconnus, champignons nés hier subitement sur le fumier de la société contemporaine, pourvu qu'ils aient de l'argent, donnent à dîner, et se donnent un nom ronflant; — on prend chez eux des dîners qu'ils volent peut-être à l'hôtel ou au marchand de comestibles; on leur donne la main, on loue leur élégance, leur hospitalité, on les aide à prendre la position qui leur permettra demain de faire des dupes, etc.

Oui, la demoiselle de.... je ne sais plus quoi, avait raison de dire : « Je ne suis pas la seule. »

Et ici encore, je dirai à certains journalistes : — Par vos mentions perpétuelles de ces courtisanes, par vos éloges de leur beauté, par vos descriptions de leurs toilettes, par la camaraderie que plusieurs entretiennent avec elles, quelques-uns même allant souper chez elles aux dépens de leurs entreteneurs, étant leurs « amants de cœur », comme Hugelmann l'était de mademoiselle de****, ne les aidez-vous pas à faire de nouvelles dupes? Ne jetez-vous pas dans cette triste et honteuse carrière de pauvres filles hésitantes?

Oui, Hugelmann aurait pu dire comme sa maîtresse, je ne suis pas le seul.

Car, n'est-ce pas du chantage que font ces mauvais avocats qui attaquent et les lois et la société, — je ne parle pas de la grammaire, — pour se faire une popularité de mauvais aloi; — puis, harcèlent le pouvoir jusqu'à ce qu'ils arrachent « pied ou aile » un portefeuille, une place, une sinécure?...

Et tant d'autres.

Il paraît que « l'hydre de l'anarchie » a, pour le moment, pas mal de têtes.

Les bonapartistes, qui se divisaient déjà en rouhéristes et en jérômistes, viennent par l'organe du plus populaire et du plus primesautier de leurs journaux, d'annoncer deux nouveaux partis dans le parti :

« Les exaltés, »

« Les épileptiques. »

Le parti du patriotisme seul et du bon sens ne se divise pas, et il y a à cela une raison péremptoire, c'est qu'il n'existe pas.

Un souvenir au sujet du parti jérômiste.

Le journal *le Pays*, avec sa fougue ordinaire, dit à peu près au prince Napoléon : « Si vous pouviez, vous étrangleriez le prince impérial. »

C'était un peu l'opinion de Napoléon III.

On se rappelle la guerre d'Italie, — Louis-Napoléon confia à son cousin, le commandement d'un corps d'armée qui, sans que j'en puisse dire la cause ou les causes, ne prit aucune part à la guerre.

Quelqu'un de la familiarité de l'empereur lui dit :

— Ah çà, pourquoi avez-vous amené votre cousin en Italie, — il fallait autant le laisser à Paris, que

de le faire venir ici « croquer le marmot » comme on dit.

— C'est justement, dit l'empereur, pour qu'il ne croque pas le marmot à Paris que je l'ai emmené ici.

Le journal, c'est la parole écrite, moins dangereux que la parole, disons le mot, que le cancan, que le potin, que le ramage, parce qu'il travaille au grand jour, parce qu'on en connaît l'auteur, parce qu'on peut y répondre devant le même auditoire.

Pour cela, il faut que la loi sur la signature, non abrogée, mais sans cesse éludée, soit appliquée rigoureusement, non comme une pénalité spéciale, mais en vertu de la responsabilité de chacun pour ses œuvres ; que la marque de fabrique soit inexorablement exigée de tout le monde ; que tout le monde signe ses planches, son calicot, son fer, comme son article, comme son livre.

Après la signature obligée, le droit de réponse, mais régularisé sur un seul point qui n'est pas une innovation : l'homme attaqué dans un journal est un accusé, il a le droit de se défendre, là comme devant un tribunal.

Qu'il soit établi que dans le journal, et devant ses lecteurs, comme devant le tribunal, les juges et le jury, la défense et l'accusé doivent avoir la parole les derniers. Alors le droit de réponse ne devient plus illusoire comme il l'est le plus souvent aujourd'hui.

Naturellement — avec cette liberté — vous aurez un nombre infini de tentatives de journaux dont beaucoup paraîtront une fois, deux fois, dix fois — vous aurez des journaux à cinq cents abonnés — à mille abonnés — rarement à trois mille, — vous n'aurez plus de journaux à dix mille, à vingt mille, à cent mille abonnés, parce que chaque écrivain, exprimant sa nuance

— sans mélange — chaque lecteur voudra trouver également la sienne.

Vous verrez éclore aussi, comme au soleil du printemps, une foule d'insectes, les uns armés, dangereux, venimeux, les autres étranges, grotesques. Avec toutes les nuances de la pensée vous aurez toutes les nuances de l'extravagance et de la folie. Vous verrez surgir des champignons, quelques-uns comestibles, les autres vénéneux.

Il faut écarter ceux de ces insectes qui sont venimeux — il faut préparer du contrepoison pour les champignons toxiques.

Mais ça n'est pas par des lois fiscales, et par des mesures de compression, — ce n'est pas non plus par la corruption que tous les partis me paraissent d'accord pour exercer quand ils sont au pouvoir.

Cet argent honteusement, bêtement et inutilement dépensé à corrompre, peut être employé honnêtement, intelligemment et triomphalement.

Je n'ai pas besoin d'expliquer le côté honteux de la corruption, — les côtés bêtes et inutiles les voici : si vous achetez des gens sans talent, ils seront facilement remplacés par d'autres qu'il faudra acheter à leur tour; — si vous achetez des gens de talent, dont le caractère ne soit pas à la hauteur du talent, vous les déshonorez, vous les annihilez, vous tuez leur talent, vous détruisez une puissance et une force.

Ce qu'il faut faire, c'est de descendre résolument dans l'arène, — avec votre argent et tous vos moyens d'actions, — j'entends les moyens honnêtes.

Vous fondez un journal, — un seul, — vous vous adressez à tous ceux des écrivains qui ont une influence réelle sur le public, — à ceux qui, sous diverses formes, sont les maîtres et les conducteurs d'un certain nombre d'esprits, — vous ne leur demandez

aucun engagement politique, — ceux qui ne partagent pas vos idées politiques, feront des romans, des nouvelles, des articles de mœurs, de fantaisie. — Vous ne manquerez pas de rédacteurs politiques, si vous adoptez une politique sociale, morale, et non une mesquine politique de parti. — La politique de la bonne foi, du bon sens, de la vérité, — faites appel aux poètes, aux romanciers, aux philosophes, à tous ceux qui veulent conjurer la ruine de la France, et le bouleversement de la société; — payez vos rédacteurs le double de ce qu'ils sont payés dans les journaux qui payent le plus cher; — il vous est facile d'avoir plus de nouvelles et de renseignements que tous les autres journaux réunis, et de les avoir avant eux. Imprimez votre feuille sur beau papier, faites-y entrer des dessins, des gravures, des caricatures, des charges, des portraits, des autographes, de la musique; prenez partout et imitez tout ce qui vous semble un progrès, tout ce qui doit intéresser, éclairer, instruire, amuser.

Voyez tout ce qui s'écrit, tout ce qui s'imprime, — emparez-vous de tout ce qui est sain, bien pensé, bien exprimé, — si un jeune talent se produit, allez à lui, engagez-le, confisquez-le.

Et cette feuille, vendez-la un sou.

Envoyez-la gratuitement à tous les instituteurs, à tous les maires, — dans toutes les casernes, dans toutes les grandes usines, dans les prisons, — sur les navires qui partent, et soyez certain que ce sera plus honnête et plus efficace que la corruption,

Outre l'aspect de spectatrices décolletées par en haut et de danseuses décolletées par en bas, les unes et les autres jusqu'à la ceinture, — il y a pour beaucoup de journalistes le plaisir assez vif, les jours de première représentation, d'exposer leur célébrité épa-

nouie ou naissante, soit dans une bonne loge, soit dans une stalle réservée et numérotée, aux regards éblouis de « tout Paris ». — Ajoutez-y une autre joie, source de bienveillances féminines plus ou moins complètes, d'apaisements de créanciers, de satisfactions données à la famille et à quelques amis chez qui on dîne, tout heureux et tout fiers d'entrer au théâtre sans payer — même ceux que leur fortune semblerait devoir rendre insensibles à ce genre de faveur.

Il est tacitement convenu entre directeurs de théâtres et journalistes que, pour prix des annonces perpétuelles que les journaux font de leur spectacle, une place est réservée, les jours de première représentation, au rédacteur chargé spécialement du compte rendu des théâtres, — mais, ni les uns, ni les autres, ne s'en sont tenus à cet échange ; — tel journal, dont la publicité est plus étendue ou la critique plus influente, accepte ou exige, au lieu de la stalle traditionnelle, une bonne loge de face ; — il en était même autrefois auxquels les « jours de première », argot adopté récemment — il était donné deux loges, une pour le feuilletoniste, l'autre pour la direction.

Il n'y avait déjà plus là échange pur et simple — il y avait faveur offerte et acceptée — ou exigée et concédée.

Entre gens bien élevés comme sont, j'aime à le croire, tous les feuilletonistes — appelés également aujourd'hui les « lundistes » à cause de l'habitude qu'ont les journaux de publier les feuilletons de théâtre le lundi, — ces bons procédés des théâtres n'étaient, ne sont jamais l'objet d'une transaction, d'une promesse demandée ou faite d'une indulgence particulière de la part de la critique — mais il est plus que probable que le journaliste se sent à son insu plus ou moins apaisé et attendri en faveur des directeurs, des au-

teurs, des acteurs, des machinistes, des lampistes, etc.

Ce résultat se produit — toujours je suppose, — d'une façon plus visible, si le journaliste, outre les places de premières représentations, demande de temps en temps une loge au théâtre; — le journaliste alors devient réellement l'obligé — et doit manifester sa reconnaissance ou s'exposer au reproche d'ingratitude; — cet échange de bons procédés est fait au détriment du public et des lecteurs de journaux, qui à chaque instant voient annoncer avec des éloges unanimes et enthousiastes une pièce qui lorsque, sur la foi de son journal, chacun veut la voir, ne lui cause qu'ennui et dégoût.

Lorsque ce n'est pas le contraire qui arrive — et on m'assure qu'il arrive quelquefois, — c'est-à-dire que l'aristarque, mécontent du « service », c'est ainsi que dans la même langue moderne on appelle la distribution des places réservées à la presse les « jours de première », « abîme », autre mot consacré, la pièce nouvelle, et trompe ses lecteurs en sens opposé.

Je ne parlerai que pour mémoire de tel de ces arbitres du goût et conservateurs des saines doctrines littéraires, échansons, — jurés du public, etc., qui donne de temps en temps une *grrrande* soirée, et mande chez lui acteurs, chanteurs, chanteuses, les fait travailler au bénéfice des plaisirs de ses invités et de sa propre vanité — et doit payer cette complaisance en éloges dans son journal, — le public qui paye pour avoir la vérité est attrapé; tant pis pour lui.

Naturellement les directeurs de théâtre ont abusé à leur tour de l'abus que commettent à leur égard les critiques des journaux ; — de là l'origine de ces peti-

tes notes en deux ou trois lignes, si multipliées à la fin des journaux, dans lesquelles le directeur lui-même ou le secrétaire du théâtre exprime une admiration bien sentie pour les pièces en cours de représentation sur son théâtre.

Ce n'est pas tout, les directeurs prêts à satisfaire tous les désirs des aristarques ne se contentent plus en échange d'une critique de leurs pièces, ils croient qu'il leur est dû une critique toujours élogieuse et même enthousiaste.

Ils me rappellent une idée fausse qu'ont beaucoup de domestiques — idée encouragée par la pusillanimité de beaucoup de maîtres — à leur sortie d'une maison, il est dû aux domestiques un certificat ; la plupart des maîtres, quelque mécontents qu'ils soient de leurs services, leur donnent des certificats favorables, pour éviter les réclamations, les plaintes, etc., — ne pensant pas qu'ils trompent les maîtres futurs de ces domestiques, comme ils ont été trompés eux-mêmes par une complaisance semblable. Beaucoup de domestiques, se fondant sur cet usage, croient avoir droit à un « bon » certificat.

Il y a quelques années je dus renvoyer une servante qui à plusieurs reprises avait introduit des « amis » chez moi et les avait largement abreuvés à mes dépens ; — elle partit sans rien réclamer, mais, peu de jours après, elle revint — elle avait consulté « un homme de loi » disait-elle, — elle avait droit à un certificat, elle exigeait un certificat, — je lui en donnai un par lequel, conformément à ma ferme résolution de ne dire toujours que la vérité, afin de conserver de l'autorité aux certificats favorables que je crois devoir donner, — j'avais inscrit ces mots : « J'ai renvoyé... une *telle* parce qu'elle a des amants qui ont trop soif ».

Il paraît que, ne sachant pas lire, elle colporta ce certificat pendant quelques jours ; — éclairée, elle eut recours à son « homme de loi » qui vint me trouver et m'exposa cette prétention que je devais donner un bon certificat ; — je mis naturellement l'homme de loi à la porte.

Quelques-uns — très peu, je veux et je dois le croire, voulant joindre « aux plaisirs du vice les honneurs de la vertu » ont accepté, demandé des stalles, des loges, etc., — et ne s'en sont pas moins montrés sévères pour la pièce, pour les auteurs, pour le directeur, pour les acteurs, etc.

Plaintes des directeurs qui crient à l'ingratitude, — suspension des faveurs ; — alors on « abîme », on « éreinte » pièces et acteurs et directeurs, etc.

Donc, pour mettre fin à ces récriminations, deux ou trois journaux ont émis dernièrement la proposition que voici, à laquelle ils invitaient leurs confrères à se joindre : les journaux supprimeraient l'échange traditionnel avec les théâtres — ils payeraient leurs places les jours de première représentation, — mais les directeurs de théâtre payeraient l'annonce de leurs spectacles.

Ce mouvement est beau — et rendrait *au moins assez* de sévérité à la « critique » à l'égard des théâtres, — seulement il me semble qu'il n'en est déjà plus question et que les choses vont reprendre ou ont repris leur ancien cours.

En voyant *la Patrie* au nombre des journaux formant cette résolution, je me suis rappelé que ce journal, à une autre époque, avait non seulement pris cette résolution, mais l'avait, qui plus est, mise à exécution.

J'ai relativement peu vécu à Paris — j'aime peu le

théâtre, — ces deux raisons expliquent que, quoique journaliste à mes heures, je n'ai guère fait de critique théâtrale — cependant... il y a... une trentaine d'années — je me trouvai en rapports et en rapports de cordialité avec le banquier Delamarre qui venait d'acheter *la Patrie;* — il me pria de lui écrire un programme, d'après une conversation que nous avions eue ensemble ; — il se rencontra dans ce programme une phrase qui causa un grand trouble dans la maison ; cette phrase disait à peu près ceci : « Pour le moment, vu les agissements du ministère actuel, le journal est un journal d'opposition ; mais, désireux de ne plus l'être, nous aimerons mieux toujours aider un ministère à détruire un abus, que nous aider d'un abus pour renverser un ministère ».

Il y avait alors pour rédacteur en chef un vieux journaliste imbu de cette idée qu'un journal une fois journal d'opposition doit toujours blâmer, harceler, attaquer le pouvoir, quel qu'il soit et quoi qu'il fasse ; — et, mettant une certaine dignité au service de cette idée saugrenue plus répandue qu'on ne le croirait, il donna sa démission et quitta le journal que Delamarre me chargea de remettre sur pied ; — après quoi, il me confia le feuilleton théâtral ; nous fîmes même un traité où on remarqua ces deux articles :

ARTICLE PREMIER. — M. Karr s'en va au beau temps.

ARTICLE II. — Le jour de chaque première représentation, le journal fera prendre et payer aux bureaux de chaque théâtre une stalle d'orchestre pour M. Karr, le journal ne demande et n'acceptera jamais une place gratuite.

Le beau temps arriva — je m'en allai, — je ne sais combien de temps la situation que j'avais faite a duré.

Il faut s'occuper de la publicité sévère et réelle des débats de l'Assemblée.

Autrefois chaque journal avait ses sténographes, et les comptes rendus avaient une agréable variété, ils manquaient généralement d'exactitude ; les discours des orateurs libéraux, dans les journaux de leur parti, étaient reproduits *in extenso* ; — ils corrigeaient eux-mêmes, le soir, les « épreuves » et aussi parfois les discours ; ils ajoutaient quelques traits, retranchaient quelques passages, saupoudraient le tout de sel ou même de poivre ; on en a vu indiquer eux-mêmes les *très bien* qu'ils croyaient devoir ajouter à ceux déjà indiqués par le sténographe ; — par exemple, quand il s'agissait d'un membre de la majorité on était plus concis : « L'honorable orateur *essaye* de prouver ceci et d'établir cela. »

Ou encore : « La faiblesse de la voix de l'honorable orateur empêche son discours, du reste froidement écouté, de parvenir jusqu'à nous. »

Dans les journaux ministériels, c'était... absolument la même chose.

On publiait en totalité les discours des ministres et de leurs amis corrigés, augmentés, expurgés *ad usum* des abonnés ; — c'étaient alors les orateurs de l'opposition, qui « dans un discours prononcé au milieu de l'inattention générale, ou du bruit des conversations particulières — prétendaient que... — ou essayaient de...

C'étaient les membres de l'opposition qui étaient aphones et n'étaient pas entendus par les sténographes.

Aux ministériels étaient réservés tous les « très bien — sensations prolongées — émotion jusque dans les tribunes ; applaudissements qui interrompent la séance, — les marques d'assentiment, — les rires d'approbation, etc. »

Si l'on accordait quelques rares *très bien* aux ora-

teurs de l'opposition, on avait soin d'expliquer que ces signes d'assentiment partaient seulement de la partie de la chambre où siégeaient leurs amis.

Plus tard, on a compris que le compte rendu des débats législatifs ne devait plus être abandonné à la passion et à l'esprit de parti, on a compris qu'il devait être uniforme, exact, textuel.

On a voulu imposer aux journaux ce compte rendu; ils ont prétexté de l'espace qui leur manquait, des frais qui les surchargeraient, etc. — On a imaginé le compte rendu *analytique :* — c'est-à-dire arbitraire, à la disposition et à l'interprétation ou du Président de l'Assemblée ou des questeurs.

Il est arrivé quelquefois que le président de l'Assemblée — M. Grévy, par exemple, il n'y a pas très longtemps — s'est permis de décider que de tel incident, de telle interruption, de telle assertion, il ne serait pas fait mention au procès-verbal.

Or tout, en république, et j'espère que cette fois nous sommes en république — tout repose sur l'Assemblée et sur le vote, — qui, je l'espère ardemment, sera modifié; — il est important que les électeurs suivent l'élu dans tous ses actes de député — discours, silences, abstentions, votes, absences, interruptions, volte-faces, etc., etc.

Il faut que personne, ni les partis, ni les journaux, ni les présidents, ni les ministres, ni les questeurs, ni les députés eux-mêmes, ne puissent rien dissimuler, déguiser, supprimer, ni ajouter, ni amender.

Il ne faut pas même permettre que MM. les orateurs aillent corriger, modifier, limer, arranger leurs discours sur les épreuves d'imprimerie, les émailler de « traits vifs et spirituels, » les entrelarder de « très bien ».

Il faut que le compte rendu soit livré complètement exact par des sténographes surveillés par une commission de trois membres tirés au sort chaque semaine. — J'entends un compte rendu inexorablement textuel.

Il faut qu'un détachement de l'imprimerie nationale imprime à grande vitesse ce compte rendu et que chaque journal le reçoive tout imprimé à un prix légèrement inférieur à celui auquel lui reviendraient le papier et la composition du compte rendu actuel, pour compenser le supplément de rédaction que lui imposerait la place devenue vacante, consacrée d'ordinaire aux séances de la chambre; — on dégrèverait les journaux de la partie de frais de poste représentés par le poids de ce compte rendu.

Par ce moyen, les lecteurs et les électeurs cesseraient d'être abusés par des mensonges; et, de chez eux, suivraient leur député pendant toute la durée de son mandat.

A ce compte rendu seraient ajoutés et les noms des absents à chaque séance, et tous les votes à chaque scrutin.

*
* *

Encore un point.

Au nom du salut de la patrie, — au nom de la politesse française, — au nom de la langue française, — au nom du bon sens,

Il faut brûler solennellement la tribune sur la place de la Concorde, — la tribune est notre perte; — c'est elle qui fait que les avocats sont les maîtres de la France, et depuis si longtemps s'en disputent les lambeaux.

Que la Chambre cesse d'être une sorte de théâtre, — où triomphe nécessairement une certaine habitude

de filer et de délayer des discours, — où celui qui sait parler longtemps, sans s'arrêter, accoutumé à remplacer la pensée absente ou paresseuse par des grands mots, est celui qui remporte le prix, — où parler est plus important que de dire quelque chose, — où ceux qui ont quelque chose à dire, sont annulés par ceux qui ne savent que parler ;

Il faut que l'on parle de sa place et que l'on évite les longs discours, — que l'on comprenne enfin qu'une Assemblée de députés a pour mission de faire les affaires du pays et non un tournoi de paroles.

Le danger de la tribune, je l'ai constaté sans relâche et à bien des reprises, depuis trente-cinq ans — l'âge des *Guêpes ;* — il rend maîtres des assemblées et des gouvernements, les avocats — et les plus mauvais souvent d'entre les avocats, — ceux qui n'ont su trouver ni la renommée, ni la fortune dans l'exercice de leur profession.

Il écarte de la discussion, — les hommes spéciaux, les hommes d'études, dont la vie a été assez occupée dans des travaux sérieux, pour qu'ils n'aient pas eu le loisir d'acquérir dans les cafés ni dans les clubs, cette facilité de parler seuls et longtemps, de parler sur tout sans savoir rien ; de remplacer les idées par des phrases ; la logique, par des mots ; la profondeur par le creux ; la raison par le bruit ; l'étude par le verbiage ; — ce que le vulgaire prend pour « l'éloquence, » — la tribune a perdu la France.

A ce danger de la tribune, s'ajoute sa complète inutilité : les partis sont formés d'avance, les coteries groupées, chaque couleur, chaque nuance a son troupeau, ses adhérents comptés, numérotés ; — avant la discussion, les votes sont déjà décidés pour ou contre le gouvernement, — pour ou contre telle ou telle

proposition, — pas un seul député n'attend la discussion pour décider son vote, — tout a été convenu d'avance et en dehors de l'Assemblée, — c'est donc simplement un danger au dehors et du temps perdu au dedans, or, le temps de MM. nos représentants, se paye et se paye cher.

A SCIPION COCHET

HORTICULTEUR A SUISNE (SEINE-ET-MARNE)

Il y a longtemps, mon cher confrère, qu'il ne vous est rien arrivé de Saint-Raphaël — c'est que je lis votre journal, et que je n'y ai pas vu une page qu'il n'eût été fâcheux de remplacer ou d'ajourner.

Et puis — je vous avouerai que ma situation est difficile : Voltaire, qu'on engageait à écrire l'histoire de Russie, répondit : Je ne peux plus ; j'ai reçu trop de pelisses de fourrure.

Il est fâcheux d'avoir à se comparer à Voltaire par un si mauvais côté, mais c'est ce qui m'arrive.

J'ai passé cet automne une journée à Lyon — je suis allé voir mon vieil ami Sisley — et Lacharme et Gonod et Hoste et quelques autres ; — partout j'ai été amicalement et splendidement reçu — et moi qui, dans une carrière déjà longue, ayant eu beaucoup d'amis au pouvoir ai conservé la plus complète liberté — et n'ai jamais rien été, pas même garde champêtre,

je n'ai plus aujourd'hui, du moins à l'égard des fleurs, cette indépendance dont j'étais peut-être un peu trop fier. — Hélas! tout homme est à vendre, il ne s'agit que de trouver la monnaie qui lui convient. — Heureusement que je n'ai pas à parler ici des pelargonium — Sisley m'en a comblé — Hoste a perfidement glissé dans son envoi beaucoup plus de plantes que je ne lui en avais payé. — Quelle confiance trouverais-je auprès des lecteurs, si je venais aujourd'hui célébrer ces collections rigoureusement épurées chaque année et ne présentant quoique très nombreuses que des plantes magnifiques et de coloris variés et nouveaux — parlerais-je d'iris — après que Louis, le fils de Sisley, — m'a envoyé la si belle collection de feu Henon son beau-père? — M'écouterait-on quand je parlerais de la richesse que cette collection ajoutée à la mienne donne aux terrains semés de nekhers qui dominent mon jardin?

Mais pour ne parler que des roses : — Lacharme m'a reçu comme un vieil ami — comme un doyen jardinier, — puis un jour j'ai reçu à Saint-Raphaël — et le *Capitaine Christy* — *Madame Lacharme* et dix autres roses de ses semis, — je pourrais à la rigueur parler de *Madame Lacharme* que tout le monde connaît — mais si je vante le charmant coloris et la belle forme du *Capitaine Christy*, on sourira.

Gonod, lui, a donné à une grande et magnifique rose nouvelle, le nom de ma fille', *Madame Jeanne Bouyer*, puis, pour m'achever, — il a choisi pour marraine d'un autre gain une belle étrangère pour laquelle il aura appris que je professe une grande et respectueuse amitié — si je dis que *Jeanne Bouyer* est une fleur très grande, très bien faite et d'un charmant et rare coloris de rose de Chine.

Si je dis que *Anna de Besobrasoff* est d'une extrême perfection de forme et d'une éclatante cou-

leur que les femmes désignent, je ne sais pourquoi, par le mot de *cerise*,

On haussera les épaules.

Il en est de même de mon voisin Nabounaud ; — il a disputé à Gonod la belle marraine russe — et chez lui « *Anna de Besobrasoff*, est une grande rose blanche — dirai-je magnifique — et ne m'interrompera-t-on pas, en disant : « On sait que vous voisinez avec Nabounaud — et on vous a vu sortir plus d'une fois de son jardin avec de grosses poignées de roses? Je ne parlerai donc pas de ces gains — *Madame Nabounaud* est une bien belle rose cependant — *Isabelle Nabounaud*, etc., etc. Mais ce que je dirai — en bravant la médisance, parce qu'il s'agit d'une observation utile à tous, — et surtout aux lecteurs qui habitent le Midi de la France — il y a dans tous les ordres de roses des roses remontantes, quoiqu'il ne soit pas prudent de trop se fier sans examen aux assertions des catalogues ; — mais les rosiers-thé — qui malheureusement ne supportent que rarement les hivers du nord, de l'est et même du centre de la France, donnent dans nos climats une floraison perpétuelle ; — c'est surtout en décembre et janvier que leurs fleurs si abondantes ont le plus d'éclat, ainsi les boutons du thé *sufrano* se recouvrent à moitié d'un beau rouge, — *Madame Falcot* est d'un orange vif et franc, etc. — Un mot, en passant — au sujet de *Madame Falcot*, — On se tromperait beaucoup si on jugeait la fleur d'après de jeunes rosiers ; elle ressemble alors beaucoup à *sufrano*, et est beaucoup moins florifère que lui, mais il n'en est plus ainsi sur des pieds ayant trois, quatre, cinq ou six ans, elle fleurit alors presque autant que *sufrano* et est beaucoup plus éclatante et plus double.

Heureux les arbres ! la vieillesse ne fait qu'accroître leur beauté !

Eh bien, tout corrompu qu'on a le droit de me supposer, je dirai que Nabounaud a eu l'heureuse inspiration de semer surtout des rosiers-thé auxquels le climat méditerranéen est si favorable et que sa collection s'enrichit chaque année de gains..... je n'ajoute pas d'épithète, à cause de la fâcheuse situation que j'ai confessée.

Nous avons en effet ici, pendant l'hiver, une magnifique floraison de roses ; mais ce sont les rosiers-thé, qui, à cinq ou six exceptions près, en font les frais.

J'attendrai donc, mon cher confrère, une occasion où je ne serai ni corrompu ni soupçonné de l'être.

Ou bien je laisserai à l'ingratitude le temps de germer dans mon cœur,

Pour vous adresser quelques feuillets de Saint-Raphaël.

Salut cordial.

ALPHONSE KARR, *jardinier*.

FIN

TABLE

	Pages.
A TRAVERS CHAMPS. — A M. ***	1
DERRIÈRE LA TOILE. — A UN BOURGEOIS DE MON VILLAGE	10
ΑΤΕΧΝΩΣ ΥΠΕΡΒΑΔΔΟΥΣΙΝ	24
A M. PERICLÈS BONIVARD, COMMIS VOYAGEUR	35
UNE QUESTION DE MORALITÉ PUBLIQUE	46
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ	57
A L'AUTRE RÉPUBLICAIN	71
A S. A. I. LE FILS DE NAPOLÉON III	81
A UN CORRESPONDANT..... BIENVEILLANT	95
LE GATEAU DE FÊTE	106
CONQUÊTES ET ANNEXIONS	123
ENTRE SOUVERAINS	131
A UN AMI QUE J'AI DANS LES LANDES	138
A ALPHONSE TOUSSENEL	150

Pages

A M. PRUDHOMME 161
A QUELQU'UN DE GAI, S'IL EN EST ENCORE UN 173
A TOUT LE MONDE 185
A UN 363 196
NOVISSIMA VERBA 208
A MON FRÈRE EUGÈNE KARR, A PERPIGNAN 211
A UN CANDIDAT TRIOMPHANT 223
ÆGROTANTIS SOMNIA 233
A UN MINISTRE DE L'AVENIR 243
PARLONS D'AUTRE CHOSE 250
A UN ÉLECTEUR 258
PARLONS ENCORE D'AUTRE CHOSE 269
RÉMINISCENCES 285
COROLLAIRE ET SPÉCIMEN 288
LA PRESSE 292
A SCIPION COCHET, HORTICULTEUR A SUISNE (SEINE-ET-MARNE) 370

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE, JEANNE ROBERT

Office of the President

October 1984

EXTRAIT DU CATALOGUE